

APRES L'EMEUTE



LE DEBAT CONTINUE

APRES L'EMEUTE LE DEBAT CONTINUE

**BULLETIN N°7
BIBLIOTHEQUE DES EMEUTES**

Ont participé à la rédaction de ce bulletin :

C. de CHUSROPLE, Hank CULTON-PEAR, Edas
ED SIUGRAM, Philip FRANCIS, Chrétien
FRANQUE, Zirka LOY, Hannah NIMOH, Kyu
SAKASSAC, Amakusa SHIRO, John SMITH,
Adreba SOLNEMAN, Mick TANNER.

Ont participé à la conception de ce bulletin :

Les AREA BOYS de Lagos, la CAILLERA
de France, les HITISTES d'Algérie, les
MOBSTERS de Bangkok, les MOORYAANN
de Mogadiscio, les MOTORIZADOS de
Caracas, les RAM RIDERS of U.K.

Directeur de la publication : CHRETIEN FRANQUE
Editeur : BELLES EMOTIONS Dépôt légal, mai 1994.

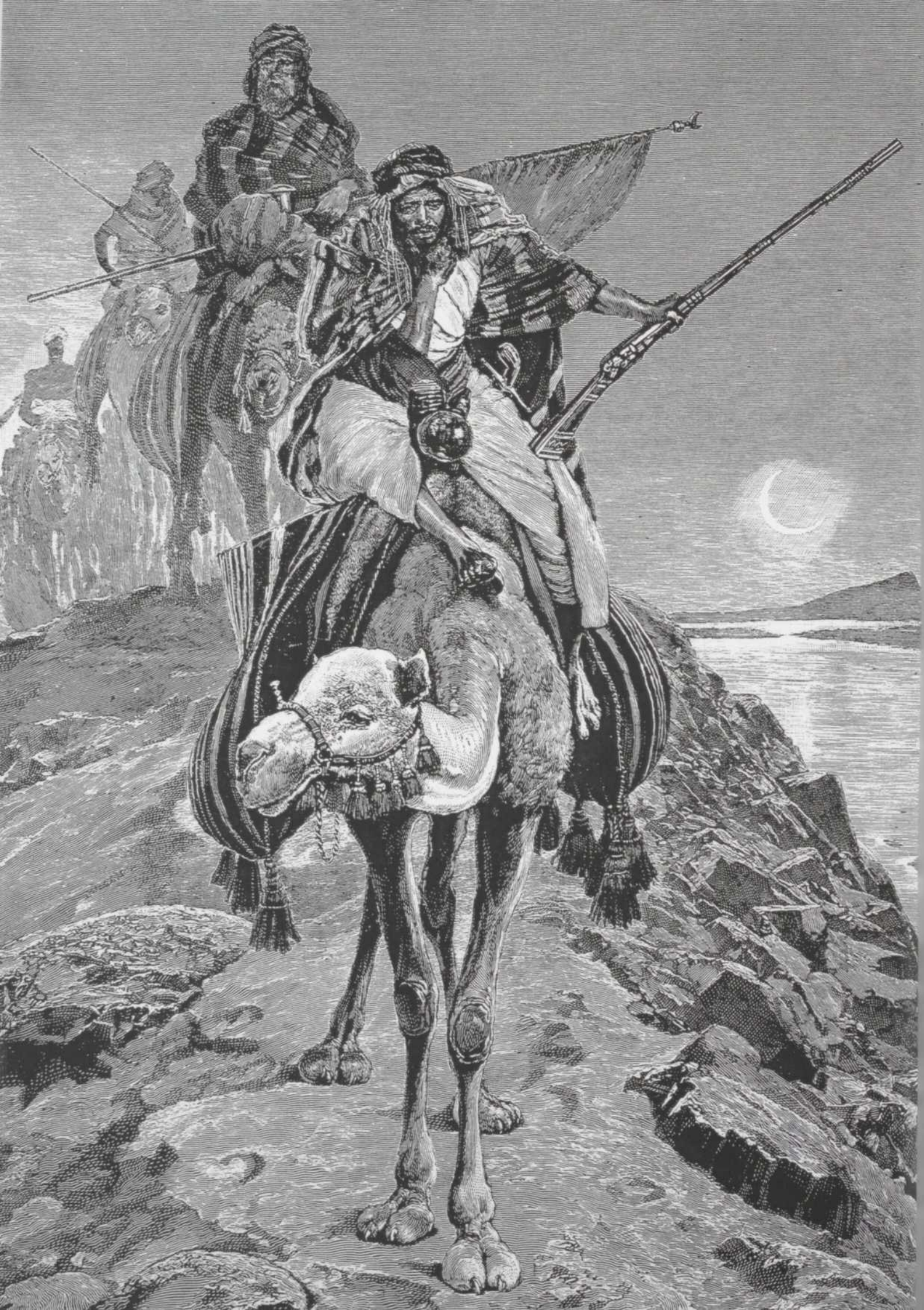
SOMMAIRE

Première partie : APRES L'EMEUTE

♦ Après l'émeute	p. 5
1- Répression	p. 9
2- Silence	p. 19
3- Résistance	p. 31
♦ De la méthode	p. 55
♦ Catalogue	p. 57

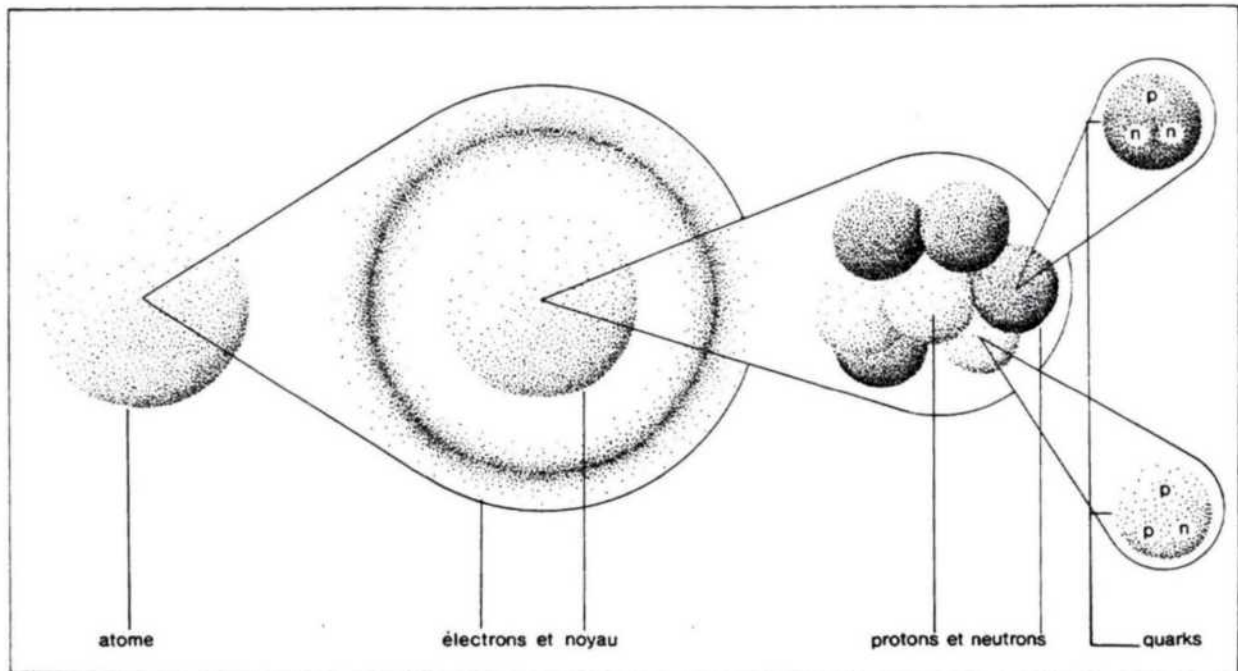
Seconde partie : LE DEBAT CONTINUE

♦ La téléologie, enfin	p. 73
♦ La fin du voyage	p. 77
♦ Identité des humains	p. 81
1- Identité collective	p. 81
2- Identité individuelle	p. 91
♦ La retraite du communisme	p. 95
♦ La retraite de la culture	p. 105
♦ Retraite et rupture	p. 119
♦ Le respect de la vie	p. 123
♦ Ali et Nation	p. 135



PREMIERE PARTIE

APRES L'EMEUTE



Depuis la fin du siècle dernier, la structure de la matière a révélé des détails de plus en plus fins. Les « particules élémentaires » ont été successivement les atomes, puis les électrons et les noyaux, ceux-ci étant ensuite décomposés en nucléons (protons et neutrons). On pense aujourd'hui que les protons, les neutrons et tous les hadrons sont constitués d'entités plus élémentaires, les quarks (et leur antiquarks), probablement inobservables isolément. Pour arracher des électrons à un atome, il suffit de le bombarder avec des particules ayant une énergie de quelques électrons-volts (eV) ; pour séparer les protons et les neutrons, il faut atteindre des énergies supérieures au MeV (10 puissance 6 eV). Enfin, des énergies supérieures au GeV (10 puissance 9 eV) sont nécessaires pour mettre en évidence la présence de « grains durs » à l'intérieur des nucléons.

APRES L'EMEUTE

Une vague de révolte, haute et pétillante, vient de se briser. Plus qu'aucune de celles qui l'ont précédée, elle est passée inaperçue en tant que tentative de rupture et tentative d'unité de ceux qui veulent cette rupture. Ne pleurons rien : l'échec est fécond tant que la maturation en dispute encore l'avenir à la résignation.

Pour les mêmes raisons qu'une Bibliothèque des Emeutes était née au début de 1989, ce diffus soulèvement avait commencé à manifester sa prodigalité dès l'été de 1988, atteignant son apogée juste avant son rapide déclin, entre le printemps et l'automne de l'hémisphère Nord en 1991. Sur les cinq continents, c'est partout l'émeute moderne, trop souvent sans lendemain, qui a été le dénominateur commun de ce vaste mouvement anonyme et ignorant son identité, son ubiquité, son radicalisme plus profond qu'apparent. La forme urbaine et imprévue de l'émeute, spontanéité et absence d'organisation, pillage de marchandise et destruction de bâtiments publics, prise à partie de l'information dominante et débat en actes plutôt qu'en paroles, brusque plaisir et absence de théorie, goût de se battre plutôt que goût de vaincre, a secoué à plusieurs centaines de reprises l'impréparation de ceux qui la déplorent et la combattent, autant que de ceux qui l'approuvent et la soutiennent. Bien peu de ses admirables auteurs ont poursuivi cet appel des tripes, ce refus de la soumission, cette pyromanie de cœur initiée par les allumettes de l'humour ou les bazookas de l'honneur. La mort, la prison et surtout la survie ont ravalé cette foule guerrière si dépourvue d'uniformes et de drapeaux, de chefs, de tactique, de stratégie, d'armes et d'idées. Ils sont encore moins nombreux ceux qui ont vu combien ils étaient nombreux à refuser ensemble et partout que les vieilles bites du présent se reproduisent encore dans les matrices du passé. Quel grand jeu tant de liberté et d'imagination, de jeunesse et de beauté, mettait à portée de la main, comme la plus belle marchandise à travers la plus incassable vitrine ! Mouvement encore plus disparate et silencieux que la vague précédente, celle de 1978-1982, celui-ci ne laissera pas autant de regrets, et même s'il laisse autant de rage, n'en laissera pas autant d'impuissante !

La période dont l'ennemi essaye de faire celle de « la chute du Mur » est celle de la simple émeute. La simple reconversion, ou plus rarement la fuite, des gestionnaires staliniens en tout ce qu'on voudra, n'a dominé cette période que pour les gestionnaires. Au contraire, nous, leurs ennemis, considérons cette modification de leurs organigrammes et de leurs idéologies comme issue du même phénomène que la puissante offensive contre ce qu'ils continuent de défendre, si ce n'est même une conséquence de cette offensive. Mais que le « Mur » soit tombé sous nos coups, ou

*Par la fin de tout
se conçoit le contenu
de chaque chose.*

parce que nos ennemis n'arrivaient plus à le soutenir, n'explique ni le début de la grande vague d'insurrections de 1988-91, ni sa fin.

La Bibliothèque des Emeutes, qui pendant toute cette période cherchait comment dépasser l'émeute, n'a plus qu'à regarder autour d'elle : presque partout nous sommes après l'émeute. L'émeute n'est pas un événement qui se reproduit à l'infini, identique à lui-même, un article de série. Là même où cet événement qualitatif, historique, a frappé le plus profond, elle ne se reproduit plus, ou mal, ou lentement. En portant à ceux qui rêvent de quiétude infinie les cicatrices qui dessinent leur fin, cette curieuse irruption de colère et de jeunesse a perdu sa propre candeur. Aujourd'hui, l'ennemi a installé des tranchées, des coupe-feu, des cimetières. Que voulez-vous ? Il refuse de perdre, de mourir, avec la même acariâtre opiniâtreté avec laquelle il a amassé, depuis deux siècles, ses principes et ses préceptes, jacobins, léninistes, économistes, judéo-christiano-muslim, nationalistes, situationnistes, skins ou punks. Partout, il s'est blindé, presque partout il a même contre-attaqué. Sur plusieurs champs de bataille on a ainsi assisté à une fulgurante offensive des nôtres, suivie d'une contre-charge plus lourde, plus mécanique donc essentiellement tracassière, plus raisonnée aussi, de l'ennemi. Mais partout cet affrontement a détruit des architectures, des innocences et des inconsciences. De tristes populismes ont cherché à arrimer, à revers des évaporations des attaques, aussi soudaines que leurs apparitions, cette vivacité à des points de doctrine insignifiants. Les récupérateurs, ceux qui viennent donner des raisons aux émeutiers, le savent : après l'émeute les émeutiers deviennent autres. Certains retournent au rien, télévisé et réaliste, de leur existence antérieure, blindés d'une hypocrite amnésie ; d'autres rallient l'ennemi, en tuniques culturelles, religieuses ou politiques ; d'autres encore se terrent, engrais des nostalgies futures comme les conseillistes de 1920 ou les post-situs de 1975, en regrettant les bons moments où tout était possible, quoique de toute évidence non ; les derniers enfin résistent, s'organisent, se consultent et n'avouent pas vaincu ce que leur parti pris avait voulu vainqueur. Mais pour les uns comme pour les autres, pour ceux qui sont déjà trop vieux comme pour ceux qui étaient encore trop jeunes, l'émeute ne reviendra plus sous la forme connue, répertoriée, d'un moment assez court de trois ou quatre ans, mais dont les premières apparitions en ont plus de trente. Car là où elle a vraiment eu lieu, l'offensive s'est transformée. Des batailles de positions, des batailles de diversions s'observent maintenant. La disposition n'est plus la même non plus. Chez l'ennemi c'est surtout l'information qui a perdu son angélisme qui consistait à faire croire que, même dans sa marge, il était permis de griffonner ; elle s'est avérée être le commissaire politique de l'Etat et de la marchandise, le parti de la communication infinie, et a été reconnue telle, lors de l'émeute, d'où elle s'est désormais retirée, à coups de pied dans le cul, fort indignée que sa bonne foi, elle-même douteuse, ne suffise plus à ce qu'elle soit considérée. Chez nous, il est plus difficile de lire les identités, les trajectoires et les perspectives, car justement, c'est

cette même information que nous avions coutume de piller dans ce but. Mais tant mieux après tout : nos différends mêmes, issus des violents combats qui aujourd'hui sont aliénés, nous ôtent quelques illusions que cet intermédiaire entretenait, nous apportent l'étoffe d'un débat que l'information confisquait jusque dans nos brefs triomphes d'un soir. En ne venant plus devant mais derrière la police d'Etat, la police de la plume interdit à cette même police d'Etat ne serait-ce que de comprendre la griserie des tumultes, et comment on se parle dans les no-go areas où les minuscules rêveries et les grossières litanies des rédactions n'arrivent plus que comme le plus imprécis jet de fion.

Ce qui manque tant, depuis l'insurrection birmane jusqu'au curieux et tardif avortement de Moscou pendant l'été 93, c'est une théorie ; une théorie non seulement de la vague précédente, celle de la révolution en Iran, qui vit la fin de la révolte ouvrière en Pologne, la première insurrection d'enfants au Nicaragua et les premiers soubresauts des banlieues en Angleterre, événements dont la vague de l'émeute moderne de 88-93 est l'affirmation, mais une théorie du présent, de l'histoire, celle que nous faisons au moment où elle nous échappe, le ici et maintenant. Après l'émeute, c'est l'heure de soulever le débat parlé et écrit. Les riches bordées de coups, nous devons en traduire les concepts, non seulement en mots toujours maladroits, toujours approximatifs, mais en frontières de la pensée, en projets, en lignes de force, en hachures définitives. Le mouvement auquel nous venons de survivre change. Et ce que nous avons compris, même dans sa modification, même dans son arrêt, le fait, le continue.

Si ce que nous disons vous appartient, donnez-nous maintenant ce que vous dites.
Après l'émeute, son urgence se fonde.
Vive la fin du monde.

1- REPRESSION

La répression est un événement pratiquement inhérent à l'émeute : c'est sa première limite visible, reconnue. L'expérience a mieux enseigné à la police qu'à la révolte qu'une émeute non réprimée devient insurrection le lendemain, révolution le surlendemain. Pourtant, la répression de l'émeute n'est pas un travail mécanique et simple, beaucoup s'en faut. La difficulté pour l'Etat est, en effet, de trouver le dosage adéquat : une main trop lourde peut soulever la colère. C'est ainsi qu'avait commencé la révolution en Iran. Un coup trop léger autorise des espoirs, libère, contre la crainte, l'insatisfaction retenue. De plus, les rapports ambigus entre le parti de la répression, l'Etat, et le parti de la communication, l'information dominante, n'autorisent que rarement le premier à répondre du second dans la répression d'une émeute. Ces deux alliés se télescopent parfois, et, sans humour, se créent des quiproquos difficiles à gérer.

Il y a deux moments dans la répression d'une émeute : celui, immédiat, où le terrain et le temps sont repris à ceux qui s'en étaient emparé ; et celui, plus sournois, qui se poursuit au-delà, bien au-delà parfois, de l'événement : c'est un règlement de compte qui vise à éliminer soit les acteurs de cet instant, soit leurs idées, ou celles qu'ils ont fait naître alors. Le premier moment, tous les participants ont intérêt à en faire la publicité, et il est donc soumis aux distorsions structurelles ou volontaires de ceux qui aujourd'hui administrent la publicité ; le second moment, ceux-ci ont presque toujours intérêt à le dissimuler, et la répression glisse alors dans l'occultation, dans le silence.

La répression de l'émeute est généralement la victoire militaire de l'Etat. C'est donc bien souvent une défaite de la récupération, soit qu'elle se trouve agglomérée à la révolte, donc cible directe de la répression, soit qu'elle ait été éliminée séparément, soit simplement empêchée d'entrer dans l'antagonisme direct. Il existe cependant des répressions qu'on peut qualifier d'indirectes, où les récupérateurs ont un rôle à jouer, différent de celui qui leur est habituel. Au lieu de porter leur effort sur la falsification des thèses de la révolte, leur travail consiste, d'une main experte, à conduire le bâton aveugle vers son objet. L'exemple le plus courant de répression indirecte est d'organiser une révolte en guerre civile d'Etat : soit organiser les révoltés en armée calquée sur celle qu'ils combattent, réduisant leur bénéfice hypothétique à une simple relève de garde, soit diviser en deux les révoltés pour que les uns combattent les autres. Là le travail des récupérateurs devient primordial : ils doivent fixer et soutenir la division selon laquelle on se bat. Aujourd'hui, où ce mode de répression est très en vogue, les principales divisions reconnues sont ethniques et religieuses.

Dans les grandes insurrections des dernières années, aucune répression n'est véritablement un cas de figure limpide. Mais la plupart ont trouvé, dans la violence conservatrice de l'ennemi, leur limite. C'est vrai pour l'Intifada, les insurrections d'Afrique du Sud, de Birmanie, du Kosovo (qui a eu pour réaction le nationalisme serbe, qui a eu pour réaction les ultra-nationalismes slovène, croate et serbe, qui ont eu pour conséquence les guerres de Croatie puis de Bosnie), du Caucase (Arménie, Abkhazie, Azerbaïdjan), du Tadjikistan, du Cachemire, d'Haïti, d'Irak et du Zaïre, pour ne citer que les principales. Si monsieur est connaisseur, comme nous n'en doutons pas, il soutiendra avec nous que c'est la fine fleur d'une époque qui a été et qui est en cours d'écrasement ; et si madame est choquée, comme nous le craignons, elle affirmera avec nous que dans le silence et la résistance une sève autrement concentrée prépare à l'après-émeute le plus galant des bouquets.

L'**Intifada** a ouvert l'époque et l'a traversée comme un fil rouge. Ce mouvement d'émeute continue ne représente pourtant qu'en apparence cette époque. Déjà, l'émeute continue est un paradoxe unique. L'Intifada est donc plutôt le lampion de cette période, une sorte de curieux halogène que personne ne sait pousser à fond, ni éteindre.

Depuis l'étranglement minutieux, massif, tortionnaire et mensonger que l'Etat d'Israël a systématisé à l'occasion de la guerre du Golfe, cette révolte permanente s'est pointillée. L'Etat d'Israël, qui pratique un racisme radical sous couvert d'être l'Etat d'une race persécutée, et qui dans le maintien étatique de l'apartheid dans le monde a pris le leadership de l'Afrique du Sud, bénéficie en cela du soutien de tous les Etats du monde, y compris *arabes*. En effet, sur le plan des idées, cet Etat applique et vérifie le concept raciste de l'antiracisme (toutes les races sont égales, donc nous sommes bien divisés en races) ; et sur le terrain, il est la courageuse équipe qui expérimente la police de la forteresse démo-libérale : inventive et chicanière, hautement sophistiquée mais sans négliger les coups les plus simples, bureaucratique et spontanée, professionnelle et performante, idéologique et pragmatique, qui avoue sa brutalité par regrets et qui a banalisé la bavure en la passant de l'exception au quotidien.

L'Intifada, le moteur de ce laboratoire, s'est ainsi vue transformée en spectacle. Des expérimentations plus complexes se préparent après ce travail de préparation si encourageant pour l'ennemi. Il s'agit maintenant de bastonner à distance, en rétrocedant le bidonville au bord de la famine qu'est devenu Gaza à l'OLP, qui frétille devant cet os sec, et, au second degré, à Hamas, qui exige la carcasse entière. Quelque paie internationale vaut bien pour ces flics autochtones de se satisfaire d'un nouveau bantoustan. Ils savent bien, eux qui ont impunément dégradé l'Intifada en incantation ou en menace, que ce mouvement a perdu presque toutes ses dents à force de coups de crosse dans la gueule.

Mais à utiliser l'Intifada pour ces petits profits, le vieux monde la maintient en survie. Ce sont les pauvres d'Israël, de l'autre côté de la ligne verte, qui nous diront si

l'habitude de l'émeute est un fleuret moucheté ou un poignard à double tranchant. Car, dans ce jeu *obligatoire*, la jeunesse de Palestine cultive le jeu malgré l'obligatoire, et les perspectives qu'ouvrent ses dégâts restent au-delà de ce qui est policé.

En **Afrique du Sud**, une répression tenace n'en finit pas d'affronter un mouvement de révolte encore plus ancien que l'Intifada. La raison en est que ce mouvement avait détruit la couche intermédiaire de la société qui est la première marche de l'arrivisme et où se recrute la base de la collaboration et de la récupération. Et davantage encore que dans les personnes, c'est dans les idées que les agents de maîtrise sociale avaient été éradiqués entre Johannesburg et Le Cap.

Ceci explique les grandes manoeuvres que l'information dominante préfère attribuer à la clairvoyance modérée et patiente de quelques stars et starlettes, y compris dans ses propres rangs : l'abandon, risqué, de l'apartheid et la tentative, compliquée, d'installer les staliniens martyrs de l'ANC comme police des ghettos. Mais l'incompétence, la peur, le mensonge ont interdit aux Buthelezi, Mandela-De Klerk, De Beers de seulement poser clairement cette question qui pour eux contient toutes les autres, la question de la police. L'ANC pourtant, dont c'est l'élément, y a travaillé avec acharnement : elle a d'abord, depuis l'exil, tenté de dévier la révolte vers une lutte contre d'autres staliniens, un poil moins orthodoxes, le PAC et l'Azapo ; ceux-ci étant pratiquement éliminés, elle a continué, avec le même procédé, de tenter d'encadrer les débordements de la « guerre du Natal », en y faisant flotter son drapeau ; ceci ne ramenant pas encore paix et obéissance, l'ANC et l'Inkatha (qui se pose en concurrent et en sparring-partner dans le poliçage des pauvres) ont fait entrer les sanglants débordements qui leur échappent, et qu'ils pensent ainsi récupérer, dans le spectacle (été 1990). Après trois ans, cette boucherie au grand air a perdu sa fraîcheur et son goût en proportion de ce que des militants arrivaient à devenir chefs de bande, et des chefs de bande militants, où donc a été reconstituée militairement cette couche si vitale à cette société, faite de ces bas intermédiaires sortis du rang qu'ailleurs on appelle des contremaîtres ou des sous-officiers, des syndicalistes ou des professeurs, et qui eux-mêmes se croient héros de la cause ou du devoir et s'appellent des avant-gardes.

Pourtant l'ennemi ne se croit pas au bout de cette peine. D'un côté, pour former ces récupérateurs de base, il lui a fallu une guerre, et la guerre est comme le feu un danger pour l'incendiaire. De l'autre, cette manoeuvre laborieuse à laquelle ont collaboré avec une harmonie et une dissimulation rares tous les pouvoirs d'Afrique du Sud, depuis cinq ans, n'a pas encore eu *raison* des gueux endurcis qui y ont déclaré la guerre au monde. Les émeutes à l'occasion de la mort du flic Hani (avril 1993) ont plus effrayé l'ANC, par leur joie, leur vigueur et la facilité avec lesquelles ses foules se sont retournées contre l'Etat, qu'elles ne l'ont rassuré sur sa mainmise. De même, les émeutes des écoliers, le mois suivant, ont révélé que l'abolition du « pass »

commence à déplacer le ferment de la révolte des vieux ghettos circonscrits vers des bidonvilles tout neufs et incontrôlés, et que le vieux problème de la langue n'est pas celui des langues bantoues contre l'afrikaans et contre l'anglais, mais de l'émeute contre la négociation.

Le combat de Nègres dans un tunnel est une répression, dans le sens où il affaiblit considérablement le parti de la révolte. Et si les milliers de morts se remplacent au prix de l'aliénation qu'est la procréation, rien, en revanche, ne rendra à ceux qui se sont laissés enfermer dans le tunnel la grandeur de l'horizon qui était le leur.

En **Birmanie**, les puristes peuvent admirer une répression classique. Devant, une junte qui a tous les défauts, militaire, socialiste, cruelle et vicieuse, mafieuse, raciste, qui a mis fin en 1988 à l'un des mouvements les plus inattendus et, pour cela déjà, les plus encourageants sur la vitalité humaine de notre temps ; derrière, le monde occidental, qui a puissamment contribué à la répression en soutenant mordicus qu'il s'agissait d'un mouvement pour une démocratie comme la sienne. Ainsi, dans la répression, et pour la dissimuler et pour la soutenir, il s'agissait de confisquer le mouvement qui était en train de se découvrir, en lui imposant une direction, autant en personnel qu'en directives. Ainsi, le fait que Aung San Suu Kyi, le symbole répugnant (au point de s'être vue attribuer le Prix de la honte qu'est le Nobel de la Paix) de cette stratégie, doive encore être maintenue en résidence surveillée, montre combien la crainte d'une reprise d'un mouvement pourtant durement saigné oblige ses bourreaux à continuer d'afficher leurs divisions.

D'autres divisions, ethnico-religieuses, sont ici appelées à la rescousse. Les Rohingyas, musulmans, voient ainsi leur élimination par l'Etat bouddhiste de Myanma soutenu par l'Etat musulman du Bangladesh, importuné par ce flot de réfugiés qui se révoltent dans les camps où ils sont parqués ; les Karens, sorte de guérilla fétiche de l'Occident depuis bien avant 1988, parce qu'ils sont chrétiens, continuent de détourner quelques projecteurs vers leur pseudo-révolte installée à tout jamais ; les bonzes, fort à la traîne au printemps de 1988, confisquent jalousement la tête de toute étincelle de révolte urbaine, comme à Mandalay en 1990 ; enfin, les économistes, par l'intermédiaire du capital thaïlandais, en expansion vertigineuse au-delà de la base du capitalisme birmano-thaï qu'est toujours le Triangle d'or, ne répugnent plus à investir dans l'Etat de la junte maudite ; et, depuis peu, ne répugnent même plus à en faire état. Car c'est un capitalisme jeune, avide et effronté.

Mais aussi bien dans l'incapacité de la répression de se relâcher que dans les craintes de ceux qui tentent une diversion se lit la véritable peur que la profonde fissure, profond précédent, si violemment colmatée, ne se rouvre en écumant cette violence.

L'Europe de l'Est se retrouve stratifiée en trois cercles concentriques, Moscou et sa banlieue (dont Vladivostok fait toujours partie), les Etats périphériques qui ont

hérité d'une indépendance qui n'a fait l'affaire que de quelques-uns de leurs gestionnaires et de l'ensemble de leurs nouveaux investisseurs occidentaux, et les ex-Etats satellites, plongés dans la dépression entre la forteresse vieille Europe et la décharge publique russo-ukrainienne. C'est dans la deuxième catégorie que la révolte a été attaquée de front et combattue par derrière. La guerre y a *détourné* l'insurrection. La guerre militaire, dont notre parti depuis Makhno et Barcelone a toujours fait les frais, est une limite tragique du débat qui a pour objet le monde, d'autant plus tragique qu'aussi bien chez beaucoup de spéculateurs ès révolution que chez tous les combattants non occasionnels elle est la limite de leur imagination, le passage obligatoire de l'après-émeute. Pourtant, seules les questions d'armement et de positions, de subsistance et de hiérarchie, et encore bien rarement, peuvent y être discutées.

Après le coup d'arrêt, par ultra-nationalisme puis par tremblement de terre, du soulèvement en **Arménie** en 1988, survint très peu de temps après l'insurrection de **Bakou**, dont il faut enfin réfuter que son origine ait été un pogrom (en effet, l'émeute de janvier 1990 à Bakou, sans parler qu'elle n'était que le début *spectaculaire* de l'insurrection en Azerbaïdjan, n'a été ainsi diabolisée que parce que, comme à Soumgaït en 1988, l'information dominante n'a suivi dans ses rapports que ceux de l'ultra-nationalisme arménien), et qui a été vaincue par les chars de l'Armée rouge, qui pour la seule fois de leur existence ont eu, en matière de répression civile, le soutien public du Président des Etats-Unis. Les deux Etats du Caucase, devenus indépendants, ont réussi à enrôler depuis, l'un contre l'autre, ces deux foyers de mécontentements dans une guerre nationaliste, truffée d'atrocités, qui dure depuis. Comme en Yougoslavie un peu plus tard, les Etats occidentaux y soutiennent le plus faible sans le laisser gagner, donc pour que la guerre dure : sans doute n'y a-t-il pas d'autre moyen, et certainement pas de plus lucratif, pour contrôler toutes ces armes qu'ont pillées tant de particuliers.

Le système où, dans un Etat belligérant, l'opposition est ouvertement soutenue par le monde occidental a fêté une de ses plus dures répressions en **Abkhazie**, région à l'ouest de la Géorgie. Là, une insurrection presque complètement occultée avait eu lieu en 1989, non sans que les nationalistes locaux s'accrochent hélas à la queue d'un wagon impressionnant (dont l'écho n'est parvenu que très déformé hors du Caucase : par le « massacre » que des soldats soviétiques ont commis à Tbilissi contre une manifestation... contre l'insurrection en Abkhazie, en avril 1989 ; le bruit autour du massacre n'avait pas peu contribué à dissimuler la cause officielle de l'attroupement). Aussi, en 1993, on retrouve dans cette petite province musulmane ces nationalistes, soutenus par la Russie de Eltsine, gagner une guerre de miliciens surarmés contre la Géorgie de Chevardnadze ; et les Russes faire la paix entre ces deux partis devenus conventionnels, en échange de l'entrée de la Géorgie récalcitrante dans la CEI russe, et même aider l'ancien ministre de Gorbatchev à écraser la résistance ultra-nationaliste de Gamsakhourdia, l'ancien dissident élu président de Géorgie, devenu dictateur, puis

*Si tu me permets de vieillir,
tu meurs.*

renversé, chacune des péripéties de cette carrière de Havel aventurier jusqu'à la mort étant applaudies par une information dominante en pleine contradiction, et qui au fil de ces retournements sanglants a montré à quelle légèreté et quelle lourdeur son actuelle absence de contrôle lui a permis d'accéder.

Avec les guerres de Yougoslavie, où la même méthode continue des expériences à l'échelle supérieure du spectacle permanent, l'occultation permanente est également expérimentée au **Tadjikistan**. Seules quelques très intermittentes indignations ont interrompu le silence dans lequel une insurrection spontanée s'est transformée en guerre de clans, d'ethnies, de partis politico-religieux conservateurs (d'un côté les ex-staliniens, de l'autre une alliance islamo-« démocratique », bien du plaisir !). Une variante utile vient ici enrichir la performance bosniaque : en effet, l'Etat voisin du Tadjikistan, l'Afghanistan, est également plongé dans une guerre qui n'a nullement d'émeute à l'origine (sauf si on remonte à Herat en 1979), ce qui est aujourd'hui une exception. En Afghanistan, où la guerre était l'un des carburants de feu la guerre froide, la priorité a changé. Il s'agit de ne surtout pas laisser s'installer une république islamique, projet de tous ceux que la vieille Europe soutenait depuis Herat, mais de manière insuffisante pour que ceux qu'on appelait poliment les Moudjaheddines gagnent. La débâcle soviétique pose le problème du partage de l'Afghanistan. Or, cet Etat rapporte plus en guerre qu'en friche. C'est ainsi une réussite très sophistiquée que cette répression au Tadjikistan, puisqu'elle se fond dans l'interminable boucherie afghane, la soutient, la nourrit, la justifie.

Sur tous ces terrains dévastés de « l'empire soviétique » se sont développés des groupes armés qui sont des milices, informelles, turbulentes. Elles sont d'abord un élément de répression, ensuite aussi un élément de révolte possible. Chaque Etat, ou parti étatique, qu'il soit nationaliste ou religieux, doit composer avec l'indépendance de chacun de ces groupes difficiles à courtiser, et fiers, et susceptibles ; mais chacune de ces milices elle-même ne peut être sûre de ses membres. Le malentendu y est plus fréquent que la trace d'une théorie construite, les objectifs sont définis après qu'ils aient été atteints, et la loyauté n'a pas la même signification pour le paysan gagaouze, l'adolescent de Bakou et l'ouvrier au chômage à Fergana.

Mais l'ennemi, quoique peu rassuré, n'est pas affolé par ce désordre sans envergure. La guerre des gangs qu'il a construite dans les townships américains, il se sent encore capable de la moduler à son goût dans les grandes avenues staliniennes de ces capitales régionales qui, de la Lituanie au Turkménistan, sont plutôt la sécurité de son inquiétude que l'inquiétude de sa sécurité.

Pas très loin de cette zone pacifiée par la guerre, au **Cachemire**, en 1990, il avait fallu six mois aux récupérateurs guérillesques pour remonter de l'arrière de l'offensive jusqu'à la locomotive, ralentie presque jusqu'à l'arrêt par cette remontée. Mais ceux-ci, divisés entre indépendantistes et partisans de l'Etat pakistanais, et la

brutalité bornée, voire haineuse, de la répression de l'Etat indien font sporadiquement surgir des foules pas aussi nationalistes et musulmanes que l'information affectionne de les décrire. Dans cette Intifada dont la mer Rouge est l'Himalaya (au piémont duquel se profile la dangereuse ligne de crête qu'est le Népal contestataire), la colère a chassé l'allégresse et s'est installée durablement. En janvier, en avril, en août et en octobre 1993, ainsi, les récupérateurs sont débordés, et oeuvrent fiévreusement en intensifiant leurs diversions militaires ou spectaculaires, pour tenir la tête d'un mouvement dont ils craignent les coups de queue. Une guerre, que la menace puis l'exorcisme de l'Inde et du Pakistan annoncent nucléaire chaque fois que d'autres furieux menacent l'une ou l'autre des deux capitales, semble pour l'instant la seule fin probable de ce relent permanent d'insurrection avortée.

En **Haïti**, c'est une répression d'une nature rarissime qui continue sous des apparences triviales. Un coup d'Etat militaire, avec à sa tête un général putschiste, a renversé un président civil, élu par le peuple dont il est le héros. Ceci est la version officielle de l'information dominante, qui, dans le manichéisme, ne fait pas dans la dentelle. En réalité, c'est une mutinerie qui avait renversé Aristide en 1991. Cet illuminé, curé de gauche, était venu aux affaires pour affadir et ridiculiser un mouvement de révolte qui, depuis 1986, avait pris des proportions effrayantes, et dont les ennemis espéraient qu'Aristide pourrait prendre les rênes. Ce véritable bouffon s'avéra bien plus providentiel pour l'information dominante que pour ceux qu'il prétendait réunir dans une sorte de dictature de son populiste parti. Les mutins qui lui ont mis le Père Lebrun autour du cou menaçaient du même sort leurs officiers, qui ont donc rallié, puis dirigé, puis légitimé la mutinerie. La vraie répression en Haïti continue aujourd'hui entre cette base rebelle de la troupe, toujours menacée de mort par une restauration, comme les régicides de 1793, et les gueux des bidonvilles de Port-au-Prince, que l'information dominante leur désigne comme des Vendéens, sectateurs d'Aristide, donc de la restauration. Celle-ci n'est pas pressée, comme l'a montré le succès d'une manifestation d'« attachés », transformant le débarquement d'instructeurs policiers de l'ONU en octobre 1993 en blocus naval américain, essentiellement anti-Boat People. Sous l'opposition spectaculaire des potiches, Cedras et Aristide, représentants du *même* Capital, c'est une guerre civile pernicieuse qui divise le parti de l'insurrection. Les mutins de 91 sont en train de massacrer les émeutiers de 90. Cette tragédie n'a pas encore, dans l'esprit de leurs ennemis communs, atteint le degré de non-retour, qui les rendra irréconciliables. C'est pourquoi la quarantaine d'Haïti continue. Il faut aujourd'hui hélas constater que, dans cet Etat insulaire, la vengeance de notre parti a commencé à se dévorer le ventre.

La plus grande insurrection de cette période est aussi sa plus grande répression. Il s'agit de la révolte en **Irak**. Trois ans après l'écrasement le plus meurtrier connu

pour une insurrection sans chefs ni préméditation, des irréconciliables survivent encore, et manifestent cette irréconciliabilité. L'information dominante, consternée, avoue périodiquement du bout des lèvres une nouvelle offensive de la garde républicaine contre la « région des Marais », où l'extrême précarité des gueux réfugiés interdit de parler de « zone libérée » ; d'autant que le dictateur irakien, qui n'est resté tel que parce que son impopularité seule peut expliquer l'écrasement de ces réminiscences inavouables qui n'en finissent pas (nos protecteurs onusiens ont probablement essayé de donner une direction à la rébellion, méthode soft pour l'enculer ; mais ces stratèges qui ont déjà beaucoup de difficultés à manier des intérêts pétrolifères contradictoires n'ont pu dénicher aucune star en puissance qui soit à la fois shi'ite, kurde et kouchnérienne, et qui, de surcroît, veuille bien habiter quelque temps dans les « Marais »), a commencé à assécher cette plaine alluviale : une catastrophe hydrographique sans précédent depuis le déluge est à prévoir en Mésopotamie.

Nous devons ici rejeter, plutôt que feindre d'ignorer, les connotations prolétariennes, voire ouvrières, que les rares groupuscules qui ont eu le mérite de parler de cette insurrection, « GCI » et « Carnage », lui imputent. D'une part, les sources d'information de ces groupes sont pour le moins aussi suspectes que les nôtres sont ennemies, et leur rigueur intellectuelle est au moins aussi déliquescente que l'insurrection à laquelle ils l'appliquent (ainsi « Carnage » semble dériver une révolte, qui semble hélas un mirage ou un vœu pieux, dans le sud de l'Iran du simple fait que 800 000 Irakiens y ont fui ; comme si la France avait connu une révolte en 1939, parce que 400 000 Espagnols y avaient fui la défaite de la guerre d'Espagne) ; d'autre part, il nous paraît improbable dans cette insurrection composée de déserteurs d'origines sociales diverses, et d'adolescents des villes, en âge ni d'être soldats ni d'être ouvriers, que ces derniers justement se soient retrouvés, ne serait-ce qu'une minorité importante. Ce serait du reste un archaïsme bien peu compréhensible dans un monde où la marchandise même a contribué à détruire les divisions économiques du siècle dernier, et qui, là où elles ont réussi à survivre après 1978, se sont presque à tous les coups manifestées en défenseurs de ce monde.

Nous ne pensons pas être on ne sait quel appendice d'on ne sait quelle bourgeoisie en mettant en garde les émeutiers modernes contre ce qu'il faut bien considérer comme des manoeuvres propagandistes pour les recruter. Les groupuscules communistes, dont apparemment il existe des copies conformes, non moins fossilisées, en Irak, se servent des insurrections modernes presque uniquement pour confirmer leur phraséologie conservatrice ; et ils évitent soigneusement de parler de celles où la contorsion serait universellement ridicule, parce qu'universellement vérifiable. Nous qui ne savons pas encore ce qu'a été le grand mouvement en Irak, nous assurons en revanche que ceux qui, parce qu'ils se disent eux-mêmes ouvriéristes et prolétaires, le déclarent ouvriériste et prolétarien, contribuent aujourd'hui à sa défaite.

Il faut malheureusement compter le **Zaïre** parmi les Etats où la répression semble avoir pris le dessus sur l'un des plus prometteurs mouvements de ces dernières années. Après les vagues d'émeutes de septembre, puis surtout d'octobre 1991, qui avaient fait fuir les armées d'occupation occidentales, une implosion rapide d'un des plus grands Etats d'Afrique semblait se profiler dans une orgie insurrectionnelle, où le pillage serait le mode de ravitaillement, et la critique en armes aurait remplacé la pseudo-critique en larmes, ce mode d'expression des bataillons adipeux de politicards zaïrois contre leur modèle, le dictateur non moins corrompu qu'eux, Mobutu. Mais si la déchéance des lois semble s'être confirmée, si les mutineries de soldats impayés sont à la fois l'événement mensuel et la menace quotidienne, l'insurrection n'a pas su trouver le dépassement de sa spontanéité, si tonique.

Au contraire, la canaille des notables zaïrois effrayés d'avoir à bouffer leur propre pourriture a réussi, non sans soutien occidental, à fomentier deux conflits ethniques, qui cimentent d'importantes frontières, l'une à l'Est, dans le Nord-Kivu, l'autre au Sud, dans le Shaba, l'ancien Katanga. A la fin de 1993, ces deux guerres destinées à ronger la moelle bien tendre qui avait illuminé l'automne de 1991 a fait, semble-t-il, dix mille morts.

L'Etat zaïrois, faible aussi, déchiré, lourd et impuissant, n'a pas encore reconstruit son autorité sur un territoire trop vaste, avec un soutien occidental trop velléitaire. Il n'a pas non plus sombré encore dans une guerre civile aussi meurtrière que celle qui avait suivi l'indépendance. Mais le possible de ceux qui, si vigoureusement, l'avaient mis au bord de la dissolution s'est arrêté aux frontières de l'Etat, puis à celles, intérieures, des races, que les colères urbaines de 1991, dont quelques sporadiques soubresauts empêchent encore le retour de ces étrangers qu'elles avaient fait fuir, avaient semblé rendre anachroniques.

2) SILENCE

Quand il y a à dire, le silence s'apparente toujours à une répression ; et toute répression, même la plus bruyante, est toujours construite sur des couches de silence. Si dans cette rapide analyse le silence est traité à part de la répression, c'est en vertu des multiples ambiguïtés inhérentes au *manque de parole*.

Tout d'abord, il faut reconnaître que non seulement le silence appartient aux deux partis opposés dans une émeute, mais que sa présence est encore plus nette, pour ne pas dire systématique, du côté des émeutiers. Tout le flou, qui interdit de mesurer la spontanéité, de connaître les faits, de construire les perspectives, est issu bien davantage de ce vide que des mensonges ou occultations ennemies. La liberté de se taire, une sorte de droit de réserve, police malheureusement notre parti dans le sens de ses insuffisances. Qu'est-ce qu'une émeute sans rapport ? Une promesse ou une défaite ? Qu'est-ce qu'une absence de réponse à une question posée ? Du mépris ou de l'incapacité ? Depuis que vers 1968 le parti de l'émeute a commencé à sortir de la visibilité et des rodomontades mécaniques de feu le mouvement ouvrier, la dérobade et la dissimulation y sont des règles de base, parfois des titres de gloire, qui n'ont pas manqué, lors des rares débats d'importance, de nuire à leurs conclusions. Sans vouloir y édicter une obligation de réponse, il serait en tout cas grand temps qu'une certaine rigueur dans la parole se substitue à l'infirmité actuelle de l'expression, où les questions de forme et les velléités particulières étouffent, dans des silences déçus ou des malentendus définitifs, les projets de dépassement de l'émeute. La responsabilité de la parole appartient à ceux qui la manient. De notre côté de la barricade, où l'on entend souvent dire n'importe quoi, comme dans un salon, et où l'on se croit libre de ses silences, comme dans un boudoir, cette responsabilité semble avoir disparu des consciences.

Ensuite, le silence ennemi après l'émeute n'est pas toujours, et même de moins en moins souvent, une occultation volontaire de l'événement. Il reflète principalement l'ignorance de l'information dominante sur ce qui s'est passé. Cette information, de plus en plus attaquée et rejetée quand elle s'approche d'une émeute, semble avoir décrété une sorte de puéril black-out de représailles ; mais les conséquences paraissent plus graves pour elle que pour nous : car cette information est devenue une base beaucoup plus solide pour l'information de l'Etat que les services et commandos spécialisés de celui-ci. Si l'information dominante ne sait pas, non seulement l'Etat et les gestionnaires de la marchandise ne savent pas, mais ils ne comprennent pas, parce que l'information n'est plus seulement l'éclaireur de ce camp, mais son théoricien.

Toutes les grandes insurrections des dernières années dont la suite est passée sous silence sont ainsi rentrées en coin dans les convictions affichées par l'ennemi,

quand elles n'ont pas, dans son même mutisme, mis à jour un désarroi qui va jusqu'à la contradiction. Certes, ce silence a plusieurs aspects néfastes pour le mouvement qui le force : la répression quand même s'y ménage une zone d'ombre ; la distorsion des événements, et donc l'impossibilité de les comprendre dans l'histoire, est favorisée ; des *spectacles*, durs à subir, sont montés pour les effacer ; l'effet d'imitation, « copycat riot », disparaît. Mais quand on voit la petitesse et les contorsions nécessitées par cette volonté d'amnésie administrée, la bonne humeur ne peut que prolonger la tentative de révolte. Que de réformes attribuées à des politiciens quand c'est l'émeute qui les y a contraints ! Que de grandes insurrections disparues du jour au lendemain, comme si elles n'avaient pas eu lieu, ou comme si elles n'avaient aucune conséquence ! Que d'ouvrages sur le « nouvel ordre mondial » qui n'y comptent la révolte que pour ce qu'ils sont eux-mêmes, c'est-à-dire rien ! Ces efforts, mi-ingénus, mi-malveillants, des techniciens de l'oubli (qui démentent la formule choc de l'un d'entre eux, Paul Virilio : l'image c'est l'oubli, l'écrit c'est la mémoire ; les procès verbaux de la presse écrite servent également l'oubli) minent leur lucidité davantage que la nôtre ; de plus en plus, les émeutiers modernes savent lire sans se tromper entre les lignes du silence ennemi, savent tirer des hypothèses d'une occultation, savent interpréter une invraisemblable omission.

Un certain nombre de grands mouvements de ces dernières années ont subi cet effacement qui travestit leur importance. Parmi eux figurent également des événements dont le travail préparatif au silence avait été un bruit exagéré. Ainsi en va-t-il des révoltes de Chine et de Roumanie. On trouve ensuite toutes les grandes insurrections dont l'écho a été coupé, le plus près possible de l'explosion initiale : celles en Albanie, Venezuela, Madagascar, Mali, Thaïlande, Inde et dans tous les principaux Etats de la forteresse, à savoir au Royaume-Uni, en France, en Allemagne après Rostock, et aux Etats-Unis après Los Angeles ; enfin, plus près dans le temps, les deux grandes révoltes de l'été 1993, à Lagos et à Moscou.

Dans cette volonté de survol mondial on ne manquera pas de reprocher ses propres silences à la Bibliothèque des Emeutes. Ces détracteurs-là seront bienvenus là où ils sauront nous démontrer l'oubli ou une erreur d'estimation concernant les vagues de révolte depuis 1988. Ils feront alors la preuve de notre ignorance que nous ne redoutons que trop. Par contre, ceux qui se plaindraient de ne pas voir traités telle ou telle grande grève, ou les efforts de guérilleros comme ceux du Sentier Lumineux, d'un Khalistan libre, ou du Chiapas, n'ont pas compris ce que nous disons.

Les mouvements que l'ennemi a appelé, respectivement le **Printemps de Pékin** et la **révolution roumaine**, en 1989, sont morts et enterrés, et leurs funérailles avaient commencé dans l'exagération qui les avait présentés. En Chine, quelques étudiants carriéristes avaient monopolisé l'attention d'un mouvement plus lent, plus lourd, plus redoutable, qui se mettait difficilement en branle à l'ombre du battage

pour les facéties pseudo-démocratiques. C'est cette menace moins ostentatoire que les staliniens au pouvoir ont violemment stoppée en juin 1989. Depuis, l'Etat chinois soutient ouvertement les positions démo-libérales qui furent les mots d'ordre que l'information occidentale avait enseignés alors aux marionnettes étudiantes de Tien Anmen : le développement d'un capitalisme sauvage, d'autant plus percutant qu'il est fermement encadré par une police stalinienne. L'information occidentale, un peu radoucie par ce changement de cap, dissimule encore derrière ses molles protestations pour les « dissidents » arrêtés à l'époque que le mouvement n'était plus un mouvement dissident, et même qu'il commençait à déborder cette dissidence si domestiquée. Ce que ce silence couvre encore, ce sont les désastreux déséquilibres qui s'accélérent dans la poussée de ce capital oriental, dont les ennemis migrent déjà massivement, et non sans s'émouvoir dans la rue, de campagnes surpeuplées vers des villes au bord de l'explosion. Il y a autant de distance entre la face immergée de l'iceberg de 1989 à Chengdu, Guangdong, Shanghai et les résultats de sa fonte, au grand jour assez proche, qu'entre la passivité des Birmans quand Orwell les a connus et ceux mitraillés par Ne Win : les Chinois, maintenus en classes paysanne et ouvrière depuis un demi-siècle sont, dans la rouille du stalinisme, en train de devenir des gueux modernes.

Quant à la soi-disant révolution roumaine, après avoir été présentée comme une sorte d'apocalypse de violence, elle avait été ramenée à un vulgaire complot où tout était faux, les cadavres, les fusillades en direct, les procès, les comptes rendus. Après que la baudruche non moins artificielle des « Golanis » de la place de l'Université s'est dégonflée à la première *élection*, et que les mineurs honnis (parce que dans sa dérive délirante l'information avait fait du vainqueur de l'élection, Iliescu, l'auteur honni du complot) se sont retournés contre Iliescu, l'information, qui avait essayé de se dédouaner par le spectacle de son autocritique, commençait à être accusée de falsification. Pour se sortir du guêpier, elle a *liquidé le dossier* : Roumanie, quelle Roumanie ? Il n'y a jamais rien eu en Roumanie, sauf quelques « Roms », vous faites erreur, allez, circulez.

Ainsi, ces deux grands fracas se sont résolus dans le vide. Et cette alternance semble bien, surtout en Roumanie, avoir agi contre ceux qui s'étaient alors insurgés contre le monde. Leur misère d'aujourd'hui semble avoir retrouvé la pénurie de l'époque Ceausescu, seulement aggravée d'une exploitation modernisée ; et les ouvriers et les soldats mutins de Beijing sont à nouveau de la pâte à travail, seulement aggravée d'une exploitation modernisée.

Les **Albanais**, qui ont fait si peur à l'Europe, donc au monde, sont actuellement réduits par le silence. Les frontières de leur Etat, qu'ils ont dévasté, sont maintenant hermétiques, sauf pour leurs dirigeants occidentalisés, s'entend : l'Italie, en patrouillant dans l'Adriatique et dans les ports albanais, la Grèce au Sud par de fréquentes et massives expulsions au rythme des besoins de main-d'œuvre sans

exigence salariale, la Yougoslavie par la guerre au Nord ont bouclé ces rebelles plus inconscients que radicaux, mais plus radicaux que n'importe qui d'autre en Europe, par les armes. A l'intérieur, les libéraux ont enfin fait croire qu'ils pourront y ramener plus de marchandises - puisqu'on ne peut plus aller la violer là où elle pousse - que leurs compétiteurs staliniens accusés de corruption. Et, comme l'information dominante soutient ces libéraux contre ces staliniens, les multiples exactions dont les *Albanais* avaient pris la liberté ont cessé par enchantement le jour où les libéraux sont devenus les gardes de la ruine et de sa perfusion anti-fuite de gueux. Impossible de supposer, comme cette information le laisse supposer par son silence, qu'émeutes, grèves et sabotages aient fait place aux plaisirs plus bourgeois qu'affectionnent, personnellement, nos rédacteurs. Mais, ce silence, qui règne donc aussi en Albanie même, y use aussi. Et, les bruits de guerre dont les gestionnaires libé-roxy-dentaires albanais menacent régulièrement leurs voisins serbes ne sont que le très peu fiable indice de la peur qu'ils continuent d'avoir de leurs administrés à nouveau muselés.

Au **Venezuela** le « Caracazado » de février 1989 (parties 247 en mars 1989, les victimes de cette insurrection viennent d'atteindre, le 21 mai 1993, le nombre de 2 000 selon le journal « Libération », qui n'est pas le plus révisionniste) a tracé dans cet Etat la frontière moderne de la société dans laquelle nous sommes : d'un côté des gueux délinquants, furieux, silencieux, écervelés ; de l'autre des valets corrompus, trouillards, fourbes, revanchards. Les efforts de la récupération ont placé, depuis, deux coups d'Etat militaires gauchistes, devenus plus populaires que populistes à cause de leurs échecs, et une foule de petits chefs dans les organisations de quartier et étudiantes pour enfin chasser la vieille ribambelle de guévaristes en treillis de l'opposition d'*avant*.

Ces efforts n'ayant jamais suffi pour ceinturer l'ésotérisme de février 1989, c'est une série ininterrompue de courtes et sèches émeutes qui se sont succédé sous le label discutable d'« étudiantes », y compris à l'occasion des deux putschs. Rien n'est plus difficile à vérifier, car elles ne parviennent à la publicité qu'étouffées, atrophiées, minimisées. Comme en Afrique du Sud, où il faut au moins dix morts pour qu'on évoque les affrontements du week-end, comme l'avouait un journaliste allemand, il faut au moins un mort au Venezuela pour qu'une manifestation soit reconnue, de mauvaise grâce, par une information qui refuse d'en donner des détails. Pour gommer la nouvelle ligne de front de 1989, l'Etat vénézuélien vient seulement en 1993 de sacrifier son chef Perez, ce social-démocrate si notoirement corrompu, responsable de l'écrasement du Caracazado. Doutons cependant que le lestage de ce gros sac de merde suffise à rendre à cet Etat abîmé quelque air aérien.

Annulée alors que la mèche achevait de se consumer, la grande explosion de **Madagascar** a été reportée. Les bons démocrates ayant remplacé (ouf !) les vilains staliniens, tout y est donc pour le mieux, comme en Albanie. A cela près toutefois que, dans plusieurs villes périphériques de la grande île, des affrontements sporadiques sont rapportés du bout des lèvres. Ils opposent les « fédéralistes » au nouveau gouvernement, ce qui en jargon libémonde (herald paiszeitung) est expliqué comme calqué sur l'antagonisme mis en scène en 1991 : les fédéralistes sont en fait les méchants staliniens revanchards, puisque les bons démocrates sont au gouvernement. Indépendamment de ce que ce serait bien amusant de voir un stalinien fédéraliste, on ne voit pas très bien où, alors, serait passée l'insatisfaction exprimée massivement par les pauvres de Madagascar, qui avaient commencé à entrevoir ce que cette insatisfaction avait d'historique quand l'information occidentale a quitté précipitamment le champ de bataille. Le silence sur cet Etat cache donc certainement que les nouveaux gestionnaires ne sont pas la foule qui leur a permis de prendre le pouvoir ; mais que cette foule s'est scindée entre ceux qui avaient commencé à en découdre, les uns y trouvant goût, les autres y voyant désormais un passage obligé, et ceux qui sont rentrés à la case, fatigués ou entubés. De même les staliniens se sont certainement scindés entre ceux qui se sont ralliés à la démocratie libérale, et ceux qui essayent de se mettre à la tête d'un mécontentement non articulé. Car la division dans le monde, Madagascar compris, n'est pas entre Forces vives (beurk !) et staliniens (ourg !). C'est ce que l'information dominante, en mettant le volume à zéro après l'avoir mis à fond, essaye de dissimuler.

Le silence qui s'est abattu sur le **Mali** après le renversement de Moussa Traoré, et qui n'a été interrompu que dans les mises en scène de la diversion touareg, est encore plus embarrassé. A Bamako, en 1991, ce n'est pas seulement un dictateur, qui avait été renversé, c'est l'autorité même de tout Etat. Dans un monde où la parole est aux ennemis d'un tel mouvement, ennemis qui avaient feint de l'approuver, son information sifflote aujourd'hui comme si de rien n'était, comme si l'objectif avait été atteint, comme si aucune nouvelle perspective ne pouvait naître d'avoir transpercé, d'un coup décidé, une cuirasse de nos ancêtres, l'Etat, qui passe pour invincible, éternelle. Aussi, en ce qui concerne le Mali, ce porte-parole fait le distrait en s'épongeant le front, il y fait si chaud, et cet envoyé spécial spéculé en douce sur l'oubli du temps, dans un soutien inconditionnel aux nouvelles salopes en place autour du petit prof libéral Konaré, ne prononcez pas la dernière lettre.

Mais après une émeute écolière presque entièrement occultée, le 15 mars, c'est le 5 avril 1993 qu'a eu lieu une des plus belles émeutes de ces dernières années, belle par exemple comme l'insurrection de 1991. Des groupes mobiles d'« étudiants » (on devine dissimulés sous ce quolibet idiot les émeutiers d'il y a deux ans) ont, en cette

*Fais penser mon sexe
au désordre.*

mémorable journée, attaqué tout ce qui représente l'ennemi : les sièges des partis politiques (vive la démocratie !) les magasins et supermarchés partis en flammes (enrichissez-vous !), les sièges de journal, radio, télévision (le média est le message !), les écoles et commissariats (et l'école du monde, en l'air dont il faut vivre, instruit mieux, à mon gré, que ne fait aucun livre !) ; non contents de cela, ils ont attaqué et dévasté les villas de leurs nouveaux dirigeants, riche et trop rare conséquence, puis incendié l'Assemblée nationale ! La résistance policière à cette offensive en règle a fait au moins un mort, deux si on compte le gouvernement qui a démissionné trois jours plus tard. Le silence ultérieur sur le Mali a repris le fil de la crainte : pourvu qu'ils ne poussent pas leur avantage davantage !

Pas moins menaçant, l'antagonisme direct qui s'était révélé à **Bangkok** en mai 1992 a laissé place à un silence pas moins gêné. Car les petits yuppies frétilants thaïlandais avaient alors trouvé beaucoup trop frétilant pour leurs petites audaces propres et affairistes la réalité des mobsters. Ce mouvement, présenté comme une grande victoire de plus pour la démocratie, s'était terminé dans l'effroi consterné de tout ce qui gère ce Sud-Est asiatique si juteux, et a donc été systématiquement oublié depuis. Que sont devenus ceux qui ont été pris ? Ceux qui avaient « disparu » ? Les mobsters en sont-ils réduits à ces rodéos sur deux roues qui remuent tous les parieurs de la capitale thaïlandaise ? Nous n'en savons rien, car le parti de Kerensky, au pouvoir depuis septembre 1992, n'a jamais publié le rapport qui avait follement été entrepris sur l'insurrection. Le silence, en Thaïlande, a la même fonction qu'au Mali : faire croire qu'il n'y a pas d'après-émeute, tellement l'évocation même de l'émeute est taboue. Il n'y a donc pas de conséquence, à part d'avoir un peu souillé les draps. Serre les fesses, vieux monde, et ça passera.

Le silence qui règne sur les révoltes en **Inde** est le plus archaïque, actuellement. Dans cet Etat, en effet, l'information fonctionne encore en circuit fermé, comme un groupe autogène, c'est-à-dire que l'information autochtone n'y est pas l'information mondiale, et qu'elle soumet les pauvres de cette fédération d'Etats à un bombardement séparé. Une coupure aussi singulière rend difficile le décryptage des actes de subversion, eux-mêmes conditionnés par cette séparation. L'Inde, dans ce vase clos, paraît petite, parce qu'elle est comparée au monde entier, une île déserte de l'universalité dont d'étranges particularismes, qui laissent froid, forment les rivages.

Deux causes, complexes et confuses, sont l'origine récurrente des grandes vagues de révolte des dernières années : les quotas d'embauche pour soutenir les basses castes (qui, comme l'antiracisme égalitariste fonde le racisme, justifie la division en castes) ; et la querelle religieuse entre les hindouistes et les musulmans, qui s'est cristallisée autour de la mosquée d'Ayodhya. La destruction de celle-ci par une foule couleur safran, en décembre 1992, a dépassé le cocon de l'information en

Inde. Mais même la fureur qui s'est étendue les jours suivants à Delhi, Bombay, Calcutta, Lucknow, Kanpur, Bénarès, mais aussi à Dacca, Karachi et Lahore n'a été comprise que comme une sordide méprise religieuse. Sur un fond de mépris et de rejet, où l'argument sous-jacent du grand nombre d'Indiens permet de minimiser les dégâts, par exemple mortels (800 morts dans un pays d'un milliard ce n'est guère plus, n'est-ce pas, que 8 morts dans un pays de 10 millions de chairs à marchandise), la compréhension d'une grande révolte, qui, depuis 1990, s'interrompt sans cesse dans sa propre stupeur d'elle-même, a pu être brouillée.

Le mois d'après, janvier 1993, les émeutes de Bombay et d'Ahmedabad ont été dégradées en silhouettes à ficelles dans le cul, derrière les paravents transparents vert-islam, safran-hindou. Pourtant, de jeunes gueux modernes s'y étaient emparés de ces euphorisantes religions déistes pour s'adonner à un hooliganisme anti-religion sèche, donc antiéconomiste, donc essentiellement destructeur de marchandise et d'échange. La gravité de cette intense offensive improvisée se lira dans le fait que l'ennemi parlera de « *pogroms* » lorsque ces émeutiers quittent leurs quartiers désolés pour dévaster ceux d'une middle class américaine, répartie en Inde par confession. Pour en finir, au moins provisoirement, avec ce mouvement si méconnu, et avant qu'il ne soit connu, deux méthodes modernes ont été utilisées : la méthode Rostock, qui consiste à découvrir après coup des groupuscules de « fascistes », ici hindouistes, qui auraient organisé toute cette spontanéité, ce qui va aider de manière décisive au développement de tels groupuscules et qui va soumettre toute révolte à la question préalable, qui en Inde est division confessionnelle ; et la méthode Dalla Chiesa : le ministre de l'Intérieur est nommé gouverneur de la province de Maharashtra, dont la capitale n'est autre que l'épicentre de la révolte, Bombay. Le 12 mars, cette salope y permet un très mauvais jeu de mot en y faisant sauter une série de bombes, eh ! Il y a plus de morts que dans le total entre émeutes et « pogroms », et il suffit d'accuser les services secrets du Pakistan, dont on ne voit pas très bien le profit dans une opération qui, par contre, ramène l'unité nationale derrière un ex-ministre de l'Intérieur comme tous ceux d'Europe entre 1969 et 1986.

Quelques hoquets, dont une émeute isolée à Bombay, lors d'un enterrement de dirigeant hindouiste le 2 juin, montrent l'efficacité, et son caractère limité, du silence sur l'Inde.

Après Los Angeles et Rostock, l'émeute dans la **forteresse occidentale** n'a plus d'innocence. Si Los Angeles a réchauffé le mythe racial de l'émeute, et institutionnalisé l'émeute situationniste, elle a surtout permis à l'information d'isoler celle de Los Angeles de toutes les émeutes dans le monde. Sa fonction est de simuler un coup de tonnerre unique et immense, deux épithètes mensongers pour cet événement. Cela a été vérifié le 14 décembre 1992, lorsqu'une nouvelle émeute secoua Los Angeles, avec pour prétexte un procès, non des flics tabasseurs mais des

tabasseurs d'un routier pendant l'émeute-CNN qui avait fait tant de bruit sept mois plus tôt. Là, le pillage, parti du même carrefour (Florence et Normandy) qu'en avril précédent, a fait un mort et douze blessés. En France, au contraire des premiers jours de mai, où les journaux déversaient des dizaines de pages par jour sur un sujet qui se grossissait de grossir, aucun média n'en a parlé, à l'exception du « Monde », avec un petit article de deux colonnes au milieu de la page 7. Cet extraordinaire oubli est certainement plus extraordinaire que ces deux émeutes elles-mêmes.

Le spectacle de Rostock aussi a rempli sa fonction : les seules émeutes en Allemagne, un Etat qui vient d'en annexer un autre qui était tout de même renversé par une population sans contrôle, sont celles, à la limite du ridicule tant elle est rituelle, de Berlin le 1er mai, et de Solingen, entre le 30 mai et le 6 juin 1993. Or ces dernières, même si elles ont prodigué la surprise agréable d'avoir jeté pour la première fois dans la rue des jeunes immigrés turcs, protégés par l'antiracisme, et désagréable de les voir eux aussi s'émouvoir avec le prétexte du nationalisme, sont une conséquence de l'interdit de Rostock. Car Rostock a fédéré la violence de la jeunesse allemande. Désormais, toute violence illégale dans cet Etat est mesurée pour ou contre le néo-nazisme, pour ou contre le prétexte de Rostock. L'information dominante, qui a mis ces oeillères à la grande majorité de la jeunesse la plus radicale, a donc réussi à imposer le néo-nazisme comme une réalité, parfois cuisante il est vrai, mais toujours comme la diversion qu'elle dénonce.

Ces deux spectacles marquent une importante rupture de l'information avec l'émeute, probablement une rupture consciente, donc concertée. Cette rupture n'est qu'une réaction à l'interdit de l'information dans les banlieues de la vieille Europe. Cette information feint (tant mieux : c'est elle qui perd du temps) de ne pas comprendre la raison de cet interdit. La raison de cet interdit n'est pas principalement que l'information est un auxiliaire de police, ce serait plutôt l'inverse, mais qu'elle ment sur le monde dont elle est devenue un puissant parti indépendant et autonome, le parti de la communication. Mais dans les banlieues, où les journalistes ne pénètrent plus qu'avec de solides complicités ou en payant, les *policiers* commencent également à rencontrer des problèmes de mobilité importants. Cette branche armée, par contre, du libéralisme occidental, le sait, et elle n'a pas besoin de finasser sur ses causes. Elle agit plutôt en fonction. C'est ainsi une véritable guerre qui s'est ouverte à la périphérie des grandes villes d'Occident, où les armes sont de plus en plus lourdes, et les coups de moins en moins étouffés.

En effet, elles paraissent maintenant très éloignées, ces émeutes anglaises de 1981 : fraîches, vives, claires, elles avaient fissuré la quiétude, un beau mois d'été. Mais treize ans plus tard, les enfants qui sont nés alors ne sont plus les mêmes : il ne se construit plus de banlieues, et l'impression de cadre de vie transitoire a disparu ; de même, saint Travail, dont nos ennemis tentent de redorer l'auréole en profitant d'un rétrécissement de l'emploi, paraît un mode de vie hors de portée, en plus d'être hors

d'intérêt, à toute cette jeunesse. L'Occident libéral, contrairement au christianisme, contrairement au communisme, ne fournit pas de consolation future. Il n'a pas d'autre projet que de continuer ce qu'il est. Ceux qu'on appelle pudiquement les « exclus », mais qui sont simplement la partie basse de ce système social, dont la seule façon de lutter contre l'ennui est de le remplacer par l'angoisse, ne peuvent ni rêver d'y réussir, ni d'y échapper, ni de le renverser, car, au nom de quoi ? Aussi sont-ils dès l'enfance en opposition, contre tout comme contre rien, sans système ni parti, parce que obéir apporte encore moins de gratifications ou d'adoucissements à cette triste condition que désobéir. Aussi n'est-il même pas question de travailler, dans le salariat officiel ; à la rigueur est-il considéré comme valorisant de percevoir des allocations, de trafiquer, de voler, ce qui, assez à tort, n'est pas considéré comme travail. Mais même l'emploi, sublimé par les multiples carriéristes d'organisations d'insertion, c'est-à-dire des collabos, n'intéresse que pour le salaire, mais en rien pour l'activité. Si cette partie grandissante de la société est ouvertement indifférente et, à de multiples occasions, hostile à la communication dominante qu'elle ne croit plus, à la marchandise qu'elle convoite avec haine ou dégoût, et à l'Etat, la police commence à lui être ouvertement hostile, *a priori*. Profitant du silence de l'information, elle va, selon toute vraisemblance, tenter d'ulstériser ces banlieues d'Europe, où sont devenues majoritaires les bouches inutiles, en plus mécontentes. La seule différence avec le quadrillage systématique des catholiques d'Irlande du Nord, qui est devenu une opération pilote, en plus de l'absence d'une IRA conspirative qui justifie et fonde la chicane, est qu'une offensive ouverte, qui sera bientôt nécessaire au régime, le montrerait sous un jour dont il n'a pas encore préparé l'acceptation, et c'est un projet difficile et périlleux : finie la tolérance affichée, finie l'illusion du consensus avec l'Etat, et retour de l'idée jacobine puis communiste effacée par l'hypocrisie des libéraux et des staliniens : une petite minorité peut gouverner une grande majorité qui est en profond désaccord avec son existence même. Ce mode de gouvernement, depuis Athènes, s'appelle la dictature.

En attendant que l'ennemi ne formule son projet de conservation, soit en massacre du surnuméraire, soit en expulsion massive de la forteresse (qui ne ferait que déplacer le massacre), les escarmouches, assourdies par le mutisme boudeur de l'information, se multiplient gaiement dans les banlieues du vieux monde.

En juillet 1993, l'émeute la plus ressemblante à celle de Bamako a eu lieu à **Lagos**, seulement avec un peu plus de participants, sur plus de jours, et avec un silence un peu différent du silence qui avait fait ses preuves en éliminant des mémoires les intéressantes émeutes au même endroit en mai 1992, c'est-à-dire simultanées à celles de Los Angeles. En effet, la puissance du prétexte - une élection présidentielle dont les militaires au pouvoir ont refusé de publier les résultats - et les craintes de répression qui sont allées jusqu'à la psychose - la perspective d'une guerre

civile ethnique qui n'a pas eu lieu a fait fuir des dizaines de milliers de personnes - ont transformé ces journées insurrectionnelles en une sorte de cauchemar de la société du mensonge et de la corruption, où le silence s'installe avec pudeur et précaution sur le mode : sainte mère de Dieu, ce n'était qu'un vilain rêve, par Allah. En effet, autant qu'à Bamako, les objectifs attaqués dénotent de cette conscience radicale qui a compris qu'une *vitrine* est un serre-kiki transparent, et non pas invisible. La première émeute, le 28 juin à Ibadan (tout de même 16 jours après l'élection en cause), est *l'attaque d'une prison*, dont les droits-communs sont libérés ; la seconde, deux jours plus tard dans la banlieue de Lagos, dévaste le siège des syndicats dont la salope en chef a la chance d'être absente, parce que cette centrale avait annulé in extremis une grève générale ; et puis, pendant les trois jours du 5 au 7 juillet, les émeutiers, outre un pillage apparemment en profondeur accompagné de prises à partie violentes des informateurs, s'emparent de tous les trois ponts qui relient à la terre ferme la lagune qu'est Lagos. La reprise de ces points stratégiques (il y a eu entre 17 et 118 morts dans divers quartiers de la ville) révèle des gueux jusque-là sans nom propre : les « area boys » sont ces adolescents maraudeurs, sans domicile autre que la délinquance que toute grande métropole du monde connaît aujourd'hui et qui sont toujours la note la plus vivante, parce que négative, des grandes manifestations tristes. Ce sont ceux-là que l'information préfère taire. Ce sont ceux-là aussi qui, lorsqu'ils rencontrent des informateurs, les rebriefent en actes sur les vertus de l'amnésie. Ainsi les deux partis jouent le silence de l'information dominante, et nous verrons bien à qui elle profite.

Enfin, ce sont encore les mêmes qui ont gravement effrayé le monde entier dès qu'ils ont commencé à se manifester dans les rues de **Moscou**, en septembre-octobre 1993, à l'occasion du second putsch de Eltsine, cette fois contre le Parlement russe (les sympathies de l'information occidentale la poussent à inverser aujourd'hui l'intention de putsch en l'attribuant aux parlementaires vaincus, ce qui est faux, techniquement et dans l'idée). Parmi les inquiétantes figures qui se sont lancées à l'assaut de la télévision à Ostankino figuraient assez peu de staliniens nostalgiques et de nationalistes extrémistes, qu'un intense spectacle a essayé de fédérer en pôle manichéen du mal. Comment pourrait-il en être autrement : la nouvelle jeunesse moscovite, celle du capitalisme mafieux et du mensonge intégré, est divisée, comme partout dans le monde, entre golden boys thaïlandais et area boys nigériens. Et lorsqu'on nous loue les premiers parce qu'ils tentent de renverser les obstacles à leur convoitise, comment les seconds n'apparaîtraient-ils pas face à des obstacles bien supérieurs, avec des convoitises bien supérieures ? C'est bien évidemment le scandale de telles convoitises *supérieures* que le silence doit étouffer. A Moscou, ce silence connaît cependant quelques variations criées, puisque le spectacle a décidé de s'y offrir une datcha. Jirinovski a pour fonction d'ôter à Eltsine son apparence d'extrémiste de l'arrivisme sans scrupules, et de coiffer la caillera moscovite, non

seulement mafieuse, mais aussi son ennemie, anonyme et hideusement déformée par une mode récente pour la culture russe, mode notamment cinématographique. Ainsi, dans une Russie qui expérimente un dictateur démocratique, la chape de plomb stalinienne est retombée sur le parti de l'émeute.

Une révolte qui se termine ainsi dans les galipettes de politiciens véhicule toujours un peu de ridicule. Et celle de Moscou avait même commencé dans le nitchévo des grandes poses et déclarations autour de la gestion de la Russie, réduite, toute sainte qu'elle est, à une affaire de personnes. Ainsi, lorsque les journalistes ont évoqué à cette occasion la « révolution russe », cela passait plutôt pour une des exagérations de ces crapauds pour, comme on dit, faire mousser. Pourtant, davantage parce qu'ils le sentaient que parce qu'ils le savaient, ils avaient raison d'évoquer le spectre qui, depuis le début du siècle, n'avait pu être freiné puis vaincu que par le bolchevisme, qui vient justement d'être évacué par la chasse d'eau. Car entre l'assaut d'Ostankino et la division de la troupe, qui aurait certainement entraîné des dispositions organisationnelles nouvelles, et peut-être inédites, il n'y eut qu'une ou deux décisions des parlementaires encerclés, malhabiles pour eux, mais si heureuses pour le parti qu'ils représentaient négativement et dont Eltsine était le porte-drapeau positif, qu'ils sont tous libres six mois plus tard. Rarement une émeute n'avait été si proche d'un bouleversement capital, car rarement il ne s'en développe d'aussi mal encadrée aussi près du noyau des centres de décision du monde. Si la révolution russe reste la principale menace pour les constructeurs de la forteresse, il faut espérer que sa prochaine offensive soit suffisamment puissante pour ne pas regretter la minceur de la défense du monde, début octobre 1993, à Moscou.

3) RESISTANCE

La nouveauté de l'après-émeute est la résistance. L'originalité de l'époque où l'émeute a été consommée est que cette vitalité brûlée se transforme aussi en faveur de ceux qui l'ont prodiguée. C'est un résultat aussi fragile qu'étonnant qu'il convient ici de saluer avec toute la modération d'un optimisme convalescent.

Deux insurrections, après avoir été contraintes de quitter la rue, en Somalie et en Algérie, après avoir subi différentes variations de la répression et du silence, ont aujourd'hui ouvert une résistance d'après-émeute inconnue dans l'histoire récente. Certes, d'autres mouvements avaient continué après ce qui pouvait être désigné comme la bataille décisive. Celle-ci, au cours des deux derniers siècles, a toujours connu son expression dans la rue, dans un affrontement qui portait les traits de l'émeute moderne ou de l'une de ses formes initiales, à l'exception peut-être de la révolte des ouvriers polonais en 1981, dont le moment clé, on s'en souvient, a été le congrès de Solidarité, où la direction avait usurpé les mandats de la base, qui a laissé s'accomplir cette usurpation. Cependant, il n'existe aucun exemple de mouvement battu dans la rue qui se soit reconstitué sur une base au moins aussi radicale que celle qui l'y a mené, et il n'existe aucun exemple de mouvement, y compris en Pologne, qui n'ait pas été battu dans la rue.

Bien entendu, la défaite d'une révolte a toujours été refusée par ceux qui y avaient engagé toutes leurs capacités, et qui n'y sont pas morts. Ce sont d'abord des gestes de désespoir ; ce sont aussi tous ceux qui n'ont pas compris, soit par cette absence de lucidité qui s'est hélas fâcheusement répandue, soit par l'optimisme combattant qui est généralement indispensable dans la lutte elle-même, que le point culminant de celle-ci était passé, moment il est vrai difficile à percevoir, même avec beaucoup de connaissance des faits, d'expérience, de recul et de sang-froid ; c'est enfin généralement tous ceux qui n'ont adhéré au mouvement que trop tard, et tous ceux qui poursuivent de savantes et construites stratégies, préexistantes et survivant éternellement au matériau humain de la révolte. La résistance après l'émeute a toujours tourné à une sorte de contraire de la révolte qui y avait conduit : défensive, conspirative, triste, un rapetissement de perspective et, bien souvent, un tremplin de carrière. Aussi a-t-elle toujours ressemblé davantage à une résistance à l'émeute, un ouvrage avancé ennemi, une *preuve* de la défaite. C'est pourquoi la résistance après l'émeute telle qu'elle apparaît en Somalie et en Algérie est neuve. C'est une résistance non plus *défensive*, mais *offensive*.

Dans ces deux Etats, il y a eu répression, il y a eu silence, il y a eu et il y a diffamation. Et après un moment culminant, que la Bibliothèque des Emeutes avait tenté de désigner, chacun de ces mouvements avait quitté le terrain, au moins en

apparence. A vrai dire, il y a un an, nous les aurions rangés en tête de la catégorie « répression », aux côtés de l'Afrique du Sud et de l'Irak. Nous sommes heureux aujourd'hui de devoir revenir sur ce jugement erroné, au moins pour le nuancer, au mieux pour constater à la faveur d'une évolution plus souriante, que ce qui paraît une terrible répression couve donc peut-être une non moins énergique résistance. Avis aux vaincus de Bassorah et de Kinshasa, de Port-au-Prince et de Rangoon.

Tout en constatant le devenir de deux mouvements qui portent en bonne part le devenir du monde, dans lequel il faut savoir que le nombre d'émeutes n'a plus été en 1993 que le tiers de ce qu'il était en 1990 et 1991, nous ne crions pas victoire. Les réserves de jeunesse et d'intelligence, qui pour la première fois sont entièrement dans notre camp (en face, on est obligé de mettre les rares jeunes et les rares intelligences en première ligne), ne doivent pas non plus nous éblouir, tant ces deux qualités s'usent vite quand elles ne sont pas utilisées, ou se gâtent quand elles se fient aux mirages ennemis, qui s'autoreproduisent en quantité industrielle. Ces deux affaires suivent actuellement un cours expérimental, plus « émeutier » en Somalie qu'en Algérie, sans lien entre elles *autre que nous*, leurs perspectives décorent encore le brouillard, et nous ne savons pas si les réjouissantes déroutes qui y sont infligées à l'ennemi sont conjoncturelles comme il dit, ou si, comme cela paraît plus possible que probable, nous allons assister à un tournant dans la guerre du temps.

a) Somme Ali de soulever les coeurs !

En Somalie, l'ampleur du mouvement l'installe dans la durée aussi. Il faut donc remonter au 14 juillet 1989, depuis lequel il a traversé trois phases distinctes : l'insurrection, la guerre et la résistance.

L'insurrection, dont le détonateur avait donc eu lieu à la mi-89, s'est accélérée pendant quinze mois d'émeutes de plus en plus rapprochées, pour culminer dans un soulèvement ouvert qui a duré de fin décembre 1990 au début de février 1991. Ce fait mémorable, occulté par la guerre du Golfe simultanée, est l'unique exemple existant d'une insurrection *victorieuse*. C'est-à-dire que la foule, après un mois d'affrontements, a pris, « à mains nues », la Villa Somalia, dont le pensionnaire, Syad Barre, le dictateur haï qui avait canonné sans ménagement les rues de sa capitale, a eu beaucoup de chance de pouvoir s'enfuir. Ce succès qui a été le géniteur de tout ce qui advint depuis, s'est notoirement accompli avec l'USC, la guérilla locale, très en retrait, pour ne pas dire complètement absente.

Encore davantage que sur les événements, tous ceux qui informent ont gardé un silence complet sur le résultat, il faut bien ici le reconnaître, y compris la Bibliothèque des Emeutes. C'est que l'habitude de la défaite dans les insurrections modernes est telle qu'on se demande aussitôt après un succès sous quelle forme de répression il va disparaître et quelle forme de récupération va le défigurer. De plus, aujourd'hui, une victoire ne peut pas être spectaculaire, il est même bien plus probable qu'elle soit antispectaculaire. Et dans la demi-obscurité qui est généralement l'effet de la négligence ou du mépris de l'information dominante, le doute l'emporte sur le triomphalisme, presque toujours à juste titre, sauf dans ce cas précis. En tout cas, lorsque, en fin janvier 1991, les adolescents émeutiers de Mogadiscio se sont approprié la rue, il était plus inimaginable qu'illogique de supposer que trois ans plus tard elle ne leur serait toujours pas confisquée.

Ce n'est pas qu'elle ne leur ait pas été contestée. Les Somalis n'étant qu'une seule « ethnie », il a fallu les diviser en « clans », pour qu'ils se battent dans toute la Somalie ; mais, à Mogadiscio, il n'y avait qu'un seul clan, les Hawiye, avec une seule guérilla, l'USC : il a fallu la scinder en « sous-clans », Abgal et Habr Gedir, pour imposer et superposer une division ethnique au soulèvement. La deuxième (du 5 au 8 septembre 1991, 600 morts) et la troisième bataille de Mogadiscio (16 novembre 91 - 3 mars 92, 14 000 morts, 27 000 blessés d'après Africa Watch) sont cette tentative, jusque dans le nom : en instituant la même appellation pour cette façon de hiérarchiser en saignant et pour l'insurrection, cette dernière est disqualifiée. De nombreux adolescents, vainqueurs de Syad Barre, ont laissé leur vie dans ce nouveau jeu sans perspective historique qui attende à la nôtre.

Une autre façon de tuer, mais encore moins précise, a été utilisée par l'ennemi en Somalie : la famine. La famine n'est pas une conjoncture particulière de la paresse des paysans, d'une sécheresse on-n'y-peut-rien, et des vils débordements d'une guerre antiéconomique. Ces éléments en sont évidemment constitutifs, mais des observateurs à peine concernés peuvent déceler une famine environ un an avant qu'elle ne commence à tuer. La famine de 1992, commencée à l'automne 1991, était ainsi prévue dès 1990. Mais il vaut mieux qu'il n'y ait pas de nourriture que d'en laisser la gestion à des émeutiers victorieux. Si la bande de Gaza, *affamée* par l'Etat d'Israël, ou les embargos sur l'Irak et Haïti, qui y ont lourdement soutenu les dictatures locales contre leurs populations révoltées, ne suffisaient pas comme preuve d'une volonté occidentale d'utiliser la famine comme émeuticide, il suffirait de suivre les embargos des organisations humanitaires non-gouvernementales (ONG) ou gouvernementales, pendant tout 1992 en Somalie, pour en comprendre toute la signification : les *bandes de jeunes pillleurs* qui s'emparaient de l'« aide » ne faisaient que la distribuer selon des critères qui étaient les leurs, et non ceux, économistes et moraux, des volontaires et salariés occidentaux, qui s'étaient arrogé cette prérogative. Mais ainsi, l'aide était entièrement distribuée, et vite. Les organisations humanitaires, en revanche, stoppaient alors leurs distributions, en représailles. Leurs économistes de base préconisaient même d'échanger la nourriture contre du travail, à but purement éducatif, ou de fixer un prix qui casse celui du marché noir des pillleurs, qui avaient commis le crime capital contre l'économie : supprimer le premier échange. Ce différend a donc été meurtrier, parce que pour les gestionnaires ce qui est vital est de garder la gestion, alors que pour les jeunes pillleurs la gestion est subordonnée au jeu ; ce refus de céder la gestion aux joueurs, cause qui interdit que ceux-ci intègrent l'anticipation d'une sécheresse dans leur jeu qui est la guerre, a beaucoup tué, comme on sait, mais très peu d'ennemis véritables de ces organisations financées par l'impuissance occidentale à l'origine de cette épidémie de stases dont les autorités sidaïennes refusent de chercher le virus. Ces organisations, qui sont les bulbes tubéreux de notre misère, pourtant, ont réussi à laisser cette famine s'épuiser d'elle-même, sans presque l'endiguer (350 000 morts, dont la majorité de maladies liées à la sous-nutrition) et en paraissant la combattre, grâce à l'argent directement prélevé sur toutes les grasses mauvaises consciences de la middle class de la forteresse. Avec une assiduité et une minutie scolastique, elles ont soutenu et financé la guerre des sous-clans, en otage volontaire et plein aux as, gémissant hypocritement de sa contribution forcée. Et surtout, elles ont réussi à séparer les furieux de Mogadiscio de ceux du reste du monde, soit en évangélisant, soit en tançant ceux qu'elles montraient en vilains porte-flingues, pourtant payés par elles. La neutralité affairée de ces militants (à bas tout ce qui milite !) du charity-business est le mensonge de ce monde sur la Somalie. Mais nous savons aujourd'hui que les vainqueurs de Syad Barre ont joué avec la même désinvolture d'abord à l'insurrection et ensuite à la guerre des

sous-clans et au racket des pigeons occidentaux, ces ennemis caricaturaux du jeu, dont les grossières arrière-pensées n'ont guère fait illusion qu'à leur captif public payeur. Toute cette bonté pure a fini par encaisser de nombreux coups bien mérités.

Le 9 décembre 1992, avec le début de l'opération « Restore Hope », qui commence *par conséquent*, commence aussi la résistance. C'est un contingent massif de soldats américains, accompagné d'un contingent non moins massif d'informateurs occidentaux, qui doivent enfin en finir avec l'insurrection non réprimée de janvier 1991. Les premiers ont pour mission de mettre fin au scandale secret de la liberté des insurgés, les seconds viennent surveiller et soutenir l'application stricte de l'idéologie dont ils sont les garants, d'une part dans cette répression militaire, d'autre part dans leur aile ONG, dont certaines ambiguïtés commençaient à nécessiter un vigoureux soutien. Le moment, dans le monde, était propice pour un spectacle d'envergure : la guerre de Yougoslavie, qui s'installait dans le spectacle permanent, ne devait pas être résolue si tôt, et l'opération somalienne passait à cet égard à la fois pour dérivatif et répétition générale, étant entendu que, dans le monde de l'information dominante, deux opérations d'envergure ne peuvent pas avoir lieu en même temps, tant il est fondamental que deux spectacles ne se télescopent pas ; les opinions occidentales, si peu critiques de la guerre en Irak et du maquillage de sa conséquence insurrectionnelle en veulerie humanitaro-kurde, étaient mûres pour un développement expérimental de cette méthode, d'autant qu'en Somalie il ne s'agissait pas de faire la guerre, mais de protéger la paix, la catastrophe nutritionnelle étant considérée comme « naturelle » (fatalitas !), la cause pouvait d'autant mieux passer pour « noble » que les intérêts capitalistes y étaient beaucoup moins apparents et sensibles que dans un Moyen-Orient regorgeant de pétrole. L'information dominante, qui gère et travaille les divisions de l'humanité, pouvait par un *coup* relativement peu risqué, promouvoir la division entre une forteresse agressive et un terrain vague *dont la valeur est d'être mis en représentation*.

Très vite, cependant, il s'avéra que la famine était déjà passée (il semble que les derniers à mourir de faim en Somalie sont décédés en décembre 1992, « Restore Hope » n'y a donc rien changé) ; et que l'armée américaine, puis onusienne, ne connaissait ni les gens ni le terrain ; et que, pour une raison tout à fait incompréhensible, les jeunes de Somalie, et la Somalie était alors le pays le plus jeune de la terre, n'applaudissaient en rien leurs sauveurs. Si le débarquement annoncé et préparé n'a pas paniqué les mangeurs de khat, il les a au moins fait cacher leurs armes, cessant de ce fait les combats stériles de leurs chefs supposés. Pour la première fois même, depuis décembre 1990, les insurgés de Mogadiscio ont abandonné le terrain à une force que, comme le reste du monde, ils croyaient très supérieure à la leur. Puis, lors du déploiement de ces « gendarmes du monde » grassouillets et suréquipés, ils se sont approchés, en spectateurs non télévisuels, les mains dans les poches, faisant les badauds. Foutre, qu'ils sont laids ! Et pas franchement plus grands

que vous et moi ! Mais attifés comme du riz français soutiré à la pleurnicherie de parents d'écoliers ! Comment ils tiennent leurs armes ! Eh, regarde, ils ne savent pas se déplacer ! En plus, ils connaissent pas la langue, eh, gros tas de merde, enfoiré, il sourit l'imbécile ! Qu'est-ce qu'ils font, là ? Ah ! ils partent en patrouille ! Oh ! lala ! super lents ! Oh ! l'autre, eh ! t'as vu où ils vont, ils savent même pas que c'est une impasse ! Peu de temps plus tard, les ONG aussi constateront amèrement que la menace américaine était bien plus efficace que la présence américaine.

Dès le 3 janvier 1993, une première manifestation publique d'hostilité a lieu à Mogadiscio lorsque Boutros-Ghali vient imprudemment y parader. Ce n'était pas tant au secrétaire général de l'ONU que s'adressait ce test ès remontrances, mais à l'ancien chef de la diplomatie égyptienne, qui dut éviter quelques pierres pour avoir soutenu Syad Barre jusqu'au bout. Et bientôt, les soldats américains, dont l'unique job était de désarmer les insurgés, rencontrèrent une résistance dont la passivité initiale s'enhardit au fil des escarmouches, où la diminution provisoire du nombre de morts indique paradoxalement un phénomène organisationnel typique d'une résistance : le 7 (30 morts), le 10 (1 mort), et le 31 janvier plusieurs blessés lors d'une rafle sur le marché de Bakara, au sud de la ville. Aussi, la première manifestation nommément antiaméricaine, avec jets de pierres, a lieu le 5 février.

Il est difficile de mesurer l'influence qu'avaient sur le terrain de bataille principal d'autres événements périphériques : à Addis-Abeba, l'alliance entre le Pentagone et l'information occidentale essayait de soumettre à la vieille chefferie clanique, et donc sous-ethnique, poussée en première ligne par les ONG, les chefs de guerre tenus bien abusivement pour représentants des pillleurs en armes et menacés comme tels par l'armée américaine d'occupation, processus de « paix » qui trouva une conclusion formelle le 27 mars dans la création d'un Conseil national de transition ; et à Kismayo, des affrontements entre deux « lieutenants » dont le degré d'indépendance est mal connu, Omar Jess, allié du général Aïdid, et le général Morgan, partisan et gendre de Syad Barre, que semble avoir soutenu l'armée d'occupation belge de ce grand port du Sud, ce qui a eu la popularité qu'on imagine à travers toute la Somalie. Dans cette ville il y aurait donc, en février, « des émeutes populaires organisées en sous-main ». Ce simple énoncé discrédite toute l'information, puisqu'on serait bien en peine de dire ce qu'est une émeute non « populaire » (il ne semble pas que le journaliste ait voulu faire allusion à la popularité de l'émeute), et que le fait qu'elles seraient « agencées en sous-main » appartient à une fantasmagorie anachronique, particulièrement en Somalie.

Au plus fort de cette bataille pour Kismayo a lieu la première *émeute* antiaméricaine à Mogadiscio. Le prétexte est l'entrée de Morgan, qui a refusé l'accord de paix tant qu'il n'aurait pas repris sa ville, dans Kismayo, où ses adversaires ont été désarmés par les onusiens. Ce sont trois jours, 23, 24, 25 février 1993, de barricades, jets de pierres, slogans anti-Américains et pillages, en particulier de l'ambassade

d'Egypte. Au moins deux Somaliens et deux policiers (source américaine), car la police peut perdre sa nationalité dans le manichéisme, et peut-être six Américains (démenti de la source américaine) sont tués. Cette première brèche dans le respect sont les retrouvailles de la rue avec la fin de l'époque Barre, où le rôle de la police du dictateur est tenu par les soldats américains. Ainsi progresse la démythification de ces martiens aveugles et sourds qu'on appelle les « maîtres du monde ».

Très vite d'autres lézardes apparaissent dans l'opération rebaptisée entre-temps Unosom 2 parce que les Américains avaient voulu faire croire à leur retrait, avant de le retarder à nouveau. Après le pillage de l'Unicef, juste avant l'émeute, le 15 février à Mogadiscio, c'est, le 31 mars, le pont de Belet Huen, construit par les Américains, où « tout ce qui n'avait pas été soudé a été emporté par les pillards » et où « la police locale a tenté vainement d'intervenir ». La voix feutrée et fourbe des bons samaritains des ONG commence à prendre une position différenciée des armées occidentales. En fait, comme celles-ci ne parviennent plus à récupérer d'armes, et que leur présence rend superflue une « protection » autochtone, les armes de ces protecteurs commencent à se retourner contre ces ONG, soit sous forme de racket sans contrepartie, soit sous forme de pillage. Tout un lent travail de sape et de récupération se trouve ainsi rejeté derrière une troupe mandatée par tous les Etats, et dont la mission de libération n'a jamais pu faire illusion qu'auprès de populations suffisamment serviles pour penser qu'une police puisse être autre chose qu'une armée d'occupation. D'autant que les onusiens ont commis une faute de la taille de leur building new-yorkais avec le général Aïdid. Le gros des armes se trouvant dans le périmètre qui est attribué, par définition, à ce chef de guerre principal (USC, Habr Gedir), cette bonne petite crapule politico-militaire devient l'ennemi désigné, l'« homme fort », le Milosevic, Saddam Hussein, Noriega, Kadhafi ou Khomeyni de la nouvelle pièce en vogue. Mais les gens du terrain, y compris les ONG, savent que l'ambitieux Aïdid ne règne sur le sud de la ville que dans le spectacle, qui refuse de voir les difficiles et quotidiennes tractations auxquelles le contraignent les bandes autonomisées, par clan ou non. Ainsi, l'utile récupérateur de la guerre civile sous-ethnique est rejeté et fait ennemi. Et cela ne lui gagne pas de sympathies chez la turbulente base plus guerrière que militaire qu'il a cherché à contrôler sans y parvenir par les batailles de Mogadiscio 2 et 3, lui qui avait manqué la 1, *la vraie* ; par contre, tous les collabos par rang social, chefs, affairistes, boutiquiers, professions libérales, se rallient à son habile discours nationaliste improvisé sur le thème du petit pays envahi par le grand impérialisme. En transformant le fusible en cible, les Américains, avec leur doigté coutumier, s'aliènent tout le parti de l'insinuation, des organisations kouchnéristes à l'armée italienne en passant par l'information.

Le 5 juin, à la suite d'une rumeur selon laquelle les onusiens attaqueraient Radio Mogadiscio, qui a repris le discours nationaliste antiaméricain d'Aïdid, des soldats pakistanais qui ont relevé le contingent américain dans le sud de la ville se trouvent

soudain face à une émeute. Soit qu'ils aient été menacés, soit qu'ils aient eu la détente nerveuse, ce sont 25 d'entre eux et 38 émeutiers qui meurent dans l'affrontement. Dans la stupeur d'un tel bilan, que l'information refuse de commenter comme le désaveu de la politique qu'elle soutient, l'ONU, en missionnaire catholique irrité, demande qu'on lui amène Aïdid, mauvais Nègre rebelle, les fers aux pieds. Il est fortement improbable que le finaud ait la moindre responsabilité dans l'affrontement. Sa clandestinité nouvelle en tout cas menace de sa grande popularité l'indépendance des émeutiers. Le 12 juin, lors d'une nouvelle manifestation qui fait un mort, la police mondiale confirme dans les faits la rumeur qu'elle avait démentie en parole la semaine précédente, en prenant d'assaut Radio Mogadiscio, pour y installer sa propre liberté d'expression, que nous connaissons bien dans la forteresse où toute autre est interdite. Un bombardement aérien complète cette opération de charme, puisqu'il fait 11 morts. Le lendemain, lors d'une manifestation d'indignation, c'est le contingent pakistanais qui se venge, en tuant 14 personnes dans la foule. Il y a encore un bombardement le lendemain, et une manifestation le surlendemain.

L'honneur, la colère, le goût du jeu, que la guerre civile était parvenue à abrutir et le débarquement médiatique à endormir, se réveillent soudain. Les manifestations anti-ONU sont quasi journalières, et les armes sont déterrées. Les rondes onusiennes commencent à subir le feu. Le 2 juillet, une patrouille de soldats italiens, qui procédait à un désarmement, se retrouve soudain face à une foule insurgée, des barricades de pneus flambent. Battant en retraite, la patrouille est prise dans une fusillade : 3 Italiens et 5 Somaliens y laissent la vie. Puis, le 12 juillet, un raid d'hélicoptères américains sur une réunion de l'Alliance nationale somalienne, c'est-à-dire le front politique mis en place par Aïdid, fait 15 (source américaine), 54 (source CICR), 100 morts (source Aïdid). En tout cas la manifestation du lendemain fera 4 morts que nous ne regretterons pas puisqu'il s'agit de journalistes occidentaux accourus à la bonne scoop, invités par les hommes d'Aïdid, qui a bien rêvé quel bénéfice il pouvait tirer de l'horreur d'un tel carton, mais lynchés par la foule. C'est bien sur l'ignorance de leurs lecteurs qu'ils sont obligés de spéculer pour accréditer qu'une telle barbarie serait incompréhensible. A cette occasion, petit coup de scalpel sur le travail de cette corporation qui ce jour-là aurait dû plutôt se féliciter de la mansuétude de la foule par l'intermédiaire du trop grand nombre qui y a échappé : « Le Monde » n'hésite pas à dire que ce sont des « partisans du général Aïdid » qui ont commis ce lynchage, ce qui est au moins stupide, à côté d'un titre qui dit : « plusieurs dizaines de Somaliens et quatre journalistes ont été tués à Mogadiscio ». A elle seule cette équation suffit à en justifier la deuxième partie.

Maintenant la situation est bien différente. L'ennemi se réorganise péniblement. Des renforts américains, les « rangers », débarquent. L'Etat italien, ancienne métropole coloniale, qui avait négocié en secret avec Aïdid alors que sa tête était déjà mise à prix (25 000 \$), rappelle son commandant, le général Loi. Depuis le 11 juin,

les ONG ne peuvent plus travailler, et s'en plaignent amèrement. Cette insolence mérite d'être soulignée, parce qu'elle est évocatrice du léger (si léger !) complexe de supériorité, dont on a voulu faire porter le casque uniquement à ceux qui l'avaient bleu, mais qui s'applique à tous les Occidentaux : ce ne sont pas ceux qui sont supposés bénéficier de l'aide des ONG qui se plaignent, et non pas parce qu'ils sont muselés par le mutisme de l'agonie, car en effet on ne meurt plus de faim ; si donc les ONG restent, bien que le scandale qu'elles prétendent combattre a cessé, c'est donc que leur but est *autre*. Empêcher les ONG d'épancher leur modestie intolérante et leur oecuménisme matérialiste dans les vertus du travail, de la famille et du sacrifice, étalées avec pathos, fait désormais partie d'une résistance ouverte où les combats et fusillades ne sont plus seulement des violentes éruptions d'indignation et de joie retrouvées. Pendant les mois de juillet et août 1993, l'armée d'occupation perd le sable, la terre battue et même le bitume de Mogadiscio, face à une hostilité qui se généralise.

Quelle importance en regard d'un tel revers que l'ONU arrive finalement à conclure un précaire armistice à Kismayo ! La maladresse de sa troupe annule ce rare et discutable succès : comme déjà le 17 juin, c'est l'assaut d'une organisation humanitaire par un commando, comme si une rayonnante alliance entre ONG et Casques bleus pouvait faire passer une telle bavure pour une simple erreur ! Et le 1er septembre, des centaines de « rangers » ramènent après plusieurs heures de raidicule... un fusil ! Les lauriers que s'est tressés à elle-même, à coup de CNN, l'armée américaine en Irak l'autorisent à porter chez des sauvages qui ne l'ont pas inventé son fil à couper le beurre auquel ses gestionnaires ont accolé le nom jadis respecté, voire craint, de démocratie. Mais cette prétention a aveuglé la lourde machine qui s'étourdit du graissage péremptoire de ses propres trompe-l'oeil. Jamais elle n'a donné l'impression de comprendre l'essence de sa propre présence à Mogadiscio.

Des adolescents aussi avisés et expérimentés, et aussi libres et nobles que ceux de cette ville, n'ont donc pas tardé à attaquer un mastodonte dont il fallait vérifier, manu militari, s'il n'était pas aussi vulnérable que pataud, aussi creux qu'ampoulé. Le 5 septembre, 7 Casques bleus nigériens sont tués par une foule rendue furieuse par une nouvelle tentative de désarmement. La presse, qui persiste à appeler ces authentiques émeutes des « embuscades », continue son véritable apartheid dans les bilans, puisqu'on apprend que l'« embuscade » en question a coûté la vie à « plusieurs dizaines de Somaliens ». Le lendemain, un nouveau bombardement hélicoptère fait 8 morts, qui ne se rajoutent pas aux 7 Nigériens, mais aux « plusieurs dizaines de Somaliens ». Mais le 9, 100 Pakistanais sont attaqués alors qu'ils tentent de démanteler des barricades. Les Américains, appelés en renfort, tirent sur la foule au canon de 20 mm. Ce sont entre 150 et 203 morts qui sont dénombrés. Des barricades se dressent dans les deux tiers méridionaux de la ville. Les sous-clans hostiles à Aïdid sont désormais obligés de combattre l'insurrection dont il a réussi à passer pour

symbole. Le 10, il y a en tout 6 morts, dont 4 salariés de CNN, abattus par une milice de sous-clan hostile à Aïdid, ce qui semble indiquer que, conformément à leurs désirs, les informateurs occidentaux ont réussi à faire l'unanimité. Seul Aïdid, au contraire, qu'ils servent en le vilipendant, leur témoigne toute la révérence cauteleuse de l'arriviste qui a bien compris que ces bas maîtres de cérémonie sont réellement *maîtres* de cérémonie. La caméra qu'ils tiennent à la main comme une clé est l'entrée dans la célébrité, et la célébrité, pour un arriviste, est la carte de crédit de l'avenir.

Cette grande bataille est le tournant de la guerre. Maintenant la peur est chez les « maîtres du monde », qui rechignent à patrouiller, parce qu'ils sont tirés comme des lapins, et insultés comme des cochons, ce qui n'était prévu ni dans les contrats d'embauche, ni dans les stratégies de nouvel ordre mondial. Les informateurs, habitués aux risques récompensés, n'ambitionnent plus de se faire muter à l'hôtel Sahafi près du terrible « kilomètre 4 ». Les prudents y ont pris la place des fanfarons : « Pour la première fois interdits dans le QG des Nations unies depuis la relève de l'opération américaine Restore Hope prise par l'ONU en mai dernier, les journalistes se voyaient du reste dans l'impossibilité de franchir la faible distance - à peine plus d'un kilomètre - en raison de manifestations d'hostilités. » Aussi, ce qui s'est passé les 11 et 12 septembre, jours de *week-end* en Occident, demeure-t-il inconnu. Mais le 13 débute ce qui a été appelé « la bataille des hôpitaux », une nouvelle tentative de rafle de la part des troupes d'élites qu'on appelle les « rangers » dans les quartiers des hôpitaux de Medina et Benadir faisant 3 victimes parmi les Américains et 37 chez les Somaliens, selon les sources proches d'Aïdid. Pour la première fois, l'offensive change visiblement de camp, le QG de l'Unosom est attaqué. Un assaut plus sérieux deux jours plus tard y fait 11 blessés et a donc repoussé l'armée humanitaire dans les retranchements qui rappellent ceux de Syad Barre dans la Villa Somalia deux ans et demi plus tôt. Après cette journée du 13 septembre, définitivement, l'armée onusienne ne peut plus circuler sans être attaquée. Ce sont encore 3 Pakistanais tués en train de démanteler une barricade le 21, et un premier hélicoptère Blackhawk abattu (3 Américains tués) le 25 septembre.

Les 3 et 4 octobre, enfin, a lieu la bataille finale, celle du marché de Bakara, réputé aussi marché d'armes. Les « rangers » tentent une interpellation de politicards du SNA dans ses environs. Encerclés par une foule où abondent les Aarsadayaar ou Vengeurs (« je les envoie paître, dit cependant un supporter d'Aïdid. Ces gens-là n'ont aucun objectif politique »), les Américains se battent pendant 15 heures, laissant 17 hommes sur le carreau, non sans tuer 150 et blesser 750 ennemis, parmi lesquels dominent les Mooryaann, ces loubards sans famille, ni loi, ni chef, ni clan, excellents au jeu, prompts d'esprit et de corps, et qui semblent occuper et tenir de manière autonome le quartier de Bermuda, dont le nom dérive de l'aventureux Triangle des Bermudes. Ces redoutables gueux, honte suprême pour l'armée américaine, ont même

fait un prisonnier, qu'après de difficiles tractations, qu'on devine coûteuses pour l'homme d'Etat, Aïdid est arrivé à leur soutirer.

Alors Clinton met les pouces. On décriminalise Aïdid en créant, comme il l'a toujours demandé, une commission d'enquête sur le 5 juin, qui, évidemment, ne pourra que l'innocenter. Le 9 octobre, le général somalien, ex-« bandit », « terroriste », est convié à la table des négociations, le 10, il appelle à un cessez-le-feu que décemment il ne peut pas rêver voir suivi, le 14, il rend l'otage pris par les Mooryaann le 3 octobre. Pour terminer, Boutros-Ghali, malgré l'insistance dissuasive de tous les Occidentaux présents, s'offre un deuxième déplacement en Somalie ; et même s'il ne s'attarde pas dans la capitale, au retour de Baidoa, il y est accueilli comme en janvier : insultes, jets de pierres, barricades. Enfin, le 25 octobre, une « marche pour la paix » qui traverse la ligne verte entre le Nord, sous les ordres supposés de Mahdi, et le Sud, sous l'autorité présumée de Aïdid, fait une dizaine de morts. Cette reprise de la guerre sous-clanique se confirme le lendemain.

La nouvelle victoire des gueux de Mogadiscio, 35 mois après la victoire de l'insurrection, est exemplaire. Jamais encore une telle poignée d'ennemis jurés de ce monde n'avait mis en déroute une telle coalition. Ces Mooryaann ont été longtemps dissimulés dans le puissant mais grossier éclairage de l'information derrière le sous-clan d'Aïdid. Et lorsque les *images* des télévisions et des photographes ont trahi l'existence de ces adolescents qui savent se servir de leurs armes, c'était toujours pour les dénigrer : porte-flingues, racketeurs, miliciens, et parfois on entendait jusqu'à insinuer que leur santé insolente avait pour tarif ignoble le tiers de million de morts depuis trois ans. Mais il a toujours été dissimulé combien ils menaient le jeu, combien peu un Aïdid, un Mahdi, les ONG, les « rangers » n'arrivaient à les manipuler, encore moins les commander, encore moins les supprimer. Le titre d'Aarsadayaar, réponse altière aux tentatives aussi hostiles que surnoises de se débarrasser d'une jeunesse trop verte, va au-delà de ce que savent maîtriser les barbouilleurs de morale et les professeurs d'économie. Ils n'ont pas rendu Mogadiscio invivable comme le sous-entendent les journalistes, ils ont au contraire rendu Mogadiscio invivable aux journalistes. Certes, ils broutent du khat et ne savent pas faire entendre leurs idées, ou formuler leurs projets. Mais le plus probant témoignage que les paternalismes judéo-américain, christiano-onusien, humanitaro-économiste, voire situ-communiste (qui ignore avec superbe ce qui s'est passé en Somalie, où on ne lit pas l'IS mais où on pratique la subversion, et où même à la loupe on risque de ne pas trouver d'ouvriers, en tout cas de ceux qui seraient prêts à militer) ne peuvent pas les admettre dans leurs précieuses catégories pré-établies, c'est qu'il est inimaginable de les voir travailler jamais. Oui, nous avons trouvé aussi drôle qu'eux ce grand con musclé à cervelle de piaf qu'est l'ONU se faire démolir son sale portrait et s'enfuir sans demander son reste.

La grande différence entre les Mooryaann et leurs ennemis est dans la conception de la vie. Pour ces adolescents, elle ne vaut que vécue, pour l'Occident, elle ne vaut que représentée. Les ONG, qui prétendent être venues pour sauver de la famine, ne disent pas pourquoi ils veulent sauver de la famine, pour quelle existence. En défendant la vie formelle, elles la vident de son contenu, ou lui imposent le leur, qui est creux. Ce que l'humanitarisme en Somalie n'a voulu ni voir ni entendre, c'est qu'on y meurt de faim comme en Occident on meurt de résignation. Car la famine n'est pas seulement la conjonction entre quelque mauvaise récolte et un léger cynisme d'Etat qui espère ainsi affaiblir une insurrection mal maîtrisée, elle est aussi une cruelle désillusion, une absence de perspective et de volonté ; elle contient, dans une proportion difficile à conjecturer tant ce terrain a été clôturé par l'hypocrisie humanitaire, qui ne peut tolérer une hypothèse si contraire à toutes ses justifications d'existence, une volonté de suicide et même, de suicide collectif.

Mais au-delà de l'abdication de la vie qu'il y a dans la famine en Somalie comme dans le fait de faire un enfant en Occident, où l'on meurt aussi par le ventre ballonné et l'incapacité de dépasser ce qui est là (rien n'est sacré ! surtout pas la vie, qui est profane par excellence !), les gueux de Mogadiscio ont gagné parce qu'ils y allaient, non pas pour mourir, ça leur était relativement indifférent, mais pour jouer leur vie. Cette différence de motivation se lit dans les bilans des affrontements : 24 « Pakistanais », 3 « Italiens », 7 « Nigériens », 17 « Américains » tués ! Quel incroyable guet-apens pour les défenseurs de la survie ! Alors que, en catimini, on annonce ensuite respectivement 38, 5, « des dizaines » et 150 « Somaliens » tués ! Comme si ces morts étaient d'essence différente, impossibles à additionner, interdites à comparer. Et elles sont en effet incomparables. Pour la forteresse, l'idéologie de la vie qui aliène sa qualité à vouloir se prolonger est telle qu'il n'est plus possible de tuer un soldat américain. A quoi peut bien servir un soldat qui ne peut pas être tué, dont la représentation de la mort est une catastrophe, une défaite ? Cette absurde disparition du sens des choses est identique à la disparition du sens de la vie. A l'inverse, en Somalie, où la mort jonche les rues, on ne la craint pas, on lui a rendu son intérêt dans la vie : c'est une limite du possible. Dans le monde qui s'est chapeauté d'une ONU, où les cadavres qui pourrissent dans les rues sont des *marchandises dégradées*, la mort d'un homme est la représentation d'une tragédie, mais la tragédie est interdite de réalisation. C'est cette différence qui a donné la victoire en Somalie, et c'est la vie sans compter qui a chassé un spectacle incapable de la représenter autrement que comme le sous-produit de ce qu'il est lui-même, un mouvoir au rabais.

b) Al, j'ai ri aux éclats !

DES VOLONTAIRES POUR LA DEUXIEME GUERRE D'ALGERIE*

* C'est de guerre sociale que nous parlons, la seule guerre juste parce qu'on sait pourquoi on tue son ennemi

Si nous nous permettons d'attirer votre attention sur des événements aussi ténébreux que ceux qui se déroulent en Afrique du Nord, en les détournant de tant d'autres nouvelles et occupations bien plus impérieuses, en perturbant vos habitudes, c'est parce que nous avons modestement conscience du fait qu'ils sont de toute façon destinés à modifier vos programmes, en France pas moins qu'en Europe, et aujourd'hui moins que dans le futur.

Toutes les médiocrités et ignominies que se partagent les Etats policiers du monde entier, l'Etat algérien les a reproduites pour son propre compte.

Voici la sinistre litanie des méthodes de torture partiquées à grande échelle : isolement prolongé, privation de sommeil ou de nourriture, simulacres d'exécutions, coups avec fil de fer barbelé, brûlures de cigarettes, arrachage des ongles, introduction de bouteilles ou d'autres objets dans l'anus, suffocation (les bourreaux versent de l'essence dans les narines de leur victime, puis lui mettent la tête dans un sac en plastique), supplice dit "de l'avion" (la victime est attachée et suspendue dans une posture contorsionnée, puis frappée), gégène...

L'arsenal juridique octroie toute latitude de manoeuvre au quateron de généraux. Trois cours spéciales ont été mises en place le 22 février dernier. Elles siègent à Constantine, Oran et Alger. L'identité de ces magistrats ne peut être divulguée sous peine d'emprisonnement (deux à cinq ans) (1). Le décor est planté : majorité pénale fixée à 16 ans au lieu de 18, garde à vue de douze jours (prolongée jusqu'à vingt-cinq jours voire davantage), interdiction des rassemblements et des grèves, prolifération du fichage, aggravation générale des peines pour toutes les formes de délinquance, suppression des remises de peines, détention de tout individu dont les activités sont considérées comme susceptibles de troubler l'ordre public (le régime a créé, dans des zones désertiques, des "centres d'internement administratif" - la terminologie coloniale a été reprise, ainsi quelquefois que les locaux eux-mêmes - dans lesquels des milliers de gars sont détenus sans aucune condamnation ni

même l'espoir du moindre jugement). Tout fonctionnaire doit s'abstenir d'émettre la moindre critique sur le système ou de prendre part à une activité politique quelconque sous peine de sanction...

Trois cent cinquante peines de mort ont été prononcées et vingt exécutions capitales ont eu lieu.

Des appels à la délation et de mise en garde à ceux qui s'aventureraient à "apporter soutien et appui au terrorisme" sont placardés dans les rues.

On sait maintenant que les sanglantes bagarres dans les ghettos entre casseurs et beaufs ont été montées de toutes pièces par le gouvernement. Il lui a suffi de promettre à quelques familles des avantages substantiels pour obtenir d'elles une intervention armée.

Les contrôles urbains et les barrages routiers sont quotidiens. Partout des sentinelles nerveuses, le doigt sur la détente. Partout d'immenses files de voitures, d'autocars, de camions. Il faut s'arrêter et descendre. Les usagers des transports en commun sont alignés sans ménagement, mains sur la tête, jambes écartées et fouillés au corps. Les bagages sont vidés par terre... Si tant est que le visage des quidams puisse être révélateur, on n'a pas l'impression que cette foule soit du côté de la troupe. Le regard est haineux ou défiant (crachant par terre ou traitant les soldats de "juifs" [2]).

A cela s'ajoute l'encerclement des mosquées. Le but est de réduire à zéro ces forums du vendredi commandés par la religion et en fait moments de ralliement (les prêches du vendredi se radicalisent malgré la vigilance des Nidhara, structures mises en place par le ministère des affaires religieuses et chargées de faire descendre l'imam de son

minbar, la chaire, au cas où son prêche serait trop virulent [3]).

La circulation maritime est interdite au large de certaines côtes. Des navires de guerre y patrouillent pour canonner quelques périmètres ou forêts supposés abriter un maquis (contre lequel l'armée utilise le napalm).

Alger est la Cité la plus fliquée au mètre carré. Le centre est infesté : civils de la DGPS (ex-Sécurité Militaire) difficilement repérables, blindés et fourgons de "bleus" stationnés aux carrefours, tireurs d'élite postés sur les toits des immeubles (les badauds peuvent entendre les bourdonnements incessants des hélicoptères ou parfois, une heure durant, le crépitements des armes automatiques). Présence ostensible et arrogante de 40 000 gendarmes et membres des corps contre-insurrectionnels de l'armée, déployés dans les "zones de non droit" de la capitale (selon l'euphémisme policier ; en fait des zones de haute dangerosité pour les uniformes) qui accroît d'autant le sentiment d'insécurité chez les pauvres (4) dans une mégapole frôlant les cinq millions d'habitants, où rien n'est sûr pour eux : l'état d'urgence décrété le 9 février 92, renforcé depuis le 5 décembre par l'instauration du couvre-feu entre 22h30 et 5h dans dix départements dont sept de l'Algérois, permet de multiplier les exécutions extra-légales et les "disparitions" (5).

(A Boufarik on a rasé les maisons des personnes que l'on était venu arrêter).

Le sang coule aujourd'hui dans la continuité d'une dictature dont sont complices ceux qui feignent de croire que ce que font les insurgés peut être toléré à Paris mieux qu'en Algérie (comment sont traitées les turbulentes progénitures des ouvriers vaincus de l'hexagone quand elles tentent de s'opposer à la purification des mœurs ?). Complices ceux qui caricaturent cette réapparition de la question sociale comme une bonne séance de guignol : coups de bâton entre le gentil républicain laïque (philosophe occidental) et le méchant pandore (théocrate) liberticide.

L'intelligence algérienne a consisté à savoir jouer avec le temps. Forts des expériences des révoltes précédentes (des troubles de Tizi Ouzou en 80 à l'insurrection de 91 en passant par l'émeute de Constantine en 86 et l'embrasement de 88), les pestiférés ne sont pas descendus se faire immédiatement massacrer. Rarement un clash informel, incontrôlé, de l'ampleur de celui qui agite l'ancienne colonie depuis 92, s'était donné les moyens de durer, et de s'éviter une hécatombe, en surgissant sur d'autres terrains, dont l'ennemi est moins familier. Une situation qui en désespère beaucoup et menace les maigres forces de la conciliation sur lesquelles reposent les espoirs

d'un "règlement politique" (6). Que ce soit le FLN, le FIS (7), le FFS, le MDA, le RCD, ou les groupuscules, tous se livrent une concurrence acharnée et sont impuissants à capter durablement la fureur au profit de leurs ambitions politiques car le stade de la réconciliation est déjà dépassé. Quand la répression parvient à imposer le "calme", ou le réformisme à rétablir "l'ordre", la rébellion reprend ailleurs au prix d'un désordre aggravé et d'une amertume redoublée. Tous les secteurs de la société et toutes les zones du territoire sont touchés. (Il va falloir s'attaquer à ce qu'il y a de pire dans la culture arabo-berbère : le respect de la famille et les rites religieux [8]). La classe moyenne, composée d'entrepreneurs trafiquants et de membres des professions libérales, entre dans la danse. Au bled les condés doivent faire face aux mêmes "fléaux" qui agitent sans cesse les zones urbaines. La neutralité n'est plus de mise. Ceux qui font preuve de modération ou s'autorisent d'un mandat fictif pour parler au nom des gueux ne sont pas à l'abri non plus. Dans ce déchainement de violence qui n'épargne personne, la séparation s'accroît, entre tous ceux pour qui rien ne mérite d'être préservé et ceux qui entendent sauvegarder quelque chose : le flouze, l'esprit marchand. Ainsi s'opère concrètement la division des forces en présence et de leurs véritables buts.

Revenons à l'action : il s'agit d'une révolte de banlieue, d'un Brixton, Kreuzberg, Vaulx en Velin puissance 1 000 (bien qu'il n'en sorte aucune tentative de compréhension élaborée).

Des fellahs réduits à une misère végétative affrontent directement les accapareurs et tentent de reconquérir la terre. (Une telle démarche réduit la possibilité pour les gérants de l'Etat de contrôler et d'organiser la pénurie la plus immédiate dans les villes. Elle permet un contact entre salariés urbains et agricoles, qui entrave à la base les manoeuvres des économistes). Pendant le ramadan, les prix doublent du jour au lendemain. Cette année à Tlemcen, les mères de famille se sont révoltées : les premiers jours de carême, elles ont fait la "grève du couffin".

Certains commerces qui refusent de faire crédit sont pillés et transformés en brasiers dans l'allégresse.

En plusieurs points du pays, lycéens et collégiens ont repris à leur compte l'ancien "programme scolaire" : les cahiers au feu et la maîtresse au milieu.

Faut-il signaler les conflits chroniques estudiantins (des éléments non-étudiants et anti-étudiants s'y expriment à l'occasion) : ils sont annihilés non par les CNS - frères cadets des CRS français institués dans le cadre des échanges techniques de répression - mais par le noyautage qu'entretiennent les partis se disputant le pouvoir.

Çà et là des journalistes glorieux - comme tout journaliste - avide de scoops, se font dérober leurs

portefeuilles et sont remerciés sur le champ suivant le principe un jour bombé sur les murs : "Un flic = un lynchage". (Nous eûmes la chance d'avoir à nos pieds quelques têtes de ces malheureux et, ce qui n'est pas rien, d'avoir le temps de fignoler notre travail).

5 000 cadres ont fait leurs valises en douce.

60 000 crétins diplômés, nés avant 1962, viennent de demander leur intégration dans la nationalité française. D'autres ont choisi la clandestinité. Ils découvrent la vraie trouille. Celle qui vous vrille l'estomac, vous cloue derrière votre porte d'entrée et vous empêche d'ouvrir, même au facteur. Depuis le 16 mars dernier, 22 d'entre eux ont été supprimés. (Généralement les personnes visées reçoivent des lettres de menaces accompagnées d'un morceau de linceul et d'un savon pour la toilette du mort, quand ce n'est pas un cercueil miniature).

Le soir à Alger, on provoque des embouteillages pour violer impunément le couvre-feu. Par défi et parce que l'entassement dans les appartements surpeuplés rend dingue, les hitistes (9) (frange de jeunes prolétaires qui ne veulent pas du travail et dont le travail ne veut pas) bouclent certains endroits de la Casbah ou de Bab el Oued où l'on ne pénètre pratiquement plus de 22 heures à l'aube. (Des hordes très mobiles de quinze à vingt personnes enflamment des pneus ou des poubelles, fabriquent des barricades de fortune avec des fûts, des palissades de chantier, du mobilier urbain, etc.) (10). Les balcons et terrasses se couvrant d'adolescents déterminés, d'un bout à l'autre de la ville se libèrent l'angoisse et la rage par vagues répétées jusqu'au matin : "Non à l'oppression", "Halte à la tyrannie", "République islamique mais avec l'alcool" (11), youyous des femmes, concerts de casseroles ; des fenêtres partent nombre d'objets ménagers qui viennent briser les crânes casqués et des coups de feu auxquels ripostent ces trouffions qui doivent pas-trouiller en gilet par-balles.

Les supporters sportifs et les amateurs de raï foutent le souk à force de voir dans les visages de leurs compatriotes leur propre ennui.

"Là bas", on tire à boulets rouges sur les "tchi tchi", ces gosses de riches, snobs et arrivistes, ainsi surnommés à cause de leur accent affecté. Dans les salons d'El Biar, le Neuilly algérois, quand ils parlent du "peuple", ils disent souvent "les arabes"...

La pratique assidue de l'absentéisme, le mépris des chefs patronaux et syndicaux ainsi que de multiples sabotages marquent une forte aversion du travail. (L'Union Générale des Travailleurs Algériens a créé dans les entreprises des comités de sauvegarde chargés de surveiller les comportements des uns et des autres. De plus un décret autorise maintenant les entreprises à faire appel aux services de vigiles armés) (12).

Un bouillonnement assembléiste - demeurant cependant rivé au quartier - s'est emparé du pays. Et les "analphabètes" ont désormais tendance à dire tout haut ce qu'ils pensent. (Aujourd'hui la presse algérienne écrit : "La catégorie des analphabètes est celle qui est coupable des délits les plus graves". Le *Matin*, 7 juillet 93). Comme on se demande au HCE (13), et évidemment à l'Elysée, ce que sont ces terribles pensées, on envoie des espions... qui sont accueillis par les compagnons Smith & Wesson.

Les attentats vont bientôt causer à cette administration plus de dégâts qu'elle n'en fait dans sa répression. Le bilan est impressionnant : sabotage de stations électriques, téléphoniques et audiovisuelles ; hold-up dans des établissements financiers (multipliés par six au cours des deux dernières années) ; incendies ou dynamitages de véhicules appartenant aux entreprises d'Etat, de supermarchés, de locaux d'Air Algérie, de bureaux de poste, de commissariats de police (obligés de s'entourer de sacs de sable), de casernes de gendarmerie, de palais de justice (14), de mairies, de bâtiments administratifs... La plupart de ces opérations sont menées à l'aide d'explosif industriel dérobé, de cocktails Molotov et d'engins artisanaux. A ce jour, les activistes s'efforcent de limiter les victimes de ce type d'attentats essentiellement symboliques ou économiques, qui ne visent pas des personnes physiques mais morales. Sauf pour les braquages, les attaques ont lieu en dehors des heures d'ouverture des bureaux. Dérapages néanmoins : un attentat à la bombe à l'université de Constantine a fait trois morts, le 6 mai 92 (15).

Plus de la moitié des assassinats d'agents de l'ordre sont concentrés dans l'Algérois (surtout dans la Casbah, à Bab el Oued, à Belcourt, à Kouba, à Bach Djarrah) et dans la région de Blida. Autres zones de baston : le sud et surtout l'est du pays où les crimes et les destructions du patrimoine étatique se multiplient. Constantine n'a pas failli à sa réputation de ville frondeuse. Les autres villes touchées dans la zone orientale sont Bordj Menaïel, Bejaïa, Sétif, Jijel, Guelma et Annaba. Dans les régions méridionales, les principales localités où sévissent les "Robins des Bois" sont Médéa, Ksar el Boukhari, Bou Saâda et Laghouat. Dans l'ouest enfin, les attentats peu nombreux, se concentrent à Oran, Zemmoura et Ech Cheliff. (Désormais, il ne suffira plus d'être veule et carriériste pour entrer dans les forces de sécurité, il faudra être courageux, même téméraire ; cela va considérablement éclaircir leurs rangs tant ces qualités y sont rares).

Le meurtre de sept coopérants en moins d'un mois marque le début d'une nouvelle vague qui vise les intérêts de certains pays - particulièrement la France au rictus pasqualien - en Algérie. (La communauté étrangère compte environ 70 000 personnes dont 25 000 français).

On dénombre plus de 600 groupes différents répartis dans tout le pays. Chacun de ces groupes est constitué d'au moins une dizaine de "sauvages". Les 6 000 âmes sont donc largement dépassées. Ces groupes naissent plus ou moins spontanément (Une bande de copains décide de passer aux actes. Pour soi, pour se venger, par plaisir. Dès qu'il s'est fait la main, le nouveau petit groupe cherche généralement à se fédérer). Deux tiers de ces groupes vivent dans les villes ou les villages. Comme des poissons dans l'eau. Ils sont aidés, informés, protégés par la population. L'autre tiers est composé de bidasses qui ont pris la poudre d'escampette pour former avec des fugitifs une dizaine de maquis (beaucoup de sous-officiers mais aussi une dizaine de lieutenants ou de capitaines). *Sans aucun lien pour l'instant avec le MLA (16) de Abdelkader Chebouti*, ils tendent depuis vingt mois des embuscades à l'ANP (17).

L'espoir provient de ces foyers de guérilla qui se multiplient dans les montagnes et les forêts, espaces échappant au pouvoir de l'Etat, menaces pour les voies de communication, sources de ravitaillement et havres de repos pour les irréductibles qui s'activent dans les villes (conséquence insolite de cette guérilla, la destruction de tous les troupeaux de chameaux dans le Sahara a été entreprise. La décision a été prise après que des informations furent parvenues au ministère de la défense sur les livraisons d'armes à destination du nord, acheminées à dos de chameaux sur des vieilles pistes datant du siècle dernier).

- Situé à quelques dizaines de kilomètres seulement au sud-est d'Alger, le maquis de Lakhdaria débordé sur la plaine de la Mitidja. Lakhdaria sert de base arrière à de multiples groupes qui opèrent à Blida, Médéa, Kadiria, Larba, Boudouaou el Bahri, et jusque dans la capitale.

- Toujours dans la région de Blida, un autre maquis est établi à Koléa, dans les collines du Sahel.

- A proximité de Sétif, dans les zones montagneuses de Khorsa et de Djemila, un nouveau front s'est ouvert.

- Dans le massif des Aurès, à 500 km au sud-est d'Alger, implantation d'un pôle de résistance au lendemain des émeutes de Batna, du 4 au 9 février 92.

- Dans la région d'El Oued (800 km au sud-est de la capitale), à Ouargla (zone couverte de palmeraies) et à Djelfa (Monts des Oulad Nail), un climat d'insécurité endémique est entretenu.

- Plus significative encore est la prolifération récente de maquis dans l'Ouest, relativement épargné par les attentats. De sérieuses attaques se déroulent à Aïn Defla, zone très boisée située à 160 km d'Alger. D'autres maquis viennent de se former dans la zone située à l'ouest d'Oran et surtout dans les monts Zegla, près de Sidi Bel Abbès...

La technologie entre aussi en compte : CB et scanner obligent la police à des "dépistages" de ces appareils.

Des churtas hystériques ont été photographiés par des émeutiers lors de la répression des manifs, leurs adresses dûment répertoriées. Celles de cinquante membres de la Sûreté, figuraient sur un appel au meurtre affiché dans les rues de Kouba à la mi-mai 92.

La junte doit faire face à l'afflux massif de provinciaux qui créent des bidonvilles à la périphérie des grandes agglomérations. Les conditions de survie qui sont déjà précaires pour l'ensemble des algériens, le sont encore plus dans ces cloaques où se concentre une population mouvante, incontrôlable et donc menaçante. Les raids policiers, la démolition des abris de fortune, les arrestations et les assassinats se heurtent à une vive riposte.

Signe des temps : la nomenclatura se barricade. Les 70 villas du Club des Pins (un ensemble immobilier luxueux au bord de la mer) à une vingtaine de kilomètres d'Alger est devenu depuis cet été "Résidence d'Etat" et périmètre strictement protégé. On y loge notamment les putschistes, leurs proches collaborateurs, les juges des tribunaux spéciaux.

Autre découverte : des familles d'officiers supérieurs ont déjà quitté le pays. Et les demandes de départ à la retraite de policiers et de gendarmes, principales victimes des attentats, se multiplient...

Un mot encore.

L'écho sur le vieux continent du tohu bohu algérien est quasi nul : quelques maigres happenings de "barbus" et de Marie-salopes (18) (les orateurs ne cessaient de réclamer du calme aux personnes présentes qui faisaient pourtant preuve d'un très grand calme et n'étaient d'accord en gros que pour demander à intervalles réguliers une minute de silence pour les martyrs ou le respect de la femme), ainsi que des lèche-babouches intellos rassemblés au sein d'un comité se préoccupant du sort de leurs pairs.

Il y a en France une ribambelle de "révolutionnaires" - des eunuques installés dans le désaccord avec cette société, qui ont ainsi trouvé leur place dans la marge (après avoir défendu pendant cinq ans les vitrines contre nos attaques) en formant une sphère statique que la police peut manipuler sans problème - qui se permettent de l'ouvrir en toute *impunité*, pour disserter à l'infini sur ce qu'ils veulent bien nommer publiquement "le problème algérien", alors qu'il s'agit d'une chose terriblement simple. Ils n'ont de cesse de la compliquer pour qu'on finisse par ne plus savoir de quoi il est question. Il s'agit, sans équivoque possible, de savoir si oui ou non la révolte est sans issue et la liberté impraticable autrement que dans sa version marchande et parlementaire.

Pour la première fois dans cette nation maudite, un courant de sympathie pratique se dessine "ici" en faveur de nos semblables d'outre-Méditerranée. Voilà un coup du sort auquel ne s'attendait pas tout ce qui réforme et qui gémit. Voilà surtout un mauvais coup pour nos maîtres !

Finalement, notre existence en elle-même est déjà un scandale ; c'est réjouissant mais insuffisant.

A Alger nous avons rencontré quelques uns de ces "terroristes" dont les médias vous rabattent les oreilles depuis quelques temps. S'ils ne pensent pas exactement comme nous, ils veulent comme nous la fin de l'arbitraire étatique et marchand. Cette rencontre est pour nous l'aspect le plus positif de ces dernières années. Nous avons pu commencer à communiquer. Quoi qu'il arrive, cela ne pourra être détruit. Il s'agit maintenant pour nous de dépasser avec vous, amis du dissensus, les limites matérielles et les carences dans la coordination. Non point bavarder, disserter, disputer au sein d'une secte avide de pureté théorique ; mais établir une alliance franco-maghrébine durable qui reliera les foyers de tensions et apportera une aide concrète et directe ; avec des individus sans qualité ayant pris le risque de mettre en commun des idées et des sensibilités différentes.

SI TU BOUGES,
SI LES BANLIEUES FRANÇAISES SE SOULEVENT,
ALORS LA SUBVERSION ALGERIENNE NE SERA
PAS DETOURNEE DE SES FINS.

Marseille, début novembre 93
Réseau Sirocco

NOTES

1. Les avocats appelés à plaider devant les cours spéciales doivent être agréés et peuvent être expulsés du prétoire, si les présidents de ces juridictions d'exception le jugent nécessaire, ou suspendus pour une durée de trois à douze mois.

2. Le nationalisme arabe et le sionisme encouragent le bougnoule de la rue à identifier purement et simplement le juif au militant d'Israël, Etat théocratique et raciste.

3. La mosquée redevient un centre social actif qui supplée par ses actions caritatives et son bénévolat aux défaillances de l'Etat : nourriture et vêtements aux indigents, assistance aux vieillards, amélioration de l'environnement (ordures, cages d'escalier), reconversion des sans-travail en travailleurs sociaux, mariages de jeunes

gens sans logement et sans dot, et même petit pécule aux candidats trabendistes.

4. S'il existe dans le monde quelque chose d'aussi répugnant que des pauvres qui s'abandonneraient à leur misère, des pauvres qui ramperaient en attendant la charité, bref des pauvres tâches, qu'ils crèvent ! Nous ne fréquentons que des pauvres qui se révoltent, s'indignent *pratiquement*, des pauvres qui refusent violemment de rester pauvres.

5. Les unités mixtes antiterroristes, les "Ninja" (vêtus et encagoulés de noir, circulant dans des véhicules banalisés voire dans des taxis, le fusil d'assaut pointé à travers les vitres baissées) jouent habilement sur la crainte que les indics inspirent. Ils arrêtent ainsi quelqu'un dans un immeuble et avant de le relâcher, interpellent trois ou quatre autres personnes au même endroit ; en donnant l'impression que le premier est un mouchard, on crée une véritable psychose de la délation qui peut déstabiliser des immeubles entiers et casser toute solidarité.

6. Ne sachant plus à quel saint se vouer, les militaires ont fini par avoir une idée. Ils vont organiser une "conférence nationale" qui regroupera toutes les forces politiques du pays et élaborera une "plate forme" permettant d'instaurer une "période transitoire".

7. Précisons tout de suite et une bonne fois pour toute que la récupération musulmane a la même fonction en Algérie qu'en Iran. D'abord ceux qui ont voté pour le FIS sont ceux qui ont peur de la révolution : commerçants, fonctionnaires, et la moitié des ouvriers qui soutient ce monde. Ensuite c'est l'islamisme qui suit le mouvement et non l'inverse. Son discours et sa véhémence dépendent de la radicalité exprimée dans la rue et non l'inverse (la critique de la religion commence dans la critique de l'économie).

8. Traditionnellement, toute femme pubère est maquée, que ce soit par le grand frère, le cousin ou le mari. Une veuve - ou une divorcée - ne peut vivre seule sans être considérée et traitée comme une pute. (Lorsqu'un couple, par exemple, se présente à l'hôtel pour demander une chambre il s'entend exiger, d'un ton accusateur et avec un regard d'anathème, la présentation de l'acte de mariage ou du livret de famille).

9. Les hitistes adossés ou non aux murs (hit en arabe dialectal) pressentent bien assez la vie qui les attend pour dépenser leur jeunesse sans compter. Ces muchachos disent souvent, eux aussi, que leur vie est perdue d'avance, qu'ils

ont juste le choix entre se suicider et essayer de s'amuser : leurs amusements ne laissent jamais intacts les lois et les décors existants. Certains ravalent leur amertume à grandes doses de Z'bel (déchets de résine de cannabis mélangés à des comprimés, de l'essence, des anesthésiques) ou de Zombreto (alcool à 90 degrés, alcool à brûler ou éthanol associé au coca cola ou à la limonade, plus quelques comprimés de valium local). D'autres s'inscrivent dans les circuits du bazar ou de marché noir. Ce sont les trabendistes. Le mot est repris d'un néologisme espagnol pour désigner les petits revendeurs qui gagnent leur vie, depuis l'ouverture des frontières, en fournissant au marché local des gadgets rapportés de Barbès ou d'Alicante et aux voisins maghrébins les produits algérois subventionnés (cigarettes, dessous féminins, lait en poudre, etc. - on estime à 60 milliards de dinars le chiffre d'affaires de cette distribution parallèle).

10. Ceux qui savent ce qu'est tenir une rue plus de 3 heures essaieront d'imaginer ce qu'est tenir deux quartiers de 70 000 et 300 000 habitants, 7 heures par nuit. Cela nécessite un débat minimum sur l'organisation.

11. On sait que la décision d'interdire tout alcool sur le district de Tizi Ouzou en 1980 contribua à échauffer les rancœurs latentes du prolétariat local.

12. Nous laissons à ce syndicat stalinien *sa classe* ouvrière. Elle lui appartient réellement, aujourd'hui que les ouvriers ne veulent plus être ouvriers. Nous le laissons calculer les coûts de production et autres indices, en bonne compagnie, avec la Confédération algérienne du patronat.

13. Officiellement, l'Algérie est dirigée depuis janvier 1992 par un Haut Comité d'Etat composé aujourd'hui de son président Ali Kafi, du général Nezzar, de Tedjini Hadam et Ali Aroun. A côté de ce HCE, un gouvernement présidé depuis septembre par Redha Malek.

14. Le 7 juin 93, dans les environs de Draa el Mizan à une centaine de kilomètres de la capitale, on a attaqué un autocar transportant des droits communs, escorté par la maréchaussée.

15. A propos de l'assassinat du président Boudiaf et de l'attentat à l'aéroport d'Alger, Roger Faligot affirme que "les services spéciaux français, ont mené leur enquête et conclu à une opération organisée par la gendarmerie, les services secrets algériens et l'ancienne administration Chadli" (Journal du Dimanche, 28 août 1993).

16. Ancien imam de Benzerger, Chebouti est un professionnel de la djihad puisqu'il fit partie dès 1981 du Groupement de lutte pour la prohibition de l'illicite fondé en 1979 à Alger par un certain Mustapha Bouyali, ex-commissaire politique de la wilaya 4. En 1986, Bouyali a été tué et le groupe arrêté (202 partisans - 2 condamnations à mort, 5 à perpétuité). Mais en 1989 Chadli a amnistié et fait libérer les survivants qui suivant Chebouti, ont repris le combat dès juin 1991. Le "général" a deux adjoints directs : Saïd Mekloufi et Lounis Belkacem dit Mohamed Saïd. Mekloufi est un ancien lieutenant d'active qui a quitté l'armée en 1985 puis est devenu rédacteur en chef du journal du FIS, El Mounqid (le sauveur). Auteur de l'opuscule "Désobéissance Civile", il organisa en 1990 le départ vers l'Irak de plusieurs centaines de "frérot" qui ont rejoint Saddam Hussein. Il fut aussi en 1991, avec Qamar Eddine Kerbane, aujourd'hui vice-président du FIS en exil à Bonn, l'un des dirigeants des Fidèles du serment, l'une des premières cellules armées du FIS. Saïd lui a été désigné porte-parole du FIS après l'arrestation d'Abassi Madani. C'est un religieux (imam de la mosquée Al Arkam à Alger) qui lance durant un quart d'heure, chaque jour, des fatwas sur les ondes de la radio clandestine du FIS (Wafa : fidélité) et en profite pour répéter les conditions du MIA pour arrêter la violence : "libération de tous les militants du FIS emprisonnés et retour au processus électoral".

A ce propos nous ne savons pas qui a déposé une bombe le 31 juillet 92 à l'heure de la grande prière hebdomadaire (blessant deux fidèles) près de la mosquée Salah al Din, appelée "Kaboul", dans le quartier populaire de Belcourt à Alger. Trop de dissimulations, de mensonges, d'illusions et de pudeur obstruent la vérité. Elle est l'un des plus anciens repaires des vétérans de la guerre d'Afghanistan plus communément appelés "les Afghans". Engagés dès 1986 par des recruteurs de la ligue islamique mondiale, transitant généralement par Djeddah (Arabie Saoudite) avant de rejoindre des bases d'entraînement au Soudan ou au Pakistan pour être formés par des instructeurs de la CIA, quelques 2 000 fondamentalistes ont reçu le baptême du feu en Afghanistan face aux troupes régulières soviétiques ou pro-soviétiques...

Pantalon corsaire, chèche noir, les yeux maquillés de khôl, les afghans défilaient avec un drapeau noir (couleur de la tribu du prophète) frappé d'une tête de mort. Ils appartiennent au FIS mais se sont constitués de manière autonome en micro-mouvances (on recense 14 associations concurrentielles) :

Al Takfir Wal Hidjra (Expiation et Exil) créé en 1971 sur les bords du Nil par l'ingénieur Choukri Mustapha. Celui-ci a été exécuté en 1977 après avoir fait enlever et assassiner le cheikh Dahab, ex-ministre égyptien des Biens religieux. La branche algérienne est "domiciliée" jusqu'en janvier 1992 à

la mosquée Lekhal de Belcourt. Le leader en serait le cheikh al-Hachemi Sahnouni, directeur de la revue Al Hidaya.

El Djihad 54 est le bras armé du groupe Baqoun alal-Ahd (Fidèles au serment).

Le Djihad islamique se veut le continuateur légitime de l'oeuvre de Bouyali.

Kataeb Qods (Les Phalanges de Jerusalem) et As-Sunna Wal-Charia (Tradition et Loi islamique) sont deux formations chiites implantées à Blida, à Alger (où As Sunna contrôlait en 1991 une demi-douzaine de mosquées) et dans les environs de la capitale (Beni Mered et banlieue ouest)

Le Hezbollah algérien, créé le 27 mars 1990, est le bras armé d'une secte ésotérique d'origine pakistanaise qui remet en cause le rôle du Prophète Mohamed. Il affirme que les cinq prières quotidiennes ne sont pas obligatoires, que la durée du ramadan doit être ramenée à six jours, que le recours au meurtre et à la drogue est légitime (ce sont des émules de la secte médiévale des Haschischins ou Assassins).

Les mecs qui s'y laissent embrigader ne sont que des automates, exécutants d'une idéologie nauséabonde, au service d'un appareil à la mentalité policière et au fonctionnement hiérarchique : nous n'avons qu'une seule forme de relation avec les organisations politiques en général et ces groupes en particulier, la guerre : tous sont nos ennemis sans exception.

17. Tandis que 80 000 soldats du contingent sur des classes d'environ 350 000 sont appelés sous les drapeaux, on assure aux parents des conscrits que leurs rejetons seront "économisés" (les banquiers se trahissent par le style des communiqués). Or actuellement, seuls 62 000 hommes sont opérationnels et considérés comme sûrs... Pour s'assurer de cette fidélité, les soldes ont été multipliées par quatre ces derniers mois et partiellement réglées en devises.

18. Ces féministes nous resservent le plat avarié d'une "égalité des droits" ; le droit de se faire exploiter (droit au travail), de disposer de son corps (droit à l'avortement), d'être un objet consommable (droit de séduction), et patati et patata... Pour un temps la QUESTION CENTRALE est dissimulée. Ce sont les mêmes connes qui s'acharnent à emprisonner les violeurs, qui envoient en rééducation les filles de 13 ans pour avoir voulu goûter à quelques plaisirs amoureux. Elles leur reprochent de porter atteinte ouvertement à l'ordre familial, de faire éclater en plein jour la misère de l'amour. Comment ces pouffiasses pourraient-elles connaître toute l'horreur qu'il y a à dépendre de la privation, elles dont la richesse ne dépasse pas celle d'une bique. (Nous parlons des féministes au féminin par facilité. Il est pourtant clair que le fait d'être ou non féministe ne dépend pas uniquement du sexe).

Ce texte est un tract qui a été distribué en Algérie et en France, au moins.

Voici ce qu'en pense la Bibliothèque des Emeutes :

Tout d'abord, le *titre* paraît pour le moins maladroit. La comparaison avec la guerre entre la France coloniale et le FLN est plus que malheureuse, tant les différences prévalent sur les similitudes : la guerre d'indépendance opposait deux partis étatistes ; dans le manichéisme dominant, les staliniens du FLN étaient les bons, alors qu'aujourd'hui ce même manichéisme oppose dans le rôle du bon l'Etat au mauvais le FIS, qui n'est qu'un faux plafond de notre parti sans nom, et au moins en l'occurrence par-delà le bien et le mal : aucune menace de la sorte n'existait dans la guerre d'indépendance, du moins à notre connaissance ; les buts, très clairs en 54-62 (« Algérie française », « Indépendance » d'un Etat algérien), ont complètement disparu depuis 88, où même le substitut « Etat islamique » n'est pas encore parvenu à s'imposer comme tel.

Ensuite, le texte commence par une évocation assez étendue de la *torture* policière en Algérie. Celle-ci, quoique avérée et indispensable dans un texte pareil, y est certainement peu à sa place en premier. Utilisée en exergue, elle donne en effet l'impression d'un procédé lacrymogène que justement notre parti devrait systématiquement

critiquer, tant l'ennemi en abuse. Bref, le membre de la Bibliothèque des Emeutes qui le premier est tombé sur ce tract ne mérite pas l'éloge de l'avoir lu mais on doit plutôt s'interroger sur l'ennui et le peu d'occupation de son existence pour avoir continué au-delà d'un titre aussi douteux et d'un début aussi lamentable.

Pour le reste et pour l'ensemble, nous aurions évidemment mauvaise grâce à pinailler sur un texte aussi proche, dans la lettre et dans l'esprit, de nos propres positions affirmées. Nous ne pouvons même que conseiller à d'autres inconnus d'imiter l'excellent usage de la paraphrase de nos analyses sur l'Algérie. Une dernière critique cependant, plus décisive que les deux critiques sur la *forme* ci-dessus, concerne un manque, celui de n'avoir pas parlé des « intellectuels ». L'information occidentale a construit une véritable ligne de défense autour des assassinats de ceux-ci, et jusqu'ici personne ne semble y avoir répondu. Comme cette ligne de défense n'est pas seulement le pivot de l'opinion imposée sur l'Algérie, mais qu'elle constitue l'ouvrage avancé d'une caste d'intouchables (très différente de son homonyme, conservée en Inde) qui deviendrait inexpugnable s'il arrivait à se fortifier, c'est à nous qu'il appartient de fonder ce que commettent à cet égard les anonymes d'Algérie. Car qui sont ces « intellectuels » ? Ce sont d'abord des hauts responsables d'une dictature militaire. Tous les premiers assassinés de cette caste appartenaient directement, ou de près, aux institutions inventées par la junte issue de l'annulation des élections en janvier 1993. Les six premiers, dans l'ordre : Senhadri, directeur de cabinet du ministère de la Formation professionnelle, membre du CCN, le pseudo-parlement des militaires ; Lyabès, directeur de l'Institut national d'études stratégiques, membre du CCN ; Flici, poète, membre du CCN ; Djaout, écrivain, directeur du journal « Ruptures » ; Boucebsi, psychiatre ; Boukhobza, remplaçant de Lyabès à la tête de l'INESG, membre du CCN. Ces collaborateurs, qu'il est plus évocateur d'appeler simplement « collabos », ne sont pas simplement des sympathisants passifs d'un régime un peu plus que brutal, ils dirigent ses instances principales, ils écrivent et ils paraissent pour le défendre et le soutenir, en privé et en public, ils sont sa philosophie et sa propagande. Les carriéristes algériens du parti de la communication, c'est-à-dire les journalistes et ceux qui ont opté pour les différentes filières universitaires et leur continuation dans le salariat, ont choisi leur camp, et il est intéressant de signaler que dans une situation où ces camps se sont un peu radicalisés, ce parti de la communication est, sans réserve, et l'allié inconditionnel et même probablement l'avant-garde de l'Etat. L'information dans le reste du monde a essayé de dissimuler un choix si net derrière une neutralité a priori de sa cellule algérienne. Ainsi, il ne faudrait jamais prendre à partie le parti de la communication, qui, lui, ne s'arroge pas seulement le droit mais le devoir de prendre à partie qui lui plaît, parfois selon les plus bizarres fantaisies.

L'ignominie et la bassesse de vie de ceux qui revendiquent, par leur prostitution à l'Etat ou à l'information, le titre d'« intellectuels » ou d'« impartiaux », sont de fait une contradiction in situ à toute cette jeunesse en Algérie qui construit actuellement sa vie dans l'histoire. Et, il n'y a pas besoin d'être *islamiste*, comme le parti de la communication feint de le présupposer, pour s'en prendre à un journaliste impartial ou un professeur d'université qui représente (creusez le mot représente) l'histoire. Il serait bien curieux qu'en Algérie, région où la révolte est si développée, on soit moins critique de la canaille payée pour penser que ce qui est là est bien, que dans la région sous-développée qu'est la France, où, au moins, on s'en prend déjà aux journalistes dans les émeutes.

Mais la différence centrale entre ce tract et l'analyse que la Bibliothèque des Emeutes a faite de ce qui se passe en Algérie est dans la perspective. Nous pensions, et nous l'avons dit nettement, que le mouvement en Algérie, après trois séries d'insurrections (octobre 88, juin 91 et janvier-février 92) avait décrit la courbe très classique d'un mouvement ascendant puis vaincu. Nous pensions évidemment que les jeunes insurgés qui avaient tracé cette courbe de leur courage et de leur joie n'allaient pas, parce qu'elle était un peu éclaboussée de leur sang, tendre les poings pour qu'on leur passe les bracelets ; mais nous avions supposé définitif leur abandon des rues des villes, car ce terrain central de la guerre sociale devait alors être reconquis avec des forces inférieures contre une défense ennemie elle-même renforcée, ce dont, dans le monde, nous ne connaissions pas d'exemple. Notre sympathie pour ceux qui résistaient, selon nous de manière résiduelle, était déjà nuancée par la conviction issue de la connaissance des révoltes des deux derniers siècles, que ce n'est jamais là la meilleure façon de préparer une nouvelle offensive. Les « volontaires pour la deuxième guerre d'Algérie » ont certainement ébranlé cette conviction, ce qui en retour nous a permis de déceler le contenu nouveau, que nous avons l'honneur de présenter ici, du concept de résistance.

En effet, ce qui plaide en faveur de l'optimisme du Réseau Sirocco est certainement la jeunesse du mouvement en Algérie. C'est comme si l'interdiction sur la jouissance des carrefours d'Alger avait renforcé une détermination, pleine de cette fierté farouche et de ce goût du jeu et du risque qui éclatent la raison économiste comme une paire de couilles de journalistes. Les organisations très informelles, qui ont gagné en étendue et en conviction, ne sont que très rarement noyautées par le FIS. C'est au contraire ce parti politique, plutôt pacifiste, pur parasite d'insurrections aux défaites desquelles il a grossi, qui est contraint de se radicaliser, de mauvaise grâce, pour ne pas être complètement lâché. Le rythme du peloton est dur, la côte est raide, et le FIS, qui est plutôt rondouillard que musclé et vicelard que franc du collier, s'accroche au porte-bagages de ces hitistes qui ont le goût d'en finir.

*Il n'y a pas d'amour
à moins d'une intervention
de la police.*

Ceux qui ont des armes ne forment pas davantage un nouveau FLN. Les maquis sont très dispersés, ombrageux, et paraissent de qualités militaires fort différentes : entre ceux, reconnus, qui calquent leur existence sur l'imitation d'une armée classique, et des commandos qui ne doivent pas excéder dix-douze membres et se forment et se séparent au gré des affinités ou des occasions, aucune mainmise ne se dessine.

Certes, la religion islamique est très peu critiquée dans cette résistance. Cette insuffisance, qui avait réussi à enliser la révolution iranienne, est encore aggravée par l'information dominante, qui conspuie l'islam, mais plus par insinuation que frontalement, et donc sur de mauvaises raisons qui favorisent un ralliement à l'islam. Ainsi, par exemple, lorsqu'un commando abat deux jeunes filles parce qu'elles portent le hijab, cette action est *soutenue* implicitement par l'information occidentale, qui a bien du mal à ravalier son hypocrite satisfaction. Ceci polarise l'islam, et c'est certainement, avec le martyre spectaculaire de ses militants, ce qui joue le plus en faveur des sectateurs de cette religion. Car, contrairement à la révolution en Iran, où l'islam jouait un rôle de théoricien, d'exégète non économiste de la totalité, en Algérie, l'islam est plutôt exotérique et cherche à construire son autorité bien moins sur l'excellence d'une pensée opposée à la trinité spirituelle européenne (philosophie allemande, socialisme français, économisme anglais) que sur l'excellence d'un comportement moral, d'une éthique qui a des souplesses et des rigueurs selon un ordonnancement qui choque les souplesses et les rigueurs du reste du monde. Plus facile à critiquer qu'en Iran en 1978, l'islam, en Algérie, en est aussi moins digne.

Depuis la sortie de ce tract (novembre 1993), il semble que le mouvement qui le porte ait progressé encore : aujourd'hui, après l'attaque *réussie* de la prison de Batna, cœur de l'insurrection de février 92, la fuite exponentielle des étrangers en danger parce qu'ils soutiennent le régime et des dignitaires de celui-ci qui commence, ce sont des villes, presque des wilayas entières, qui ne sont plus administrées, où la police ne peut plus sortir et où les journalistes ne peuvent plus entrer. Le coup de gong qui introduit les révolutions semble enfin vibrer du Tell au Sahara, de l'Atlas aux Aurès, de Tlemcen à Annaba, de 93 à 88 : la *peur* change de camp.

Ce qui pourtant plaide contre cet optimisme est essentiellement l'absence de perspectives que continuent d'afficher les gueux d'Algérie. Rien de nouveau ou d'étonnant à cela, évidemment. Mais justement : par rapport à la révolution en Iran, qui est la référence de qualité de notre temps, il manque même l'unité d'un objectif, qu'avait fourni, bien malgré lui, le Shah d'Iran. C'est un simple « non » opposé à quelque très vague gouvernement ou organisation sociale, et ce « non » n'est maintenu que par une volonté, portée par une jeunesse certes vigoureuse, courageuse et inventive, mais que l'absence de théorie risque de rendre velléitaire, sinon influençable. Ce ne sont pas des projets opposés, mais l'absence de projets, ce n'est pas un but, mais une émulation réciproque qui portent un mouvement dont la

profondeur ne dépasse pas encore la superficialité de ses récupérateurs islamiques. De plus, la conspiration, entre guillemets, de tous les pouvoirs, de l'armée algérienne aux islamistes, en passant par l'information occidentale, tend à isoler, sans cesser le feu, ce mouvement difficile à cerner. En Egypte par exemple, la lutte des islamistes contre l'Etat est précisément devenue cette espèce de guérilla militante et impopulaire que l'information dominante décrit pour l'Algérie. Ainsi, l'une des questions centrales de toute grande insurrection est bien mal engagée : comment ce mouvement peut-il abolir les frontières d'Etat ? Vers le Maroc et la Tunisie, deux dictatures jalouses, où la démocratie occidentale rampe doucement vers le pouvoir, gardent hermétiquement cette ligne sacrée de l'Etat ; et vers le Sahara, la rébellion des Touareg est le meilleur garant de l'impossibilité de communiquer entre les évadés de Batna et les émeutiers de Bamako. Il n'y a guère que dans les banlieues de France qu'un reflet de l'étincelle semble se manifester. Mais ce n'est pas encore un soutien tel qu'il puisse renverser un Etat sans le remplacer par un autre.

Un optimisme prudent semble donc convenir face à la situation en Algérie. Et la Bibliothèque des Emeutes ne peut qu'encourager à aider un mouvement qui a pris une voie si inédite, et si décidée.

DE LA METHODE (que diantre !)

Nous ne l'avons pas encore assez dit : notre objectif est de finir le monde.

Cet objectif nécessite une stratégie.

Finir le monde c'est le réaliser. Réaliser le monde c'est le réaliser pratiquement. Réaliser pratiquement le monde appartient au genre humain en entier. Nous voulons que s'ouvre le débat, non pas sur le fait de savoir s'il faut finir, réaliser le monde, mais sur quand, comment. Ce débat est notre objectif stratégique.

De cet objectif stratégique provient notre analyse de la situation : d'un côté tous ceux qui ne veulent pas de ce débat, soit parce qu'ils veulent éterniser le monde soit parce qu'ils font simplement obstruction par ignorance ou maladresse ; de l'autre ceux dont le discours peut être considéré comme embryon de ce débat.

De ceux-là nous n'avons pas entendu les paroles, mais leurs actes font parole. Seul dans l'acte irrécupérable, sans encadrement, sans discours construit, qu'est l'émeute moderne, trouvons-nous la vie, la négativité et l'horizon suffisamment dégagé pour espérer que soit prise pour objet la grande question dont la réponse nous fait tant défaut. Mais l'émeute elle-même ne pose pas la question de la fin du monde. Elle est seulement la seule réunion qui peut l'esquisser. C'est peu et c'est déjà beaucoup.

C'est pourquoi nous avons entrepris et continué de connaître et de faire connaître ces instants trop éphémères et trop séparés. Nous ne pouvons pas enseigner aux émeutiers du monde comment poser le débat, c'est l'inverse. Dans notre stratégie ce sont ceux qui l'exécutent qui sont les maîtres de la tactique, et non ceux qui l'observent. Aussi, non seulement les émeutiers modernes suppriment nos présupposés, mais ils font et disent ce qui est nouveau dans notre temps ; et tout ce qui nous y paraît nouveau, nous en cherchons l'origine émeutière, c'est-à-dire le négatif qui l'a forgé.

Comme la volonté théorique de révéler l'émeute comme charnière de notre époque (c'est d'une bibliothèque dont les émeutiers modernes manquent le plus, c'est d'une émeute dont les bibliothèques modernes manquent le plus), c'est sur la connaissance des émeutes et des insurrections que, en retour, nos analyses se sont construites. Ce n'est pas une théorie de la finalité qui nous a conduits à examiner l'émeute, c'est le frisson particulier de l'émeute, l'empire et la liberté de son exigence qui sont à l'origine d'une théorie de la finalité. Les événements construisent notre théorie, et la modifient. Chez les conservateurs de ce monde, les événements ne servent qu'à confirmer leur théorie, et l'éternisent.

La constitution de dossiers d'émeutes est donc la base, plus solide qu'il n'y paraît, de notre parti pris. Ces dossiers sont des dossiers de presse, presque exclusivement quotidienne. Dans tous les cas, la maniabilité d'un dossier, c'est-à-dire la lisibilité de l'événement, est préférée à son exhaustivité. En permanence nous opérons ainsi des choix (gargl à qui se trompe !) qui favorisent la subjectivité de notre

documentation, et qui rejettent et critiquent son objectivité. La Bibliothèque des Emeutes en tant qu'institution est une critique de l'institution, en tant que connaissance une critique de la science, ici et maintenant une négation vivante de ce que les « historiens » (qu'ils y restent !) appellent l'histoire. Plutôt qu'une couverture, la somme de nos dossiers est une arme, plutôt légère que lourde.

Si la presse quotidienne ennemie en constitue la presque totalité des munitions, c'est pour les raisons suivantes : la télévision n'est que le digest épuré et criard de la presse quotidienne ; la presse périodique est pauvre en faits : elle les présuppose connus à travers l'information quotidienne, elle en fait la synthèse dans l'idéologie dominante, dont elle est la caisse de résonance ; les rapports de particuliers venant d'un terrain de bataille sont rarement fiables, entachés de partialité et d'idéologie : cette source sacrée du mouvement « révolutionnaire » est devenue presque aussi tarie que polluée, et occasionne bien plus d'erreurs d'appréciation qu'elle n'en corrige ; enfin, l'information ennemie, quotidienne, est devenue en tant que parti de la communication un moment de toute émeute. Son rapport, qui peut aller de l'occultation au spectacle, et du mensonge intentionnel et continu aux contradictions et révélations les plus ingénues, est un élément de compréhension, que son effet de feed-back a rendu incontournable, de tout événement. En revanche, il suffit de très peu de journaux quotidiens. Tous disent la même chose, parfois au mot près. Mais les sortir de leur contexte quotidien pour les associer à la suite dans un dossier permet d'aligner toutes les distorsions qui, dans leur unité et leur séparation journalières, s'effacent.

Les dossiers de la Bibliothèque des Emeutes sont un détournement du discours dominant. L'incompréhensible, les a priori et les négligences, la couche morale de cette objectivité hypocrite, mis bout à bout, révèlent des événements et permettent des hypothèses, au moins dangereux pour l'interprétation dominante. D'une part donc, nous voulons montrer aux émeutiers modernes que ce discours ennemi se renverse complètement avec assez peu d'efforts ; d'autre part, que ce renversement est à la portée de tous, notamment de tous ceux qui ont besoin de savoir qu'ils ne sont pas seuls à s'émouvoir, et qu'ailleurs dans le monde l'humour et la détermination produisent d'inattendus cocktails, fort goûteux, et sans copyright. Il suffit de nous commander des dossiers, ou d'un peu de méthode pour les faire soi-même.

Ceux qui s'intéressent à nos analyses, mais pas à cette subversion élémentaire et nécessaire aujourd'hui pour nettoyer le filtre du discours dominant, qui les permet, risquent fort de ne pas comprendre ces analyses. Que leur honnêteté le signale à leur précipitation, que diantre !

CATALOGUE DES DOSSIERS PAR ETAT	Code du dossier	Nom du dossier	Date de première émeute	Nombre de jours et lieux d'émeutes		Prix en F.F.	Détail des copies
Afrique du Sud	93 AF 3	Ecoliers	03-05	2	2	5	8/-/-
	93 AF 2	Afrique du Sud	10-04	7	6	20	38/-/2/-
	93 AF 1	Johannesburg	02-02	1	1	5	6/-/-
	92 AF 2	Bisho	18-09	2	1	10	17/-/2/-
	92 AF 1	Boipatong-Vereeniging	20-06	1	1	15	21/-/3/-
	91 AF 5	Welkom	03-11	7	5	15	23/2/1/-
	91 AF 4	Johannesburg-Inanda	23-09	1	1	5	3/-/-
	91 AF 3	Ventersdorp	09-08	1	1	5	8/1/-
	91 AF 2	Daveyton	24-03	1	1	5	6/-/-
	91 AF 1	Sebokeng	12-01	1	1	5	7/1/-
	90 AF 19	Johannesburg	18-11	1	1	5	3/1/-
	90 AF 18	Pretoria-Atteridgeville	10-11	1	1	10	11/-/-
	90 AF 17	Le Cap-Khayelitsha	25-10	1	1	5	3/-/-
	90 AF 16	Le Cap	29-08	2	1	5	5/2/-
	90 AF 15	Johannesburg	14-08	6	1	70	101/18/12/-
	90 AF 14	Port Elizabeth	06-08	5	2	10	15/1/1/-
	90 AF 13	Johannesburg-Phola Park	11-07	1	1	5	2/-/1/-
	90 AF 12	Pretoria	08-07	1	1	10	7/-/4/-
	90 AF 10	Welkom-Thabong	16-05	4	1	10	15/1/3/-
	90 AF 9	Viljoenskroon-Rammulotsi	19-04	1	1	10	9/2/2/-
	90 AF 11	Pietermaritzburg	27-03	2	1	25	40/2/3/-
	90 AF 8	Vereeniging-Sebokeng	26-03	1	1	15	19/1/2/-
	90 AF 7	Witbank-Kwaguqua	12-03	2	2	5	5/-/-
	90 AF 6	Johannesburg-Katlehong	08-03	3	1	5	4/1/2/-
	90 AF 2	Bantoustans	27-02	6	3	10	12/1/1/-
	90 AF 5	Mokeng	26-02	2	2	5	4/-/-
	90 AF 4	Mandela	11-02	1	2	15	23/-/-
	90 AF 3	Johannesburg	24-01	1	1	5	3/-/-
	90 AF 1	Johannesburg-Germiston	09-01	1	1	5	6/-/4/-
	89 AKd	Le Cap-Pretoria	06-09	1		15	21/2/2/-
	89 AKc	Le Cap	19-08	1		5	3/1/-
	89 AKb	Leeuwfontein	01-07	1		5	3/1/3/-
	89 AKa	Soweto	06-06	1		5	2/-/-
Albanie	92 AB 5	Polican	26-08	4	1	5	10/-/-
	92 AB 4	Tirana	06-07	1	2	5	7/-/1/-
	92 AB 3	Tirana	10-03	1	1	15	27/3/-
	92 AB 2	Albanie	24-02	8	5	10	11/2/-
	92 AB 1	Kavaje	13-02	2	2	5	9/1/-
	91 AB 9	Laç	05-12	5	3	20	25/10/-
	91 AB 8	Vlora	15-10	1	2	5	6/1/-
	91 AB 7	Tirana	29-05	1	1	10	10/4/-
	91 AB 6	Shengjin	28-04	1	1	5	4/2/-
	91 AB 5	Shkoder	02-04	1	1	15	18/4/-
	91 AB 4	Albanie	06-03	1	1	15	26/3/-
	91 AB 3	Tirana	20-02	4	2	15	25/2/-
	91 AB 2	Durrës	09-02	1	1	5	4/-/-
	91 AB 1	Lushnja	06-01	1	1	15	17/3/1/-
	90 AB 1	Albanie	09-12	5	5	25	36/2/4/-
Allemagne	93 AL 2	Solingen	30-05	5	2	15	25/3/-
	93 AL 1	Berlin	01-05	1	1	5	3/3/-
	92 AL 3	Rostock	23-08	4	1	50	63/32/5/-

CATALOGUE DES DOSSIERS PAR ETAT	Code du dossier	Nom du dossier	Date de première émeute	Nombre de jours et lieux d'émeutes		Prix en F.F.	Détail des copies
	92 BB 1	Euro 92	18-06	3	5	10	10/1/1/-
	92 AL 2	Berlin	01-05	1	1	5	2/2/1/-
	92 AL 1	Passau	14-03	1	1	5	2/1/-/-
	91 AL 4	Berlin	14-09	1	1	5	5/2/-/-
	91 CC 1	1er Mai	01-05	1	3	5	4/1/1/-
	91 AL 3	Berlin	20-04	1	1	5	3/3/-/-
	91 AL 2	Rostock	16-03	1	1	5	3/2/-/-
	91 AL 1	Brême	01-01	1	1	5	3/1/-/-
	90 AL 8	Mainzer Strasse	12-11	2	1	15	10/13/-/-
	90 AL 7	Leipzig	03-11	1	1	5	3/3/-/-
	90 AL 6	Berlin-Unification	24-09	2	1	15	9/12/2/-
	90 AL 4	Hambourg	30-06	1	1	5	2/4/-/-
	90 AL 5	Berlin	23-06	1	1	5	4/-/1/-
	90 EE 1	Mondiale	09-06	10	15	20	25/6/5/-
	90 AL 3	Francfort s/Main	12-05	1	1	5	4/1/-/-
	90 AL 2	Berlin	20-04	1	1	10	7/6/-/-
	90 AL 1	Berlin	15-01	1	1	35	50/19/1/-
	89 W	Dresde-Berlin-Leipzig	04-10	4		80	108/30/17/2
	89 N	Berlin	01-05	1	1	5	6/1/-/-
	88 C	Berlin	01-05	1	1	5	2/-/-/-
	87 A	Berlin	01-05	1	1	5	3/-/-/-
Algérie	92 AG 5	Algérie	16-07	4	5	25	46/3/-/-
	92 AG 4	Tlemcen	07-05	1	1	5	9/-/-/-
	92 AG 3	Constantine	21-02	5	1	30	51/1/-/-
	92 AG 2	Batna	04-02	8	26	25	45/-/-/2
	92 AG 1	Alger-Bachdjarah	29-01	3	3	35	62/2/-/-
	91 AG 4	Alger 3	12-07	1	1	15	22/1/-/-
	91 AG 3	Alger 2	24-06	9	12	30	45/8/-/-
	91 AG 2	Alger 1	02-06	5	4	40	75/2/-/-
	91 AG 1	Thenia	01-03	1	1	5	7/-/-/-
	90 AG 5	Hammam Righa	12-11	2	1	5	6/-/-/-
	90 AG 4	Tenes	23-10	1	1	5	7/-/-/-
	90 AG 3	Tebessa	13-10	2	1	5	5/-/-/-
	90 AG 2	Tissemsilt	02-05	1	1	5	3/-/-/-
	90 AG 1	Chrea	04-04	4	2	10	18/-/-/-
	89 E	Alger	24-03	6	5	15	26/-/-/-
	88 B	Alger	04-10	6	6	25	42/-/-/-
	86 A	Constantine	08-11	5	2	35	63/-/-/-
Angola	92 AN 1	Cabinda	12-09	1	1	5	7/-/-/-
Argentine	90 EE 1	Mondiale	09-06	10	15	20	25/6/5/-
	90 AR 1	Rosario	21-02	3	3	5	3/-/-/-
	89 AL	Tres Arroyos	21-12	1		5	2/-/-/-
	89 Q	Buenos Aires	25-05	7		20	32/2/1/-
Autriche	90 AT 1	Vienne	22-02	1	1	5	4/-/-/-
Azerbaïdjan	92 AZ 1	Bakou	15-05	1	1	20	29/3/1/-
Bangladesh	92 CC 1	Ayodhya	06-12	7	11	25	36/2/9/-
	92 BA 1	Bangladesh	20-06	2	2	5	4/-/-/-
	91 BA 2	Lalmany Hat	20-10	1	2	10	11/1/2/-
	91 BA 1	Dacca	14-01	1	1	5	4/-/-/-
	90 BA 1	Dacca	10-10	12	2	20	29/3/2/-

CATALOGUE DES DOSSIERS PAR ETAT	Code du dossier	Nom du dossier	Date de première émeute	Nombre de jours et lieux d'émeutes		Prix en F.F.	Détail des copies
Belgique	91 BQ 1	Bruxelles	10-05	4	1	5	10/-/-/-
Bénin	93 BN 1	Porto-Novo	16-04	2	1	5	4/-/1/-
	89 AI	Cotonou	11-12	1		5	9/1/-/-
	89 L	Porto-Novo	23-01	1		5	3/-/-/-
Birmanie (Myanma)	90 MY 1	Mandalay	08-08	1	1	10	14/1/1/-
	88 A	Rangoon	06-08	17	10	40	46/5/20/-
Bosnie-Herzég.	92 BS 1	Sarajevo	06-04	1	1	20	30/-/1/-
Brésil	93 BR 1	Paysans	23-03	2	1	5	5/2/-/-
	92 BR 1	Rio de Janeiro	06-05	1	1	5	3/-/-/-
	91 BR 1	Belém	15-05	1	1	5	3/-/-/-
	90 BR 1	Rio de Janeiro	17-03	1	1	10	11/1/1/-
	89 AG	Porto Alegre	24-11	1		5	2/1/-/-
Bulgarie	91 BG 1	Sofia	17-07	1	1	5	4/-/-/-
	90 BG 1	Sofia	26-08	1	1	10	15/3/1/-
Burkina Faso	91 BF 2	Bobo Dioulasso	01-12	1	1	5	9/1/-/-
	91 BF 1	Ouagadougou	29-10	1	1	5	7/1/2/-
Cambodge	92 CB 1	« Sit 2 »	01-06	3	1	10	11/-/-/-
	91 CB 2	Phnom Penh 2	20-12	3	1	10	16/3/-/-
	91 CB 1	Phnom Penh	27-11	1	1	15	21/1/-/-
Cameroun	92 CM 3	Présidentielles	23-10	2	5	15	23/-/5/-
	92 CM 2	Ndu	06-06	1	1	5	3/-/2/-
	92 CM 1	Yaoundé	24-01	1	1	10	14/-/-/-
	91 CM 8	Douala	14-10	1	1	5	3/-/4/-
	91 CM 7	Bamenda	02-10	1	1	5	6/-/3/-
	91 CM 6	Douala	23-09	1	1	5	7/-/-/-
	91 CM 5	Meiganga	15-07	2	2	10	11/2/1/-
	91 CM 4	Douala	27-06	1	1	10	15/-/2/-
	91 CM 3	Douala	16-05	1	2	5	7/1/1/-
	91 CM 2	Cameroun	03-04	9	12	25	36/3/2/-
	91 CM 1	Garoua	17-01	1	1	5	4/-/-/-
	90 CM 1	Bamenda	26-05	1	1	5	5/-/-/-
Canada	93 CA 1	Montréal	09-06	1	1	25	35/1/14/-
	92 CA 2	Montréal	08-08	1	1	15	18/1/2/-
	92 CA 1	Toronto	04-05	1	1	15	17/-/5/1
Centrafrique	93 CT 1	Bangui	26-04	1	1	15	24/1/4/-
	91 CT 2	Bangui	05-08	2	1	5	8/2/-/-
	91 CT 1	Centrafrique	06-05	2	1	5	2/-/1/-
	90 CT 1	Bangui	13-10	3	1	5	7/-/-/-
Chili	93 CL 1	Santiago	11-09	1	1	5	5/-/-/-
	91 CL 1	Santiago	05-06	1	1	5	6/1/-/-
	90 CL 2	Santiago	11-09	1	1	5	2/1/-/-
	90 CL 1	Santiago	11-03	1	1	5	6/-/-/-
	89 AJ	Santiago de Chili	15-12	1		5	4/-/-/-
	89 I	Santiago de Chili	18-04	1		5	9/-/-/-
Chine	93 CH 3	Province de Qinghai	? -09	?	?	5	7/-/-/-
	93 CH 2	Renshou (Sichuan)	03-06	2	1	10	17/1/-/-
	93 CH 1	Lasa	24-05	1	1	10	13/-/1/-
	92 CH 1	Shenzhen	08-08	2	1	10	11/1/-/-
	91 CH 1	Lasa	26-05	1	1	5	6/1/1/-
	90 CH 1	Xinjiang	05-04	2	1	10	16/3/1/-

*La procréation est la mère
de l'aliénation.*

CATALOGUE DES DOSSIERS PAR ETAT	Code du dossier	Nom du dossier	Date de première émeute	Nombre de jours et lieux d'émeutes		Prix en F.F.	Détail des copies
	89 AV	Urumqi	19-05	1	1	5	1/-/-/-
	89 T	Beijing	22-04	4		50	94/-/3/1
	89 G	Lasa	05-03	3		20	26/2/3/-
Corée du Nord	92 CN 1	Corée du Nord	16-07	1	1	5	5/-/-/-
Corée du Sud	92 CS 1	Seoul	31-05	1	1	5	6/3/-/1
	91 CS 3	Seoul	17-09	1	1	10	9/1/1/-
	91 CS 2	Corée	01-05	18	4	30	38/16/5/-
	91 CS 1	Seoul	16-03	1	1	5	3/2/-/-
	90 CS 4	Corée	25-11	1	2	5	5/1/1/-
	90 CS 3	Kwangju	18-05	3	1	5	5/-/2/-
	90 CS 2	Seoul	09-05	1	1	5	5/-/1/-
	90 CS 1	Ulsan	28-04	5	2	10	9/4/1/-
	89 AP	Seoul-Pusan	01-05	2		10	13/2/3/-
Costa Rica	91 CR 1	San José	22-07	1	1	5	5/-/-/-
Côte d'Ivoire	92 CI 1	Abidjan	13-02	2	1	25	47/-/3/-
	90 CI 2	Abidjan	16-05	1	1	15	25/-/1/-
	90 CI 1	Abidjan	19-02	7	5	30	50/1/-/-
Danemark	93 DA 1	Copenhague	18-05	1	1	5	10/-/-/-
Djibouti	91 BB 1	Djibouti	09-07	4	2	10	10/1/-/-
	89 B	Djibouti	03-01	1	1	5	6/-/-/-
Egypte	93 EG 1	Qalyub	14-03	1	1	5	4/1/-/-
	92 EG 3	Séisme	17-10	1	1	10	15/2/1/-
	92 EG 2	Idku	11-08	4	2	10	15/1/1/-
	92 EG 1	Beni Souef	03-04	1	1	5	5/-/-/-
	90 EG 1	Manfalout	26-04	1	1	5	8/-/-/-
	89 AQ	Assiout	?-12	1	1	5	2/-/-/-
	89 AE	Le Caire	02-08	1		5	5/-/1/-
	88 D	Le Caire	12-08	2	1	5	3/-/-/-
Equateur	89 R	Carchi	05-06	1		5	3/-/-/-
Espagne	92 ES 1	Cartagena	03-02	1	1	5	2/-/-/5
	91 ES 1	Bilbao	29-07	1	1	5	6/1/-/-
	90 EE 1	Mondiale	09-06	10	15	20	25/6/5/-
	89 AU	San Sebastian	14-08	1	1	5	1/-/-/-
Etats-Unis	93 EU 1	Concord (Caroline du N.)	11-07	1	1	5	4/-/-/-
	92 EU 5	Los Angeles	14-12	1	1	5	8/-/-/-
	92 EU 4	New York	06-07	2	1	10	7/-/11/-
	92 EU 3	Minneapolis	07-05	1	1	5	3/-/-/-
	92 EU 2	Los Angeles	29-04	3	7	75	120/9/15/1
	92 EU 1	Denver	20-01	1	1	5	4/-/-/-
	91 BB 2	Haïti	29-09	2	2	50	90/3/1/-
	91 EU 2	New York	19-08	4	1	5	9/-/1/-
	91 EU 1	Washington	05-05	2	1	10	10/1/1/-
	90 EU 2	Miami	03-12	1	1	5	4/-/1/-
	90 EE 1	Mondiale	09-06	10	15	20	25/6/5/-
	90 EU 1	Detroit	15-06	1	1	5	4/-/1/-
	89 AF	Washington	02-09	2		5	3/1/-/-
	89 A	Miami	16-01	1	1	5	3/-/-/-
Ethiopie	91 BB 1	Djibouti	08-08	4	2	10	10/1/-/-
	91 ET 1	Addis-Abeba	29-05	3	2	30	46/8/-/-

CATALOGUE DES DOSSIERS PAR ETAT	Code du dossier	Nom du dossier	Date de première émeute	Nombre de jours et lieux d'émeutes		Prix en F.F.	Détail des copies
France	93 FR 2	Paris	07-04	3	1	25	46/-/-
	93 FR 1	Mamoudzou (Mayotte)	19-02	1	1	5	5/-/-
	92 FR 3	La Réunion	02-12	3	2	10	13/-/-
	92 FR 2	Marseille	02-09	1	1	5	7/1/-
	92 FR 1	Noumea	14-03	1	1	5	5/1/-
	91 FR 7	Pamandzi (Mayotte)	01-07	1	1	5	6/-/-
	91 FR 6	Paris-Père Lachaise	03-07	1	1	5	3/1/1-
	91 FR 5	Narbonne	21-06	2	1	30	47/4/-
	91 FR 4	Mantes-la-Jolie	25-05	2	1	25	43/2/1-
	91 FR 3	Paris-Sartrouville	28-03	1	1	15	21/2/-
	91 FR 2	Réunion	17-03	7	1	20	31/-/-
	91 FR 1	St Denis-de-la-Réunion	23-02	4	2	15	24/-/-
	90 FR 5	Forbach	06-12	1	1	5	9/-/-
	90 FR 4	Paris-Lycéens	12-11	1	1	45	86/1/-
	90 FR 3	Paysans	29-08	3	2	30	56/1/2-
	90 FR 2	Lyon-Vaulx-en-Velin	06-10	4	1	35	62/-/-
	90 FR 1	St Denis-de-la-Réunion	07-03	1	1	5	6/-/-
Gabon	91 GA 1	Kango	24-03	1	1	5	3/-/-
	90 GA 3	Port-Gentil	23-05	8	5	20	37/-/3-
	90 GA 2	Port-Gentil	23-03	1	1	5	8/1/1-
	90 GA 1	Libreville	18-01	2	1	20	31/-/-
Géorgie	91 GE 1	Tbilissi	02-09	3	1	35	50/8/3-
Ghana	92 GH 1	Kumasi	16-05	1	2	5	3/1/1-
Grèce	91 GR 1	Athènes	10-01	2	1	5	7/1/-
Guatemala	93 GT 1	Guatemala City	18-05	1	1	10	12/-/-
Guinée	93 GU 1	Conakry	28-09	2	1	5	7/-/3-
	92 GU 2	Conakry	01-04	1	1	5	3/-/1-
	92 GU 1	Conakry	14-02	1	1	5	4/-/2-
	91 GU 1	Conakry	06-05	1	1	5	6/-/1-
	90 GU 1	Conakry	22-11	2	1	5	6/-/-
Guyana	92 GY 1	Georgetown	05-10	1	1	5	5/-/-
Haïti	91 BB 2	Haïti	29-09	2	2	50	90/3/1-
	91 HA 4	Port-au-Prince	13-08	1	1	5	7/1/-
	91 HA 3	Cap Haïtien	14-04	3	2	10	17/-/-
	91 HA 2	Port-au-Prince	27-01	1	2	15	26/1/1-
	91 HA 1	Haïti	07-01	2	4	25	49/-/1-
	90 HA 2	Cabaret (Haïti)	19-04	1	1	5	3/-/1-
	90 HA 1	Port-au-Prince	05-03	10	6	20	32/1/2-
Inde	93 IN 6	Srinagar-Hazratbal	20-10	3	2	10	13/2/-
	93 IN 5	Srinagar	02-08	2	1	10	18/-/-
	93 IN 4	Bombay	02-06	1	1	5	5/-/-
	93 IN 5	Imphal	03-05	2	1	5	8/-/-
	93 IN 2	Srinagar	10-04	1	1	5	9/-/-
	93 IN 1	Bombay	04-01	12	4	25	34/4/3-
	92 CC 1	Ayodhya	06-12	7	11	25	36/2/9-
	92 IN 2	Murshidabad	02-11	1	1	5	3/-/-
	92 IN 1	Ahmedabad	03-07	3	1	5	5/-/-
	91 IN 2	Elections (Inde)	20-05	2	2	15	17/5/1-
	91 IN 1	Ghaziabad	26-01	1	1	5	4/1/2-
	90 IN 4	Delhi 2	14-11	2	1	5	4/-/-

BULLETIN N°7

CATALOGUE DES DOSSIERS PAR ETAT	Code du dossier	Nom du dossier	Date de première émeute	Nombre de jours et lieux d'émeutes		Prix en F.F.	Détail des copies
	90 CC 1	Ayodhya	23-10	19	12	25	40/4/2/-
	90 IN 3	Delhi	25-08	11	6	20	27/9/2/-
	90 EE 1	Mondiale	09-06	10	15	20	25/6/5/-
	90 IN 2	Cachemire	21-05	1	1	10	13/-/7/-
	90 IN 1	Cachemire	08-01	23	7	30	41/6/10/-
	89 AA	Tripura	27-07	1		5	1/-/-/-
	89 D	Rushdie	12-02	4		55	97/2/2/-
Indonésie	91 ID 1	Dili (Timor)	12-11	1	1	15	21/6/2/1
Irak	92 IK 2	Kirkuk	30-06	1	1	5	5/-/-/-
	92 IK 1	Irak	12-03	1	2	20	33/4/-/-
	91 IK 2	Dohuk	25-05	4	2	5	6/4/-/-
	91 IK 1	Irak	02-03	29	24	100	170/25/1/-
Iran	92 IR 2	Téhéran	21-09	1	1	5	8/-/-/-
	92 IR 1	Iran	16-04	6	4	20	32/4/-/-
	91 IR 1	Ispahan	26-07	1	1	10	9/4/-/-
	90 IR 1	Téhéran	17-02	1	1	5	4/1/-/-
	89 AD	Téhéran	02-11	1		5	1/2/-/-
	89 X	Téhéran	03-06	1		15	26/1/2/-
	89 D	Rushdie	12-02	4		55	97/2/2/-
Irlande	90 IL 1	Dublin	14-11	1	1	5	3/1/-/-
Israël	93 IS 2	Gaza-Khan Yunis	16-03	6	2	15	23/1/-/-
	93 IS 1	Intifada	03-01	15	8	25	41/-/1/-
	92 IS 7	415 Bannis	18-12	8	7	20	31/1/-/-
	92 IS 6	Intifada	01-11	6	2	15	20/3/1/-
	92 IS 5	Prisons	07-10	6	6	15	20/2/-/-
	92 IS 4	Naplouse	14-07	2	1	10	11/1/-/-
	92 IS 3	Tel Aviv-Gaza	24-05	4	2	15	25/1/1/-
	92 IS 2	Gaza	01-04	2	1	15	20/1/-/-
	92 IS 1	Bannissement	03-01	3	3	10	16/-/-/-
	91 IS 3	Palestine	16-11	1	2	15	18/3/-/-
	91 IS 2	Golfe-Madrid	06-03	60	25	60	91/19/9/1
	91 IS 1	Intifada-Golfe	17-01	10	7	20	28/3/-/-
	90 IS 2	Intifada 3	08-10	56	22	60	97/16/3/-
	90 BB 1	Intifada 2	20-05	98	44	55	74/13/21/-
	90 IS 1	Intifada 1	01-01	125	34	55	83/15/4/1
	89 F	Intifada		108		60	93/15/4/1
Italie	91 IT 1	Bari-Albanais	08-08	4	1	15	20/4/2/-
	90 EE 1	Mondiale	09-06	10	15	20	25/6/5/-
Japon	92 JA 1	Osaka-Nishinari	01-10	2	1	5	4/-/-/-
	90 JA 1	Osaka-Nishinari	02-10	5	1	5	7/1/-/-
Jordanie	90 BB 1	Intifada 2	20-05	98	44	55	74/13/21/-
	89 J	Ma'an	18-04	4	1	10	14/2/-/-
Kenya	93 KE 1	Lamu	06-08	2	2	10	16/-/-/-
	92 KE 2	Mombasa	19-05	3	1	10	11/1/1/-
	92 KE 1	Nairobi	03-03	3	1	15	26/2/1/-
	90 KE 3	Nairobi	07-07	5	7	15	13/3/5/-
	90 KE 2	Nairobi	25-05	1	1	5	4/-/-/-
	90 KE 1	Kisumu	23-02	1	1	5	4/-/-/-
Lesotho	91 LS 1	Maseru	19-05	4	5	5	5/1/1/-
Liban	92 LI 1	Liban	04-05	3	5	10	19/-/1/-

Que l'histoire soit courte !

CATALOGUE DES DOSSIERS PAR ETAT	Code du dossier	Nom du dossier	Date de première émeute	Nombre de jours et lieux d'émeutes		Prix en F.F.	Détail des copies
Madagascar	92 MD 1	Antananarivo	31-03	1	1	10	13/-/-/-
	91 MD 1	Madagascar	01-07	7	5	60	109/8/1/-
	90 MD 1	Antananarivo	13-05	1	1	5	8/-/1/-
	89 K	Antananarivo	16-05	2		5	5/-/-/-
Malawi	92 MW 1	Blantyre	06-05	3	3	15	24/1/-/-
Mali	93 MI 2	Mali	05-04	1	2	5	8/-/2/-
	93 MI 1	Bamako	15-03	1	1	5	4/-/1/-
	91 MI 4	Tombouctou	12-05	1	1	15	21/-/1/-
	91 MI 3	Bamako	27-04	2	1	5	9/1/-/-
	91 MI 2	Mali	20-03	6	7	25	39/3/2/-
	91 MI 1	Bamako	21-01	2	1	10	17/-/-/-
Maroc	93 MA 1	Sidi Allal Baraoui	25-06	1	1	5	5/-/-/-
	90 MA 1	Fes	14-12	2	5	35	66/2/-/-
Mauritanie	92 MU 1	Nouadhibou	26-01	1	1	10	13/1/-/-
	91 MU 1	Nouadhibou	02-06	1	1	10	9/1/2/-
	89 O	Dakar-Nouakchott	22-04	4		20	38/-/-/-
Mexique	92 ME 1	Nuevo Laredo	28-11	1	1	5	2/1/-/-
Népal	93 NE 1	Kathmandu	26-06	3	1	10	13/-/-/-
	92 NE 1	Kathmandu	06-04	2	2	10	12/-/-/-
	90 CC 1	Ayodhya	23-10	19	12	25	40/4/2/-
	90 NE 1	Népal	18-02	12	6	35	49/16/4/-
Nicaragua	91 NC 1	Managua	09-11	1	1	10	8/3/-/-
	90 NC 1	Managua	09-07	2	1	25	42/3/4/-
Niger	93 NG 3	Niamey	18-05	1	1	5	4/-/2/-
	93 NG 2	Niamey (Prison)	23-04	1	1	5	4/-/1/-
	93 NG 1	Birni N'Konni	07-03	1	1	5	6/-/-/-
	92 NG 1	Zinder	20-07	1	1	5	5/-/3/-
	91 NG 1	Big Break	03-09	1	1	5	4/-/1/-
	90 NG 1	Niamey	09-02	1	2	10	17/-/-/-
Nigeria	93 NI 2	Nigeria	28-06	5	2	30	44/1/13/-
	93 NI 1	Funtua	19-01	2	1	5	4/-/3/-
	92 NI 6	Calabar	26-08	1	1	5	2/-/2/-
	92 NI 5	Onitsha	24-08	1	1	5	2/-/2/-
	92 NI 4	Kaduna	17-05	3	3	15	9/-/14/-
	92 NI 3	Lagos	30-04	6	7	15	19/-/11/-
	92 NI 2	Oshogbo	22-04	1	1	5	5/-/1/-
	92 NI 1	Ado-Ekiti	26-02	1	1	5	2/-/1/-
	91 NI 2	Kano	14-10	2	1	10	13/-/4/-
	91 NI 1	Nigeria	19-04	4	3	10	14/1/4/-
	89 S	Lagos	25-05	5		10	13/-/1/-
Ouzbékistan	92 OZ 1	Tachkent	16-02	1	1	10	11/3/1/-
Pakistan	92 CC 1	Ayodhya	06-12	7	11	25	36/2/9/-
	92 PA 1	Peshawar	12-07	3	1	5	4/-/1/-
	90 CC 1	Ayodhya	23-10	19	12	25	40/4/2/-
	90 PA 2	Sind	14-05	13	2	10	14/1/2/-
	90 IN 1	Cachemire	08-01	23	7	30	41/6/10/-
	90 PA 1	Karachi	07-02	1	1	5	8/-/1/-
	89 AN	Karachi	20-12	1		5	1/-/-/-
	89 Z	Karachi	08-07	2		5	4/-/-/-
	89 D	Rushdie	12-02	4		55	97/2/2/-

CATALOGUE DES DOSSIERS PAR ETAT	Code du dossier	Nom du dossier	Date de première émeute	Nombre de jours et lieux d'émeutes		Prix en F.F.	Détail des copies
Panama	92 PN 1	Colón	05-05	2	1	5	8/-/-/1
	89 AO	Panama	20-12	6		25	42/1/5/-
Pays-Bas	93 PB 1	Amsterdam	10-10	3	2	5	4/-/-/-
Pérou	91 PE 1	Lima	09-08	1	1	5	6/1/-/-
	90 PE 1	Lima	09-08	1	1	15	17/3/3/-
Philippines	90 PH 1	Manille	24-10	1	1	5	4/-/-/-
Pologne	91 PO 1	Varsovie	21-03	1	1	5	4/-/-/-
	89 P	Cracovie	16-05	3		40	69/3/-/-
Rep. Dominicaine	90 RD 1	Santo Domingo	11-08	3	1	10	14/-/-/-
	89 U	Saint-Domingue	19-06	2		5	3/-/-/-
Roumanie	91 RO 1	Mineurs	24-09	4	3	20	30/2/-/-
	90 RO 3	Bucarest	13-06	1	1	75	137/3/1/-
	90 RO 2	Tirgu-Mures	19-03	3	1	15	26/2/1/-
	90 RO 1	Roumanie	12-01	2	1	70	129/7/2/-
	89 AS	Timisoara-Bucarest	16-12	12		85	151/4/13/-
Royaume-Uni	93 RU 2	Belfast	03-07	1	1	5	6/1/1/-
	93 RU 1	Londres	08-05	1	1	5	4/-/-/-
	92 RU 1	Eté Anglais	12-05	15	6	25	23/12/8/-
	91 RU 2	Newcastle upon Tyne	09-09	3	1	10	9/1/7/-
	91 RU 1	Royaume-Uni	30-08	5	3	10	8/-/4/-
	90 RU 2	Acid Party-Leeds	28-07	1	1	5	6/-/-/-
	90 EE 1	Mondiale	09-06	10	15	20	25/6/5/-
	90 RU 1	Poll Tax	08-03	5	1	25	28/3/10/-
	89 AM	Derry	14-08	1	1	5	3/2/-/-
Russie	93 RS 2	Moscou	28-09	4	1	60	106/1/8/-
	93 RS 1	Moscou	01-05	1	1	10	15/1/-/-
	92 RS 4	Naltchik	27-09	1	1	5	7/-/1/-
	92 RS 3	Moscou	12-08	1	1	5	5/-/1/-
	92 RS 2	Grozny	05-02	4	1	5	8/-/-/-
	92 RS 1	Stavropol	02-01	1	1	5	7/-/1/-
	91 RS 1	Grozny (Tchéchénie)	09-10	1	1	15	22/4/-/-
Rwanda	92 RW 1	Ruhengeri	30-05	1	2	10	14/-/-/-
Sénégal	93 SE 1	Dakar	13-03	3	1	5	6/1/2/-
	89 O	Dakar-Nouakchott	22-04	4		20	38/-/-/-
Sierra Leone	90 SI 1	Freetown	28-05	1	1	5	3/-/-/-
Somalie	93 SM 4	Mogadiscio-Bakara	03-10	2	1	20	30/1/1/-
	93 SM 3	Mogadiscio-Pasta	05-09	4	1	10	17/1/1/-
	93 SM 2	Mogadiscio-Bermuda	05-06	5	1	25	40/3/-/-
	93 SM 1	Mogadiscio	23-02	3	1	10	18/-/-/-
	90 SM 4	Bataille de Mogadiscio	30-12	32	1	25	40/5/1/-
	90 SM 3	Mogadiscio	02-12	4	1	5	10/-/-/-
	90 SM 2	Mogadiscio	23-10	1	1	5	6/-/-/-
	90 SM 1	Mogadiscio	06-07	1	1	5	6/-/1/-
	89 AB	Mogadiscio	14-07	1		10	9/5/3/-
Soudan	90 SO 1	Soudan	12-11	1	1	5	5/1/-/-
Suède	92 BB 1	Euro 92	18-06	3	5	10	10/1/1/-
	91 SD 1	Stockholm	30-11	1	1	5	3/2/-/-
Suisse	92 SU 2	Zurich	14-06	1	1	5	3/1/-/-
	92 SU 1	Winterthour	23-03	1	1	5	5/-/-/-

CATALOGUE DES DOSSIERS PAR ETAT	Code du dossier	Nom du dossier	Date de première émeute	Nombre de jours et lieux d'émeutes		Prix en F.F.	Détail des copies
	91 SU 1	Zurich	19-07	1	1	5	2/2/-/-
	91 CC 1	1er Mai	01-05	1	3	5	4/1/1/-
	90 SU 1	Berne	03-03	1	1	5	8/1/-/-
Tadjikistan	92 TJ 2	Douchanbe	31-08	2	1	10	20/-/-/-
	92 TJ 1	Douchanbe	21-04	5	1	25	37/3/1/1
Taiwan	90 TA 1	Taipei	29-05	1	1	5	8/-/-/-
	89 AH	Tainan	05-12	2		5	-/-/1/-
Tchad	93 TD 2	Abéché	06-08	2	2	10	13/-/1/-
	93 TD 1	Moundou	21-06	1	1	5	2/-/1/-
	92 TD 1	N'Djamena	02-01	1	1	20	30/-/1/-
	91 TD 1	N'Djamena	14-02	1	1	5	4/-/-/-
Tchécoslovaquie	89 AR	Prague	17-11	1		35	61/6/3/-
Thaïlande	92 TH 1	Bangkok	17-05	4	1	35	57/4/2/-
Togo	92 TO 2	Grève générale	04-12	9	2	40	58/6/15/-
	92 TO 1	Lomé	30-07	1	1	5	6/-/1/-
	91 TO 5	Lomé	26-11	3	1	20	34/5/-/-
	91 TO 4	Lomé	01-10	3	1	10	9/-/3/-
	91 TO 3	Togo	11-06	1	2	15	15/4/2/-
	91 TO 2	Lomé-Bé	08-04	3	2	10	14/-/2/-
	91 TO 1	Lomé	14-03	4	1	10	13/1/1/-
	90 TO 1	Togo	05-10	1	1	10	12/-/-/-
Trinité et Tobago	90 TR 1	Port of Spain	28-07	2	1	15	21/1/-/-
Tunisie	91 TN 1	Kebili	06-02	1	2	10	17/-/-/-
	90 TN 1	Sidi Bouzid	24-01	1	1	10	11/-/-/-
	83 A	Tunis	29-12	9	8	10	15/-/-/-
Turquie	93 TU 2	Sivas	02-07	1	1	10	12/1/-/-
	93 TU 1	« Nowrouz 93 »	21-03	1	2	5	6/-/-/-
	92 TU 1	« Nowrouz »	21-03	3	6	30	50/3/-/-
	91 TU 3	Lice	24-12	1	2	5	8/1/1/-
	91 TU 2	Dyrbakir	10-07	1	1	10	8/12/-/-
	91 CC 1	1er Mai	01-05	1	3	5	4/1/1/-
	91 TU 1	Kurdistan Turc	28-02	6	6	10	15/3/-/-
	90 TU 2	Istanbul	01-05	1	1	5	3/-/-/-
	90 TU 1	Cizre	15-03	2	2	15	10/2/-/-
	89 M	Istanbul	01-05	1	1	5	5/-/-/-
Ukraine	92 UK 2	Simferopol	06-10	1	1	5	5/-/-/-
	92 UK 1	Yalta	09-08	3	1	5	5/1/-/-
URSS	91 UR 4	Machatchkala (Dagestan)	13-06	1	1	5	3/1/-/-
	91 UR 3	Tchita	27-04	1	1	5	2/1/-/-
	91 UR 2	Vilnius (Lituanie)	08-01	1	1	30	48/7/2/-
	91 UR 1	Tskhinvali (Ossétie)	06-01	1	1	20	32/4/1/-
	90 UR 9	Namangan (Ouzbékistan)	02-12	1	1	5	3/1/-/-
	90 UR 10	Doubossary (Moldavie)	02-11	1	1	15	19/2/-/-
	90 UR 8	Kharkov (Ukraine)	19-09	1	1	5	5/-/-/-
	90 UR 7	Tcheliabinsk	22-08	3	1	10	10/2/2/-
	90 UR 6	Kirghizistan	04-06	10	4	15	22/1/-/-
	90 UR 5	Erevan (Arménie)	14-04	1	1	5	5/1/-/-
	90 UR 4	Tchiatura (Géorgie)	26-03	1	1	5	7/-/-/-
	90 UR 3	Parkent (Ouzbékistan)	03-03	2	1	5	9/1/-/-
	90 UR 2	Tadjikistan	11-02	4	1	15	27/1/-/-

CATALOGUE DES DOSSIERS PAR ETAT	Code du dossier	Nom du dossier	Date de première émeute	Nombre de jours et lieux d'émeutes		Prix en F.F.	Détail des copies
	90 UR 1	Bakou (Azerbaïdjan)	13-01	10	4	60	111/4/4/-
	89 Hi	Nakhitchévan (Azerb.)	31-12	2		10	11/-/1/-
	89 Hh	Djalilabad (Azerbaïdjan)	29-12	1		5	3/1/-/-
	89 Hf	Kichinev (Moldavie)	10-11	1		10	13/2/-/-
	89 Hg	Sielsto	08-08	1		5	-/1/-/-
	89 He	Sukhumi (Abkhazie)	15-07	7		20	19/11/6/-
	89 Hd	Novy-Ouzen (Kazakhstan)	16-06	10		10	14/5/-/-
	89 Hc	Fergana (Ouzbékistan)	03-06	9		15	26/-/-/-
	89 Hb	Ashkabad (Turkménistan)	01-05	1		5	2/-/-/-
	89 Ha	Tbilissi (Géorgie)	09-04	1	1	15	19/2/-/-
Venezuela	93 VE 1	Caracas	11-03	2	1	10	10/1/-/-
	92 VE 3	Golpe II	27-11	3	1	15	17/5/-/-
	92 VE 2	Venezuela	23-04	4	8	20	29/-/-/3
	92 VE 1	Golpe	04-02	2	2	15	19/-/-/7
	91 VE 2	Caracas	20-11	1	1	10	9/-/-/2
	91 VE 1	Venezuela	10-04	1	2	5	7/-/-/-
	90 VE 2	Caracas	05-06	1	1	5	7/-/-/-
	90 VE 1	Caracas	15-02	2	2	5	8/1/-/-
	89 Y	Merida	08-06	1		5	-/1/-/-
Yémen	89 C	Caracas	27-02	7		15	20/1/3/-
	92 YE 2	Taëz	09-12	4	3	10	11/-/-/-
	92 YE 1	Yémen	12-03	2	2	5	6/-/-/-
Yougoslavie	91 YO 2	Split	06-05	1	1	15	14/5/2/-
	91 YO 1	Belgrade	09-03	1	1	25	41/6/2/-
	90 YO 3	Zagreb	13-05	1	1	5	5/-/1/-
	90 YO 2	Kosovo	22-03	2	2	20	22/6/3/-
	90 YO 1	Kosovo	26-01	9	14	25	34/2/6/-
	89 AT	Pristina	02-11	1		5	3/1/1/-
	89 AC	Pristina	23-03	6		10	16/2/1/-
Zaïre	93 ZA 2	Lisala	10-08	2	1	10	11/-/3/-
	93 ZA 1	Kinshasa	28-01	2	1	20	32/2/6/-
	92 ZA 4	Kisangani	20-12	7	6	15	21/-/3/-
	92 ZA 3	Kindu	28-07	2	1	5	3/-/1/-
	92 ZA 2	« Marche des Eglises »	16-02	1	1	10	17/-/2/-
	92 ZA 1	Kinshasa	21-01	2	1	15	19/3/-/-
	91 ZA 5	Lubumbashi	21-10	7	14	35	59/1/5/-
	91 ZA 4	Zaïre	23-09	2	6	25	40/2/-/-
	91 ZA 3	Kinshasa	02-09	1	1	15	18/1/2/-
	91 ZA 2	« Bindo »	07-05	3	1	5	7/1/-/-
	91 ZA 1	Mbuji Mayi	13-04	3	3	15	22/1/-/-
	90 ZA 3	Kinshasa	03-12	2	3	10	13/-/-/-
	90 ZA 2	Lubumbashi	13-05	1	1	10	18/-/1/-
	90 ZA 1	Kinshasa	30-04	1	1	5	6/-/-/-
	89 V	Kinshasa-Lubumbashi	25-02	1		5	3/-/-/-
Zambie	93 ZM 1	Lusaka	17-03	1	1	5	7/-/2/-
	90 ZM 1	Lusaka	25-06	3	5	15	19/4/4/-

Pour commander ces dossiers, écrivez à :

BELLES EMOTIONS

B.P. 295, 75867 PARIS Cedex 18.

Joignez à votre commande :

- 10 F pour votre première commande de l'année,
- le total des sommes indiquées en gras dans l'avant dernière colonne du tableau concernant les dossiers que vous désirez commander. Ces tarifs sont fermes pour 1994, sauf augmentation du contenu des dossiers.

Le code du dossier (exemple 93 ZA 2) est composé de l'année de première émeute du dossier (93), du code du lieu (ZA = Zaïre) et du rang au cours de l'année (2 est le deuxième ZA de 93) ; le nom du dossier est généralement celui de la ville de première émeute (Lisala) du dossier, sauf si un autre nom convient mieux ou s'avère plus parlant (« Marche des Eglises » par exemple) ; la date de première émeute fait partie du nom du dossier ; le nombre de jours d'émeutes est le nombre de dates différentes où des émeutes ont eu lieu ; le nombre de lieux est généralement le nombre de villes ; les quatre nombres dans la colonne « copies » correspondent de gauche à droite, aux nombres de copies en français / allemand / anglais / autres langues que contient le dossier. Leur total détermine le prix (arrondi à la dizaine supérieure et divisé par deux).

Le catalogue de dossiers est irrégulièrement mais continûment réactualisé.
N'hésitez pas à nous en demander la suite.

Tous les frais de nos envois sont à notre charge.

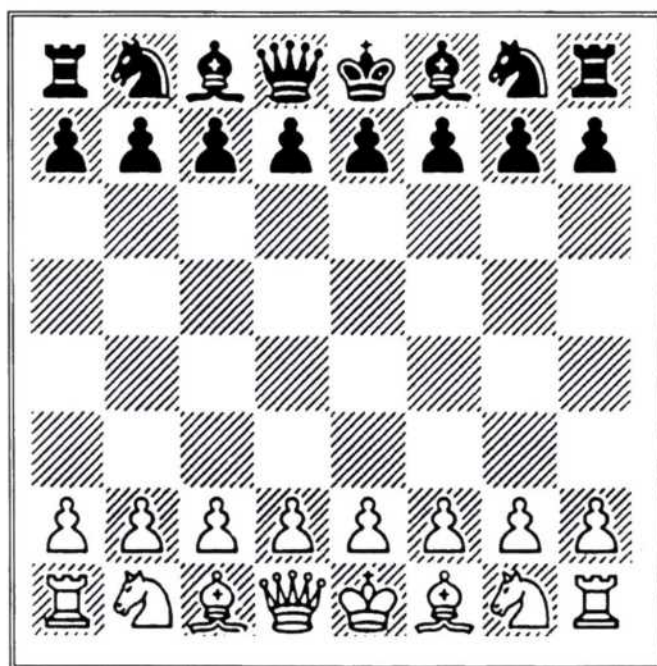
Libellez vos chèques ou autres formes de paiement à Belles Emotions.

Utilisez la même adresse pour vos réclamations, suggestions, critiques.



SECONDE PARTIE

LE DEBAT CONTINUE



Les blancs jouent et gagnent.

LA TELEOLOGIE, ENFIN

1) Finissons l'infini

Tout a une fin.

L'infini ne se vérifie pas.

Chaque division du tout est finie.

L'infini se divise entre ses divisions finies et un tout qui ne se vérifie pas.

La division de la division est un mouvement fini.

L'infini de la division ne se vérifie pas (1).

2) Commençons par la fin

Comme tout a une fin, sa fin est la première qualité, la première détermination, la première négation de tout.

C'est par sa fin que tout commence.

Le principe de sa fin est le contenu de la totalité.

Diviser la totalité jusqu'à la fin, est le contenu de la totalité.

Chaque chose étant une division de la totalité, chaque chose dépend de la fin de la totalité.

Par la fin de tout se conçoit le contenu de chaque chose.

Dans le contenu de chaque chose apparaît la fin de tout (2).

(1) L'infini apparaît comme une représentation de l'imagination. Il y figure ce qui va au-delà de la fin, ce qui la dépasse. En vérité, l'infini ne va pas au-delà de la fin, mais repousse cette fin au-delà de soi-même, dans l'invérifiable. Ainsi la conception de l'infini se révèle comme l'incapacité de concevoir la fin, le manque de conceptualisation qui contient le manque d'imagination. Le dualisme perpétuel du *mauvais* infini ne rencontre que rarement l'effort violent, la négation radicale, qui permet de dépasser cette fixation. Einstein, par la théorie de la relativité, a illustré ce dépassement, en supprimant le paradoxe d'Achille et la tortue (Achille court deux fois plus vite que la tortue, et part derrière elle ; chaque fois que la tortue a parcouru une distance, Achille réduit l'intervalle de moitié ; et, donc, ne rattrape jamais la tortue).

De même que pour Gauss « l'infini est une façon de parler », et que, dans la théorie des ensembles, l'infini est une qualité, ce qui n'est pas dénombrable, l'infini, dans la pensée et dans le monde, n'est que ce dont on ne connaît pas ou n'imagine pas la fin. L'infini existe, mais n'a pas de réalité.

(2) La méthode de pensée utilisée dans la philosophie, puis dans les parcelles décomposées que sont ses héritières, est un mélange d'empirisme et de croyance matérialiste. L'empirisme ne reconnaît comme point de départ que soi, c'est-à-dire la sensation particulière, et s'élève à la totalité comme par les degrés d'une échelle ; de même, la croyance matérialiste présuppose une matière à toute chose (sauf, singulièrement, à la pensée), et entend par matière quelque chose d'absolument indivisible par quoi toute chose est uniquement et exclusivement identifiable, ce qui est pratiquement la substance, infinie mais indivisible, chez Spinoza. Sur cette base solide et sûre, on pose ensuite toutes sortes de spéculations, sauf celles qui prennent pour objet cette base, et qui donc la menaceraient.

3) Vérifions la vérité

La fin d'une chose est sa réalisation, sa preuve.

Seule la réalisation d'une chose est sa vérité, seule la vérité d'une chose est sa réalisation.

La vérité est à vérifier, la vérité est à réaliser, la vérité est à finir.

Le possible d'une chose, le contraire de sa réalisation, n'est vrai que tant que la chose n'est pas réalisée.

Ce monde est possible, mais il n'est pas vrai.

L'humanité est une possibilité, pas encore une réalité.

Le possible est infini, la réalité nie le possible : tout est à réaliser (3).

Si, au contraire, toute chose a une fin, cette fin se substitue à cette base solide. C'est une base sans aucune solidité, puisqu'elle nécessite par essence d'être vérifiée, et que sa vérification la supprime. Commencer par la fin présente donc l'intérêt de rétablir la spéculation hors de l'opprobre positiviste en la plongeant dans l'élément de sa propre insécurité, c'est-à-dire en projetant enfin fermement de la finir. Spéculez, spéculez à tour de bras. Ce n'est donc pas de la nature de la pensée, des choses, que se conçoit sa fin, ou son infinitude, comme s'il s'agissait d'un peut-être, peut-être pas, d'un qui vivra verra, d'un loisir facultatif qu'on acquiert après avoir accompli sa tâche, mais c'est de la fin que se conçoit ce qui est.

Ainsi, c'est de la réalisation de la fin de l'humanité que se déduit la stratégie qui y conduit ; et non pas de la construction d'une situation plus ou moins crue satisfaisante, comme le communisme par exemple, où l'on verra bien *après*, en son temps, s'il y a une fin ou pas. C'est *ici et maintenant* que cette fin détermine déjà. C'est pourquoi il y a urgence : urgence à réaliser cette fin, urgence à créer les conditions de cette réalisation, urgence à fonder le débat qui en est la condition principale. C'est pourquoi ici et maintenant, l'émeute moderne revêt une importance particulière : elle est la seule étincelle de ce débat, de cette urgence, mais l'étincelle seulement.

(3) La vérité est un concept aujourd'hui en dissolution. La vérité n'est plus enseignée, son importance et son usage ne sont plus perçus. Si la morale a voulu être identifiée à la vérité, aujourd'hui la vérité n'est plus identifiée qu'à la morale. La morale étant désormais mondiale et unifiée, la vérité n'apparaît plus que comme l'une des pires contraintes d'une morale également en dissolution. Aussi, les exemples se multiplient où l'on voit le mensonge conseillé et pratiqué par les gardiens de la morale dominante (à la suite d'une prise d'otages dans une maternelle à Neuilly, la pédagogie antitraumatique prônait de mentir aux enfants sur l'exécution du preneur d'otages par la police, arguant de manière invérifiable que le mensonge serait moins traumatique que l'affirmation de ce qui semble avoir été ni plus ni moins qu'un meurtre, ce que ces enfants, évidemment, *savent*). Et, dans le parti opposé, le mensonge est parfois considéré comme une forme de subversion, et le serait bien davantage encore, si tous les partis pratiquant le négatif ne s'étaient pas toujours déclarés les meilleurs pourfendeurs de la vérité, héritage dont le sens semble oublié dans un passé pré-tactique.

Ce qui s'est perdu dans l'essorage moral du concept de vérité, c'est justement le concept. La vérité est véritablement le concept, parce qu'elle est la réalisation de l'idée de concept. La vérité comme réalité, comme fin de la chose, est niée par la morale, non explicitement certes, mais parce que la morale pose la vérité non seulement hors de la chose même, mais hors de toute chose qui n'est pas la morale, elle-même douée d'infinitude. Aussi bien la vérité comme réalité de la chose est urgence : urgence de réalisation, d'achèvement. La vérité est l'aspiration à la fin.

Si l'essence conceptuelle de la vérité, qui en fait l'à-venir et non pas un présupposé, n'est aujourd'hui plus guère connue, son autre sens, formel, est aujourd'hui celui que se disputent la morale dominante et sa dissolution. C'est la vérité de la parole. Si la vérité en tant que concept s'oppose au possible, la vérité en tant que parole s'oppose au mensonge. Cette vérité, contrairement à son concept, est fort bien connue de tous, puisqu'elle est l'objet de divers catéchismes, religions, écoles, informations, polices, justices. Mais, si nos

4) Téléologues de tous les pays, finissons-en

La téléologie est la logique dont l'être est fini.

La téléologie est la méthode de pensée dont la fin est le commencement.

La téléologie est la preuve, la réalisation de la finalité, le mouvement de la vérité.

C'est une pratique, un mode de vie, un jeu.

Les téléologues sont des absolutistes du but.

L'histoire est le milieu des téléologues, l'urgence et le débat en sont les extrêmes.

La négation de la téléologie est l'aliénation (4).

C. FRANQUE, A. SHIRO.

ennemis continuent de s'en proclamer les défenseurs, nous continuerons aussi longtemps qu'ils existent à signaler en quoi cette défense est hypocrite. D'abord, évidemment, la vérité de la parole n'est pas indépendante du concept de vérité. La parole est l'engagement de la réalisation d'une chose. En ce sens, la vérité de la parole est le garant du dépassement dans le débat sur la fin des choses. Sinon, la vérité de la parole n'a effectivement qu'un sens de valeur morale, ce qui, dans notre perspective ayant une fin, n'a aucun sens. Le mensonge est ainsi toujours une manoeuvre qui vise à retarder et à conserver, en vérité à gagner du temps contre la vérité, la réalisation, la suppression de ce dont il est l'engagement qui ne sera pas tenu ou le refus d'engagement. Paradoxalement, car l'apparence indique souvent le contraire, le mensonge dans la parole doit être ainsi considéré comme opposé à l'urgence.

Sans que cela doive être une règle, il peut être recommandé de mentir à l'ennemi, surtout lorsqu'on en est prisonnier et questionné. Dans cette figure exceptionnelle, la difficulté est la même que dans la réalisation de la vérité, mais repoussée dans un détour : il s'y agit de bien déterminer l'ennemi. Mentir à quelqu'un, ou ne pas tenir sa parole, en fait généralement un ennemi. Le plus sûr, dans ce cas, est de considérer cette rupture comme définitive. Quoi qu'il en soit, c'est d'abord à celui à qui on a menti qu'appartient la proposition de l'abolir ou non.

(4) Dans la philosophie classique, le concept de téléologie est beaucoup plus restreint qu'il n'apparaît ici. S'il y désigne en effet la finalité, c'est exclusivement par rapport aux lois de la nature, en opposition à la causalité. Or, une finalité qui dépassait le mécanisme de la nature, outre qu'elle n'était pas nécessairement une fin en soi, appartenait et provenait donc du surnaturel. Chez Kant, puis chez Hegel, la téléologie est ainsi le rapport entre le mécanisme borné de la nature et la liberté de la spiritualité infinie. La position matérialiste, notamment exprimée par Engels, dévoile (mais limite aussi) la téléologie comme une conception religieuse, le supranaturel implicite ne pouvant être que Dieu.

Le concept moderne de téléologie est issu de la critique téléologique de ces deux conceptions. D'abord, la spiritualité n'est pas infinie ; au contraire, elle est bornée par sa propre fin, la fin de l'humanité. Car même si des choses sont aujourd'hui douées de spiritualité, il n'existe aucune spiritualité hors de l'humanité. Ces choses sont parties de l'humanité, même si elles ne sont parties d'aucun humain, et la division de la spiritualité, ainsi donc aussi sa liberté, qui lui permet de hanter des choses, même si elle n'appartient à aucun humain, appartient à l'humanité.

D'autre part, la nature est une division de la pensée, et non pas l'inverse. Ceci n'est compréhensible, dans notre monde pseudo-matérialiste, que dans la mesure où l'on considère ce qu'on appelle nature comme fini. Car les matérialistes considèrent au contraire la nature comme infinie. Et, leur seule modestie, mais elle est de taille, consiste à se représenter comme une minuscule partie de cette nature infinie. Ils opposent à cette nature gigantesque, puisqu'elle va au-delà de leur imagination, non pas leur pensée, mais la pensée tout court, où la pensée est une sorte de gaz qui se dissout aussitôt produit, assurément rien qui existe dans la nature. Au

Les belles émeutes de 1993

De janvier à mars, la misère et la critique ne sont nulle part davantage le génitif l'un de l'autre qu'à Gaza : « L'Intifada, c'est la bataille des enfants. Une sorte de jeu violent, parfois mortel, auquel on se livre après l'école. Pour devenir un héros ou un "martyr". Pour tromper l'ennui. Parce qu'on n'a jamais rien connu d'autre que l'occupation militaire et qu'on a trop souvent vu des parents arrêtés, bousculés, humiliés. L'Intifada c'est une vague de haine déferlante, chaque jour recommencée. » (Le Monde, 2 février 93)

contraire, la nature est une *forme* de la pensée humaine, et la pensée est quelque chose d'agissant, et pas seulement dans une tête, mais jusqu'à l'extrémité du temps et des étoiles.

Les modifications accélérées de la représentation de l'univers représentent, en caricature, les modifications accélérées de la pensée humaine. Ainsi la découverte de milliards de galaxies et de distances prodigieuses est parfaitement proportionnelle à l'explosion de l'esprit depuis l'explosion démographique commencée il y a cent cinquante ans ; ainsi, la théorie du « Big bang », outre son aspect puéril, est la tentative d'assigner un commencement à quelque chose qui n'aurait pas de fin, une extrémité inexplicable et d'ailleurs intenable à la nature. La vision du « Big bang » est la vision de la finitude inversée du monde ; elle est le résultat de la tentative de conciliation d'observateurs qui cherchent à vérifier, pour le compte d'une idéologie qui le présuppose, le matérialisme infini et l'explosion de pensée humaine qui est ce qu'ils constatent réellement, mais sans le savoir. Le « Big bang » est la tentative théorique de stopper et de contrôler cette expansion, de lui assigner une limite, matérielle, dans les termes mêmes de l'idéologie matérialiste dominante.

Pour les téléologues modernes, la création de l'humanité est l'oeuvre exclusive de l'humanité. La fin du temps, et de l'univers, est la fin de l'humanité, son origine découverte. Le temps et l'espace, l'histoire et l'univers ne sont que de la pensée en mouvement, le jeu de l'esprit qui impatiente les téléologues.

LA FIN DU VOYAGE

Le voyage est fini. De la Pologne au Pakistan, du 16 juin 1976 aux 9 et 10 janvier 1978, le lieu de départ est essentiellement identique à ceux traversés et à celui d'arrivée. C'est un magnifique surplace. Magnifique, parce que pour la première fois ce qui est en jeu partout est essentiellement identique et non plus essentiellement différent. La forme, les prétextes, les climats, les caractères, les traditions habillent encore de couleurs multiples le même monde qui, se prenant pour objet, s'examine enfin au-delà de ses apparences variées. Les changements qualitatifs ne sont plus des bonds d'un point à l'autre de sa surface, mais des approfondissements. Le même esprit, la même langue marchande, les mêmes jurons étatiques règnent partout, et partout les mêmes pilleurs grévistes et émeutiers, dans des mêmes borborygmes, commencent à demander d'où vient ce règne et où va leur monde.

Ce qui différencie le voyage du déplacement, c'est l'aventure. L'aventure est l'essence du voyage. Pour qu'il y ait aventure, voyage, il faut qu'il y ait nouveauté, et pas seulement pour l'aventurier, le voyageur, mais pour l'humanité. Passion et imagination sont l'état d'esprit et l'intelligence de l'aventure. On ne peut pas prévoir une aventure, c'est le royaume du fortuit, de l'inconnu. On ne peut pas acheter de l'aventure, on ne peut que la vivre, quand elle vous tombe dessus, ou en mourir. Ceux qui, aujourd'hui, traversent le désert en moto, l'Atlantique en planche à voile ou la distance de la Terre à la Lune dans de minuscules cellules où s'expérimente leur capacité à se réduire et à se soumettre ne sont pas davantage des voyageurs que dans des foires plus anciennes l'homme-canon ou le funambule. L'aventure est la découverte de la richesse pratique du monde par les humains. Aujourd'hui, la richesse du monde vient aux humains toute seule, derrière des vitrines ou dans des embouteillages, sable qui s'écoule entre leurs doigts, salissante et insaisissable. « Dans une société qui a détruit toute aventure, la seule aventure c'est de détruire cette société », disait récemment un mur. Enfin, l'aventure est la pratique du héros, l'art de l'individu rivalisant avec le genre. Cet art, cette rivalité ont été engloutis dans les sables mouvants de la médiation. Cette médiation qui est le ciment de l'unité du genre est aussi le mur de séparation entre les individus. Quant à la soi-disant « aventure humaine », elle est déjà cette abstraction qui nie l'individu et qui signe la déroute de toute aventure. De même n'y a-t-il jamais eu de voyage collectif : la gloire de la première croisade et de la longue marche n'a jamais été distribuée aux mendiants qui en les accompagnant les parèrent, mais à leurs chefs, Godefroy de Bouillon et Mao Zedong.

Un bref historique du voyage nous le ferait apparaître, alors qu'il ne s'est pas encore apparu à lui-même, comme un déplacement ayant pour but l'échange, la communication ; puis apparaît, se cristallise le concept de voyage, du fait de la multiplicité de cette activité et de l'approfondissement de l'échange : grand progrès de l'aliénation, apogée du monothéisme. Le voyageur est un véhicule de l'aliénation, il scintille de toutes les richesses qu'il a vues, mais lui-même est toujours étranger, à chacun et à tout, aux autres et à lui-même : aux sédentaires il prend et il apprend, il enseigne les progrès de la marchandise, de l'esprit, et les promeut en transformant en marchandises, en esprit, des denrées toujours nouvelles. Aujourd'hui, 1978, progrès et nouveauté : les marchandises, l'esprit, révèlent pouvoir se déplacer sans représentants, le même esprit anticipe tout déplacement, l'esprit de là où le möchtegern voyageur est parti arrive à sa destination avant lui, l'y reçoit, supprime le voyage, jusque dans la Lune, jusque dans le temps. Scission des deux fonctions du voyage : d'un côté, produire l'aliénation, mettre dans la même langue des choses essentiellement différentes, communiquer donc ; de l'autre, l'activité réelle, les humains qui se déplacent, reste aux humains, mais privée d'aventure, de nouveauté, d'histoire. D'un côté le nom, l'esprit du voyage, sans son corps, de l'autre le corps du voyage, sans son nom, sans son esprit. Si

Les belles émeutes de 1993



A Bombay et Ahmedabad, du 4 au 14 janvier, les illusionnistes de l'information officielle ont bien du travail pour ramener la haine contre la police et le plaisir d'une marchandise qui brûle à une « fièvre communautaire », hindoufachos contre muslimvictimes. Un mois après le sac de la mosquée d'Ayodhya, l'armée devra même se déployer dans les quartiers du petit commerce et de la notabilité, chatouillés sous les roupettes, et la police devra faire sauter une série de bombes pour rattraper l'attention partie dériver dans les imaginations.

l'aventure continue, si les déplacements continuent, ce n'est plus ensemble. Ce qui a scindé, supprimé le voyage est ce que le voyage a uni.

Voici donc, champagne, la fin d'une activité crue éternelle. Si on ne peut pas expérimenter l'infini, l'histoire est le mouvement où s'expérimente la fin de toutes les activités, de toutes les choses, de toutes les idées, qui en ont toutes une. Il n'y a plus nulle part où aller. Que les amateurs d'îles désertes le sachent : les îles désertes sont les taudis des villes. C'est sur place qu'il faut maintenant se battre, et tant mieux : encore une illusion de moins. Voilà enfin une bonne nouvelle du front.

Si le voyage s'est raréfié jusqu'à disparaître, résultat de sa propre activité, les déplacements se sont accrus jusqu'à nécessiter plusieurs industries et polices spécialisées pour les encadrer. Il y a d'abord, vestige du voyage, comme le cinéma est un vestige émouvant de la culture, les déplacements sans but réel, qui singent le voyage. Ils ont le tourisme comme idéologie, et occupent généralement le pauvre de sorte à ce qu'il se flatte de sa liberté, entre deux périodes de travail. Il y a ensuite les déplacements ayant un but réel mais honteux, le travail, le loisir. Ce sont ceux qui donnent aux villes cette apparence de balancement perpétuel, de limite mouvante. On peut diviser ces déplacements en déplacements quotidiens, déplacements de gueux, qui sont vécus comme des déplacements forcés, des déportations, mais crus inévitables ; ou des déplacements un peu plus longs et moins réguliers, déplacements de valets qui sont fiers ou prétendent être satisfaits d'être ainsi propulsés pour leur travail, parce que ceux qui n'y ont pas accès croient que ces déplacements sont des voyages. Il y a enfin les déplacements qui ont pour but l'échange, et qui sont interdits aux individus humains : c'est le domaine des marchandises et des idées.

Les déplacements sont entièrement aux mains des ennemis, gestionnaires de ce monde, qui ont policièrement contribué à la fin du voyage, ce déplacement incontrôlable par excellence. Il n'existe pas aujourd'hui de déplacement révolutionnaire. La dérive surréaliste, puis situationniste, cette traversée abandonnée à une ambiance, n'a évidemment pas survécu à l'ambiance qui pouvait sécréter une ébauche de théorie de la dérive, sorte de stade suprême du voyage. Le détournement d'avion pourrait être intéressant, s'il était pour le plaisir et pas pour un militantisme attardé ou feint. Aujourd'hui, ceux qui veulent réellement maîtriser le monde doivent aussi apprendre à ne pas bouger, doivent être capables de résister au flot identiquement rythmé qui meut les têtes et les pieds. Car ce qu'il y a de si fascinant dans le déplacement est contenu dans ce simple et peu connu lieu commun : l'esprit se déplace plus vite dans une tête quand cette tête se déplace. Une tête qui se déplace traverse des ambiances variées, donc de l'esprit qui change de forme. Cela ne profite généralement pas à cette tête, mais comme elle ne le sait

pas, et qu'elle a une impression de changement, elle pense que si. Les subversifs modernes doivent aussi apprendre à se déplacer avec précision, c'est-à-dire avec un but précis. Et ce sera presque toujours ardu et à contre-courant. Car c'est la guerre. Et c'est une guerre où tous les trajets et tous les transports sont surveillés par l'ennemi. Nos agents de liaison, qui ne sont pas encore formés, en feront la redoutable expérience lorsque, comme Ulysse, Marco Polo ou Vasco de Gama, ils auront à traverser des contrées résolument hostiles à l'homme.

A. SOLNEMAN.

Ce texte est le paragraphe 9 du chapitre II de « 1976-1978 », première partie et introduction de « 1978-1982 », ouvrage en cinq parties, dont la deuxième « Du 9 janvier 1978 au 4 novembre 1979 » est déjà parue aux éditions Belles Emotions.

Les belles émeutes de 1993



Du 25 au 31 janvier, une bataille décisive a lieu au Togo. L'insurrection, dans laquelle la jeunesse gauchisante d'Ekpomog a fini par se fondre, a tenu la capitale Lomé. L'armée a repris le centre, puis, un à un, les quartiers périphériques autonomisés. Un pillage et un exode massifs vont clôturer cette offensive ouverte. Le travail, zouillé depuis trois ans puis refusé ouvertement par une grève générale depuis le 16 novembre, reprend le 15 mars.

IDENTITE DES HUMAINS

1) Identité collective

a) Les humains font leurs propres divisions

Ainsi énoncée, cette proposition apparaît comme la plus banale évidence. Pourtant, les humains vivent leurs propres divisions comme préétablies, objectives, indiscutables. Pourtant, les humains pensent presque tous *naître* dans des divisions dans lesquelles ils mourront. Pourtant, nous n'entendons nulle part des humains exiger une division de leur genre selon leurs goûts et perspectives, selon leur désir et volonté, contre l'immuable. En dehors des illogiques appels à la fade unité générale, aucune imagination à se préposer et supposer dans une division fondée à sa mesure, si ce n'est la fade individualité. Ainsi donc, si les humains font leurs propres divisions, ce n'est pas avec leur conscience, et si le genre est suffisamment puissant pour faire tout ce qui est, il s'abandonne, pour ce qui est de l'origine de ses disputes, à la peur et à la tradition, aux croyances et aux superstitions.

Aujourd'hui même, la division des humains change. Le débat de façade entre Est et Ouest, entre spectacle diffus et spectacle concentré, entre deux projets concurrents de paradis sur terre, le communisme et le libéralisme, réduits pour les besoins de la cause à leurs vitrines, frappé de caducité, a cassé son ressort, son crédit. La division qui dominait ce débat, la division des humains en classes dites sociales, mais qui n'étaient sociales que parce qu'elles étaient économiques, avait paralysé tout autre débat pendant une époque dont la « guerre froide » n'était plus que le dernier effort de conservation. Cette dispute entre prolétariat et bourgeoisie n'était pas seulement posée comme essence de cette époque, mais, rétroactivement, comme essence de toute époque. De zélés postscripteurs se sont employés, ou plus exactement ont été employés, depuis plus d'un siècle, à vérifier que toute dispute humaine a toujours été principalement économique, que prolétariat et bourgeoisie étaient en germe jusque dans nos gènes, ce que, si on pouvait remonter au-delà des Sumériens, il serait facile de vérifier historiquement. Aussi, cette division centrale de l'humanité, en ces deux camps économiques, c'est-à-dire religieux, n'a été que très peu contredite dans la théorie, sauf par les tenants de divisions plus anciennes, conservateurs avoués ; et pas du tout contrée en pratique, puisque toutes les polices, qu'elles soient celles des idées, comme les syndicats, les partis politiques, les services de propagande, ou du bâton, comme tous les exécutants musclés de l'Etat, ou aspirant à le devenir, se

sont efforcés, pendant plus de cent ans, de tout classer, étiqueter, cataloguer, aiguiller, y compris le petit matériel humanoïde, dans cette division. Inutile de rappeler combien cette mise en enclos, et de la pensée et des humains, a fait diversion, a ralenti le temps, a coûté de vies. La pénurie de révolutions, pendant cette longue période, en est le fruit amer. Car les deux partis, celui du prolétariat comme celui de la bourgeoisie, qui avaient prôné puis policé ce travail de division avant de le gérer, sont de la même religion économiste, que leur scission, qui s'est étendue à l'ensemble du genre par leur force de persuasion, a puissamment contribué à renforcer.

Ces deux partis larrons en foire n'ont pas seulement étendu leur scission à tout le passé mesurable et à l'ensemble de l'espace disponible ; ils ont également prétendu faire le monde selon leur théorie, où il était nécessaire de prétendre que le monde se faisait tout seul et que leur théorie n'était que le constat de ce qui se faisait tout seul, nous n'y sommes pour rien. D'abord, la prééminence de la gestion dans le débat dominant a fait du travail, et donc de la place qu'occupe tel individu ou tel groupe d'individus par rapport au travail, la paire de ciseaux du découpage. Dans cet élevage hormonal, on était d'abord ouvrier ou allié d'ouvrier, soit bétail, soit vacher ou porte-fouet, c'est-à-dire bourgeois ou affidé. Un individu appartenait d'abord à une conception de la gestion, capitaliste ou communiste, et seulement en fonction de cette conception, par son filtre obligatoire, était autorisé à dessiner un projet pour l'humanité, *et non pas l'inverse*. Lors des disputes de ces deux concurrents en parts de gestion, de même, on fabriqua de l'ouvrier et du bourgeois. Car s'il existait effectivement de l'ouvrier et du bourgeois avant que leur division ne soit considérée comme centrale, il n'était plus concevable qu'il existât autre chose après. Certes, à l'époque de Marx où cette division prit son essor, ces deux groupes humains, prolétariat et bourgeoisie, croissaient, comme croissait l'essor de la gestion comme pensée dominante ; et il serait intéressant de vérifier quelle était la part de ceux qui rejoignaient l'un et l'autre camp par conviction, par enthousiasme, en comparaison à ceux qui les rejoignaient sous le fouet, par nécessité. Mais, ces dernières années, il devenait de plus en plus difficile, dans un monde où les individus croissaient même davantage, de gérer leur division en classes. Leurs révoltes même, et la révolution iranienne a été un relevé exact de l'état de vieillissement de la division économiste du monde, refusaient cette dichotomie. La négation de ce monde devenait visiblement la négation de sa division dominante. Si les pauvres n'accèdent plus à cette théorie, ce n'est pas un malencontreux phénomène de mode ou l'effet d'une cynique propagande pour les égarer ; c'est que son insuffisance est telle que son dépassement apparaît d'abord nécessaire là où l'on critique ce monde ; c'est que son knout a rendu plus stupides ceux qui frappent que ceux qui

esquivent ; c'est que les révoltés modernes ferment enfin, sans le savoir mais en le voulant, la parenthèse économiste qui a paralysé le débat qu'ils avaient laissé poindre il y a deux siècles. Aujourd'hui que l'économie comme police commence à subir le sort des soufflés ratés, nous devons cependant mettre en garde de sa mise en réserve : comme la religion déiste avait pu être mise en réserve par l'inconséquence à l'achever du parti athée (conspuer n'est pas critiquer, mépriser n'est pas dépasser, ricaner n'est pas achever), pour reparaître sous des formes sans cesse renouvelées, l'économie ne voit s'annoncer actuellement qu'un mauvais quart d'heure : elle est enfin dénoncée comme une de ces formes renouvelées de la religion, justement celle du parti athée. Ainsi, qu'on ne se méprenne pas : ce n'est pas parce que le mur de Berlin est tombé que nous critiquons enfin le communisme (à ne pas confondre avec le stalinisme), c'est parce que nous critiquons enfin le communisme que le mur de Berlin est tombé.

b) Les diviseurs sont au travail

Mises en réserve pendant toute la période prolétariat-bourgeoisie, d'autres divisions, usées à endiguer d'autres révolutions, c'est-à-dire d'autres débats sur le monde, refleurissent au printemps de leurs idéologies exhumées. Il s'agit d'abord, bien entendu, du classement des humains selon leurs religions. On a pu croire que la révolution en Iran et la révolte simultanée en Pologne ont été des affaires de religion ; ce ne sont que les récupérations de cette révolution et de cette révolte, qui sont devenues des victoires des religieux déistes sur leurs compétiteurs économistes qui s'étaient avérés incapables même de freiner ces deux grandes déferlantes de négativité spontanée. Que les foules en colère préfèrent à nouveau se soumettre à des prêtres plutôt qu'à des économistes mesure essentiellement combien le règne de ces derniers a éloigné l'humain de son objet, de sa réalisation, a favorisé, sans bornes apparentes, l'aliénation.

Ce n'est pas par tolérance, mais plutôt par ignorance ou encore par complicité policière que les religions déistes ont souffert l'économie. Vieilles rombières maniaques, elles ont été ridiculisées par cette jeune haridelle, qui les a dépouillées de tout, sauf, hélas, de la vie. Les tenants de l'économie ont longtemps au moins moqué, sinon injurié la religion déiste, mais uniquement comme on s'injurie à l'intérieur d'une même famille. Aujourd'hui partout, de la Pologne à l'Inde, en passant par tous les Etats où l'islam domine, la religion déiste est contrainte de spiritualiser le débat, y compris sur la révolte, là où l'économie moque, voire injurie le débat. Cependant, là où elles sont ces fortes membranes de protection contre la liberté du débat sur le monde, les religions déistes se dilatent pour contenir, et elles le font à l'aide d'idées oubliées, mariées à des concepts honnis pour des conceptions de synthèse qui ont au moins l'avantage de surprendre les révoltés les moins lucides. D'ailleurs, ces

religions déistes ont en commun de devoir se renier pour intégrer le monde que le règne de la diversion économiste a produit. Elles ne peuvent pas, par exemple, critiquer l'Etat moderne, que leur antique dogme ignorait, sinon contredisait, elles ne savent pas si elles doivent répudier la concentration marchande du monde, immorale selon leur canon, et elles ont pour les miracles du spectacle de l'information les mêmes extases qu'elles tentent de provoquer autour des miracles divins. Aussi, c'est comme une fracture qui les traverse : d'un côté la voix surnaturelle du passé, de l'autre le vibrato électronique d'un présent qui s'y oppose. Toutes les vieilles religions déistes gèrent de manière empruntée cette contradiction qui les dénature. Le temps de leur retour, pour elles qui ont surpris la révolte en s'accrochant à son ultime wagon et qui ont arrêté son train par la répression, se contracte vite. Toutes méritent aujourd'hui le préfixe accablant « néo ».

Il s'agit ensuite du nationalisme et de ses variantes raciales. Eux aussi ont perduré sous la domination de la division de classes, comme une sous-division (Marx et Bakounine ne s'insultaient-ils pas en se traitant respectivement de *Russe* et de *Juif* ?), ou comme une vérité première sur laquelle la vérité de classes, indiscutable certes, ne venait que comme une superstructure sur une infrastructure (les libérations *nationales*, dans les trois premiers quarts de ce siècle, se sont toujours prétendues au service

Les belles émeutes de 1993



26 février : que respectent encore les Mooryhaann de Mogadiscio ? Pas l'ONU, les ONG et l'Unicef qu'ils attaquent, rackettent et pillent ; pas l'armée américaine contre laquelle ils se défendent (janvier-juin), contre-attaquent (juillet-septembre) puis expulsent (octobre) ; pas les chefs de clans qu'ils insultent, pas les journalistes occidentaux qu'ils lynchent, pas l'économie qu'ils spolient, pas la survie humanitaire qu'ils ignorent. Rien donc. Ah si : la vie, le plaisir, le jeu, le rêve, le débat.

du prolétariat). Aujourd'hui que la division de classes, indiscutée certes, n'est plus de salon, on voit tous ces prolétariens nationalistes se rebaptiser, au pas de charge, nationalistes tout court. La caricature en est le Front populaire de libération du Tigré, maoïste notoire, qui a pris le pouvoir en Ethiopie en 1991 sous injonction pressante du gouvernement des Etats-Unis, devant la menace de l'insurrection d'Addis-Abeba, qui était sur le point de reprendre le débat des kébélés interrompu en 1978. Ce mouvement de « libération » vient d'annoncer qu'il « donne la priorité à l'ethnicité » (Le Monde, 30-12-92).

Le nationalisme n'a pas de dogme, encore moins de théorie. Personne n'est nationaliste en soi, tous les nationalistes sont nationalistes quelque chose. Le nationalisme repose directement sur le terme de nation, et s'appuie indirectement sur les termes se légitimant de la Rome antique que sont « peuple », « Etat », « patrie », tous des termes glorifiés avec succès par les liquidateurs du débat de 1793. Le nationalisme repose sur l'idée vague qu'un certain nombre d'individus sont de même racine, c'est-à-dire de même descendance, que leur unité est donc de fait, et que leur (comme s'il leur appartenait) Etat était la reconnaissance de ce fait. Le nationalisme repose donc principalement sur le lien de procréation, le lien du sang, et accessoirement sur la notion de territoire, où, comme à Athènes, on pouvait devenir citoyen en habitant le sol d'Attique sans être de même souche que les autres citoyens. Les frontières généalogiques et géographiques sont par ailleurs très floues, contestables sans fin à l'intérieur d'une notion aussi peu rigoureuse, et fort contradictoires entre elles. Cette imprécision conceptuelle nécessite d'adjoindre au nationalisme d'autres termes pour le décharger et le compléter. C'est ainsi qu'apparaît « ethnique ». « Ethnique » permet de subdiviser le national, ou de fonder des minorités à l'intérieur de « nations ». « Ethnique » avalise les disputes de frontière à l'intérieur de national. « Ethnique », qui fait scientifique, a l'avantage propagandiste d'être presque homonyme d'« éthique », ce qui dans l'ignorance ambiante ne dessert pas. « Ethnique » est donc un diviseur nouveau, maniable et efficace, qui modernise et diversifie le nationalisme. Plutôt offensif, il n'est devenu odieux que depuis qu'il est identifié à la guerre de Bosnie. Mais ainsi il remplit une fonction de protection du nationalisme : il est comme une sorte d'intégrisme qui met à l'abri les croyants non pratiquants du nationalisme, c'est-à-dire à peu près tous les autres. Même les antinationalistes affichés soutiennent encore des « nations » minoritaires, comme les Indiens d'Amérique par exemple, et à la question « d'où viens-tu ? », chacun pointe encore sur la couleur de sa carte d'identité ou ressort la sonorité chantante du nom d'un vulgaire Etat.

L'absence de critique du nationalisme est donc généralisée. Elle tient, au travers de l'approbation tacite, essentiellement à l'absence d'une analyse de notre société. Jusque dans « l'internationalisme prolétarien »,

qui n'est d'ailleurs que rarement compris comme volonté de supprimer la division qu'est la nation, la critique du nationalisme n'est plus qu'une litanie furieuse et sourde. Or, il s'agit de reprendre cette critique internationaliste, parmi les autres critiques qui constituent la part vaincue du débat des pauvres en révolte lors de la division *effectuée* après 1923, mais dans les concepts de notre monde qui se fait. Le nationalisme n'est pas une vile manoeuvre de la bourgeoisie pour diviser les prolétaires (comme en 1914). Le nationalisme est la réaction de 1793 qui essaye d'empêcher le débat des pauvres. Le nationalisme, parce qu'il a su, pendant deux siècles de lénino-keynésianisme jacobin, s'adapter en souplesse aux différents virages dominants de la division des humains, est aujourd'hui le concept de division le moins critiqué. C'est donc selon le nationalisme que les gestionnaires acceptent aujourd'hui de se diviser, et de diviser tous les autres, puisque ces autres ne prennent pas sur eux l'activité de division.

La division ethnique n'est pas non plus critiquée. Sa forme consciente, bosniaque, « l'épuration ethnique », soulève des flots d'indignation. Mais ce n'est que la morale, appuyée sur des comparaisons avec le nazisme, ce n'est que l'hypocrisie du spectacle, qui retourne de façon spectaculaire sa responsabilité en indignation vertueuse. Car il n'y a aucune critique de la division ethnique, au contraire. En Bosnie, ce sont les représentants du libéralisme occidental, « démocrates », Vance et Owen, qui ont fabriqué et tenté d'imposer une carte ethnique comme base d'un traité de paix. Serbes, Croates et « musulmans » sont divisés en tant que tels, parce que la bureaucratie titiste en avait décidé ainsi, puis parce que dans le dernier formulaire de recensement on s'est déclaré tel, et surtout parce que, pour les gestionnaires de ce monde, cette division est un exemplaire garantie de division entre leurs ennemis, les pauvres modernes. L'encouragement officiel à la morcellisation des Etats a permis à des petits arrivistes locaux d'armer leurs milices, de policer l'ensemble du territoire selon cette division, où le déluge de violence et d'humiliation interdit tout retour. De la Moldavie au Tadjikistan, toute l'ex-URSS est encouragée dans cette ethnicisation sanglante et accélérée. Depuis que l'infect nationalisme arménien du Karabakh a empêché la grande révolte de 1988 en Arménie de fédérer tout le Caucase, et de gagner l'Iran, jusqu'aux massacres des Ingouches révoltés pour les éliminer d'Ossétie du Nord en novembre 1992, la division ethnique n'a pas cessé de s'affiner comme moyen de déclencher des guerres qui évitent des révoltes. En effet, la guerre ethnique n'est pas l'affaire des ethnies en présence, malgré les apparences. Elle est l'affaire de ceux qui la constatent, avec tapage, en criant leur impuissance. Les pleureuses occidentales, en prenant partie en Yougoslavie contre les Serbes et en soutenant l'Arménie chrétienne, quasi occidentale, contre l'Azerbaïdjan, rééquilibrent ces guerres au profit du plus faible, mais les

rééquilibrent seulement, les font durer ; et en pleurant, annoncent bien qu'elles n'ont pas l'intention de les faire cesser. Car au fur et à mesure que leur propre bon peuple tolère et ces guerres et leurs idéologies porteuses, se dessine une division du monde nouvelle, qui n'est pas pour déplaire aux gérontocrates orphelins de la guerre froide.

c) La forteresse

La division des humains, religieuse, nationaliste, ethnique, n'est pas le résultat d'un vaste dessein, encore moins d'une théorie. Le mode de gestion de notre monde permet seulement à des vieillards de conserver des priorités, l'un ceci (par exemple l'industrie militaire), l'autre cela (par exemple le respect de la famille), et ceci tolère des chefs de guerre bosniaques (qui, par exemple, font tourner l'industrie militaire sur la base du respect de la famille). Il se dessine un monde, à moins qu'une opposition, à coup de gomme, dépasse la spontanéité de la révolte dans l'émeute moderne. Car, tout comme les dirigeants les plus modernistes de cette société raisonnent encore dans les termes révolus des habitudes de leur jeunesse, les vieilles organisations préposées à la révolte, engluées dans leurs passés d'échecs, manifestent beaucoup moins d'intelligence et de volonté que ceux qui se révoltent réellement. Dans la rue aussi, il y a deux partis : celui dont la colère est construite sur une analyse arriérée, communiste ou post-situ, et celui dont la colère vient de naître et empêche jusqu'à une analyse ; le premier de ces deux partis joue visiblement le rôle du vieux monde auprès du second, de *fusible* idéologique, comme l'a montré de façon exemplaire l'extrême gauche allemande lors des émeutes de Rostock.

Le capitalisme, dont les propriétaires se sont abstraits, et dont des valets salariés tiennent désormais fermement la gestion, n'en continue pas moins d'exister alors même que privé de la guerre froide, sa nourricière scission interne, il va bientôt être à son tour contraint de définir des objectifs anthropologiques. En attendant, il profite de l'effondrement et de la redistribution de biens de son ennemi spectaculaire, le prolétariat, en supprimant à la tronçonneuse minute cent ans d'« acquis ». La dérobade éperdue des syndicats, bientôt au chômage, continue de vérifier que ces gardes-chiourme des révoltés potentiels d'hier achetaient à « acquis » comptés cette tension paralysante qui a maintenu la « classe ouvrière » unie au-delà de la vérité qui a fait sa nécessité : son aptitude au débat sur le monde. Du point de vue des gestionnaires du capitalisme, c'est aussi à une reconstruction de l'espace, c'est-à-dire à une pose cohérente de nouvelles clôtures, pour la première fois à l'échelle du monde, que l'actuelle et frénétique redistribution des biens (moins selon une loi sur la propriété privée que selon une propriété privée sur la loi) correspond. Amérique du Nord, Europe occidentale et Japon constituent l'Eden de ce

monde. Le libéralisme occidental qui y siège et y gère désormais l'ensemble de la planète y supprime *l'usine*, là où elle est née. Comme pour Paris intramuros dans la seconde moitié de ce siècle, il s'agit d'évider ce centre, Amérique du Nord, Europe occidentale et Japon, de ses pauvres, de ses gueux, de ses *ouvriers*, de sa saleté donc, de sa négativité sûrement. Dans cette vaste serre, on mangera des tomates sans radiations, car ses dirigeants sont écologistes, ils ont eux-mêmes peur de la destruction de la planète ; de sorte qu'un compromis entre écologie et capital se dessine depuis longtemps : on pourra détruire, polluer, infecter tout ce qu'on veut à condition que ce territoire *capital* qui est en train de se délimiter soit complètement désinfecté, à condition qu'aucune pollution ne traverse cette frontière dans le mauvais sens, c'est-à-dire vers les Etats où ont existé les premiers partis « Verts ». Dans cette vaste forteresse, les services et l'annonce seront toute activité et nourriture. Cette vieille Europe (Amérique du Nord et Japon compris) sera un bureau avec des agences dans le reste du monde, un personnel de serviles et d'assistés, un vortex de conformismes appelés plaisirs, une synthèse entre la Rome républicaine et la Versailles absolutiste. Le silence qui accompagne son installation actuelle préfigure celui qui en sera l'aération, et le bruit de l'information dominante est déjà ce silence de notre monde.

L'enceinte est actuellement en construction. A l'intérieur, où les ouvriers sont donc supprimés, la police traque désormais pour les rejeter dans les combles les pauvres modernes venus de l'extérieur d'un tracé encore disputé (la République tchèque, le Mexique, la Corée du Sud, Jérusalem-Est seront-ils en ou hors paradis ?). Un nationalisme particulier trace cette frontière particulière. Les différentes « nationalités » de la forteresse, en effet, atténuent leurs ostracismes réciproques, pourtant séculaires, et renforcent ceux contre l'extérieur, qui ne sont nés que depuis deux générations dont l'aînée n'est pas encore éteinte. Le « néo-nazisme », qui n'est pas ingénu comme le nazisme en ce sens que le nazisme a produit du spectacle alors que c'est le spectacle qui a produit le néo-nazisme, cette caricature d'idéologie entretenue à bout de bras par l'information de la forteresse, a cette fonction garde-muraille. Outre son caractère de scandale permanent, de feu de paille sans cesse entretenu pour éblouir tout ce qui est vertueux, le « néo-nazisme » est une forme de pression conceptuelle sur les gouvernements, et dont les gouvernements sont complices, pour réviser les « codes de nationalité » de sorte à les adapter à la réorganisation de notre bunker.

A l'extérieur, les guerres ethniques sont comme des feux, nettement moins de paille ceux-là, allumés pour arrêter l'invasion. Vu sous cet angle prophylactique, la Bosnie sert de champ d'expérimentation. Les gestionnaires de ce monde, qui ont commencé leurs carrières dans la hantise d'une révolution, prolétarienne, les terminent dans la hantise de la même révolution,

russe comme Bakounine, simplement débarrassée de son encadrement ouvriériste, économiste, stalinien. La déroute de l'Etat (Elsine ! Eltsine !), le pillage occidental de la marchandise en Russie (Elsine ! Eltsine !) leur font craindre une révolte nationaliste, ou pire, *iranienne*, dans ce qui était l'ex-URSS ; ils semblent là victimes de leurs propres idéologies : ni le nationalisme ni la pénurie de marchandises n'ont provoqué de révolution en ce siècle, si une révolution est bien une révolte qui prend le monde pour objet. Mais c'est contre le déferlement de ce cauchemar que ces gestionnaires barrent et détruisent de grandes zones par de meurtriers débouchés de leur production d'armes. Les guerres ethniques ont évidemment aussi un caractère exemplaire de la division qui contient en réserve une menace plus directe que la démocratie hypocrite. En effet, la guerre ethnique est ce qu'on gagne quand on retrouve la « liberté » ; ou mieux encore : avez-vous remarqué que les guerres ethniques autour de l'ex-URSS ont toutes eu des révoltes spontanées ou des émeutes à leur origine ? Voilà ce qu'il en coûte de profiter d'un écroulement de l'Etat, d'une carence de la police, d'une inadvertance de l'information, d'une exploitation insuffisante. Et, sous ce régime de guerre ethnique, l'information dominante, autorité morale et intellectuelle de la forteresse, a placé et approuvé récemment l'Afghanistan et presque toute l'Afrique, en partant de celle du Sud. Ce type de guerre, qui s'affranchit des règles morales usitées dans les guerres, exclut ainsi, par la terreur, d'y être opposé. Que sont devenus les émeutiers de Sarajevo qui manifestaient contre la partition ethnique le jour même où a commencé la guerre ? Essayez un peu de défendre nos thèses dans un township de Durban ! Devant une synagogue ou une mosquée de Jérusalem ! L'épuration ethnique est, en dernière analyse, cette épuration mentale qui fait que la Bosnie peut être à la Une de l'information tous les jours depuis un an, sans provoquer la moindre colère chez un public qui a renoncé même à essayer d'imaginer une solution aux horreurs dont il se désole avec indifférence.

La forteresse est l'asile de cette lobotomie, le siège du capital, de la police et de l'information mondiales. Pourtant, en cette trinité du pouvoir, il est lent, il est difficile de partager les tâches. Il faudrait pour cela à l'ennemi des stratèges, et non pas des arrivistes qui ne regardent toujours que ce qui est à conserver, non sans loucher, à la dérobée, sur l'avenir comme sur ce qui est à soustraire aux autres. Il faudrait donc *poser* la forteresse, ce qui est actuellement très périlleux en l'état de sa construction plus ou moins fortuite. Les Etats de la vieille Europe ne sont pas prêts encore à abdiquer en faveur d'un Conseil d'administration où siègerait un quota d'un tiers de journalistes et d'un sixième de gardes du corps. Le capitalisme triomphant à crédit n'est pas encore en mesure de comprendre sa propre essence mafieuse, son actuelle accumulation primitive de *corruptions*. Et la police, y compris celle des idées, serait

confrontée à l'idée, éminemment subversive, que la survie dans une forteresse épurée serait probablement étouffante à un point insupportable, et que les frontières, même transformées en murailles, risquent d'être indéfendables, en proportion au rapport de l'âge moyen de ceux qu'elles renferment par l'âge moyen de ceux qui l'assaillent. En attendant, *si nous laissons terminer cette division*, il faut s'attendre, après l'actuel stade de fermeture sur l'extérieur, à des expulsions massives des aspirants salariés indésirables que *nous sommes*. Comme pour Paris intra-muros, il faudra que la majorité des non-gestionnaires quitte la zone des décisions mondiales. La destination ne sera pas non plus « libre », car autour des têtes de pont comptoirs-postes-de-police-agences-de-presse, hors de la forteresse, les zones seront spécialisées : l'Extrême-Orient, par exemple, deviendra la zone industrielle, le terrain vague épuré des ruines de Tchernobyl qu'est la steppe russe ferait une excellente poubelle universelle, l'Afrique noire est déjà un champ d'expérimentations médicales et militaires. Et les bidonvilles d'Amérique latine, et les Etats islamiques trouveront bien, avec les architectes planétaires qui ne manqueront pas, des fonctions, encore plus affinées, qui ressembleront, prises ensemble, à ce qu'on appelait, il y a peu encore, la *division du travail*.

Les belles émeutes de 1993



Le 15 mars, puis surtout le 5 avril, à Bamako, le négatif à tête, jambes, pensée, sexe et sourire humains s'en prend à la résidence du président Konaré, brûlée, au siège de son parti occidémolib, saccagé, aux voitures garées devant, flambées, au centre culturel, aux résidences du ministre de la Culture et du secrétaire général du parti, incendiées, à l'Assemblée nationale, cramée, à plusieurs ministères et aux « Echos » qui leurs sont proches, pillés. Un gouvernement s'écroule puis saute. L'armée défend la télévision, dommage, les nouvelles auraient été encore plus chaudes.

2) Identité individuelle

Qu'est-ce qu'un individu humain ? Le dénominateur commun le plus trivial consiste à faire correspondre chaque individu à une masse physique déterminée, séparée des autres et identifiable en tant que telle par un nom propre.

Ce nom, sanctifié par l'Etat et souvent enregistré par l'autorité religieuse, se compose d'un nom de *famille* (ou de tribu ou de clan ou de n'importe quelle organisation gentile), qui désigne la plus petite unité consanguine à laquelle appartient la masse physique considérée, et d'un prénom, qui à l'intérieur de cette unité distingue les différentes masses physiques de même nom et tire généralement son appellation d'un personnage loué par la religion. Il est donc difficile de trouver une appellation plus conservatrice et dégoûtante se référant à tout instant aux liens les plus misérables dans lesquels l'humanité est encore ligotée jusqu'au cou que l'écrasante majorité des noms particuliers existant sur cette planète.

Si le nom a pu être, jusqu'à il y a une poignée de décennies, l'insigne dont la brillance était équivalente de la gloire du particulier qui l'arborait, et que donner de la grandeur à son nom, se faire un nom, était l'objectif positif le plus loué de l'ambition, il n'en est plus rien aujourd'hui. La multiplication des particuliers et les étranges retournements de l'esprit contingents à cette multiplication ont détruit cette carrière, cette conquête. Le spectacle, qui est le plus spectaculaire de ces retournements, a ainsi scindé deux concepts jadis conjoints : célébrité et gloire.

La distinction entre célébrité et gloire ne provient pas, en toute franchise, de leur étymologie ou de leur usage courant. A la rigueur on pourrait remarquer que la célébrité étant résultat de l'acte d'être célébré, elle procède d'abord des autres, alors que la gloire, au contraire, rejaillit sur les autres ; il y a de la contemplation dans la célébrité, et plutôt de la maîtrise dans la gloire. Mais, sans que les mots s'y prêtent de par leur origine, le mouvement pratique de la pensée a divisé la fonction d'être connu. Ainsi je dirais, assez arbitrairement, que la célébrité est la gloire spectaculaire, contemplée, et la gloire est d'être connu dans les faits, aujourd'hui donc nécessairement contre le spectacle. Dans la célébrité, ce pour quoi on est connu est inessentiel, dans la gloire, c'est d'être connu qui est inessentiel. La célébrité est une forme du paraître, la gloire est une forme de l'être. La célébrité est un conservateur d'apparences, la gloire est un rayonnement de l'authenticité. La célébrité se fabrique quotidiennement,

alors que la gloire ne se mesure qu'à l'échelle de l'histoire. Ainsi, de ces deux distinctions positives, la célébrité s'acquiert plutôt instantanément, alors que la gloire a plutôt un parfum posthume. Aujourd'hui, il n'apparaît pas possible d'atteindre à la gloire sans être célèbre, mais il apparaît également impossible d'atteindre à la gloire en acceptant la célébrité.

C'est que l'intermédiaire entre l'individu et la célébrité est devenu aujourd'hui un mécanisme complexe et inévitable, mais que l'individu célèbre ne peut ni maîtriser, ni mépriser. Ce mécanisme est celui de l'approbation de cette société : la façon la plus courante d'atteindre à la célébrité est de réussir une carrière permise, dans la gestion, la culture, l'encadrement, l'information. L'information, en effet, est le dernier goulot d'étranglement avant la célébrité. Ainsi, les informateurs sont ceux qui rendent célèbre ou non, étant cependant tenus à un minimum incompressible de célébrations, et à un maximum possible ; ainsi, les informateurs eux-mêmes sont incomparablement célèbres par rapport à leur activité, et, ainsi, lorsqu'un obscur technicien de télévision, par exemple, meurt, vous verrez son panégyrique télévisé. On ne peut donc pas devenir célèbre sans accepter les règles de l'information dominante. Ceci implique des compromis : il faut notamment renoncer au projet de détruire cette information.

Mais la célébrité, si elle est toujours le fait de l'information dominante, peut aussi arriver à l'individu sans sa volonté. Car l'information, dans ses mauvais remake de Cendrillon, a une sorte de quota non écrit d'anonymes à faire parvenir à une célébrité plus ou moins tapageuse, dont justement rêvent la plupart des anonymes, comme l'aura vérifié avec éclat l'émeute d'avril 1992 à Los Angeles. Les pigeons dorés de l'impôt indirect appelé Loto, par exemple, sont les caricatures de ces malheurs qui arrivent aux pauvres tant que les pauvres croient que ce sont des bonheurs (« Tout joueur de Loto se fait enculer par l'Etat, même s'il gagne », « pour un milliard, je veux bien me faire enculer par l'Etat »). D'autres exemples sont ceux de ces héros de faits divers qui n'avaient pas pour but la célébrité, et qui se retrouvent en bute à des calomnies massives ; ou encore, ces groupes de rock, cinéastes, écrivains, acteurs, souvent très jeunes, bombardés dans une célébrité qui était parfois fort étrangère à la raison de leur présence dans ces métiers de la culture où ils pensaient pouvoir exprimer un avis, voire une critique, et qui voient alors brûlé le zénith de leur vie qui s'achève ainsi après avoir à peine commencé.

Raclure de Bidet, à l'époque où on l'appelait encore Guy Debord, s'était aménagé une bien douteuse exception en prétendant : « Mais je suis justement, dans ce temps, le seul qui aie quelque célébrité, clandestine et mauvaise, et que l'on n'ait pas réussi à faire paraître sur cette scène du renoncement. » La suite prouva que, même en entrant en ennemi *dans* le

spectacle, on entre sur la scène du renoncement. La célébrité aujourd'hui refait les mêmes expériences que le carriérisme social hier : on n'a encore jamais vu réussir ceux qui se proposaient d'exploser les postes de commandement ennemis après s'y être infiltrés déguisés, sauf dans les films d'Hollywood et c'est déjà tout dire. Si donc on est ennemi du discours dominant, non seulement il ne faut pas le parler, mais il faut qu'il ne parle pas de vous. Il ne suffit pas de ne pas rechercher la célébrité, il faut l'éviter préventivement, même quand il y a fort peu de chances qu'elle guette. De la célébrité, il n'y a pas de retour, car à l'échec d'avoir subi cet ersatz, ce condom de gloire, s'additionne celui de ne pas pouvoir le maintenir. Même chez la luciole la plus forcenée, la plus habile, la plus accro des spots, la célébrité ne dépend pas d'elle. Vos compromis et vos renoncements, le spectacle les signe sans votre avis, et, comme chez Orwell, plus on est près du feu nourricier, plus on le nourrit.

Les membres de la Bibliothèque des Emeutes, quoique peu en danger immédiat de célébrité, se prémunissent ainsi contre cette offense : ils utilisent des pseudonymes. Ces pseudonymes, cependant, ne sont pas dans l'équation : une masse physique indépendante = un pseudonyme. En effet, la vieille acception de l'individu humain, si elle repose sur la *croissance* d'une unité physique positive insécable et universelle, est démentie par l'esprit. Tout individu humain réduit à cette *vision* comprend cependant des mouvements d'esprit extérieurs à cette unité physique qu'il est censé être, et hors d'elle, mais mis hors d'elle par lui. De l'aliénation il ressort que tout ce qui est à l'intérieur de ma masse physique, ou ce qui est présumé tel, n'est pas moi, et, en dehors de ma masse physique, ou ce qui est présumé tel, il existe des mouvements qui sont moi, y compris en toi. Ma pensée, y compris dans mon action, qui est un identifiant autrement plus précis et plus exact que ma masse physique, est encore plus mobile que cette masse physique, se retrouvant dans d'autres masses physiques, parfois de manière à désigner indubitablement ma masse physique, parfois mêlée inextricablement avec celle d'une ou de plusieurs masses physiques pas toujours identifiables. Ainsi, les noms à la Bibliothèque des Emeutes ne sont pas a priori le remplacement d'un total composé d'un prénom + nom de famille, car ils peuvent désigner une fonction, une période, un mouvement particulier, un affect. Ils peuvent même désigner des individus humains dans leur nom d'état civil, soit par ironie, soit par affectivité, soit par provocation ; car nous ne cherchons pas à dire que la masse physique est une identité absolument irrecevable de l'individu humain, mais qu'elle n'est qu'une division de la pensée, une conception qui, dans sa rencontre avec d'autres divisions de la pensée, avec une autre conception, révèle en quoi l'individu n'est pas réalisé, ce qui signale dans le même moment que le genre n'est pas réalisé.

Cet usage du pseudonyme, tel que nous le pratiquons et le conseillons aujourd'hui, n'est donc pas une protection contre la police d'Etat, qui a prouvé qu'elle nous trouve beaucoup plus facilement que nos amis, mais à qui cette capacité ne sert que si nous devenons célèbres ; mais contre la police de la pensée, qui commence à nous rechercher mais ne nous découvre pas, parce que dans la conception actuelle affichée par cette police qui est l'information dominante, découvrir et rendre célèbre sont la même opération ; et rien de ce qui lui est hostile n'a encore résisté à son investigation.

H. NIMOH, K. SAKASSAC, J. SMITH.

Les belles émeutes de 1993



En France, la guerre entre « cités » et Etat entre dans une phase irréversible après avoir débordé dans le no mens land entre les deux : le 7 avril, « bavure » mortelle dans le XVIII^e arrondissement de Paris, le 8, loin des spots branchés, la police se prend une rouste inavouable, le 10 l'émeute dégouline jusqu'au Châtelet. Jusqu'à fin octobre, de Wattrelos à Arles, au moins douze escarmouches d'intensité comparable passent dans les faits l'exigence d'une prochaine fédération des révoltés de banlieue.

LA RETRAITE DU COMMUNISME

Notre maladresse à nous exprimer n'est pas l'unique raison de ce que nous soyons mal compris. Nous devons en effet affronter des habitudes de pensée entièrement étrangères à notre discours et qui, si elles entendent certains faits ou mots-clés, les rattachent à une logique qui n'est pas celle qui les produit.

Ce que nous essayons de poser actuellement est principalement le concept de finalité. Nous partons du principe fort simple que seul ce qui se finit se vérifie, que l'infini ne se vérifie pas. Il relève de la croyance, d'une sorte de mysticisme, de supposer quelque infini. L'histoire, le temps même, l'humanité, l'ensemble des nombres entiers positifs sont finis en puissance. Il reste à les finir en actes. Le but de l'humain, dans cette perspective, n'est autre que de finir l'humanité. Le communisme que défendent GCI ou Théorie Communiste est un but diamétralement opposé, puisqu'il ne se propose nullement la fin des choses, qu'il laisse dans le meilleur des cas au hasard et à l'imprévu, et qu'il nie dans le pire des cas. Le communisme est un but qui contient en effet implicitement l'éternisation millénariste de l'humanité. Cette éternisation nous paraît tout à fait contraire, non seulement à la finalité de l'espèce, mais à nos propres désirs. GCI, au moins, admet que le communisme a une fin. Mais alors, soit la fin du communisme est la fin de tout, et cette fin est donc beaucoup plus intéressante que le communisme, soit il existe un au-delà au communisme et alors le communisme devient l'étape intermédiaire à cet au-delà, comme le socialisme était censé le devenir pour le communisme, et les mêmes réserves que les communistes ont eu la logique de poser face au socialisme doivent se poser face au communisme. Dans les deux cas, où l'on admet que le communisme est fini en puissance, il n'est qu'un moyen. Comme tout moyen, il ne dépend pas essentiellement de son commencement, mais de son but et c'est donc ce but qui mérite tout l'intérêt qu'il usurpe. Et s'il n'est pas fini en puissance, s'il est donc infini, le communisme est une fixation de la pensée, toute identique à la religion. La façon de penser qui nous oppose aux communistes et au monde actuel tient principalement en ceci : nous partons du but, mais pas d'un but intermédiaire qui pourrait encore s'avérer moyen, comme le communisme, non, de la fin de la totalité elle-même, pour déterminer notre projet et les différentes activités à mener pour le réaliser.

Cette fin, il est presque tabou de l'évoquer aujourd'hui, et quand il en est question, ce n'est que sous forme de catastrophe, ce qui renforce le tabou. Au contraire, nous pensons que c'est à l'humanité de réaliser sa propre fin, et que le contenu de l'histoire n'est que cette réalisation. Le tabou fait objecter que cette fin viendra bien toute seule, peut-être même nécessairement. Nous pensons que si la fin de l'humanité vient toute seule, si l'on peut dire, c'est alors qu'elle sera une authentique catastrophe. Préparer cette fin, achever l'humanité, la vérifier, lui donner la réalité dont elle manque aujourd'hui, c'est le contraire de la catastrophe, c'est l'être humain ayant aboli la catastrophe. Ceci présuppose une connaissance que l'humanité est loin, hélas, d'avoir encore. Et le communisme est peut-être une étape intermédiaire à l'acquisition de cette connaissance, et peut-être pas. Mais quelles que soient les conditions de la réalisation de cette fin, la Bibliothèque des Emeutes essaye d'en communiquer deux qualités indispensables : la première c'est que c'est un plaisir, une jouissance, et donc que le plaisir et la jouissance se retrouvent nécessairement dans les étapes de sa réalisation ; la seconde, c'est l'urgence : car j'ai, moi, comme besoin fondamental et générique celui de vivre cette fin de la vie. J'ai donc l'ambition de le réaliser dans le temps très bref, beaucoup trop bref à certains instants, qui m'est imparti. Je sais que j'ai fort peu de chances de parvenir à cette fin, d'autant que je ne suis pas opposé à admettre que des étapes intermédiaires nécessairement plus longues que ce temps peuvent s'avérer indispensables. Car l'excellence de la pensée devra être telle qu'elle est aujourd'hui tout à fait inimaginable. Mais rien, en revanche, n'interdit de penser que ce progrès n'arrive de façon fulgurante. Les révolutions ont toujours vérifié des accélérations impensables de la pensée. Pour atteindre l'objectif qui unifie le mien en tant que particulier et celui de l'humanité en général, une révolution est indispensable. La rupture avec l'organisation de l'humanité aujourd'hui est primordiale pour poser sa fin, consciente et voulue, comme un accomplissement, et non comme un regret. Cette rupture est en même temps une rupture avec la pensée positiviste, humaniste, naturaliste et matérialiste. Contrairement à tous les systèmes de pensée issus de la défaite de la révolution française, nous ne pensons pas que l'humanité soit une petite partie de la grande nature, mais plutôt que la nature est une des formes de la représentation de la pensée. Enfin vous dites que le but poursuivi par le mouvement communiste est l'épanouissement, le bonheur et le plaisir pour l'ensemble des membres de la communauté humaine. Rappelons au passage cette vieille analogie éculée un peu oubliée au temps où l'effondrement du stalinisme interdit de relier le

communisme à d'autres crapuleries de la pensée qui cherchent à se renforcer de cette chute, que le christianisme ne se distingue en rien de cette volonté de félicité. Mais, pour notre part, nous ne pensons pas ces concepts possibles dans leur calme et paisible infinitude ; au contraire, épanouissement, bonheur et plaisir ne sont pour nous réunis que dans le plus bref des instants, l'instant terminal.

Vous voyez donc que c'est en partant de la fin que nous répondons aux différentes interrogations que pose le ici et maintenant, et non pas, comme le fait la pensée dominante, du libéralisme le plus sauvage au communisme le plus honnête, qui déduit la fin d'un cheminement aléatoire et successif. Dans cette linéarité déductive, le besoin est le moteur. A la lecture de votre lettre, nous sommes effarés d'être aussi mal compris sur cette problématique du besoin. C'est là que nous affrontons centralement des plis de pensée que notre société a transformés en évidences depuis l'enfance ; c'est là que la cohérence de la théorie de la BE est généralement oubliée par ses lecteurs qui, sur un sujet qui leur paraît si trivial, rejettent soudain nos opinions comme étranges, et ne les considèrent plus comme logiques dans l'ensemble de ce que nous disons, mais se contentent de réaliser des greffes de détails de notre pensée sur leurs propres convictions antérieures.

Qu'est-ce que le besoin ? C'est ce qui est nécessaire à l'existence. Vous listez 14 besoins, dont manger et aimer. On ne peut pas exister sans manger. Mais même des infirmières peuvent exister sans aimer, qui n'en a pas rencontré ? Aimer n'est nécessaire qu'à ceux qui aiment. Maintenant on peut évidemment décider qu'aimer est un besoin de l'existence en général. Cette équation entre besoin et amour méritera d'être discutée, sans aucun doute, le jour où existera ne serait-ce que l'embryon d'une théorie de l'amour (Platon, Stendhal, Breton ne font pas l'affaire). La conception large du besoin peut également s'appliquer à la finalité, comme je l'ai fait plus haut : l'humain tend vers sa fin, la fin de l'humain est un besoin de l'humain. Là, pourtant, le besoin semble mieux établi que pour l'amour : pour exister, l'humain a besoin de finir. Plus par sa nouveauté que par son absence de vérification, cette conception du besoin est discutable, il est même urgent de la discuter. Nous l'écartons donc, provisoirement, de ce différend sur le besoin, car, comme ont tendance à le faire GCI ou les écoles d'infirmières, nous éviterons d'élever au rang de besoin tout ce qui nous paraît essentiel. Le besoin, tel que nous l'entendons, est donc ce qui est nécessaire à la survie chez tous les animaux. Nous ne discutons en rien l'animalité de l'humain. Seulement, au contraire de ceux qui voudraient faire de l'humanité une petite partie de la grande nature,

nous fondons nos choix non sur l'animalité de l'humain mais sur son humanité. C'est en ce sens que nous critiquons une société organisée autour du besoin, c'est-à-dire autour de la survie commune à tous les animaux. Nous préconisons une société construite autour de la vie, c'est-à-dire ce qui distingue l'humain de l'animal : sa capacité à mener un débat sur sa propre réalisation, sur sa propre fin. Nous nions absolument pas qu'il faille manger pour atteindre ce but. Nous nions uniquement qu'il faille s'organiser autour de la nourriture, comme c'est le cas aujourd'hui et comme ce serait le cas dans le communisme, pour l'atteindre. Lorsque je rencontre quelqu'un, il me faut du carburant pour y aller, mais le carburant est tout à fait accessoire. Si j'organisais ma vie autour du carburant, si mes rencontres dépendaient du carburant, et non l'inverse, elles seraient encore plus misérables qu'elles ne le sont, parce qu'elles ajouteraient à la difficulté actuelle de la rencontre l'absurde de mettre la charrue devant les boeufs, de s'organiser autour du moyen au lieu de s'organiser autour du but. En d'autres termes, nous plaidons pour une humanité qui prenne des risques avec son estomac et sa sécurité, mais qui reporte toute son attention sur son objectif.

Les belles émeutes de 1993



Rarement encore autant de guérilleros n'ont convoité aussi peu de soumis. Après trois ans de relative mainmise, voici ces arrivistes de la gachette constamment débordés dans la capitale Srinagar, et notamment le 10 avril (des centaines de boutiques incendiées, 40 morts), les 2 et 3 août (30 000 manifestants, 6 morts) et même lors de l'occupation spectaculaire d'une mosquée par les récupérateurs les 20, 22, 23 octobre à l'occasion de manifestations de soutien un peu trop larges, qui font 40 nouveaux morts.

Parce que, une erreur sur la fin de l'humanité, comme elle est commise aujourd'hui à tous les instants, est une erreur autrement tragique que de mourir de faim ou d'un tremblement de terre. Il est d'ailleurs facile de constater que sous prétexte d'assurer la survie, l'humanité prend des risques délirants, car inconscients, et qu'elle n'en parvient pas davantage à assurer la survie. Le projet du communisme serait la satisfaction des besoins ? Une fois de plus, nous ne pensons pas que cette satisfaction soit possible séparément du but de l'espèce, ni même souhaitable en elle-même. Cette pseudo-abondance nous paraît un des rêves les plus caractéristiques de cette « petite bourgeoisie » du XIXe siècle, dont les héritiers sont aujourd'hui partout au pouvoir, parce qu'ils ont réussi à convaincre leurs ennemis d'alors, ouvriers et autres gueux, de la prééminence de cet objectif si proche et hors d'atteinte, comme une saucisse sur un mat de cognac huilé à la sortie d'une beuverie générale.

C'est pourquoi la BE peut se dire en désaccord complet avec le Capital de Marx. Non que nous ayons à redire sur le fétichisme de l'argent, la circulation de la marchandise, ou l'analyse des différents modes d'exploitation et d'accumulation, mais c'est l'ensemble avec lequel nous ne nous accordons pas. Comme l'a fait justement remarquer Voyer, Marx ne critique pas l'économie politique, mais s'oppose au parti qui la gère ; Marx ne s'oppose qu'à une économie politique, à laquelle il oppose en projet une autre ; et de la sorte, Marx renforce l'économie politique, devient le théoricien d'un monde non plus géré par les gestionnaires séculaires que représente collectivement la bourgeoisie, mais d'un monde géré collectivement par les pauvres qui travaillent, les ouvriers. Mais nous, pour qui la gestion doit devenir une activité secondaire et subordonnée de l'activité humaine, comme la cuisine est généralement un lieu secondaire et subordonné de la maison, nous voyons essentiellement dans le Capital l'affirmation de la gestion, de la cuisine, comme l'essentiel. Lorsque le débat sur l'humanité, c'est-à-dire sur sa fin, sera posé, qu'importe comment sera organisée la corvée de l'approvisionnement. Alors que dans le Capital, la corvée de l'approvisionnement devient source de toute richesse, devient tout débat posé, et le point de vue de Marx qui divise les camps autour de ce débat a même pour effet d'interdire tout autre débat. Il en va toujours ainsi lorsqu'un faux débat ou lorsqu'une question d'intendance deviennent dominants ; et c'est sous les ongles et les invectives des valets que la vision d'ensemble est perdue, que la cuisine devient le lieu où l'on tire le couteau, où l'on devient Nègre et Blanc, Croate et Serbe, communiste et social-démocrate, blanc bonnet et bonnet blanc.

Ainsi, considérer l'économie dans la perspective de la valeur telle que Marx la conceptualise correspond à une vision économiste de l'économie. D'abord nous considérons la valeur non pas comme ce qui transforme toute chose en marchandise mais comme ce qui transforme toute chose en idée de l'échange en accord sur ce point avec la théorie de Voyer. Insensiblement, à partir de Marx, le concept de valeur devient une réalité matérielle, et à ce titre commence une sorte de fétichisme de la valeur qu'on observe couramment chez tous les communistes. Or la valeur, certes puissante et agissante, n'en demeure pas moins une pensée, tout à fait dépourvue de tout ce qu'on peut signifier par le concept de matérialité. Si l'on pouvait parler de « valorisation », ce serait l'ensemble des idées de l'échange, c'est-à-dire le mouvement de la transformation réciproque des choses par la pensée, une idéologie active, une propagande de gestionnaires. L'économie de la sorte n'est ainsi un phénomène pratique, réel en lui-même, qu'en tant que police des idées, une diversion biséculaire qui a érigé une vision du monde telle que les pauvres sont sommés de prendre partie pour l'un ou l'autre de ses camps, celui de Marx et celui que critique Marx, comme, à une époque à peine antérieure, le christianisme les sommait de prendre position pour le catholicisme ou le protestantisme. Depuis deux cents ans la dispute tourne autour de la production, de la distribution, de la consommation. C'est, comme de savoir si la divinité est créée ou si la transsubstantiation est un problème de foi ou de raison, un véritable faux problème qui arrête l'espèce dans la recherche de sa réalisation. Vous parlez de 1984. L'économie est la religion du monde de 1984, donc du nôtre. Le roman d'Orwell, objecterez-vous, est justement exempt de religion ? Mais oui, c'est sa faiblesse : si Orwell ne parle jamais de la religion de 1984, c'est parce qu'il y croit ! Et il y croit à la manière de GCI quand GCI est sincère, ou de nos autres ennemis gestionnaires quand ils sont persuadés de ne pas mentir : les rapports de production, de gestion, les pénuries et leurs cortèges de désastres sont à ce point inéluctables qu'ils ne forment plus qu'un décor apocalyptique dont la simple réalité n'est même plus discutée, aussi peu chez Orwell que chez GCI ou Balladur.

Si la révolte moderne ne déchire pas encore l'illusion métaphysique, elle seule peut le faire. Elle seule est le négatif, et ce que la Bibliothèque des Emeutes y observe est d'abord son actuelle liberté de toute cause positive, le communisme bien évidemment inclus. Le danger existe certainement que nous fassions dire aux événements ce que nous voudrions bien qu'ils disent enfin. Mais la révolte moderne est tellement embryonnaire qu'elle ne dit pas grand chose, sauf « table rase de tout ce qui est dit, table rase de tout ce qui est ». Sa liberté est sa faiblesse, sa faiblesse est sa liberté. Il n'est

donc guère facile de lui faire tenir un discours, tant elle en est à la première onomatopée. Mais cette première onomatopée n'est pas en contradiction de notre discours, alors que ce peu l'est déjà du communisme. La révolte moderne, telle que nous l'observons actuellement, est une potentialité ; c'est la seule étincelle qui peut, mais ne doit pas nécessairement, contenir notre projet, seul ce qui en sera fait le prouvera. Ce qui s'oppose encore à notre possibilité de manipulation des événements, c'est que, contrairement aux organisations communistes, nous n'entendons pas diriger la lutte. En effet nous pensons que le débat qui doit en sortir doit d'abord manifester dans son organisation la critique de la hiérarchie, et accepter en préalable que la proposition la plus singulière même soit honorée d'une réfutation. Si nous sommes assez méprisants des routiniers de la théorie, quelle qu'elle soit, nous sommes d'autant plus humbles devant les révoltés réels, dont nous attendons le tracé de la suite, tracé pour lequel nous n'avons pour l'instant pas de préférence. Mais ce tracé est irréversible. Nous sommes donc très attentifs à ce que disent les événements, et nous attendons même qu'ils nous contredisent. Enfin, contrairement à Orwell, nous ne sommes pas opposés à la retouche rétrospective d'événements. Au contraire, nous pensons que considérer un événement de la même façon le jour même et un siècle plus tard tiendrait de l'incapacité à produire son origine, qui le nie. Orwell est horrifié par la retouche policière du passé. Mais dans cette retouche policière, ce n'est pas la retouche qui horripile, mais son caractère policier. Le changement d'un événement, après qu'il ait eu lieu, fait partie de cet événement. Marx et Engels encore davantage ont eu tout à fait raison de vouloir reconstruire l'ensemble et le détail du passé selon leur théorie de leur monde. Ainsi ont-ils tenté de corriger toute l'histoire en histoire économique et, même en critiquant leur théorie, on ne peut que saluer la logique qui leur a fait vouloir confronter les événements, présents et passés, à leurs conceptions. Si la Bibliothèque des Emeutes en avait le temps, elle en ferait de même.

Elle n'en serait pas moins embarrassée pour définir la spontanéité, qu'elle applaudit pourtant dans les émeutes. Disons que s'il existe probablement une organisation inconsciente des personnes qui se réunissent dans ces événements, il ne s'y voit jamais de concertation commune à tous et préméditée. Les émeutiers modernes ne sont ni médiatisés par des chefs ni encadrés par des spécialistes. Ils n'ont pas défini de but, ce qui justement les permet tous, et aussi, les interdit presque tous. Et ils ne se connaissent pas tous entre eux, se rencontrent donc dans une occurrence violente et illégale. L'immédiateté négative, souvent destructive, est l'étincelle de cette

friction. Ce qui précède pourrait passer pour une définition de la spontanéité relative, étant admis qu'il n'en existe pas d'absolue. La caractéristique qu'il nous intéresse de relever dans cette spontanéité nuancée, c'est qu'elle n'est pas essentiellement réactive, mais d'abord offensive. Il ne nous intéresse pas d'entamer un débat sur l'étroite interpénétration de défensive et offensive. Nous ne contredirions pas, en cela, l'analyse de Clausewitz. Mais nous continuons de penser que ce qui manque au parti de la révolte c'est de connaître son ampleur, c'est de prendre confiance en son ubiquité et en la grandeur de ses perspectives. C'est pourquoi nous ne présentons que des gestes offensifs. Non pas que nous ignorions que la défensive est un moment dialectique de l'offensive, et à ce titre, pratiquée par tous ceux qui s'affrontent, à titre collectif ou individuel. Mais, dans le choix et l'affirmation de notre but, ce n'est pas elle qui a aujourd'hui besoin de publicité. La BE n'est pas, comme les organisations « centralisées », un tout organique construit sur la justification permanente de l'ensemble de son activité, aussi bien de ses hardiesses que de son autodéfense. La BE est une unité beaucoup plus mobile et éphémère, qui ne traverse pas autrement la publicité qu'avec la goupille à la bouche. Lorsque l'époque nécessitera une autre attitude, soit la BE explosera, soit l'offensive contre ce monde, qu'elle a fait le choix stratégique de promouvoir uniquement, aura absorbé ses lumières.

Nous en arrivons ainsi au paradoxe le plus sensible : pourquoi les gens ne se révoltent pas ? Je reconnais que je n'en sais rien. Mais peut-être faut-il relativiser le concept de révolte, comme celui de spontanéité. En effet, personne n'a l'impression de ne jamais se révolter, et en même temps chacun sait bien que notre époque est une pénurie de révoltes. Par ailleurs, en révélant le grand nombre de révoltes dans le monde, la BE tend à montrer que contrairement à ce que eux-mêmes pensent, les gens se révoltent. La question serait donc plutôt : pourquoi les gens ne se révoltent pas davantage ? Il conviendrait pour répondre à cette question, d'abord de diviser les gens selon leurs buts ; ensuite, de considérer que, même spontanée, la révolte est une affaire de la pensée, là encore du but. Une réponse plus précise et plus détaillée devrait être fournie assez logiquement par une nouvelle théorie de l'aliénation, qui devient vraiment nécessaire, et où l'on verrait notamment exposé le caillot de pensée qui empêche la pensée.

Quant aux mots, nous n'avons pas face à ces unités mouvantes de la médiation une attitude principielle. Le sens des mots change, et il semble aujourd'hui que l'autorité de leur définition n'existe plus en tant qu'unité de leur emploi, en tout cas pour les concepts.

Contrairement aux salariés, c'est leur emploi qui les fait. Aussi pour certains, dont la dévaluation a englouti la vérité, nous les abandonnons à nos ennemis ; pour d'autres, ceux qui ont déterminé nos choix, nous les honorons toujours d'un respect qu'ils ont perdu dans la communication dominante du monde marchand, par exemple révolution, amour. Démocratie, dont l'origine est « pouvoir au peuple », et quoique nous tenions en grande suspicion le concept de peuple, revêt pour nous un sens précis, qui n'est pas celui de l'Etat qui nous gouverne, au grand scandale de GCI, qui voudrait apparemment que ne soit reconnu que ce sens dominant. La démocratie est un mode de fonctionnement d'une organisation qui stipule l'élection et la révocation, à tout moment, de ceux qu'elle délègue. Ce mode de fonctionnement est le nôtre, et nous sommes donc partisans de la démocratie, contrairement à l'Etat qui nous gouverne qui stipule bien l'élection, mais pas à tout moment, et pas la révocation, de ses délégués. Pour anarchie, nous l'employons dans un sens très proche du sens dominant, où il est synonyme de désordre pur et simple. Sauf que, dans le sens dominant, ce désordre est toujours un malheur, alors que dans le sens de la BE, c'est toujours un moment joyeux. Ce sens d'anarchie est certainement fortement sujet à caution, mais il est intéressant de le présenter parce qu'il révèle une autre façon que nous admettons dans l'usage des mots : l'usage subjectif, pour se faire plaisir, pour rire. Et je ne pense pas que lorsque nous employons le mot anarchie, par exemple, l'on puisse se méprendre sur le sens que nous lui donnons, à moins d'être un triste militant « anarchiste ». D'une manière générale, nous pensons que, dans un monde où tous les projets conscients sont tellement en porte-à-faux au vécu, toutes les conceptions, et leur charpentes sémantiques, sont à rediscuter. La BE est elle-même une expression de cette nécessité de débat de fond, et en cela, pensons-nous, uniquement l'avant-coureur d'une vague de questionnement qui devrait gagner l'ensemble de cette société, y compris ceux qui veulent la conserver, et qui vont bientôt être pressés de lui formuler un projet.

C'est pourquoi vous n'avez pas raison de penser que la BE et GCI auraient mieux fait d'associer leurs forces. D'abord, GCI ne voulait rien de tel : bien trop attachée à des bases théoriques implicites et indiscutables, cette organisation n'était pas intéressée à un débat de fond qui menaçait ces bases, contrairement à certains de ses membres, mais correspondait avec nous pour récupérer ces membres, et pour des considérations tactiques par rapport à d'autres secteurs de sa clientèle. Ensuite, la force de la BE est justement de critiquer tout conservatisme dans le débat : « le négatif est notre

force de frappe ». Si nous avons poursuivi, si en profondeur, un débat de fond avec GCI, plutôt que d'examiner d'emblée des modalités d'alliance, c'est parce que nous n'étions pas a priori convaincus, comme vous semblez l'être, qu'une organisation ayant un but aussi critiquable et aussi éloigné du nôtre soit du même côté que nous de la barricade. Depuis, nous avons constaté que c'est non. Pour le simplifier d'une manière un peu choquante : les communistes (ceux de GCI ne sont pas les seuls avec qui nous avons dû rompre récemment), les staliniens et les socio-démocrates sont dans le même camp en face du nôtre. Si l'on est contre ce monde, et notamment pour sa fin, il faut penser avec ses tripes aussi, comme les émeutiers modernes le vérifient à chacune de leurs colères. C'est justement ce dont les résignés de GCI et TC, prudents tacticiens et apprentis gestionnaires sans imagination ni gaieté, qui voudraient bien encadrer nos alliés potentiels, sont incapables.

*Pour la BE,
Chrétien FRANQUE.*

Extrait de correspondance, septembre 1993.

Les belles émeutes de 1993



En Chine, les noces entre la pire police stalinienne et le capitalisme le plus sauvage n'agitent pas que les gestionnaires occidentaux qui « délocalisent » à tour de bras vers cet eldorado rêvé : après une émeute de petits actionnaires floués à Shenzhen (août 1992), c'est toute l'année des émeutes paysannes qui culminent dans le Sichuan en juin. Elles s'ajoutent à celles du Tibet en mai, du Qinghai en septembre, et à toutes celles, encore étouffées, que ne manquent pas de laisser supposer les nouveaux bidonvilles et banlieues de l'empire du Milieu.

LA RETRAITE DE LA CULTURE

1) Je ne suis ni nationaliste, ni fasciste, ni stalinien, ni communiste, ni orthodoxe, et pourtant j'ai envie d'éclater la tête à Boris Eltsine ou le concept de culture

Parfois, le sens des mots s'use avant que le concept ne varie, et parfois, le concept se transforme alors que le mot plaqué sur le concept reste inchangé. Le mot « culture », dont le sens dans la langue est indiscuté depuis vingt ans, entre dans cette deuxième catégorie, car la culture elle-même a révélé que son sens est différent de celui qu'on lui prête encore ; et que ni ce sens ni ce prêt ne sont innocents.

La plupart des outils linguistiques adoptés et façonnés par l'information dominante ont un sens principal, grossier et réducteur, qui aplatit dans la confidentialité les définitions plus précises ou plus nuancées de quelques spécialistes ou irréductibles. « Démocratie » est l'archétype de ce travail sur les idées par la langue. « Culture », en revanche, allie cette volonté à un autre mécanisme du mensonge dominant, qui est contraire, et qui consiste à laisser cohabiter plusieurs sens inconciliables pour le même mot. A l'époque où l'autorité sur le sens des mots est passée de l'Académie aux rédactions des télévisions, cette autorité ne statue plus. Ceci encourage la confusion sur tous les termes, même ceux qui ont un sens dominant écrasant. La méthode pour faire passer un sens dominant écrasant, comme pour « démocratie », ou une confusion des sens, comme pour « culture », est l'usage du volume sonore et du martèlement massif, comme les moutons de « la Ferme des animaux », qui interrompent tout débat en bêlant : « Quatre pattes oui, deux pattes non. » Ainsi, tout contre-argument peut être soit étouffé, soit rendu incompréhensible par trop de volume. Que le mouvement du concept corresponde au sens du mot qui le désigne est la tâche ménagère qui est la seule obligation dont ait à rendre compte la culture, qui doit d'abord être considérée comme culture de la langue. Mais la culture est un Buddenbrook, un Amberson ; et au cours de son ascension récente, son concept submerge l'art, qui est son coeur, les moeurs, qui sont son code et son frein, la théorie, qui est son organe reproductif, et l'ensemble des connaissances humaines, qui est sa fortune. Dans cette dispersion prodigieuse du dire et du penser, la culture a perdu le dire du penser, et le penser du dire, la vérité. La culture ne connaît plus les concepts et tolère que les mots trompent. Pour la première fois depuis l'existence de la culture, la culture ne permet plus de savoir ce qu'est la culture.

**2) Alexandre III, Nicolas II, Kerensky, Lenine, Staline, Krouchtchev, Brejnev, Andropov, Tchernenko, Gorbatchev et Boris Eltsine ont en commun d'être des ordures
ou la culture dans l'histoire**

Ce qui a été appelé « la Fronde », est l'événement cardinal qui sépare le monde occidental moderne en deux périodes : d'un côté les guerres de religion, les premiers troubles bourgeois, la fin de la scolastique ; de l'autre, la naissance de l'économie comme idéologie, le Roi-Soleil, la colonisation occidentale de la planète. La Fronde, dont la défaite est la mort de la noblesse de l'esprit, véritable coup de guillotine virtuel, un siècle et demi avant son exécution, sépare deux conceptions de la dispute. Celle d'une joyeuse, joyeuse jusqu'au tragique, bagarre, la dispute cacophonique, où toutes les passions sont conviées, où de la bêtise à la finesse, de la cruauté à la grâce défilent toute l'Italie renaissante et toute la pétulance des personnages de Shakespeare ; et la société achevée dont les raffinements spirituels épuisent l'imagination, et dont la morale cynique ou cartésienne quadrille en maximes jusqu'à la négation et au plaisir. Avant la Fronde, les arts sont des moyens du débat, après la Fronde, ils voient leur unification dans l'Art, qui devient un moyen contre le débat. De même, la Fronde, ou plus exactement sa défaite, faute de savoir nommer ses buts, introduit l'époque où la culture n'est plus le soin apporté à tel savoir particulier, mais où la culture devient la culture tout court, culture absolue, un mot qu'on peut employer sans devoir y accoler ce à quoi il s'applique, *la* culture. La défaite de la Fronde, qui confirme la victoire simultanée des puritains anglais, ouvre une période de réaction en profondeur, dont la caractéristique dominante est bien partagée de nos contemporains, la certitude que l'organisation de la société ne changera qu'en retouches, et que le monde est proche de sa forme définitive. Ainsi, arts et culture, qui, lorsqu'on cultivait les armes, le jeu et l'amour, étaient presque des synonymes au service du changement, deviennent Art et Culture, au service d'un monde qui croit ne plus pouvoir que tendre vers la perfection de ce qui est là, outils collectifs et institutionnalisés de cette tendance. De Gracian à Herder, la culture devient la grasse clairière de la louange de ce règlement chicanier et pétrifié qu'on appelle la civilisation. Savoir-vivre et politesse y emballent, avec des précautions religieuses, les vertus châtrées de la vitalité, musique et danse, peinture et architecture, théâtre et philosophie, sciences naturelles et théologie. La culture, de soin personnel que chacun pouvait apporter à une qualité particulière, reconnue ou non, exclut ce qui n'est pas conforme à son contrat social collectif. Un savoir et une façon particulière de le formuler sont devenus nécessaires à son accès. En supprimant dans l'unité du concept toutes les déterminations

particulières qui la définissaient nécessairement, la culture divise ceux qui ont accès à cette abstraction et ceux qui n'y ont pas accès. Et parmi ceux qui y ont accès se trouve aussitôt posée la division entre ceux qui la font et ceux qui la possèdent. Cette concentration et ces divisions ont une conséquence fondamentale dans le monde : le débat de fond n'est plus au carrefour des routes, l'épée à la main, mais dans les salons de la culture, dans les antichambres de ses propriétaires et dans les ateliers de ses artisans. En réussissant à ramener dans un tel enclos le débat sur l'humanité, la défaite de 1652 lui donne une unité de temps et de lieu, le langage de l'apologie et du compliment, toutes les garanties contre la sauvagerie négative de l'impulsion, de l'immédiateté, de la vie.

Réduit ainsi à être bibliothèque et fumoir de la communication, le concept de culture va témoigner désormais de plusieurs débats adaptés à ce confinement. D'abord, la culture cesse d'être le débat sur le devenir, et devient le miroir de ce qui est là, sans cesse poli. Dans ce cadre doré, ceux qui font la culture discutent ses propriétaires. Leur position, à travers le siècle qu'ils ont eux-mêmes appelé « des Lumières » est : le débat à ceux qui le font. D'ailleurs, ils ne sont pas opposés à ce que le débat appartienne à ceux qui le payent, car ils sont prêts à le payer eux-mêmes. La deuxième avancée de cette jeune bourgeoisie, et qui va dans le même sens d'abolir cette aristocratie sans rage qui stérilise la communication depuis qu'elle s'est soumise, à la fin de la Fronde, est de donner accès à la bibliothèque et au fumoir à quelques plébéiens taillés et polis, mais non anoblis, qui représenteront les humanoïdes non lettrés. De la sorte naît une extension du concept, la culture populaire, qui est bientôt divisée en raison de son absence de critique de l'Etat en cultures nationales. Les moeurs vigoureuses des serfs, leurs habitudes et croyances séculaires viennent alors rafraîchir et revitaliser les sèches perfections de la conversation qui était instaurée comme débat dominant. La révolution française achève de mettre bas les murailles crénelées, déjà bien poreuses, du champ clos de la culture. Celle-ci, instantanément ouverte à tous les vents, est suspendue pendant quelques mois. Alors que la culture suspend toujours la révolution, jusque dans les promesses, la révolution suspend toujours la culture, jusque dans les faits. Car la révolution est le débat même, le dépôt de munitions de la communication qui devient champ de bataille ; alors que la culture n'a jamais été davantage que son terrain d'exercice.

Mais ce qu'une révolution suspend sans l'abolir revient renforcé à la défaite de cette révolution. De la révolution française à la révolution russe, la culture, de synonyme de civilisation, est devenue synonyme de pensée occidentale. La culture est à la fois l'expression sur elle-même de la jeune expansion capitaliste et la fleur inaccessible de cette expansion. Elle est le discours de la richesse du monde sur lui-même, mais sans être elle-même cette richesse, la coquette, qui se séduit elle-même dans la réflexion infinie

du miroir, son esprit fondant dans la vanité jusqu'à l'incapacité érigée en système de nommer le but, l'intérêt, la vérité de sa séduction. Cette scission, infinie, entre tout débat et l'essence du débat, est encore aujourd'hui la principale confusion de ce concept. Ainsi, la culture, désormais indépendante de ses propriétaires et de ses créateurs, est devenue culture sans maîtres et sans maîtrise, culture générale. Cette accumulation de connaissances situe son centre de gravité dans le surplus, le luxe fortement esthétisé destiné à compenser la carence du débat sur le but qu'est devenu l'Art. Si la culture prétend maintenant irriguer bien au-delà de l'Art, l'Art est encore sa réserve de riz, l'ingrédient indispensable de ses festins. Lors de tout ce long siècle qui sépare les sans-culottes de la Commune de Kronstadt, la culture prétend même le disputer à la connaissance, c'est-à-dire que toute connaissance doit passer aux guichets de la culture pour être validée, son ubiquité absolutiste affadit à nouveau la culture, comme l'absolutisme politique avait perdu sa saveur et sa force dans la pérennité de sa victoire sur la Fronde.

Dans la culture se côtoient et se tolèrent désormais des conceptions différentes du débat, et de la division : une concurrence féroce, rétrécie jusqu'au chauvinisme, la divise en autant de cultures nationales que d'Etats colonisateurs européens ; une culture populaire, voire prolétarienne, est maintenant opposée à une culture mondaine, voire bourgeoise ; une culture classique, sorte de patrimoine momifié qui s'alourdit, est opposée à une culture moderne, sorte de laboratoire massicoteur qui s'étend, l'une cherchant à annexer l'autre, et les deux cherchant désormais à annexer les pensées non occidentales que la colonisation ramène enchaînées aux chars triomphants de ses expositions universelles. Ces différentes lignes de fracture superposées, nées des refoulements successifs du débat, ont pour résultat de priver la culture de propriétaires et d'isoler ceux qui la font sur la scène du vaudeville intellectuel, à laquelle ils s'accrochent de leurs pinceaux, de leurs pointes, de leurs plumes. Ils ne savent plus s'ils doivent rendre compte à un grand public, dont ils se rêvent les tribuns, ou à un mécène, dont ils se voudraient les danseuses. Insensiblement, la culture n'est plus le lieu de débat, même sans danger ni conséquence, qui avait permis son essor, mais un outil de propagande. Insensiblement, la culture n'est plus le miroir des maîtres du monde, mais le mirage des pauvres.

Au moment de la révolution russe, mais hélas sans rapport avec elle, apparaît la première critique de la culture par ceux qui sont reconnus la faire. Jusqu'à Dada en effet, les critiques qu'on pouvait entendre dans la culture tranchaient des courants de pensée, des modes de gouvernement, des types de gestion, voire des comportements sexuels ou affectifs. Mais pour la première fois, c'est la culture qui devient elle-même l'objet de la critique, ou plus exactement du malaise. La critique de Dada est cependant une critique de la culture au nom de la culture. C'est ce que le surréalisme

n'a cessé de vérifier, en cultivant sa négativité. Parallèlement à cette profonde rupture dans la culture, qui est la volonté, insuffisante, de retrouver le débat sur l'humanité dans le monde, le débat sur l'humanité dans le monde, la révolution russe, a été à nouveau ramené dans la culture. Ses fossoyeurs, lénino-staliniens, national-socialistes, puis socio-démocrates et libéro-déistes, ont entamé avec violence la sorte d'Assemblée constituante permanente et pléthorique qu'elle était devenue, non sans démagogie, dans l'affirmation triomphale du capitalisme occidental soutenu par tous les Etats, où se bousculent les artistes et les prolétaires, les industriels et les dandys, les militaires-politiciens, les boutiquiers-psychanalystes et les escrocs-policiers, toute la palette sans contours des personnages de Schnitzler et Darien, de Jack London et Marcel Proust. La culture, voulant paraître bander dur derrière les sous-vêtements de l'objectivité, tapine maintenant dans le ruisseau. Les grandes dictatures populistes, imitées rapidement par les grandes dictatures libérales toujours au pouvoir aujourd'hui, transforment ainsi la culture en un secteur d'activité. Comme le débat sur le monde a eu lieu sur les barricades, la culture ne peut plus passer, pour l'instant, pour le forum de ce débat, et devient donc un des services, une des divisions du monde réel, car l'idéologie matériel-économiste, qui atteint son apogée grâce à la contre-révolution bolchevique, fait admettre que le débat n'est plus que la formalité, administrative de préférence, qui entérine les rapports de production. Giflée par Dada, la culture dominante voit ses galons cassés par l'Etat, qui la dégrade à un rang subordonné de son service de propagande, mais où elle retrouve son unité, et sa vigueur, comme à chaque fois au cours de son évolution, en s'abaissant.

La culture dominante est maintenant massivement destinée aux pauvres, qui ne sont cependant pas conviés à la faire, un savoir minimum, régenté par des moeurs castratrices, n'autorisant par exemple le bon sauvage Tarzan, ce fantasme pour bandes dessinées et cinéma, à ne s'y présenter qu'en raison de son origine ducale et après un stage de bonnes manières. La culture est devenue le discours de vulgarisation dominant que les pauvres sont appelés à approuver. Dans cette zone fonctionnelle de l'organisation collective s'organise un monologue dont bientôt le pouvoir d'illusion et d'hallucination va faire oublier les grossiers trémolos de la rhétorique initiale. Des lieux, des activités typées, à l'accès payant, et surtout un temps, celui qui est vécu comme une plus-value après le travail, désignent désormais cette zone fonctionnelle. Des ministres de la Culture et la télévision viennent encore élargir et rationaliser ce cul-de-sac de la communication. Cette somme d'industries du loisir, de gadgets de consommation, où se sont réfugiés tous les anciens arts sans emploi, sans dents, et qui retrouvent à leur surprise, avec la prothèse du spectacle comme rapport social, un

similisuppléant à leur désir éteint pour cause de sénilité, devient une profusion de petits métiers à grande prétention, de minuscules capacités à majuscules vanités et d'arrivismes sans frein ni sens.

Depuis Dada et la révolution russe, l'opposition à ce monde n'a pas pu faire l'impasse sur la question de la culture, dont la formulation revient à celle-ci : est-ce-que le débat sur le monde peut se contenter de la réserve indienne de la culture ? En effet, même lorsque la culture englobait encore les grandes plaines de la connaissance et les montagnes rocheuses de l'innocence, on pouvait la trouver trop étroite à la discussion un peu vive nécessaire à la suppression du destin ; mais, devenue l'appendice des polices, puis secteur mafieux de l'industrie, son utilité est celle des gardes suisses du pape, dont l'uniforme date de l'époque de leur gloire, de leurs conquêtes. Aussi, le mouvement conscient le plus radical de ce siècle est issu de la culture. L'Internationale situationniste n'en est encore qu'à refuser le débat tel qu'il se pose dans la culture, mais déjà en refusant tous ceux qui posent le débat dans le monde en acceptant la culture telle qu'elle est devenue. Les situationnistes pourtant, qui finissent par rejeter la culture comme n'étant qu'une marchandise, « la marchandise idéale, celle qui fait payer toutes les autres », après un long et difficile débat qui a presque duré autant qu'eux, sont encore ligotés par ce cordon ombilical,

Les belles émeutes de 1993



Du 10 au 17 avril, l'assassinat de Chris Hani, petit chef de l'ANC, va autoriser le pillage jusque dans le centre des villes blanches d'Afrique du Sud. Cela vérifie, dans la bonne humeur, malgré 29 morts, que rien ne libère mieux la subversion que la mort d'un stalinien, d'un politicard, d'un militaire, d'un militant ; et les émeutes d'écoliers au début mai préludent déjà à une relève de la conscience entre Le Cap et Johannesburg.

lorsque, avec enthousiasme, ils proposent les modes de subversion et d'intervention qui, depuis, ont trouvé une place pas même marginale dans la culture : graffiti, photo-romans, guérilla dans les mass média, comics détournés, seuls les films situationnistes n'ont pas encore remporté le plus large succès marchand ; et, plus récemment, aucun de ses membres n'a protesté audiblement lorsque les « oeuvres » situationnistes ont été rassemblées en une spectaculaire exposition, au supermarché parisien de la culture, Beaubourg.

Les staliniens chinois, les plus fervents des occidentalistes, partis de la conception lénino-stalinienne de la culture, en ont poussé le concept vers son acception centralement policière. « La révolution culturelle », après avoir été longtemps applaudie par le monde entier, puis dénoncée comme lutte de factions par les sinologues antichinois et le parti qui voulait sauver la culture, est maintenant universellement honnie comme un effroyable mensonge sur la culture. Or, c'est un effroyable mensonge sur la *révolution*, et c'est cette partie là de la « révolution culturelle » qui correspond à la lutte de factions ; mais elle a été la vérité de la culture, c'est-à-dire le faux débat qui interdit tous les autres. Cette acception sanglante de la culture, pourtant, choque : car les sectateurs de la culture, qui est précisément construite sur l'interdiction du duel, s'offensent d'un débat trop peu figuré, maniéré, et s'inquiètent, à juste titre, d'un rapprochement trop brutal, trop visible, de la question centrale de la communication, qui ne se pose que les armes à la main.

La dernière convulsion du débat sur le monde, la révolution en Iran, a nié massivement la culture : cinéma, musique, toutes les formes de l'art y ont été critiquées pour *l'indignité* à laquelle elles étaient parvenues. Toute la pensée occidentale, ses moeurs, ses rites ont été niés avec enthousiasme, leur hypocrisie conspuée avec ardeur. Les ennemis de cette révolution ont dû, à la hâte, bricoler un ersatz de culture fait des facettes saillantes d'une religion tombée à moitié en désuétude et des pans les plus nécessaires et les moins prostitués en apparence de la culture tout court, à savoir la culture occidentale. Cette pâte provisoire, qui se fissure comme la calotte improvisée de Tchernobyl, assure encore aux contre-révolutionnaires d'Iran qui en sont les maquereaux, un précaire silence. Elle a vérifié que la culture n'était universelle que comme bâillon.

Le débat sur l'humanité dans l'histoire permet aujourd'hui d'affirmer tout d'abord que la culture, qui n'a pas toujours existé, n'existera pas toujours ; ensuite, qu'au cours de son existence, ni fortuite, ni machinée, elle s'est transformée, et beaucoup, et vite ; enfin, que son rôle est essentiellement contraire au débat sur l'humanité, d'abord en le désarmant, ensuite en le prostituant, et toujours en le déviant, en le freinant, en le dissimulant.

3) Tchernomyrdine, Gaïdar, Filatov, Gratchev, Ierov, Alexis II, Routskoï, Khasboulatov, Machakov, Atchalov, Zorkine et Boris Eltsine sont des salopes

ou les deux partis de la culture

Aujourd'hui, derrière son apparence de diadème sur le front du savoir, la culture en est plutôt la plume dans le cul. Aussi bien en tant que beau savoir qu'en tant qu'ensemble des mécanismes de pensée consciente, y compris la langue, la culture n'est que le voile complaisant de l'ignorance qui s'érige en son contraire. Sous les coups successifs des différentes révolutions, qui se sont ainsi révélées être les moments du débat, la culture, qui a toujours été la tentative d'immobiliser le débat, de pétrifier les élans, de substituer la forme au fond, n'est plus le rassemblement de l'intelligence du temps. La crédibilité étant le capital de cette banque où l'on place des idées, ses guichets tous ouverts ne dissimuleront plus très longtemps ses coffres tous vides. Le mouvement historique de la culture est la séparation de la pensée et de l'acte. La conscience, la raison et la parole ont voulu asservir le coup, le geste, la passion dans la dispute. Cette séparation de la culture et de la réalité du débat a d'abord pour conséquence l'hostilité, l'hypocrisie et la mauvaise foi des tenants de la culture face à ceux qu'ils en excluent. Car, quoiqu'il s'y ralentisse considérablement, le monde ne se fait pas dans la culture ; mais, cette séparation est créatrice d'une véritable explosion de pensée, dont, compte tenu du peu de maîtrise que l'humanité peut revendiquer sur sa propre pensée, il serait hasardeux d'affirmer qu'elle ne se serait déroulée que dans le vase clos de la culture. On retrouve ici une des figures les plus connues de l'aliénation : en ramenant toute la légitimité du débat dans la culture, en dissociant officiellement parole et acte, la parole se multiplie. En séparant pensée et acte dans la dispute, on gagne de la pensée en quantité et l'on perd la qualité de l'unité de la pensée et de l'acte. Cette séparation, source de la richesse de la pensée occidentale, est *pratiquement* réalisée. Au moment où elle paraît omniprésente, la culture, qui a achevé son travail dans l'histoire, reflue déjà.

Son ubiquité apparente et l'évanescence simultanée de son essence sont le miroir de la contradiction principale de la culture. La culture est en effet le savoir universel, mais à l'instant où le savoir universel est considéré comme son propre objet il devient, en fait, son contraire, une spécialité. La confiscation du débat sur l'humanité, d'abord comme art, puis comme spectacle, n'a pas éliminé celui-ci dans le monde, évidemment. La culture, contrainte par sa prétention à l'universalité d'accepter toutes les spécialités de la pensée sans pouvoir les fonder, ni même les intégrer, est devenue elle-même la spécialité du savoir non spécialisé. Cette faillite n'est d'ailleurs que celle de la volonté conservatrice de l'espèce de vouloir soumettre l'acte à la pensée, en les séparant.

Aujourd'hui ce qui est encore appelé culture fait illusion comme une famille ruinée, dont la ruine est dissimulée derrière son nom glorieux, et son château, qui se délabre. Si l'on prête encore à cette spécialité, qui a permis tant de spécialités au nom de l'universalité, quelque universalité, c'est parce que nous voulons bien partager l'illusion qu'elle entretient. Derrière cette prétention d'être l'exposant de toute connaissance, la culture s'est déjà rétractée dans deux attitudes, l'une platement conservatrice, l'autre, non moins platement, degauche.

a) Explosions la Maison Blanche
ou la culture assenée

D'un côté, la culture est le résidu du savoir pré-moderne, sur lequel s'assied, souvent avec suffisance, le pauvre moderne. La culture dite classique, la culture dite populaire, la culture dite nationale et la culture dite prolétarienne ne sont plus que les fossiles, durcis et écornés, de ce qu'ont été la culture prolétarienne, la culture nationale, la culture populaire, la culture classique et même de ce qu'a été le savoir avant que la culture ne soit aliénée hors d'une qualité individuelle de la pensée consciente. Chacun des moments historiques où elle s'est modifiée constitue une strate pétrifiée, dont l'empilage serait la culture. Ce monument aux morts est d'ailleurs souvent applaudi pour sa jeunesse. Jeunesse qu'avait chacune des strates en cours de constitution, mais qui est perdue dans la nostalgie même. Voilà le débat sur l'humanité dans le salon arrivé à une autre contradiction : l'accumulation de la culture passée, c'est-à-dire le poids grandissant sans cesse de l'absence de débat réel, empêche visiblement la culture de remplir sa fonction de débat réel, qu'elle s'était pourtant assignée d'être et qui demeure son fantasme. Autant de spécialités naissent de cette pseudo-universalité passée qu'il ne s'en tolère simultanément autour de la culture contemporaine. Présentée comme le passé objectif, cette culture est utilisée pour soutenir, de tout son poids, une opinion présente, pour donner à une argumentation pauvre une légitimité, une richesse universelles. Cette culture, où sont mélangés en des cocktails informels, qui puent le grenier, des moeurs et des religions anciennes, des vérités populaires et des classiques de l'Art caricaturés par l'enseignement, un langage plutôt qu'une langue, et une représentation de l'histoire fort respectueuse des quelques religions dominantes, est la culture des ultra-conservateurs, ethnistes et nationalistes. L'opposition de cultures entre ethnies ou races ou nationalités différentes est une véritable nécessité de l'ultra-conservatisme si répandu aujourd'hui. Car, dans le paysage muséographique mort qui sert de décor à sa passivité d'ensemble, cette opposition est souvent le seul élément vivant, parfois militant. Mais cette division de la culture, à laquelle s'identifie comme si c'était une évidence le soumis moyen, n'est au sens propre du terme qu'une sous-

culture. La culture, en effet, est essentiellement une : c'est la pensée occidentale revendiquant l'histoire, c'est l'expansion de cette pensée à travers le monde. Les Zoulous ou les Japonais par exemple, n'ont pas de culture. C'est la pensée occidentale qui détermine, chez les Zoulous et les Japonais, ce qu'elle appelle, à son image, une culture qui n'a pour « histoire » que la manipulation occidentale de ses bribes de passé, et, pour expansion, sa diffusion grâce à la pensée occidentale. La culture zouloue, la culture japonaise, est le monde occidental arrivant chez les Zoulous, les Japonais. Ensuite, une culture nationale est une sous-division de la culture occidentale dominante, effectivement une sous-culture. Car, en vérité, les concepts même de nation, de race ou d'ethnie sont des divisions de la culture. Les nationalistes ont inversé cette réalité en un indépassable bunker conceptuel : pour eux, c'est la nation qui a fait une culture. Ce ne sont pas les Français, Zoulous ou Japonais qui ont fait une culture française, zouloue ou japonaise, c'est la culture qui consacre la division entre Français, Zoulous et Japonais, et en ayant commencé par les Français. Alors que le bras armé de la contre-révolution occidentale frappe à travers le monde depuis 1652, la culture suit cette fuite en avant comme les percepteurs de Justinien suçaient l'Italie vaincue dans le sillage

Les belles émeutes de 1993



La belle de l'année ? Le 28 juin à la prison Agodi à Ibadan au Nigeria, 144 droits communs libérés par une manifestation, elle est très séduisante ; mais le 24 avril à Niamey au Niger, 900 mutins sont sortis « comme une mare humaine » par le portail central, elle est tout à fait charmante. D'autant que c'est une ravissante récidiviste : « big break » de 335 détenus au même endroit le 3 septembre 1991. Et pour 1994, déjà une grande favorite, celle de Tazoult, près de Batna en Algérie, 1 000 à 1 800 (clap your hands !) libérés sur acte le 10 mars, avec une légère aide extérieure.

des armées de Bélisaire. En entier et en détail, la culture nationale, raciste ou ethnique, qui souvent d'ailleurs s'exprime a contrario, comme le racisme des antiracistes (c'est-à-dire en prétendant prouver l'égalité des cultures françaises, zouloues et japonaises : si ces cultures nationales peuvent être égales, c'est donc qu'elles *existent* et que la culture est divisée nationalement), est la petite épargne du pauvre occidental, que celui-ci vient, de son aigre fierté de soumis, livrer à la constitution du mur d'enceinte de la forteresse vieille Europe ; et pour ceux qui habitent à l'extérieur de ce berceau de la culture, dont les limites sont en cours d'érection officielle, la culture nationale, leur culture nationale, est leur jappement de colonisés consentants, leur preuve d'allégeance à une pensée qui, après avoir inondé le monde au travers de ses couches perméables, se retranche dans un asile de vieillards incontinents. D'ailleurs, ceux qui comparent des cultures nationales ignorent généralement l'une des deux, ce qui leur semble la preuve de son inconsistance, qui n'est que leur ignorance. Ainsi, des « néo-nazis » allemands aux derniers communistes antistaliniens, des régionalistes forcenés aux écologistes retournés à la tourbe, la culture est le gisement du passé dont ils pensent qu'il démontre leur science, alors qu'il n'est que l'étalage de la misère de leur savoir, jusque dans la méthode de ce savoir. Et de même que ces pauvres particulièrement rébarbatifs pensent utiliser la culture comme argument de dispute, ils l'utilisent au contraire pour interdire tout argument. Le concept de culture leur paraît, en effet et à juste titre, une grandeur qui ne reviendra plus, et qu'eux-mêmes sont bien trop humbles pour pouvoir discuter, restaurer, maîtriser. Dans son acception conservatrice, la culture *assenée* est le plus clairement censure : censure de ceux qui sont exclus de la culture nationale, ethnique ou de classe particulière en question, mais aussi censure de ceux qui excluent en son nom, par le fait de leur passive soumission à un mythe si grand, dont ils ne peuvent que brandir les symboles, incapables de le discuter, critiquer, dépasser.

b) Explosions le Kremlin
ou la culture autoadministrée

De l'autre côté, la culture progressiste, telle qu'elle est devenue dominante dans les Etats occidentaux, est celle que les pauvres sont censés faire eux-mêmes, le comble de la censure, l'autocensure. C'est la culture du ministère, c'est la culture des pages « culture » de tous les journaux, c'est la contre-culture. Dans l'imagination du pauvre, elle représente l'alternative à la misère. Elle est, en effet, la richesse supposée à venir. La culture, c'est ce que pratiquent tous ceux qui travaillent après le travail, en attendant de la pratiquer à la place du travail, ou rêve suprême, comme travail. Car, si l'on imagine une société où règne le

bonheur et la concorde, l'harmonie et l'épanouissement de l'individu, qu'y fera-t-on ? De la musique le matin, de la peinture l'après-midi, de la littérature le soir ; de la bicyclette pour s'ouvrir l'appétit, des fêtes populaires les week-ends, des festivals d'humour et d'amour l'été ; un peu de philatélie, un peu de jeu, un peu d'acquisition de connaissances, de voyages, de rencontres sexuelles, et quelques partouzes généralisées. Si, aujourd'hui, ni les communistes ne sont capables de dire comment serait le communisme, ni les libéraux de formuler un projet à leurs réformes, c'est parce que la culture en est la nébuleuse implicite. A titre individuel, l'attrait de la culture est encore plus fort pour les pauvres : c'est le seul domaine où la médiocrité même permet de faire une carrière abrupte, spectaculaire. Si la jeunesse actuelle se jette aussi massivement dans le rock, c'est parce qu'on y devient star mondiale avant 20 ans, chacun bien sûr modelant son arrivisme en la matière, car certains, par exemple, ne croient pas qu'il soit trop favorable d'y paraître trop compromis avec le monde marchand. Cet ascenseur supersonique à carrière habite même depuis vingt ans les rêveries des moins jeunes, ceux qui avaient 20 ans il y a vingt ans. Enfin, la culture distille des sujets de débat qui, chez les pauvres modernes, supplantent récemment le temps qu'il fait, le fait divers et la politique. Tel film, tel disque, tel pays oriental, telle façon de se costumer ou de boire, voilà de quoi il faut aujourd'hui se tenir au courant dans la société qui gravite autour du petit emploi : emploi moyen, emploi élevé, sans emploi. Dans ce ghetto accessible à tous, la culture est un sédatif doux qui se ramasse par terre. Elle fait taire ceux qui parlent, et elle fait parler ceux qui n'ont rien à dire.

c) Explosions Ostankino
ou avoir de la culture

Ce qui unit la culture du passé et la culture comme loisir, c'est leur image et leur fonction. L'image de la culture est d'une positivité sans bornes. Même ses critiques ont paru l'enrichir, puisque, provenant d'elle-même, elles démontraient davantage sa sincérité et sa vigueur que le contenu de ces critiques. Qu'elle soit considérée comme grandeur du passé ou comme promesse de l'avenir, qu'elle soit l'argument ultra-nationaliste ou le loisir fétiche, la culture est toujours auréolée d'avoir été, quoique cela n'ait jamais été encore formulé formellement, le lieu dominant de la communication qui a, au moment historique de sa constitution, tenté la scission du mot et du geste en consacrant la supériorité du second au premier. Le prestige encore inhérent à la culture, en proportion au prestige de la pensée occidentale, mais dont l'expansion vient de cesser - vive la révolution iranienne ! -, si intimement lié au savoir nécessaire pour pénétrer dans l'illustre assemblée qui statuait sur l'humanité, dissimule la réalité de sa fonction, qui, dans les restes passés au micro-ondes des idéologies

conservatrices aussi bien que dans l'aménagement du temps par l'Etat, la marchandise et l'information dominante, est policière.

La culture est donc une pensée qui empêche de penser, une cristallisation de l'ensemble de la pensée qui se serait autonomisée de la pratique, où les « oeuvres culturelles » sont la pratique de cette pensée hostile à la pratique, des trompe-l'oeil hypocrites de sa tentative de supprimer la pratique, y compris la pensée comme pratique au profit d'une pensée cyclique infinie. Elle n'est plus la construction la plus avancée de la pensée en mouvement, elle est au contraire l'amarre qui ralentit l'impressionnante dérive de la pensée hors de toute maîtrise. La culture n'empêche pas le savoir universel, elle l'a perdu pour les humains en le divisant, créant ainsi les conditions de son expansion. Mais elle est toujours la prétention du savoir universel, et du savoir universel accessible. Cette prétention est devenue un mensonge en ce sens qu'elle empêche l'individu humain d'appliquer sa pensée au savoir du genre humain. Ce qui est perdu dans les restes de la culture, et qui initie son déclin par l'apparence contraire qu'enfin tout le monde aurait accès à ce jardin des délices, c'est le but. La question de l'individu, mais aussi déjà du genre, est : où dois-je déposer la bombe qu'est ma pensée ? Quels sont les clés de voûte du mouvement à dynamiter, les spécialités à mépriser et celles à investir, comment mettre la pensée en puissance, quels sont les carrefours de l'esprit à faire sauter ? Les réponses dépendent du but, elles sont contraires à la culture parce qu'elles portent les armes, et elles devraient nous être enseignées enfants, au lieu de la misérable accumulation privée d'objet qui constitue la préface de la culture générale.

La Bibliothèque des Emeutes est donc résolument hostile à toute culture. Vous-même, nous objecte-t-on, en avez bien, de la culture. Il faut être parfaitement ignorant pour penser que nous le serions moins, tant notre connaissance est rudimentaire et parcellaire, et même dangereusement trouée aux endroits les plus denses. Même si nos phrases sont parfois un peu plus compliquées que celles qui constituent les quotidiens, elles sont tout à fait compréhensibles par les premiers pauvres modernes venus, à condition que ceux-ci n'évacuent pas dans le ghetto de l'intellectualisme, ghetto heureusement rasé depuis vingt-cinq ans, ce qui heurterait par trop ce qu'ils tiennent pour des évidences, ou chatouillerait de trop près leurs complexes. Nous ne sommes pas plus difficiles à comprendre qu'un moteur de voiture, un nouveau logiciel ou le déroulement d'une saison de football. Mais même si nous étions l'expression d'une plus grande connaissance, nous n'en aurions pas davantage de culture. Au contraire, nous savons seulement ce qu'est la culture, et c'est pourquoi nous y sommes étrangers, y compris à ses modes d'accès : trop présents pour nous réclamer de celle du passé, trop actifs pour nous réclamer de sa contemplation, trop ennemis des illusions

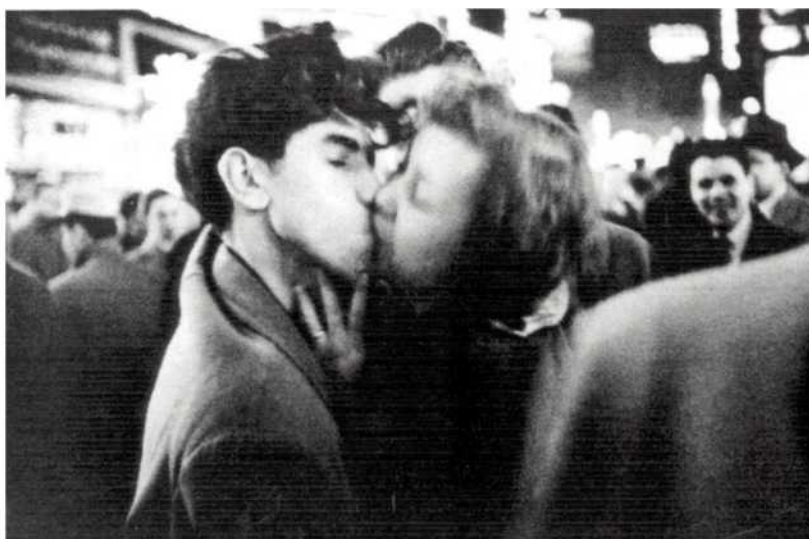
dont la culture, comme marchandise, est la boîte de Pandore. Lorsque quelqu'un dit, vous avez de la culture, il combine en fait les deux aspects actuels de la culture par l'hommage ; avoir de la culture signifie toujours, depuis trois siècles, avoir acquis la connaissance et l'urbanité suffisantes pour pénétrer dans le salon où l'on discute l'humanité. Mais ce salon a disparu. Et ce sont donc à la fois le passé et le loisir qui sont unis dans cet hommage. Les compromis entre la culture comme tradition et la culture comme occupation arriviste destinée à voiler l'ennui sont innombrables. Tous les pauvres utilisent successivement, voire simultanément, ces deux sens de culture, comme la plupart des travailleurs, qui se félicitent de leur travail, le maudissent l'instant d'après, sans conscience d'une contradiction aussi flagrante.

Tous ceux qui se réclament d'une culture quelle qu'elle soit sont des vieux, des résignés du petit emploi, des conservateurs ou des policiers. Qu'on se le dise !

C. DE CHUSROPLE.

Extrait de correspondance, octobre 1993.

Les belles émeutes de 1993



Le 9 juin à Montréal, voilà bien un prétexte dérisoire : l'équipe locale de hockey sur glace gagne la Stanley Cup. Et malgré le dispositif policier préventif, c'est le vandalisme joyeux d'une foule toute fraîche dans cette chaude soirée d'été. Les mauvaises moeurs de Los Angeles (nouvelle émeute le 12 décembre précédent) et des hooligans anglais (qui vont taquiner l'Etat à Amsterdam et Rotterdam les 10, 12, 13 octobre) se rejoignent dans le dévergondage initié du bout du monde canadien.

RETRAITE ET RUPTURE

[...]

Pour Raclure de Bidet, par contre, je peux même vous fournir une explication qui engage la BE.

Nous avons en effet été avertis avant que cet ex-situationniste ne le reconnaisse lui-même qu'il allait signer chez Gallimard, assez comiquement par des gens soit furieux, soit narquois. En effet, avec le viol, Debord est le sujet le plus prisé de nos correspondants ; la presse à sensations n'a plus le monopole du ragot et du scandale depuis que ceux qui se croient les plus radicaux de notre temps font partie du même petit peuple que ses lecteurs. Quoi qu'il en soit, notre position était de répondre : ce ne sont là que des rumeurs, colportées qui plus est par des journalistes, et la chose, toute accessoire qu'elle est, nous paraît invraisemblable ; cela dit, si malgré tout cette rumeur se vérifiait, si elle n'était pas démentie par le héros du fait divers, nous conviendrions alors, et publiquement, que c'est une salope.

Pourquoi tant de haine, nous demandez-vous ! Les situationnistes, Debord en tête, ont tenté dans une période de déliquescence avancée de la parole et de la vérité, de rendre à celles-ci un tranchant qui est leur principe. Cette précision du verbe et cette intégrité appelée « honnêteté intellectuelle » donnaient même son sens et son étoffe à l'IS, leur crédibilité aux audaces vertigineuses de ses assertions. Contrairement à la « pensée rampante » contemporaine de cette organisation, lorsqu'elle émettait une idée, il fallait se déterminer pour ou contre, à ses risques et périls. Et ses phrases devenaient des choix, des actes, des ruptures. Ce n'est donc pas un hasard que les situationnistes aient rompu avec Gallimard, qui mentait, et c'était un choix décidé, tendu, exemplaire. Cette rupture a été rendue publique à la dernière page du dernier numéro d'une revue qui pendant douze ans avait eu seule le danger des mots pour programme.

Personne n'obligeait les situationnistes à une violence ouverte, si haute et méprisante, contre l'éditeur de deux d'entre eux. Mais bon, hardis et généreux comme ils étaient, ils l'ont commise. Debord était alors le directeur de cette revue qui se terminait donc par : « On t'a dit que tu n'auras plus jamais un seul livre d'un situationniste. Voilà tout. Tu l'as dans le cul. Oublie-nous. » Personne ne s'est opposé à cette promesse. Nous fûmes même nombreux à l'avoir applaudie et vantée, et je ne doute pas que vous fussiez du nombre, au cours des années qui ont suivi.

Depuis quelques années qu'elle existe, la BE a également mené quelques ruptures. Nous sommes un peu moins rigoureux que l'IS, parce que nous ne pouvons pas soutenir la rigueur qu'affichait l'IS. Mais il paraît très improbable que nous revenions jamais sur une rupture, car nous nous déterminons à partir

de ces choix ; et si une telle révision survenait, nous serions en même temps obligés de reconnaître que nous nous étions trompés, pourquoi et comment, et publiquement si la rupture avait été publique, parce que, comme sur nos ruptures nous engageons nos amis, sur nos retournements de position nous aurions à les désengager. C'est pourquoi nos ruptures sont dangereuses pour nous : nous tromper nous humilie, nous rejette, nous divise et nous retarde. C'est pourquoi nos ruptures ne sont pas farfelues et velléitaires comme elles paraissent à beaucoup de leurs victimes, mais bien pesées et portées par une grande expérience, moindre certes que nous paraît encore celle des situationnistes en la matière.

Maintenant Debord donne des livres de situationniste à Gallimard qui, théoriquement, l'a dans le cul (nous ne jugerions même pas nécessaire ici de réfuter la loufoque objection situ-intégriste comme quoi Gallimard, le gros commerçant, l'aurait dans le cul parce que Debord qu'il consent à payer lui soumet ses livres, si elle n'avait pas été, sérieusement, émise). Techniquement, c'est là un mensonge : le directeur de la revue du parti de la vérité est revenu sur la parole donnée. Principiellement, ça ridiculise cette rupture. Et comme le personnage ne condescend à s'en expliquer nulle part, il faut donc en conclure que la rupture situationniste n'était pas aussi terrible et irrémédiable qu'elle paraissait, et voilà qui soulage bien tous ceux qui la craignaient, mais une

Les belles émeutes de 1993



Les 26, 27, 28 juin, la jeunesse du Népal renoue avec l'insurrection : « selon divers témoins, les trois jours d'affrontements à Katmandou ont provoqué plus de dommages que les manifestations massives qui avaient entraîné, en 1990, la chute du roi Birendra ». Puisque celles-ci, en cinq fois plus de temps avaient fait entre six et dix fois plus de morts, il est amusant d'en déduire que, malgré leurs pseudo-chefs staliniens, les émeutiers viennent de s'en prendre à trente ou cinquante fois plus de marchandises.

sorte de fumisterie pour la galerie, ou plus exactement une suspension, pour laquelle il y a prescription à la retraite. Le « jamais » de « tu n'auras plus jamais un seul livre d'un situationniste » ne vaut pas véritablement « jamais », ouf, mais vingt-quatre ans. La différence n'est pas quantitative, comme vous l'avez compris, mais qualitative : vingt-quatre ans est le contraire de jamais, les prisonniers le savent, comme le mensonge est le contraire de la vérité.

Voilà, semble-t-il, une bien longue réponse pour une résignation somme toute insignifiante. Mais elle n'est pas destinée au résigné, à Debord. Vous avez utilisé mot pour mot dans votre formulation du droit à la retraite les termes d'un fervent guynestiste moyen, que nous avons été obligé de jeter. Il a à peu près votre âge. C'est que toute la génération qui a réussi à rester dans l'ombre de Debord en évitant ses foudres (ni surréaliste, ni pro-situ, ni curé, ni militaire, ni artiste, ni cadre, ni étudiant, appréciant le bon vin et les déclassés, et délaissant la dérive pour la campagne), mais aussi en ne sortant jamais en vingt-quatre ans de cette ombre, car ç'eut été s'opposer, voire s'exposer à un lanceur d'anathèmes dont personne n'était jamais revenu avant Gallimard, commence à vieillir. Or, signer un billet de retraite à Debord, c'est s'en garder un tout pareil, de Debord, en blanc. Si Debord a droit à la retraite, et si je peux faire passer que sa vie est estimable toujours, et qu'il reste rebelle quand même, alors je peux moi-même, un jour (et le temps passe vite maintenant), être à la fois estimable, rebelle et retraité. Si en plus on oublie que Debord n'avait pas la moindre indulgence pour ceux qui « faisaient vieillir » quand lui avait 37 ans, on était alors en 68, la préretraite s'annonce douce. Voilà tout le fond de cette polémique. Tout comme Debord obligeait à trancher quand il était radical, il permet de retrancher quand il résigne.

Les membres de la BE ont pris au mot ce que les situationnistes appelaient la vérité. Bien avant que Debord ne devienne Raclure de Bidet, bien avant qu'il ne se corrige en se préfaçant sous le label mensonger de « l'homme qui ne se corrige pas », nous pensions que le minimum d'honnêteté que ces gens-là nous avaient enseigné était de leur appliquer leurs propres critères, de critiquer leurs insuffisances. Selon ce principe, moi qui ai trois ans de plus que vous, je considère, pour ce que j'en sais, que Debord mérite au moins le respect jusqu'en 1980 ; et au moins l'insulte à partir de 1993. Vous semblez avoir moins lu qu'admiré nos textes si vous pensiez que nous reconnaîtrions à quiconque un droit à la retraite, sans même qu'elle fût rentière, ou putassière. Les lettristes, Debord en tête, n'avaient pas non plus renié le mérite de Breton, bien au contraire, en l'insultant pour ses 60 ans ; les situationnistes, Debord en tête, n'avaient pas non plus renié le mérite de Lukács, en fustigeant ses retournements d'intellectuel vieillissant, bien au contraire. De même je serais bien inutilement sorti d'un silence, qui était tout aussi honteux que celui que vous semblez trouver honorable chez Raclure de Bidet au début des années 80 (le secret du silence, le voici : ni lui ni moi n'avions alors rien à dire), si un furieux charitable ne me colle pas une balle au

moment où je commencerais à mériter une retraite ! Vous vous trompez : Debord n'est plus un rebelle. Debord n'est plus honnête. Raclure de Bidet est l'insulte que les situationnistes avaient signée contre Gallimard. Il a mérité aujourd'hui de l'essuyer à son tour.

Vous voudriez que nous le lui fassions savoir. La BE ne s'adresse nommément qu'à deux types d'interlocuteurs : ceux auxquels elle répond (rares), et ceux à qui elle propose quelque chose (très rares). Nous n'avons rien à proposer à aucun ex-situationniste. Et nous serions fort surpris de la réciproque, tant le peu que nous savons sur leurs destins particuliers nous paraît malheureusement méprisable.

Soyez assuré, après cet exposé, que si votre prochaine communication à notre intention ne marque pas un net revirement par rapport au tranquille ticket de sortie de vie que vous signez, pour services rendus, à une raclure de bidet s'il en fut, elle sera la dernière à pouvoir se rêver conciliante.

*Pour la BE,
Chrétien FRANQUE.*

Extrait de correspondance, avril 1994.

Les belles émeutes de 1993



Les 5, 6, 7 juillet, les area boys de Lagos, en jouissant du prétexte périmé d'une élection annulée trois semaines plus tôt, ont manqué de peu de dissoudre l'Etat le plus peuplé d'Afrique dont tous les galonnés et costume-cravates commençaieni dans la panique à ethniciser leurs arrières. Il faut dire qu'après avoir sauté la prison, les émeutiers ont niqué le siège du syndicat unique (30 juin) parce qu'il venait de rétracter une grève générale. Les places honteuses au Nigeria menacent de ne plus être convoitées très longtemps.

LE RESPECT DE LA VIE

● **Contre l'humanisme**

Un des furoncles qui a le mieux éclos sur la face vieillissante de notre société est le décalage entre la morale professée et la pratique véritable. La morale des gérants de la forteresse vieux monde est un hybride infectieux de puritanisme corrompu, de modération fanatique et d'humanisme éventé. Le lacrymogène n'est pas que le discours des policiers contre les émeutiers, où il garde en passant sa plus grande franchise, mais le discours des gestionnaires aux gérés et des informateurs aux ignorants. Cette émotion, suscitée désormais avec routine, agit comme un signal, impose le silence, exige même parfois qu'on cesse de respirer et fonctionne comme un tabou. A chaque acte violent, l'argument est sacrifié aux larmes, préalable indispensable qui peut durer jusqu'au prochain acte violent, en quel cas, généralement, l'explication et la critique n'ont pas eu la permission de sortir des hommages et de la solennité qui singe nos dignités. Mais, à retenir ainsi par charges affectives de plus en plus accoutumées la réflexion, la prise de part et la négativité de la plèbe dans son ensemble, on l'unit dans la surdité de son courroux ; à forcer les pauvres sans célébrité ni gloire à pleurer plus souvent qu'à ce malheur, qui est le leur, on énerve exagérément leur apathie.

L'humanisme, qui dans cette boue glisse définitivement vers l'humanitarisme, est le courant d'idées que les gémisses et autres travailleurs de la glande lacrymale ont conservé à la base de leur justification et à la justification de leur base. L'humanisme du XVe et XVIe siècle avait réhabilité les penseurs latins et surtout grecs, fort déconsidérés dans les siècles du Moyen Age parce qu'ils n'étaient pas chrétiens, puisqu'ils étaient morts avant la naissance du Christ ; et avait placé l'humain au centre des préoccupations de la pensée renaissante, en opposition au triple dieu qui était jusque-là la référence obligatoire. Aujourd'hui, l'humanisme prétendu de nos ingénieurs humanitaires ignore Platon et Xénophon, et a perdu la qualité d'opposition à la pensée dominante d'Erasmus ou de Rabelais. La seule survivance qui le relie au mouvement ancêtre des « Lumières » et qui usurpe son nom, est moral. L'humanisme prône la tolérance, car de Dante à Thomas More il en avait un cruel besoin, et le respect de la vie humaine qui, de la Grande Peste au sac de Rome, faisait plus fréquemment un mouvoir du servage qu'il n'en avait été un pour les esclaves d'Athènes ou de Corinthe. Mais, même cette tolérance n'est plus la même dans la dictature actuelle que dans la révolte de l'érudition d'alors : aujourd'hui la tolérance, telle que

martelée par l'information dominante, est devenue une contrainte obligatoire et restrictive, qui interdit davantage qu'elle ne permet. En ayant caricaturé en nouveau combat entre le bien et le mal celui entre la tolérance et l'intolérance, les prétendus humanistes modernes oublient de dire que personne ne tolère tout, et que personne ne tolère rien ; tout un chacun tolère certaines choses et personnes et idées, et n'en tolère pas d'autres. Et, alors que la tolérance de l'humanisme de l'époque de l'inquisition était un appel à le tolérer, lui, la tolérance du spectaculaire humanisme somali-bosniaque est, en vérité, l'intolérance de tout ce qui n'est pas lui, le critique.

Le concept dominant de « respect de la vie », pour sa part, est devenu une hypocrisie parce qu'il repose sur deux distorsions qui ont créé une séparation entre la phrase et le fait. D'une part, dans le concept dominant, ce qu'on appelle la vie n'est pas la vie ; d'autre part, la mort y est un interdit, un tabou.

● **Survie et vie**

La séparation entre la vie et la survie s'est affirmée depuis son constat, il y a trente ans. Le concept de survie qui dénonçait les malheureuses prétentions préfabriquées de ces pauvres obligés de s'entasser dans des clapiers en béton a pris ses aises, en achetant du décor, dans une évolution parallèle à celle de l'urbanisme. Si les grands ensembles maintenant abîmés ne contiennent plus le premier surnuméraire de la population pauvre des villes, mais un substrat englué là, sédentarisé, les constructions à l'intérieur de la forteresse occidentale, dont l'explosion démographique semble passée, se préoccupent d'accès faciles et de jardinets, de centres de loisirs et de bricolage. Avec la disparition du tout va toujours mieux qui avait si bien enchaîné la survie dans la période précédente, la survie a annexé l'insécurité qui imite cette impression de vraie vie si grossièrement absente jusque-là. La part de crème sur ce lait s'est elle aussi sensiblement diversifiée, de sorte à entretenir l'impression que l'existence est une course à cette petite part de crème, et que si tout va bien un jour, fort improbable il est vrai, la part de crème aura dépassé la part de lait, étant entendu qu'il ne peut pas y avoir *que* de la crème. Si l'on travaille, d'un côté paradoxalement c'est déjà devenu un privilège avec tout ce chômage, et de l'autre ce n'est plus pour aller au cinéma ou s'acheter sa voiture, c'est pour fonder un groupe de rock qui sera célèbre ou pour « explorer » la Chine. La misère en noir et blanc, dénoncée par Vaneigem, est devenue une misère en couleur. Mais la survie est demeurée la priorité de l'espèce, et ce qui décore et distrait de ce constat d'échec ne fait que tourner davantage le lait.

La *vie* se distingue de la survie par l'existence d'une perspective historique. C'est cette perspective historique qui détermine ma survie, nullement ma survie qui, une fois en ordre, me permettrait de voir si en

surplus, en superflu, il n'y aurait pas quelque perspective historique à découvrir via, par exemple, un groupe de rock ou la Chine. Ma perspective historique n'est pas superflue, c'est au contraire ma survie qui me paraîtrait superflue si je n'avais pas de perspective historique. Mourir de faim m'est préférable à mourir de silence. Il se trouve que cette seconde mort, réputée à tort indolore, est la règle dans notre monde, qui passe à se battre contre la première, aussi bien pour notre société humaine que chez ses amis les bêtes.

L'humanité semble s'être toujours organisée autour de la survie de l'espèce. A la société construite autour du besoin de reproduction, sa priorité et sa protection, a succédé, lors d'une révolution qui a précédé l'écriture, notre société construite sur le besoin alimentaire. Il semble d'ailleurs que ce communisme primitif, où devait régner le matriarcat, ait eu le même but apparent de conservation de l'espèce que la société de l'accumulation des aliments, patriarcale, qui lui a succédé, probablement parce que assurer en priorité la nourriture était devenu plus sûr qu'assurer en priorité la reproduction. Ce qui atteste le mieux ce violent moment de l'histoire est certainement l'intense répression de la fonction reproductrice, enfermée encore dans des codes apparemment aussi absurdes que stricts (ainsi on reproche aux religions juives et musulmanes d'interdire la viande de porc alors qu'on sait aujourd'hui en combattre la putréfaction trop rapide sous la chaleur du désert au moment de la naissance de ces dogmes ; mais *l'inceste*, qui n'est un interdit que parce que, dans des temps bien plus anciens, cet interdit semble avoir protégé la famille patriarcale naissante de certains croisements, reste rigoureusement interdit ; et le sexe est aujourd'hui si tabou que la simple idée d'en frapper un, ou à l'aide d'un, qu'on appelle un *viol*, est aujourd'hui considéré comme l'incompressible justification de l'existence d'une police). Cette mutation complète de la société, au moins dans sa deuxième phase dans laquelle nous sommes *de mémoire d'homme*, c'est-à-dire une organisation autour du besoin alimentaire, et qui a permis à l'humanité son explosion d'esprit, dont l'explosion démographique est l'apparence, a vérifié qu'il est possible d'atteindre entièrement l'objectif de la suffisance alimentaire, et que pour atteindre une suffisance alimentaire il fallait des motivations extérieures à celle-ci. Comme pour un individu particulier, atteindre un but pour l'espèce n'est presque toujours possible que si l'on prend pour horizon l'au-delà de ce but, et non pas ce but lui-même. Les Khmers rouges ont été les économistes les plus radicaux qu'ait connus l'humanité : si toute la population n'a besoin que de riz, organisons toute la population autour de la production de riz. L'expérience, que le reste du monde poursuit avec simplement moins de rigueur, a prouvé que, si l'on ne fait que du riz, on meurt de faim. On peut aujourd'hui affirmer que pour avoir suffisamment de riz le but du genre humain ne doit pas être de cultiver du riz, mais la culture du riz doit être une activité subalterne.

Car quelle que soit l'absurdité d'une organisation qui a élevé au rang de question centrale de l'espèce la distribution la plus juste et la plus égale de nourriture et de tous les « biens » qui permettent à la nourriture d'être considérée comme le bien central, du pétrole au microprocesseur, de l'or à la force de travail, la pratique expérimentale a supprimé l'objectif : si jamais encore autant d'individus n'ont été menacés de mourir de faim, le genre humain s'est tellement multiplié que lui, genre humain, n'est plus menacé d'inanité. Nous sommes donc dans un monde entièrement construit sur une base sur laquelle il n'a plus de raison de reposer. Le besoin alimentaire, qui a toujours été une servitude du pauvre, doit être considéré comme servitude de l'espèce tant qu'elle en accepte la tyrannie. L'organisation de la société autour du besoin alimentaire, qui présente sa satisfaction comme repoussée à l'infini, est cette tyrannie. La servitude qui en est notre expression est plus ancrée dans nos mœurs que la plus ancienne tradition, si bien que même la plus ancienne tradition y est rattachée. Cette habitude est la conscience qui se rétrécit, dans l'incapacité non de voir grand, loin, mais simplement dégagé. Les existences construites selon ce principe dominant de l'économie en général et de notre époque en particulier et en entier, comme quoi assurons d'abord le nécessaire et on verra pour la suite, constituons un bagage et on aura bien un voyage à faire, apprenons un instrument et on découvrira nécessairement la musique qu'on a à exprimer, sont les petites survies ; et les autres, vous n'en rencontrerez pas beaucoup, qui sont pris par un dessein d'ensemble qui les rend prodiges de leur conservation, qui ont une rencontre à préparer qui ne leur laisse que le dernier moment pour improviser le bagage, dont la musique qu'ils chantent ne s'entend que sur les instruments qu'ils sont obligés d'inventer exprès, ceux-là sont en vie.

Je voudrais ici insérer une courte parenthèse sur le nécessaire et le superflu. Le superflu a été honni par le puritanisme, puis par l'hypocrisie encore si manifeste dans le capitalisme paupériste, celui de gauche, le modelé social-démocrate égalitariste. Aussi, leur négation la plus vigoureuse n'a pas manqué de se féliciter du superflu et d'honorer le nécessaire. Mais nécessaire et superflu sont toujours relatifs. Dans la dialectique de la survie et de la vie, ainsi, nécessaire et superflu s'inversent. Si la survie est nécessaire à la vie, dans le monde atrophié où la survie domine la vie jusqu'à l'exclure, la survie se transforme en superflu, et c'est la vie qui apparaît comme ce qui lui est nécessaire, son humanité. En vérité, du point de vue de la richesse sous lequel ces deux contraires sont généralement présentés, et même du point de vue de la richesse aliénée, c'est-à-dire la richesse marchande, le nécessaire a toujours été superflu ; et le superflu toujours nécessaire. Utilitarisme et anti-utilitarisme, par extension de parenthèse, sont soumis à la même relativité : rien de plus utile que l'anti-utilitarisme, et rien de plus inutile que l'utilitarisme.

● **La mort est un tabou**

L'existence de ceux dont l'amélioration de la survie demeure l'objet non seulement affirmé, comme chez les politiciens qui depuis vingt ans ne savent pas encore que leurs améliorations du quotidien de leurs administrés sont perçues par ceux-ci comme une vis qu'on serre, mais véritablement le but le plus élevé auquel ils se consacrent parfois avec un étonnant acharnement, agit sur l'ensemble de la société, qui les y encourage comme un frein moteur, un ralentissement grandissant. Ce ralentissement n'est pas visible dans la perspective qui y préside où les détails de la survie s'équilibrent, hors du champ de vue, en tragédies immenses et en bonheurs absolus. La vision quotidienniste et paupériste tend à hiérarchiser les événements du monde en fonction de ceux de ce vécu quotidienniste et paupériste, et non l'inverse. Jean-Paul, qui n'est pas moins révolutionnaire que vous et moi, ne s'intéresse pas à l'Afrique du Sud parce qu'elle est très éloignée, et ne change pas sa vie, à lui ; Corinne ne conçoit pas l'intérêt de connaître les émeutes du Yémen, car pour elle, à partir de son vécu prédominant, une émeute c'est le mécontentement qui gagne une file d'impaticients dans un bureau de poste. Ce peu de perspective historique les trompe fort : c'est précisément en Afrique du Sud que se joue la *vie* de Jean-Paul ; et l'émeute dont Corinne se réjouit dans un bureau de poste est précisément ce qui *interdit* celles du Yémen. Dans la perspective historique, c'est-à-dire ici et maintenant, des téléologues, *leur mort* est absolument indifférente. Je ne veux pas particulièrement tuer les malheureux Jean-Paul et Corinne que nous connaissons tous, ce qui ferait d'ailleurs que leur mort n'est pas du tout indifférente, mais je veux dire par là que leur existence ou son défaut rejoint ici la théorie dominante du minuscule de l'humain, être et genre interchangeable, qui ne peuvent donc rien changer, mais qui peuvent être changés pour rien. Leur mort ne change rien à la révolte en Afrique du Sud et aux émeutes au Yémen, alors que le sort de cette révolte ou de ces émeutes contient leur billet pour passer de la survie à la vie. Dans un monde où l'horizon de la conscience n'est pas l'histoire, où la survie rejette la vie dans la prison d'un temps libre obligatoire, où la vie est considérée comme récompense ou loisir de la survie, la survie empêche et étouffe la vie. A l'inverse, la vie, où la débauche remplace l'économie et la passion perfore la raison, est considérée comme ennemie de la survie, et c'est à ce titre qu'on lui donne des noms différents que survie : délire, folie, parfois terrorisme. Dans l'opposition entre survie et vie, il y a la même opposition qu'entre travail et jeu, baise et amour, quotidien et histoire. Et vue du point de vue de la vie, de l'histoire, la mort de tous ceux qui survivent est fort indifférente. Regardez les milliards de morts de ce siècle : le décès de l'un des anonymes de la guerre de 1939-45 a-t-il affecté autre chose qu'un principe humaniste comme une petite giflette décoiffe la raie d'un yuppie ? Certes non. Et les plus regrettés des morts de cette guerre-là sont ceux qui sont revendiqués en tant que juifs, parce que les militants de la même ethnie leur ont gagné cet honneur, fort douteux. Mais

si j'en veux aux militants juifs de leur ethnicisme, j'imité leur procédé. A l'indifférence que j'ai du carnage quotidien de tous les pauvres modernes, je retranche ceux qui se sont manifestés de mon parti, notamment dans les révoltes d'Afrique du Sud et dans les émeutes du Yémen, parce que leur action sur la base très générale qui s'y manifeste correspond encore aux buts et aux moyens des téléologues ; l'existence de Jean-Paul et de Corinne, en revanche, non. Qu'ils crèvent.

La mort est un tabou. Il participe certainement de la nécessité de conserver l'espèce que, depuis cinq mille ans, les religions et plus généralement toutes les professions de foi, à d'intéressantes exceptions près, considèrent la mort de l'individu comme une priorité à éviter. Mais même pour Gilgamesh, l'impossibilité d'échapper à la mort semble au moins liée à l'impossibilité de réaliser le destin collectif. Le scandale de la mort ne provient pas d'un prétendu instinct de conservation, mais d'une nécessaire insatisfaction de n'avoir pas réalisé *tout* ce vers quoi chacun tend. Cette totalité, impossible à réaliser *aujourd'hui*, est d'ailleurs ce qui rend toute mort, sans exception, insatisfaisante. Jean-Paul et Corinne, en éliminant de leur existence un horizon dont ils redoutent la distance, n'échappent pas à cette insatisfaction par l'opération d'en effacer la conscience. La mort, évidemment, n'occupe pas la même place dans la forteresse naissante dont l'idée est d'arrêter le temps et où se nie l'histoire, et sur les terrains de jeu où se font le temps et l'histoire. En Somalie, où l'on meurt aussi bien de faim que par les armes, il serait impossible de faire croire aux pauvres, comme en Europe, que l'on puisse mourir satisfait en ayant vécu insatisfait ; que la mort est une calamité, indifféremment des victimes ; et même probablement qu'il faille repousser la mort, au prix de sa vie, c'est-à-dire qu'il puisse y avoir quelque intérêt à prolonger la survie sans autre but. L'idée que la survie est la vie est policière en ce sens qu'elle tente de supprimer la vie. La survie, en effet, arrête le temps, mais la vie, au contraire, le précipite vers sa fin. La mort fait partie de la vie, mais elle est interdite de séjour dans la survie.

L'abus de l'interdit que notre société fait peser sur la mort a pour conséquence la Standart Total View comme quoi la vie et la mort sont des contraires. Rien n'est plus nocif à la vie que de considérer la mort en dehors d'elle : la mort fait partie de la vie en tant que sa fin, sa limite, sa frontière. Donner la vie n'a de sens que pour ceux qui la prennent. La survie, érigée en sacré, prive l'humain de la maîtrise de sa vie, et donc de la maîtrise de la vie en général, en le privant de la maîtrise de sa mort, et donc de la mort en général. D'où les interdits pesant sur le meurtre (résultat des réactions sur « vol, viol, meurtre sont des délits d'opinion », cf. Bulletin de la B.E. n°4 : quelques approbations pour le vol, une levée de boucliers indignée contre le viol, et un silence de mort sur le meurtre), l'avortement, l'euthanasie, le suicide. Ce qui scandalise dans le génocide n'est pas l'aberration de la division ethnique, mais la préméditation du massacre, le délit d'*opinion*. Si j'estime que

pour parvenir à la réalisation de l'humanité une partie de l'humanité doit être supprimée avant cette réalisation, qu'en est-il ? Dois-je poursuivre mon but ou bien céder à un principe qui lui sera donc supérieur, mais sans la moindre justification de sa supériorité, comme quoi la vie de chaque individu humain serait sacrée ? Je ne pose pas cette question parce que j'ai envie de supprimer une partie de l'humanité (encore que celle qui regroupe tous les gestionnaires et leurs alliés uniformés *nous* gêne considérablement pour tenir le débat sur la meilleure façon de parvenir à ce but), mais pour profaner le tabou de la mort, qui est une entrave à cette réalisation. Quand la vie est sacrée, elle n'est plus que la survie. Parce qu'elle est privée de la mort, celle qu'on reçoit comme celle qu'on donne, la survie est l'absence de vie. La mort qui aujourd'hui est l'échec de la survie et de son projet d'éternité est crue l'échec de la vie dans une société qui substitue la survie à son contraire, la vie. Et c'est donc aussi bien la mort reçue et la mort donnée qui sont soumises à de graves interdits, de grandes culpabilités et de grandes peurs. Après Lucrèce, entreprenons de chasser des coeurs « cette crainte de l'Achéron qui trouble jusqu'au fond de la vie humaine ».

● Tuer

Le refus forcené de la mort est d'autant plus singulier que personne n'y échappe. La mort étant inéluctable, seuls la façon de mourir et l'époque de la mort importent.

La mort d'un humain ne constitue un événement que pour les autres. Les circonstances et l'intérêt de sa mort ne sont donc évalués que par ceux qui ne meurent pas, y compris par l'anticipation du mort lui-même. L'importance actuellement accordée à cet événement commun ne dépend donc pas d'abord de cet événement, mais de l'idée de la mort pour ceux qui la manifestent. C'est bien ainsi que le sacré s'autoalimente.

Une différence capitale est faite dans cette idéologie de la vie sacrée entre la mort dite naturelle et la mort dite violente. Sans gloser sur le ridicule de ces deux appellations, elles signifient qu'il existe une mort, en quelque sorte légitime, celle qui est « naturelle », et une qui serait en quelque sorte artificielle, la « violente ». La mort violente elle-même se subdivise en deux : celle par « accident » et celle qui provient du résultat de l'opinion d'une conscience, que ce soit celle du mort (suicide) ou celle d'une autre personne (assassinat). Les frontières

entre ces différentes qualifications de la mort fluctuent selon les circonstances, mais elles expriment principalement la hiérarchie morale des façons de mourir.

A cette hiérarchie, j'en oppose une autre. Tout d'abord la mort met fin aussi bien à la survie qu'à la vie, ce qui constitue sa première division : la mort des survivants est indifférente, à l'exception de ceux que je pense pouvoir être des alliés des vivants, par conséquent en devenir eux-mêmes, la mort d'un vivant est la fin du jeu de sa vie, a un sens historique déterminé. Achever une survie est un acte de conséquence nulle, sauf une vengeance toujours possible quoique rarement justifiée de ceux qui ne sont pas de l'avis de la nullité de cette survie, alors que tuer un vivant est une grave décision, puisque l'histoire en dépend.

On voit que lorsque je parle de la mort telle qu'elle existe dans notre société de survie, ma perspective est celle de la victime, et dans le cas inverse, elle devient celle, généreuse, de qui donne la mort, de qui donc ne pense que maîtriser la vie. Mort « naturelle », « accident », « suicide » ou « meurtre » ne peuvent transformer ce renversement qu'exceptionnellement, dans le cas où donc cette circonstance de la mort

transformerait la qualité de la vie (ou de la survie) qu'elle clôt, par exemple en révélant que ce qu'on avait cru une vie n'était en fait qu'une misérable survie, ou l'inverse, qui menace d'être plus rare. La mort est une fin, et cette fin est beaucoup trop importante pour une vie, pour être laissée au hasard. Avis aux amateurs.

● La peine de mort

La question de la peine de mort est de savoir si l'Etat a le droit de tuer. On sait déjà, par l'exception qu'est la « légitime défense », que l'Etat accorde ce droit au particulier qui n'attaque pas ; et c'est en invoquant la même exception que l'Etat justifie les guerres qu'il entreprend, au besoin par des *régimes d'exception*, où il s'autorise au raisonnement qui annule l'exception en prétendant la confirmer : l'attaque est la meilleure défense. Pour que la guerre que l'Etat entreprend ne soit pas la peine de mort, l'Etat doit prouver qu'il défend ; quand l'armée américaine bombarde l'Irak ou la Somalie, c'est ainsi pour *défendre* un principe. Cet exemple meurtrier vérifie que toute offensive peut être appelée défensive, car une offensive défend toujours un intérêt « supérieur » ou un principe. Mais la nécessité de justifier la défensive, de prouver que l'autre est l'agresseur, le tricheur, n'est qu'une casuistique, n'est que la nécessité d'accorder les actes avec les règles du jeu qui, dans la société démo-libérale, ne se fait plus principalement par l'Etat mais par l'information.

Pour ma part, je n'ai pas choisi d'aliéner la responsabilité sur ma vie à l'organisation de la communauté qu'est l'Etat, mais on m'a confisqué cette responsabilité, sans rien me demander, pas même ou surtout pas si j'avais une idée meilleure, et pour cette responsabilité et pour cette organisation ; et c'est fâcheux, car je pense que justement, oui. L'Etat est donc d'abord confiscation, et confiscation de ma vie, ensuite confiscation de la vie des autres, et somme de ces confiscations. Cette somme de confiscations fabrique des règles du jeu qu'elle appelle des lois,

auxquelles elle me soumet et auxquelles je me soustrais, non pas à telle ou telle quand j'en ai l'occasion, ou parce que je serais en désaccord sur un détail, mais en entier et par principe : aucune loi de l'Etat ne me convient parce qu'elles sont basées sur l'usurpation de ma complicité, et, de fait, le fait que l'Etat légifère ne me convient pas, puisque l'Etat même ne me convient pas.

Je n'entre donc dans le débat de la peine de mort qu'en dénonçant son cadre actuel, puisqu'il sert d'abord à renforcer l'Etat. En reconnaissant ou en refusant telle ou telle prérogative à l'Etat, on reconnaît l'Etat. Maintenant, si je continue à pénétrer dans cette problématique, c'est pour en souligner l'hypocrisie moraliste. Les partisans de la peine de mort tiennent le discours de Rousseau dans « Le Contrat social » : si la peine de mort empêche qu'un humain en tue plusieurs autres, il y a bénéfice arithmétique en « vies humaines ». D'ailleurs, les adversaires de la peine de mort souscrivent volontiers, selon le même calcul, à l'assassinat d'un tyran. D'autres partisans de cette peine la considèrent dissuasive, c'est encore le même calcul, mais qui n'est plus vérifiable. D'autres, beaucoup plus rares encore, dont moi, approuveraient la peine de mort pour les mêmes raisons que Lacenaire, à savoir qu'ils trouvent la mort préférable à la prison. En face, les adversaires de la peine de mort, qui l'ont maintenant emporté dans la plupart des quartiers de la forteresse, n'ont pas d'*arguments*. Ils n'ont que le précepte moral du caractère sacré de ce qu'ils appellent la vie, et ils mêlent à ce commandement religieux l'hypocrisie d'une mansuétude laïque. Ils ne prétendent même pas que c'est parce qu'eux-mêmes seraient en danger de mort si cette loi existait, ce qu'ils auraient certainement beaucoup de mal à soutenir. Cette tolérance et ce pardon se *vivent* infailliblement, pour celui qui a commis l'infraction qui pourrait conduire à la mort selon les règles du jeu de l'Etat, comme le visqueux borborygme de l'humiliation. Car il va lui falloir mériter cette répugnante générosité, pleine d'arrière-pensées éducatives.

Dans la guerre contre l'Etat, tuer et être tué sont la logique qui font de l'indignation contre des bavures policières de si mauvais prétextes de révolte, alors que, comme en Algérie et maintenant en Egypte, ils forment de si bonnes raisons de vengeance. Que l'Etat puisse tuer par inadvertance, par excès ou par raison d'Etat est *juste*, non pas selon les règles qu'il proclame, mais selon la guerre qui est en cours. La victoire des adversaires de la peine de mort est la victoire d'une mesure préventive pour éviter cette guerre par celui des deux partis qui ne peut pas anéantir l'autre, c'est-à-dire le parti de l'Etat. Elle substitue la prison à la mort (quand un criminel risque la mort, il risque donc aussi la vie, quand il risque la prison, il risque seulement d'être condamné à la survie) et elle feint de retirer, même à l'Etat, le droit de tuer. Ce qui, en vérité, interdit la vengeance et surtout protège l'Etat contre l'offensive de ses ennemis en plaçant un interdit encore plus grand sur le fait que ces ennemis tuent ses partisans. Si la plupart des Etats occidentaux ont supprimé maintenant la peine de mort (presque partout contre la majorité des citoyens, là aussi contrairement à la règle du jeu établie), c'est le signe que cette guerre est loin d'être ouverte, et même, a probablement reculé si loin dans les consciences que l'Etat peut installer des bastions prophylactiques jusque dans les rangs de ses ennemis, qui presque tous, par contradiction politicienne, sont adversaires déclarés de la peine de mort.

● Avortement

Pour finir l'humanité, il convient de déterminer les moyens d'y parvenir. Or, comme il est impossible, dans l'absence de débat actuel, de déterminer si dans ce but il faut prendre la vie d'une partie de l'humanité, il est impossible de déterminer s'il faut donner la vie à une partie de l'humanité. Il est cependant implicite que, si cette deuxième possibilité devait correspondre à ce but, cela signifierait simultanément que ceux qui en prennent la décision tolèrent que l'humanité continue au-delà d'eux et ils prendraient ainsi en même temps la décision de mourir insatisfaits.

Si la reproduction paraît immédiatement contraire à la téléologie, c'est aussi parce que cette reproduction, telle qu'elle est subie aujourd'hui par les pauvres qui la pratiquent, est la renonciation avouée de finir soi-même la vie, est une résignation, une abdication. Elle stipule d'emblée, dans l'état d'organisation particulière de notre société, la prise de responsabilité de l'humain qui procrée pour l'humain procréé sans l'accord préalable de celui-ci, donc contre celui-ci jusqu'au moment de la révolte du procréé contre le procréateur. Cette révolte (si le procréé ne traite pas le procréateur de salopard et de con, c'est lui qui en est un) est actuellement si morcellisée que jamais encore le quorum de ses participants n'a été suffisant pour donner lieu à une émeute, tant il est lourdement anticipé par les réseaux coercitifs spécifiques, comme la famille et l'école, et généraux, comme l'information, l'Etat et la marchandise. Faire un enfant, comme on dit aujourd'hui, c'est l'offrir à la société, le pouvoir parental séparé dont il est le précipité en étant le premier témoignage, ce qu'assez impudiques de leur misère la plupart des parents nient *par définition*. Alors que, pour ceux-là, c'est hypothéquer plus ou moins complètement leur temps, leur capacité d'engagement, de critique. Seuls ceux qui font des enfants par erreur, ou par malheur, peuvent être des parents dignes de la fin de ce monde. Mais tous ceux qui les font par soi-disant amour (« c'est parce que nous nous aimons »), par goût (« j'aime les enfants »), par soi-disant instinct (« j'ai la fibre maternelle ») ou pour se fabriquer un petit jouet rêvé (« j'en ferai un révolutionnaire ») sont déjà en train de nous tromper comme ils se trompent et tromperont leur malheureuse progéniture. Ceux-là auront longtemps ce résultat à conserver. Ils sont aussi hostiles à faire la fin du monde que ceux qui, dans la forteresse occidentale, font valoir l'excuse démographique pour prolonger en d'autres corps leur chair et leur sang lâches, leur irresponsable refus d'analyser l'avenir (« on ne peut pas savoir »). Dans la partie du monde où la contraception est généralisée, faire un enfant, comme se

marier, sont des concessions qui interdisent de penser en finir.

Comme le « débat » sur la peine de mort est une fortification de l'Etat, le « débat » sur l'avortement est d'abord la pilule contre le débat sur la procréation. Ensuite, il exclut le débat sur le plaisir qui pourtant, dans le phénomène de reproduction et de reproduction avortée, est le mobile prépondérant ; là se perd, comme en Iran en 1979 dans le voile du débat sur le voile, le plaisir du débat sur la satisfaction, le désir, l'amour. Enfin, la question de l'avortement est une façon d'éluder la question de la vie, quel peut bien être son but, et de la mort, car sur ce point central en l'occurrence les deux partis sont d'accord : donner la mort est interdit.

L'argument des opposants à l'avortement est : il est interdit de tuer un être humain et l'avortement tue un être humain. A cela les partisans de l'avortement rétorquent que le fœtus n'est pas vraiment un être vivant. Si la mort doit être interdite, les opposants de l'avortement ont entièrement raison : l'avortement est un meurtre. Le fœtus est un être humain dont il est indiscutable qu'il est déjà en survie. Il est tout aussi indiscutable qu'il n'est pas en vie. L'avortement est un assassinat d'un être humain qui survit sans vivre. Ensuite, les partisans de l'avortement déplacent le centre de la discussion pour plaindre la mère, pour qu'elle soit enfin libre de son corps. Rien n'est plus hypocrite que de prétendre que l'avortement rendra quelqu'un « libre de son corps », ce qui ne veut strictement rien dire, comme ne veut rien dire plaindre une mère quand on n'est pas opposé à toute maternité. Comme le parti contre la peine de mort, le parti pour l'avortement a, en guise d'argument, sa position novatrice, de gauche, mais tout aussi morale et conservatrice de ce monde.

Si j'avorte, c'est parce que je ne veux pas payer mon plaisir de la charge d'un être humain. Et quand j'avorte, je tue, et alors ? Si je ne suis pas opposé à l'avortement, c'est parce que je ne suis pas opposé au meurtre.

● Euthanasie

L'interdit sur l'euthanasie est le plus flagrant témoignage de la sacralisation de la mort. Entre la douleur et la mort, arbitrairement, il est décidé a priori, donc en dehors de la personne concernée, que la douleur est préférable. Lorsque quelqu'un se trouve devant le choix d'être handicapé au point de ne plus pouvoir atteindre les buts qu'il s'était proposés, ou bien d'achever d'un coup l'inutile tourment qui le lui rappellera jusqu'à une autre mort, inévitable et qu'il n'a pas choisie, il est pressé par tout ce qui respire autour de lui l'interdit de la mort, par la loi, par la superstition, par la détermination existentielle d'un corps médical alors omnipotent, de réviser ses buts en ersatz à portée de fauteuil roulant ou d'une cécité inévitable. Il existe des individus dans le coma depuis des années, maintenus dans cette survie au nom de la prééminence religieuse de la survie, alors qu'ils sont définitivement incapables d'avoir une vie, et que leur réveil les tuerait aussitôt. Pour ma part, je pense que l'euthanasie devrait être exécutée non seulement si celui qui en est l'objet en donne l'ordre, mais sur l'avis du conseil de ceux qu'il aura préalablement désignés comme *amis*, ce qui permettrait d'avoir de l'amitié un compte plus attentif que la lâche inflation qui en est le cours actuel. De ce conseil devraient être exclus, par principe, les membres de la famille, tant que la famille a des droits et des intérêts légaux, qui renforcent sa tyrannie sur les individus et son conservatisme sur la société. Les erreurs et les excès ne seraient certainement ni plus tragiques ni plus nombreux que l'acharnement thérapeutique, qui confond vie et survie au profit exclusif de cette dernière, et qui s'applique aujourd'hui avec toute la violence d'un exécutif médical qui ne tient ses pouvoirs que d'un savoir sommaire, imprégné à chaque article de l'anthropologie la plus conservatoire.

● Suicide

L'euthanasie, acte de donner la mort, est à la frontière entre le meurtre et le suicide, puisque l'objet de l'euthanasie peut

être aussi bien autrui que soi-même. Meurtre et suicide ne sont d'ailleurs antinomiques qu'en vertu de l'axiome de l'indépendance de l'individu, car dans la morale et dans la loi dominantes, ils sont également réprouvés (« Suicide mode d'emploi » est un des très rares livres que la censure a interdits en France où l'on se gorgé tant de la liberté de tout publier, et où on roule des yeux si furibards à l'interdiction des « Versets sataniques » dans d'autres parties du globe). Contre le suicide également, l'idée sous-jacente est la conservation de la vie dégradée en survie. Et il faut bien supposer que si une inversion de perspective, qui ne pourrait pas être moins qu'une révolution, rendait à la survie, jusque dans l'organisation de l'espèce, sa place d'appendice de la vie, les ruptures qualitatives ayant un but, qui seraient l'essence révélée de cette organisation, consacrerait le don de la mort à autrui et à soi-même comme actes d'égale importance, le respect de la vie impliquant une responsabilité de chacun, qui oblige chacun bien au-delà de la masse physique à laquelle il est identifié aujourd'hui.

Mais qu'il s'agisse là d'un voeu pieux ou d'une exigence minimale, cette conception porte au-delà de l'espèce de contrition confuse dans laquelle est enveloppé aujourd'hui le suicide. Du courage ou de la lâcheté à se suicider, l'éternelle controverse, il sera fait table rase aussitôt que sera reconnue la relativité du courage et de la lâcheté : de nombreux héros le sont par lâcheté, et certaines débandades ne sont que la protection d'une volonté hardie qui, pour ne pas hésiter au centre de l'engagement, en fuit les bordures. Les différentes formes de suicide, de la pendaison au médicament, en passant par l'héroïne et le crash automobile, contiennent toutes l'impossibilité reconnue de la vie, alors que très peu d'affamés se suicident par impossibilité de survivre, bien évidemment. C'est la principale raison du tabou sur le suicide. Car l'incapacité d'accomplir sa vie, si elle était discutée en priorité sur la place publique, menacerait de renverser ceux qui gèrent par ce secret celles des autres en évitant de sonder d'éventuels remèdes.

Le suicide, pourtant, si l'on considère qu'aujourd'hui aucune existence n'atteint le terme de son possible, devrait être le geste qui honore l'éclair de conscience de cette résignation. En d'autres termes : lorsque le débat sur la finalité de l'espèce sera l'agora de la république humaine, tous les humains, sauf peut-être ceux qui parachèveront l'oeuvre commune et ceux qui auront été tués, se suicideront, non pas d'un coup, comme une hécatombe, mais en leur temps, variable selon les circonstances et les capacités, l'état d'avancement du débat et le plaisir à le mener. Si le suicide, en effet, marque d'abord l'absence de maîtrise de la vie, comme l'exprime convulsivement la fascination morbide d'un Jacques Rigaut, il en marque aussi la maîtrise en ce sens qu'il préfère sa fin à son devenir autre, son aliénation, sa continuation sans maîtrise possible. C'est pourquoi, mieux que celle du fondateur célébré des surréalistes de « l'Agence générale pour le suicide », la mort de l'auteur du « Droit à la Paresse », Paul Lafargue, est la vérité de cet ouvrage et même de la vie. En voici le plus beau des testaments : « Sain de corps et d'esprit, je me tue avant que l'impitoyable vieillesse qui m'enlève un à un les plaisirs et les joies de l'existence et qui me dépouille de mes forces physiques et intellectuelles ne paralyse mon énergie, ne brise ma volonté et ne fasse de moi une charge à moi et aux autres.

« Depuis des années, je me suis promis de ne pas dépasser les 70 années, j'ai fixé l'époque de l'année pour mon départ de la vie et j'ai préparé le mode d'exécution pour ma résolution, une injection hypodermique d'acide cyanhydrique.

« Je meurs avec la joie suprême d'avoir la certitude que, dans un avenir prochain, la cause pour laquelle je me suis dévoué depuis 45 ans, triomphera.

« Vive le communisme, vive le socialisme international ! »

La fin appartient à celui qui la fait. Dans l'hébétéude statique de notre misère perpétuelle, nous sommes privés de cette propriété, et la vie est niée jusqu'à refuser son accomplissement au responsable de son contenu. Dans la survie, qui fait de nous des métayers, des serfs de l'existence,

particulière et collective, le suicide est le déni du mirage de la récompense, communisme et socialisme international, que Lafargue, au moment de partager son suicide avec la fille de Marx qu'il avait épousée, exhorte à vivre, ou paradis ; dans la vie, le suicide est le dernier acte de prise à partie de l'histoire.

Peu importe la foi quand j'examine le possible. Aujourd'hui il mérite ma vie comme demain il l'achèvera. Dans la balance de ce jugement qui est ma vie, les émeutiers du monde entier remplissent en bonne partie le plateau qui doit toujours être le plus lourd.

H. CULTON-PEAR, H. NIMOH, M. TANNER.

Les belles émeutes de 1993



Le 3 octobre à Moscou, en attaquant la télévision à plus forte audience du monde, les adolescents efflanqués qui avaient déjà bousculé la quiétude le 1er mai et le 28 septembre, ont mis en péril le mensonge libéralo-stalinien, eltsino-routskoï, militaro-yuppie, russo-vieux monde, kouchnero-serbe. C'est pourquoi plusieurs dizaines y restèrent, dans la nuit et le lendemain. Partie remise : dievotchki et maltchiki poussent par milliers derrière cette première étincelle de leur histoire.

ALI ET NATION

- 1 -

La dispute sur les mots continue. Les mots qui désignent les concepts sont fixés hors de ces concepts. Mais les concepts eux-mêmes deviennent. Et le sens des mots ne recouvre plus alors toute la nudité des concepts. Aussi bien, les concepts, dans leur mouvement, dissolvent, détruisent ou retaillent le sens des mots. Devant une telle désagrégation, le mot n'étant que l'apparence rationnelle et articulée du concept, se forment deux tendances contradictoires, souvent chez le même interprète d'un mot : se conformer à son sens courant ou bien restituer celui de son sens originel. Ainsi, Huizinga, dans son « Homo Ludens », accepte-t-il pour le jeu tout ce qui est communément appelé jeu (à une exception fort puritaine près, il est vrai) ; ainsi Voyer veut-il restituer au prolétariat son sens romain, alors même qu'il revendique pour le prolétaire moderne les conquêtes de la bourgeoisie, comme l'habeas corpus, qui suppriment justement le sens romain du prolétariat. En vérité, le sens des mots suit et freine le mouvement des concepts. Car les concepts eux-mêmes sont le mouvement de ce qu'ils signifient. Les arrêter au mot contient généralement leur mouvement précédent connu, mais le suppose ainsi *fini*, et lui dénie le mouvement de division en lui-même qu'est le négatif, et dont le dépassement devient l'unité du concept fini et de ses divisions.

L'aliénation, en tant que mot en apparence, mais en tant que concept en vérité, a subi ces transformations de manière exemplaire, puisque ces transformations sont elles-mêmes l'aliénation. Ce mouvement de l'aliénation de l'aliénation n'est pas si ancien dans la connaissance humaine que le jeu chez Huizinga ou le prolétariat romain. C'est Rousseau, semble-t-il, qui dans son « Contrat social » a le premier extrapolé le vieux terme juridique d'aliénation, c'est-à-dire céder une propriété à autrui, vers une généralité plus élevée. Le contrat social lui-même n'est que l'aliénation de la liberté naturelle à une collectivité, par conséquent toujours cession d'une propriété, mais au sens figuré, à autrui. Cette extension considérable du mot n'est là aussi que l'effet de l'extension considérable du concept. Lorsque l'idée du renoncement à une liberté immédiate, en échange d'une liberté indirecte, plus grande, arrive à la conscience, se manifeste la division de la chose en elle-même, et l'abandon de son essence positive est nécessaire, non seulement à Rousseau, mais à l'humanité, mais à la pensée entière. Aussi l'aliénation devient telle que son concept apparaît. Ceci se vérifie dans l'étape qualitative suivante. D'abord l'aliénation se manifeste comme le synonyme de la folie, à savoir le renoncement de la pensée à sa

conscience, la cessation de la propriété essentielle de l'humain, mais non plus à autrui, mais tout court, en soi et pour soi, comme disait la philosophie allemande. Et d'autre part cette philosophie, par Hegel, révèle l'aliénation comme la pensée devenant étrangère à son essence, pensée philosophique par exemple. Marx le vérifie aussitôt dans la pratique des choses. A ce moment donc, l'aliénation se scinde pour les consciences entre un sens où elle est assimilée à une maladie ou déficience individuelle, et un sens générique où elle est considérée comme un accident qui arrive à l'ensemble de la pensée, et qui nie la pensée dans les choses, en étant elle-même la pensée des choses. Arrivée à ce stade d'explosion, l'aliénation semble avoir elle-même supprimé la conscience de son mouvement. En effet, depuis cent cinquante ans, l'aliénation est traitée comme si elle avait été découverte une fois pour toutes, quelques déclinaisons partielles de ses définitions fort complexes étant appliquées à tort et à travers *à tout ce qui bouge*. Mais le mouvement du concept est considéré terminé, comme si l'aliénation elle-même avait cessé de se révéler, *avait atteint son but*.

Marx, en vérifiant la forme particulière de l'aliénation qu'est la chosification, a paradoxalement beaucoup nui à sa compréhension. Car l'aliénation ne devient pas une chose, c'est plus exactement la pensée aliénée qui peut devenir une chose. Or, si la chosification est la cristallisation d'une pensée en son contraire, en absence de pensée, en fin d'une pensée, il faut d'abord remarquer que les choses ont une pensée, même si elles n'ont pas de conscience, et même si la pensée cristallisée de la chose n'est pas la pensée de la chose ; d'autre part, d'une manière générale, il n'est pas vérifié que la pensée se choséfie en entier, c'est-à-dire que la fin de la pensée serait la chosification générale. En réalité, la chosification est une des formes sous lesquelles apparaît l'aliénation. L'autre inconvénient pour la compréhension du concept de l'aliénation chez Marx est une forme de moralisation, qui certes a été davantage l'oeuvre des marxistes que de Marx. Car l'aliénation est considérée comme une sorte d'excrément de ce qui est aliéné, et pas même par des biologistes mais par des parfumeurs. En conséquence, l'aliénation est considérée comme un mal dont même la nécessité n'est plus envisagée.

C'est donc comme de la merde que le concept a été traité par la génération qui vient de dépasser assez furtivement le zénith supposé de la vie, la génération dite de 68. Cette génération d'ailleurs ne s'est pas penchée par hasard, du haut de son nez pincé, sur ce singulier échappement, mais parce qu'il s'est imposé de son propre mouvement. Les uns s'en sont servis comme projectile contre ceux qui géraient ce monde et dont ils croyaient qu'ils en étaient responsables, les autres l'ont manié à la pincette et au microscope, mais à la manière de ces scientifiques payés par l'Etat, c'est-à-dire dont les efforts servent à vérifier les présupposés, c'est-à-dire ceux dont l'Etat est prêt à financer la vérification. Aussi le

débat académique a-t-il suivi deux voies, fort fantaisistes par rapport au concept d'aliénation lui-même : la voie situationniste et la voie marxiste.

Chez les situationnistes, l'aliénation apparaît comme une sorte de salissure fatale, pour laquelle existe cependant un détergent, ou rédemption, ou médicament. L'aliénation est là le contraire de l'authenticité, de la vérité. Le détergent, ou rédemption, ou médicament, est la désaliénation, qui suit les mêmes chemins que l'aliénation. Malheureusement, comme les chemins de l'aliénation sont toujours supposés évidents, celui qui les ignore est bien embarrassé pour se défaire de la tâche, de la faute, du virus. Authenticité ou vérité devraient pouvoir suffire. Pour notre part, nous témoignons ici et maintenant n'avoir encore jamais connu la moindre aliénation en quoi que ce soit qui ait disparu du fait d'une « désaliénation », en suivant les « chemins de l'aliénation ». Aussi réconfortante que paraît une telle invention mécanique, il faut bien reconnaître qu'elle n'a encore jamais été vérifiée en pratique. De sorte que la « désaliénation » semble elle-même une des apparences, sans conséquence plus grave il est vrai que les illusions d'une fraction d'une génération, de l'aliénation elle-même. Contrairement à ce qu'ils ont eux-mêmes pensé, les situationnistes n'ont pas combattu l'aliénation, mais le monde où l'aliénation est une véritable tempête, et chaque fois qu'ils se sont arrêtés devant ce concept *magique*, c'est comme Don Quichotte devant ses célèbres moulins.

Pour le reste du monde, la discussion sur l'aliénation s'est contentée d'approfondir des variantes sur le sol solide et alors pieusement labouré de ce que Marx avait laissé. Aussi, toutes sortes de choses, de gens et d'activités, comme la télévision, les ouvriers ou le travail, furent déclarés aliénés. Car, que l'aliénation était un moment de la pensée avait échappé à tous ces penseurs, qui d'ailleurs se sentaient contraints de déprécier la pensée, de peur que leur pensée soit taxée de « pure » pensée (la « pure » pensée est une invention tout aussi farfelue que la « désaliénation »), ce qui aurait signifié au moins leur exclusion du mouvement progressiste ou révolutionnaire, comme ils appelaient alors le drapeau de leurs carrières. Il y eut en outre parmi les services de police spéciale que composent les psychologues, psychiatres, psychanalystes, quelque obscur crêpage de chignons qui aboutit au remplacement du terme « aliéné » par « malade mental ». Le mouvement de révolte vaincu, alors, qui avait mis en exergue l'aliénation en tant que question, fut également vaincu sur ce point, le débat officiel subséquent servant essentiellement à supprimer l'exergue. La vague de révolte de 68 s'était élevée, historiquement, jusqu'à prendre pour objet le concept d'aliénation. Ses fossoyeurs, par faiblesse comme les situationnistes ou par hostilité arriviste comme les sociologues, historiens, philosophes, journalistes ou policiers, l'ont arrêté au mot.

Depuis, il ne s'est trouvé personne d'assez fou pour faire un état de l'aliénation ; comme il ne s'est encore jamais rencontré quelqu'un d'assez sot pour ne serait-ce qu'esquisser ce que pourrait être un monde sans aliénation ; ni même d'assez pervers pour supputer si un monde sans aliénation a ou non existé.

- 2 -

Tant que la matière est divisible à l'infini, tant qu'il est impossible de déterminer un élément indivisible commun à tout ce qui est, tant que les divisions de l'atome sont elle-mêmes divisibles, *la matière* n'est pas réalisée. La matière, qui est l'idée d'une substance, qui reste substance quelles que soient ses modifications, n'existe qu'en tant qu'idée. Diviser le monde en matières, diviser ce qui est entre ce qui est matériel et ce qui ne l'est pas, n'est rien d'autre qu'une pensée. La seule substance existante est la pensée.

Il convient ici d'effectuer un renversement par rapport à l'idéologie dominant depuis deux cents ans : la matière est une pensée, et non la pensée une matière. Il s'agit donc ici en premier lieu de déterminer ce qu'est la matière si elle n'est pas la substance indivisible universelle. La matière est un *état* de la pensée, la matière est de la pensée sous la forme particulière qui permet de la diviser en atomes et de diviser ceux-ci. La matière est précisément l'état de la pensée qui ne pense pas. La matière est à la fois cette forme de pensée incapable de se prendre pour objet, et l'opacité qui dissimule sa propre origine : la matière est la pensée hostile à la pensée, en apparence. Certes, la matière véhicule de la pensée par l'opération même de la figer dans une représentation matérielle. Mais véhiculer de la pensée, même si ça l'use, l'altère ou l'aliène, ne la produit pas. Ce qui produit de la pensée ? De fortes présomptions pèsent sur le cerveau. Mais ce ne sont là que des présomptions : l'ordinateur lui aussi semble produire de la pensée, alors qu'en réalité il se contente de la véhiculer. Tout porte à penser que ce qui produit la pensée est encore à réaliser.

Pour admettre que ce point de vue n'est ni religieux, ni autrement pataphysique, il faut rappeler que le seul point de vue qui guide cette théorie est : tout a une fin. Ce qui n'interdit pas, au contraire, d'admettre que certaines formes de la pensée, par exemple celles correspondant à son état matériel, sont à la fois très complexes et fort durables. Le cerveau humain, par exemple, apparaît comme une construction éminemment compliquée puisque, outre ses déterminations « matérielles », qui sont toutes cependant pensées, il est censé contenir non seulement toutes les déterminations vérifiées de la pensée, mais aussi toutes ses déterminations

possibles. Les découvertes « scientifiques » ne sont ainsi jamais que des divisions de matières particulières qui soit infirment soit confirment la cohérence des divisions précédentes. En ce sens, il est vrai que « rien n'est vrai, tout est permis ». Les matérialistes considèrent la pensée comme hors de la matière, quoiqu'elle serait une conséquence du mouvement particulier de la matière. La contradiction de cette conception, absolue aujourd'hui, est la suivante : d'un côté, la pensée est partie intégrante de la matière, sans être *une* matière elle-même ; c'est ce qui permet d'être matérialiste et de croire en Dieu. De l'autre côté, la pensée, puisqu'elle est hors de la matière, est exclue de la matière, et donc, puisque tout est matière, la pensée n'est rien ; c'est ce qu'exprime le pléonasme « pure » pensée, où l'adjectif, destiné à renforcer la nullité de la pensée, laisse au contraire supposer que celle-ci, non pure, échapperait donc à cette nullité. Nous sommes bien incapables ici de dire ce que serait cette pensée non pure. Mais la connaissance, la science même sont des pensées qui modifient le monde, de graves accidents de l'existence. La pensée ne bouge pas les choses comme dans la télépathie par exemple, car la télépathie suppose le monde matériel et cherche à prouver la matérialité de la pensée, mais elle bouge les choses, parce que les choses sont elles-mêmes de la pensée. Les divisions crues intangibles parce que matérielles, comme mon corps et le tien par exemple, ne sont intangibles que parce que pensées intangibles ; et non pas pensées par une seule tête, mais par l'ensemble des têtes. Le vieil argument positiviste du matérialisme, l'évidence de la matière parce qu'elle dure au-delà de ma conscience, ne résiste plus dès qu'il existe une pensée, même façonnée par la conscience, mais au-delà de la conscience ; et non pas pensée par une seule tête, mais par l'ensemble des têtes. Bolzano, dans « Les Paradoxes de l'infini », construit une partie de sa preuve théorique de l'infini sur le fait que les corps liquides et solides réagissent les uns sur les autres, même en l'absence de tout être pensant. C'est déjà une conséquence de cette présupposition d'associer la pensée à un « être pensant », puisqu'elle peut être simplement véhiculée par un être non pensant, un étudiant par exemple. Mais, outre que l'assertion est tout aussi invérifiable que l'infini (car si l'on supprimait tout « être pensant » comment pourrait-on savoir si les liquides ou les solides réagissent encore les uns aux autres ?), elle présuppose l'individualité de la pensée, c'est-à-dire que la pensée serait une propriété de l'individu et non l'individu une propriété de la pensée. En d'autres termes : ce n'est pas parce que *je* pense le soleil que le soleil s'arrêtera d'exister si j'arrête de penser ; mais le soleil s'arrêtera d'exister si *toute* pensée s'arrête. Quant à l'inverse, qu'il serait plaisant de vérifier, il est fort peu probable que si la pensée particulière qu'est le soleil s'arrête, dans sa matérialité, toute pensée s'arrête. *La pensée* - soit signalé ici - *n'est pas ce que l'on croit*.

La pensée n'est pas une substance au sens de Spinoza, ou au sens matérialiste. La pensée est la substance, en tant qu'unité de toute chose, car même ce qui n'est pas pensé peut être pensé comme non pensé, et en tant que négativité, mouvement inhérent de toute chose. Il ne faut donc pas confondre, comme le véhicule le sens commun actuel, substance et réalité. La réalité est, en quelque sorte, la fin du mouvement d'une substance, qu'elle se dissolve ou se transforme violemment sous la détermination particulière de son mouvement qu'est la fin de ce mouvement, ou qu'elle se fige, qu'elle s'interrompe, que la fin de ce mouvement ne soit que sa discontinuité, une parenthèse. La dialectique de la substance et de la réalité, comme étant les moments de la pensée comme monde, mérite, depuis les riches spéculations des sciences positives depuis deux siècles, une construction beaucoup plus élaborée et détaillée qu'il ne nous est ici possible, autant par ignorance que parce que notre objet est autre, de développer de façon satisfaisante. Nous ne doutons pas, cependant, que notre hâte de donner des ouvertures au débat engage ceux qui sont mieux armés, et plus patients, à occuper puis à dépasser également cette brèche.

L'aliénation est un mouvement spécifique et exclusif de la pensée, dont les effets substantiels se vérifient dans la réalité. La réalité est le spectacle de l'aliénation. L'aliénation est le mouvement qui dissout la substance d'une chose. La transformation d'une chose dont la substance demeure identique, par exemple dans la métempsycose ou dans le passage de la chrysalide au papillon, ne peut être considérée comme une aliénation. L'aliénation est le mouvement de la pensée qui conserve une chose en transformant son essence. Ce phénomène est particulièrement difficile à concevoir, pour plusieurs raisons. D'abord il vérifie l'impermanence de l'essence d'une chose, ce qui est à peu près contraire à toute conception, au moins occidentale, de l'essence, qui est considérée justement comme ce qui est définitif ; ensuite il relève d'un mouvement de la pensée qui nie la conscience, la conscience étant la pensée se prenant pour objet. L'aliénation est un mouvement de la pensée, non seulement hors de la conscience dans une tête (ceux qui le savent voudront bien nous expliquer ce qu'est une conscience collective), mais aussi hors d'une tête. La difficulté donc pour saisir l'aliénation est que la conscience est limitée à la saisie des mouvements de pensée dans une tête. Ce que la conscience peut prendre pour objet n'est pas toute la pensée que contient une tête.

Mais non seulement la pensée est un phénomène qui continue, si l'on peut dire, hors des têtes, mais aussi qui y revient, avec des transformations qui peuvent être considérables, mais qui s'opèrent hors de notre visibilité, c'est-à-dire de notre conscience. L'aliénation est le moteur, apparemment principal, de la pensée hors des consciences. Or, si l'on ne connaît pas encore l'origine de la pensée, l'aliénation multiplie celle qui est

là. Pour illustrer cette conception, la multiplication de l'espèce humaine : ce n'est pas un effet de la conscience, comme chacun sait, ni de l'on ne sait quelle « nature », comme chacun croit, la « nature » étant une division de la pensée, mais bien un effet quantitatif de la pensée. Cependant la pensée produit ainsi les outils de sa propre multiplication, car s'il n'est pas avéré que l'être humain soit le seul à penser, c'est parce qu'il commence apparemment à transmettre sa pensée à d'autres espèces : les animaux domestiques n'ont pour seule pensée que celle que nous leur prêtons. Pourtant, l'anthropologie pratique nous conduit à prétendre que la création de pensée appartient à l'homme. Cette hypothèse osée est toute empirique : Dieu est un concept humain, et la pensée dans les choses paraît consécutive à celle dans les humains. Nous sommes enclins à penser que le commencement est une pensée. Cependant nous ne savons pas si ce commencement de l'humain *physique* coïncide avec l'apparition de l'humain ; il paraît que non.

Pour en finir, provisoirement, nous dirons ceci : seul l'humain crée de la pensée, jusqu'à preuve du contraire. C'est d'ailleurs dans ce cas une des contradictions non résolues de l'humain et de la pensée, que l'humain seul crée de la pensée, et que la pensée crée de l'humain, comme le vérifient les résultats démographiques actuels. La multiplication des humains est, dans ce cas, également une explosion qualitative de pensée. Cette explosion, dont les théories comme le « Big bang » sont l'expression infantile quoique symbolique dont sont capables les matérialistes, est d'autant plus grave, jusqu'à devenir une menace pour l'humanité, qu'elle est hors des consciences, hors de toute maîtrise individuelle ou collective. L'explosion de pensée de notre monde n'est rien qu'une avalanche d'aliénation.

C'est toute une conception qui est ici bouleversée. La pensée n'est pas une sorte de vapeur, inodore et incolore, dont on pourrait faire abstraction, le cas échéant. Cette table est de la pensée. Ce téléviseur aussi est de la pensée. Une paire de baffes est de la pensée. Avec la paire de baffes, on voit cependant que l'unité de l'expression « paire de baffes » recouvre plusieurs pensées : celle de celui qui la donne, celle de celui qui la prend, la mienne qui la raconte, la tienne qui la lit ; celle du commanditaire de la paire de baffes, et peut-être celle de sa soeur. La pensée de la cause et la pensée de la conséquence y sont inhérentes également, quoique pas forcément conscientes. La pensée est donc aussi tout ce qui est en dur, comme la paire de baffes. Ce n'est pas une substitution de mots, où l'on aurait simplement remplacé matière par pensée. Car si tout ce qui est en dur est bien de la pensée, tout ce qui est pensé n'est pas en dur. C'est la réalité qui rend dures les pensées. Les pensées en dur, les pensées réalisées, les pensées qui ont une forme matérielle ne constituent qu'une division de la pensée.

- 3 -

Or, s'il est établi que tout ce qui existe n'est que tout ce qui est pensé, grave proposition, l'analyse du monde en son mouvement devient sensiblement différente de ce qu'elle est lorsque tout ce qui est pensé n'est que cette partie très faible produite par le cerveau, minuscule noisette au centre d'une salade aux lardons, au centre d'une cuisine, au centre de la grande demeure qu'est la nature. Si cette pensée n'est pas rien, mais se subdivise à toute vitesse, grossit, grandit, s'étend, se recycle, pollue, se métamorphose, se chosifie, explose, s'objective toute lame dehors, puis à nouveau s'abstrait à coup de canon, le passé récent contraint de constater que la pensée en son mouvement, comme totalité, comme action, a été totalement négligée ; et de la sorte, a pu poursuivre hors de tout contrôle de la conscience, et même de la connaissance, son violent trajet, que la philosophie occidentale, péniblement empêtrée pourtant dans son déisme policier, avait commencé à décrypter. Le premier phénomène de l'aliénation est précisément celui-là : il est la scission de la pensée, la perte de son unité dans la conscience.

Le concept de dieu, puis de Dieu, est lui-même un réceptacle de l'aliénation, c'est-à-dire la pensée qui échappe à la conscience, que la conscience ne contient plus, ne comprend plus. Dans le paganisme, cette extension de la conscience dans une abstraction considérée plus grande qu'elle, mais ainsi parfaitement circonscrite, se produit dans la consécration d'une divinité particulière. Tous ces petits récipients de pensée-qui-pisse sont disposés côte à côte, dans un lieu qui figure leur première réunion : l'Olympe. Rapidement ces efforts de la conscience pour ranger ses propres excroissances en des dieux parfois contradictoires, et ceux-là ensemble, sont déjà des synthèses, des rationalisations considérables, qu'une police est déjà obligée de réguler. Mais ces multiples dieux païens sont vite insuffisants pour retenir la fuite de la pensée. Le dieu du monothéisme est une sorte d'immense récipient de synthèse, construit à même la toiture, maintenant très délabrée. Son caractère punitif et autoritaire, notamment l'obligation de *croire*, exprime l'urgence du palliatif, la nécessité de le soutenir, et une véritable terreur devant une pensée sans frein. La divinité unifiée pour la première fois est la résignation humaine devant une connaissance et une pensée supérieures à la conscience, au possible de la conscience, alors que la divinité païenne était tout le contraire, l'explication de l'inexplicable, une théorie de l'aliénation, plus exactement de son résultat.

Lorsque le concept d'aliénation apparaît chez Rousseau, l'aliénation est déjà telle, l'opération sur elle-même de la pensée « an und für sich »

est déjà si présente et visible, qu'il devient nécessaire de le reconnaître. Toute la pensée qu'il promet de révéler est un franchissement du garde-fou de la pensée qu'est Dieu. L'insuffisance du concept de Dieu, qui a la particularité malheureuse de n'être pas perfectible, éclate dans l'explosion d'un monde dont l'unité, soudain, n'est plus seulement hors de la conscience, mais même hors de la représentation du monde qu'a cette conscience. En vérité, ce moment historique de la révélation de l'aliénation, de la critique de Dieu, est un saut qualitatif de la pensée elle-même, qui est la première manifestation de l'aliénation même : c'est une scission. L'aliénation, comme il a déjà été signalé, est d'abord le moment, l'opération par laquelle la pensée dépasse la conscience. Cette catastrophe pour l'individu se manifeste comme négation interne à l'individu. C'est la conscience qui devient un moment de l'esprit, l'esprit étant le milieu de la pensée et de la conscience qui est la pensée déterminée, leur unité qui les supprime. L'aliénation est donc une cassure de la pensée dans l'individu, que l'individu, la conscience de l'individu, tente de théoriser dans des concepts de substitution tels l'inconscient ou le subconscient, le rêve ou la folie. Mais le moment de la perte de conscience, du retour de la conscience, sans conscience de ce retour, dans l'esprit, est le moment où la pensée perd son individualité. Soudain, l'individu humain perçoit face à sa conscience interrompue une pensée qui est à la fois la sienne, son identité, et à la fois autre, étrangère, extérieure, sa différence. Cette pensée est par essence extérieure à la conscience. Cette double perte de la conscience, à la fois à l'intérieur de l'individu et hors de lui, est à proprement parler l'aliénation telle qu'elle est apparue comme phénomène généralisé, auquel le concept de Dieu n'apportait plus qu'une réponse partielle, parce qu'elle-même visiblement résultat sous une forme archaïque de ce qu'il faut aujourd'hui considérer comme simple ébauche d'aliénation.

La représentation de l'humain, de la vie et du monde comme une voûte fermée à hauteur infinie a fait place, dans l'éclatement de cette voûte, à une représentation de l'humain, de la vie et du monde comme une sorte de segment mobile sur une droite infinie, ce segment tendant même vers le point, sa grandeur étant dégressive. Cette nouvelle représentation, encore très répandue aujourd'hui, où l'humanité qui n'est que ce segment instable mais dont le mouvement va vers l'infiniment petit dans la découverte de l'infiniment grand qui le supporte comme un miroir incurvé, n'est que la vision, toute aussi symbolique que l'était Dieu, du rapport entre la conscience et la pensée. Mais alors que Hegel, le dernier « esprit universel », le dernier « philosophe », et Marx ont essayé de désigner l'aliénation, cet acte de désignation semble avoir interdit le compte rendu de l'extension de l'aliénation. Et c'est donc cachée, occultée, que l'aliénation produit ses explosions nucléaires souterraines depuis. Si bien que le moment de la révolution de l'aliénation, celui de Rousseau, Hegel,

Marx, et de la révolution française, est sa qualité occulte. L'aliénation est fondamentalement le mouvement secret du monde.

- 4 -

Ici et maintenant se pose une question au milieu des affirmations. Nous pourrions tout de suite affirmer la réponse, mais comme la question a été complètement éradiquée par l'individualisme volontariste et l'humanisme économiste, la simple question apparaît déjà comme une insolente incongruité, peut-être pire que la réponse. L'aliénation est-elle nécessaire ? Non, hurlent les amateurs de bon vin, de trains plus lents et d'air plus pur. Au pilori l'aliénation, ânonnent les puritains, les partouzeurs, les quotidiannistes et les dandys, vous êtes fous, rajoutent sans rire les marxistes, les post-situationnistes, les intégristes de la publicité marchande, de la psychiatrie infantine, des théologies millénaristes ou plus opportunistes, les tenants de la communication infinie, par profession ou par profession de foi. Car l'aliénation vérifie l'impotence de la conscience, ce qui est déjà inimaginable pour toute cette pensée post-hégélienne dans laquelle nous avons le malheur de nous débattre et qui postule, contrairement au monde, que la conscience est l'arme absolue, quitte à ce que la conscience soit soumise à une pensée hors de sa portée, simple figure imagée d'une résignation à toute maîtrise de la pensée : Dieu, le bonheur, le communisme, la communication. Mais en posant cette question sacrilège, nous butons sur cette autre : qu'est-ce qu'une pensée sans aliénation ? Le seul phénomène connu de la pensée qui dépasse et vainc l'aliénation est celui décrit par Hegel, et dont on sait tout de même qu'il culmine dans le savoir *absolu* dont la fin est justement l'absence de fin : « du calice de ce royaume des esprits écume jusqu'à lui sa propre infinité ». Cette contradiction, qui d'une certaine façon est celle que Hegel a voulue entre son observation et sa croyance, ou bien dans la nécessité de faire aboutir le mouvement qui dépasse Dieu dans Dieu, ne sera pas appelée un paradoxe. Il nous faut au contraire juger que le témoignage de ce principal témoin est le résultat de l'illusion de ce témoin, pareil à celui qui fait déclarer le lendemain d'une émeute faite pour le plaisir à quelque jeune émeutier appliqué à devancer l'attente du journaliste qui l'interviewe (et au contraire de ce que pense dans ce jeu de cache-cache et de vitesse le premier, c'est alors le second qui nique le premier) que l'émeute a été provoquée par l'absence de Maison de la culture, qui, lorsqu'elle sera en conséquence construite, sera d'abord boycottée puis détruite, par ceux même qui avaient initialement prétendu désirer ce que l'étrange *aliénation* de la question médiatique véhicule.

Puisque à la question subsidiaire « que serait une pensée qui ne s'aliène pas ? » la théorie est obligée de répondre « rien, hors de l'infini », après avoir déjà conclu que l'infini n'est rien de réel, en dehors d'une position politique et policière sur l'avenir immédiat, il nous faut donc concevoir que toute pensée s'aliène en effet. Que l'aliénation, comme moment de la pensée, lui est donc nécessaire. Et que pour dépasser l'aliénation, la pauvre petite conscience individuelle, paragon de toute la fière grandeur de notre « liberté », « égalité », « fraternité », de notre « justice », de nos « droits de l'homme », est un outil absolument sous-adapté.

Voici donc à nouveau posé, à nouveau jusqu'à preuve du contraire, que tout est pensée, et que toute pensée dépasse la conscience. Le rapport de la conscience à la pensée est celui d'un moment déterminé au mouvement, et non l'inverse, comme il est communément considéré aujourd'hui, à savoir que la pensée serait un moment déterminé de la conscience. La difficulté de la conscience est donc bien celle qu'énonçait Lukács pour la conscience de classe : en partant d'un point de vue nécessairement borné, ici la conscience individuelle, dans « Histoire et conscience de classe », le prolétariat, cette même conscience aujourd'hui et ce même prolétariat alors doivent concevoir non seulement le tout, mais la suppression du présupposé qu'ils sont ; d'un point de vue borné, pour Lukács comme pour nous, par l'aliénation on doit concevoir, pour Lukács ce qui dépasse l'aliénation, pour nous déjà ce qu'est l'aliénation, puis aussi ce qui la dépasse. Au moment où Lukács formule cette grave contradiction, non résolue jusqu'à présent, de la pensée, la physique quantique, en arrivant à l'observation que l'instrument qui observe peut être construit en contradiction avec les résultats qu'il permet d'observer, aboutit au même insoluble. Cette contradiction logique est *en fait* celle d'une époque. Le mouvement de l'aliénation n'est plus seulement un mécanisme, sa scission n'est plus seulement invisible, secrète ; mais ce que l'aliénation engendre : la pensée qui se multiplie, revient dans la conscience avec la supériorité accablante de l'ensemble de la pensée contre la particularité de sa scission, qu'est la conscience. A l'explosion exponentielle de pensée que l'aliénation laissée libre par les consciences a permise, le siècle de la révolution russe n'a opposé, dans son principe, que deux types de théories : l'une fondamentalement opposée à la révélation de l'aliénation (elle ne prend pas le concept d'aliénation comme concept, elle en tolère des définitions incompatibles entre elles ; et elle accepte cette confusion dans le but non conscient mais fonctionnel d'empêcher que l'aliénation soit objet de débat) est celle qui domine aujourd'hui ; l'autre fondamentalement opposée à l'aliénation. Celle-ci croit également le phénomène révélé, et se contente de vérifier ou de dénoncer des *médiations* entre toute la pensée et la conscience particulière. Il serait

possible de discuter la forme la plus rudimentaire de ces tentatives, le surréalisme, qui par son succès a, paradoxalement, démenti son intérêt. Mais comme justement on trouve cette forme rudimentaire, surréaliste, dans deux autres concepts plus récents, ceux-ci sauront, dans leur différence et leur unité, supprimer l'intérêt du surréalisme. Il s'agit du concept de spectacle et du concept de communication.

- 5 -

Le concept de spectacle, considéré comme rapport social, est peut-être la seule idée issue de la conscience théorique du siècle qui s'achève. A ce titre déjà, il est une des singularités de ce temps, et lui ressemble. Il n'est pas la totalité, quoiqu'il se fasse parfois passer pour elle ; il n'est l'essence ni du monde, ni de la société, ni bien entendu de la pensée ; il n'est pas l'aliénation, quoiqu'il lui ressemble ; et il ne semble pas, dans le temps, occuper d'autre place que celle, bien improbable, qui supprime le temps. C'est donc une sorte de mirage ou d'éblouissement que ce concept de la médiation qui se réfléchit à *l'infini*. Né d'une critique, dans la culture, des insuffisances de la révolte, puis d'une critique, dans la révolte, des insuffisances de la culture, le concept de spectacle est d'abord lui-même spectaculaire : facile à contourner, facile à utiliser, isolé, brillant, irréel, négatif, intemporel et lourd, il demeure aussi insuffisant à caractériser ce monde que suffisant dans la bouche de ceux qui l'emploient, généralement dans une accumulation effrénée.

Tout d'abord : si le spectacle a quelque réalité, il n'est pas en dehors du temps historique. Qu'il existe un temps spectaculaire, pseudo-cyclique, que donc le spectacle s'impose comme représentation du temps, est certes vrai autant qu'étrange ; mais ceci n'abolit pas le temps historique ailleurs que dans cette représentation. Si l'histoire elle-même peut paraître être devenue un spectacle, le spectacle lui-même est réellement un phénomène de l'histoire. Si, du reste, le rapport entre ce rapport social et l'histoire n'a pas encore été historisé, c'est principalement parce que l'apparition de ce concept est très récente. A cette absence de passé s'ajoute une vague présomption d'avenir infini, à moins d'une révolution enfin réussie, aussi improbable, compte tenu de ce que le cartable d'étudiant soumis est devenu aujourd'hui le lieu de dépôt principal de « La Société du spectacle », que ne l'est un avenir infini.

Le concept de spectacle est le moment de l'histoire où la pensée, qui a quitté la conscience dans le secret, et le secret de cette aliénation reviennent dans la conscience. Mais cette unité ne supprime pas les contraires séparés ; elle les suspend. Comme le spectacle lui-même n'est que l'apparence de la conscience divisée de son essence, le concept de

spectacle n'est que l'apparence de la conscience de l'aliénation. C'est en quelque sorte un instantané du mouvement de la pensée, la révélation dans l'histoire du passage, assez furtif, d'une révolution manquée, d'un certain nombre d'actes de pensée dans une assez courte unité de temps. Contrairement à la façon dont il apparaît, le spectacle n'est pas pour lui-même, mais pour un autre. Il n'est pas une forme de l'aliénation, il en est le reflet. Il est comme le mouvement historique, 1968, qui a vu naître son concept : le *reflet* d'une révolution qui n'a jamais eu lieu. Le spectacle est l'image de l'aliénation à un moment particulier de son mouvement. C'est le moment où l'aliénation apparaît dans la réflexion et se réfléchit dans l'apparence, image et reflet.

En lui apparaît ainsi une singularité de la conscience. Celle-ci, pour empêcher la pensée de s'aliéner, de devenir autre, étrangère à elle-même, cherche à la retenir. C'est exactement ce qu'est le spectacle : la volonté de figer le temps, de ramener le mouvement de la pensée dans la représentation, de le suspendre. C'est en cette singularité que le spectacle est lui-même aliénation, extranéation de la conscience par une sorte de refus conscient d'extranéation. Et cette volonté de conservation est démentie par l'événement : malgré le spectacle, l'aliénation continue. Le concept de spectacle, qui est tout à fait remarquable en ce qu'il signifie, parce qu'il se veut la négation de ce qu'il est (la conscience du spectacle implique la critique du spectacle), est la tentative de la conscience de ramener en elle l'aliénation que le spectacle n'a pu retenir. Aussi la théorie du spectacle se veut le contraire du spectacle lui-même. Au spectacle se substitue ainsi l'unité du spectacle et de sa théorie, dans le même but, avec des moyens opposés : éterniser ce qui est là en changeant sa forme. Le spectacle et sa critique sont tout aussi complémentaires que bien *intégrés*, dans ce monde. Ainsi, alors qu'apparaît la négativité du spectacle, apparaît aussi le conservatisme profond de sa théorie critique. Dans ce jeu de miroir qui n'est pas encore fini se dessine la contradiction, qui confine à la tragédie, de 1968. Du point de vue de l'aliénation, qui toujours échappe et au spectacle et à sa théorie, le spectacle n'est lui-même que la capacité de fixer, pour l'éternité comme on dit, son propre mouvement en un retour dans la conscience qui supprime le secret : clic-clac. On peut y voir 1968, cette gifle que la conscience se donne à elle-même.

Si le spectacle est l'image figée et déformée de la pensée devenant autre, un cliché, il devient, parce que le mouvement de la pensée se présente apparemment sans fin à son objectif qui est de le figer, tout au

moins de le suspendre dans sa rotation accélérée en cercle clos, accumulation de clichés. En effet, mitraillant avec ardeur le moment où la pensée revient dans la conscience, il peut, en ce lieu fixe, stratégique, saisir un grand nombre de mouvements ; il améliore également sa technique, et l'image devient mobile, cinématographique, puis zoomée, puis de synthèse. Dans l'internat qu'est la conscience, le spectacle est le détective privé, engagé par l'administration pour prendre au flash le retour des idées délinquantes, avant que ne s'achève la nuit. Mais ce photographe n'est pas payé pour savoir ce que ces idées ont été faire, où, pourquoi et quand : il se contente de l'image qu'il révèle, développe et met en scène pour son client.

La théorie moderne s'étonne de ces singuliers aplatis de la pensée qui garnissent les quotidiens et les murs. Quelle est la logique de ces échappées ? Il semble, à la lumière de ces images floues et déformées, apparaître un principe de la pensée, et ce principe est dans le but de l'escapade, c'est-à-dire hors de la conscience. Ce principe est la communication. La scission et le secret, le retour de fuite de la pensée, mais transformée, tout cela a pour mobile la communication. La communication, non pas la profession du spectacle qui s'appelle ainsi, mais son concept, tel que l'a reconnu Voyer, est l'acte générique. Lequel Voyer d'ailleurs, pris dans la précipitation bien excusable de la présentation d'une découverte aussi importante, s'emmêle parfois les pinceaux. Par exemple, lorsqu'il dit en parlant des figures de l'aliénation « Aussi la conception de ces choses n'est-elle plus seulement une question de pensée, mais une question du monde », nous voudrions bien savoir ce qui n'est pas pensée dans le monde. C'est plutôt l'inverse. Il existe une pensée qui échappe au monde : celle que la communication n'a pas encore fondée.

Ce concept de communication, néanmoins, n'arrive pas non plus à contenir l'aliénation. Car la communication présuppose la conscience individuelle. Or, le spectacle révèle que c'est hors de la conscience individuelle que la pensée *convoite*. Il y a donc une pensée générique non consciente, et non individuelle, qui mène, non pas tranquillement mais avec fureur, le monde. La théorie de la communication, en contournant d'ailleurs élégamment le spectacle, ne montre que cela : la pensée qu'est l'esprit agit avec fureur partout et à tout instant. L'aliénation est tout ce qui est là : « Contrairement à la guerre de Troie, la réalité n'a jamais eu lieu. L'humanité n'a jamais connu d'autre réalité que celle de l'aliénation. » Mais cette audacieuse proposition s'arrête ainsi en chemin. Si, en effet, la communication est le principe du monde et qu'il n'y a d'autre réalité que l'aliénation, alors la conscience et l'individu sont des résultats de la communication aliénée. Et alors, la communication aliénée est la pensée générique. Et alors, communication et aliénation ne sont qu'un. Précieuse rêverie et archaïsme obsolète que la communication directe ! Aucune

immédiateté n'est vérifiée. Le coup de foudre est la simplification d'un phénomène inexpliqué. La spontanéité des émeutiers est une façon de parler.

La communication, puisque c'est sous cette forme que se renverse désormais l'aliénation, n'est rien d'autre que la négation de la conscience, mais qui contient la conscience. L'aliénation fonde la conscience, l'aliénation fonde le monde. La vérité de la conscience et du monde est dans l'aliénation, tout comme sa réalité. La théorie de la communication, qui est la dernière théorie pour éterniser le monde, éclate là sur sa contradiction : comment chasser l'aliénation de la communication ? En vérité, dans cette théorie, aliénation est tout simplement le mauvais, alors que communication est le bon. Puisque aliénation et communication sont la même chose, cette théorie est une schizophrénie. Le déchirement provient du fait qu'il faille conserver le monde coûte que coûte. Ainsi ne se résout pas la contradiction entre individu et genre, alias communication directe contre communication aliénée, ainsi ce qui se dit dans la communication, son véritable contenu, c'est-à-dire l'apparition de son but, devient parfaitement indifférent, pourvu qu'on communique à l'infini. Voyer a fait pour la dernière fois la *besogne* du théoricien : concilier ce que l'aliénation révèle avec l'éternité du genre humain.

Enrichie de tout ce qui la critique, l'aliénation continue ses étranges expériences spéculatives sur le genre humain.

- 7 -

L'esprit apparaît dans la conscience. L'aliénation de la conscience, la communication, est le négatif de cette apparition. L'esprit est l'unité de la conscience et de la communication.

La fin de l'aliénation est la fin de l'esprit.

P. FRANCIS, Z. LOY, A. SOLNEMAN.

*Mon feu cherche
une cervelle assez grande
pour décharger.*

**BIBLIOTHEQUE DES EMEUTES
BULLETIN N°6**



AVRIL 1993

Achetez ! Achetez !

- * « Abrégé de la Théorie de la Musique »
par C. de Chusrople : 20 F
- * Bulletin n°1 de la Bibliothèque des Emeutes, Avril 1990 : 20 F
- * Bulletin n°2 de la Bibliothèque des Emeutes, Mai 1991 : 20 F
- * Bulletin n°3 de la Bibliothèque des Emeutes, Août 1991 : 20 F
- * Bulletin n°4 de la Bibliothèque des Emeutes, Mai 1992 : 40 F
- * Bulletin n°5 de la Bibliothèque des Emeutes, Décembre 1992 : 30 F
- * Bulletin n°6 de la Bibliothèque des Emeutes, Avril 1993 : 60 F
- * Dossiers de presse : voir page 69 de ce bulletin.
- * « DU 9 JANVIER 1978 AU 4 NOVEMBRE 1979 »
par Adreba Solneman : 300 F

Tous les frais de nos envois sont à notre charge.

BELLES EMOTIONS

B.P. 295, 75867 PARIS Cedex 18

**PAR LA FIN DE TOUT SE CONÇOIT LE CONTENU DE CHAQUE CHOSE.
SI TU ME PERMETS DE VIEILLIR, TU MEURS.
FAIS PENSER MON SEXE AU DESORDRE.
IL N'Y A PAS D'AMOUR A MOINS D'UNE INTERVENTION DE LA POLICE.
LA PROCREATION EST LA MERE DE L'ALIENATION.
QUE L'HISTOIRE SOIT COURTE !
MON FEU CHERCHE UNE CERVELLE ASSEZ GRANDE POUR DECHARGER.**